Suzie Robichaud

Professeure de science politiques, Université du Québec à Chicoutimi

(2003)

LE BÉNÉVOLAT.

Entre le cœur et la raison

**Édition revue et corrigée,
septembre 2003**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir du fichier numérique au format Page Maker 6.52, fourni gracieusement par M. Jean-Claude Larouche, président Les Éditions JCL inc.

Suzie Robichaud, **Le bénévolat. Entre le cœur et la raison**. Chicoutimi, Québec, Les Éditions JCL inc., septembre 2003, 272 pp.

[Autorisation accordée par l'auteure le 21 avril 2004]

Mme Robichaud est professeure de science politique à l'Université du Québec à Chicoutimi.

suzie_robichaud@uqac.ca

[Autorisation formelle accordée par l'éditeur, M. Jean-Claude Larouche, des Éditions JCL inc, le 21 avril 2004.]

<http://www.jcl.qc.ca/welcome.html>

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 24 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

<http://www.jcl.qc.ca/welcome.html>

Nous sommes infiniment reconnaissants à M. Jean-Claude Larouche, président, Les Éditions JCL, de nous accorder son autorisation de rendre disponible sur Internet, en format numérique, en accès libre et gratuit, à l'intérieur de la bibliothèque virtuelle **Les Classiques des sciences sociales**, cette recherche de Mme Suzie Robichaud, professeure de science politique à l'Université du Québec à Chicoutimi, **Le bénévolat. Entre le cœur et la raison** (septembre 2003)

Ce livre est disponible, en édition papier, directement chez l'éditeur ou en toute bonne librairie.

Site web : <http://www.jcl.qc.ca/livres/livre.167.html>

Courriel : jcl@jcl.qc.ca

Table des matières

[Remerciements à l'éditeur](#) pour cette édition numérique en accès libre, avril 2004

[Résumé du livre](#)

[Note au lecteur](#)

[Présentation du livre et de l'auteure](#) (verso du livre)

[Dédicace](#)

[Remerciements de l'auteur](#)

[Préface](#) de Vincent Lemieux

[Introduction](#) : L'angoisse du roi Salomon

Chapitre 1 : [État et gratuité](#)

- A. [Le bénévolat au tournant du XX^e siècle](#)
- B. [Les stratégies de l'État](#)
- C. [Les groupes bénévoles dans leur milieu](#)
- D. [Les usages politiques de la gratuité](#)

Chapitre 2 : [Discours et arguments](#)

- A. [Le point de vue des scientifiques](#)
 - i. [Les perspectives historiques](#)
 - ii. [Les perspectives économiques](#)
 - iii. [Les perspectives sociologiques](#)
 - iv. [Les perspectives politiques](#)
- B. [L'opinion des gouvernants](#)
 - i. [L'action communautaire : une contribution essentielle](#)
 - ii. [De la Commission Rochon au rapport Clair](#)
 - iii. [Enquête de Statistique Canada](#)
- C. [La réflexion des groupes bénévoles](#)

Chapitre 3 : [Structures et procédure](#)

- A. [Les structures de la socialité](#)
 - i. [La science des réseaux et des appareils](#) : définition et distinction
 - ii. [Réseaux et appareils](#) : formes strictes ou mitigées
 - iii. [L'utilité de ce cadre théorique](#) pour l'étude du phénomène de l'institutionnalisation et de ses limites
- B. [La systémique](#)

- i. [La systémique, sa définition](#)
 - ii. [L'application de la systémique](#) par le biais du système d'action concret
 - iii. [L'application de ce cadre conceptuel aux propositions théoriques](#)
 - iv. [Définition et opérationnalisation des concepts](#)
- C. [La procédure](#)
- i. [Les paramètres de l'étude](#)
 - ii. [Les techniques de collecte de données](#)
 - iii. [Procédé et technique d'analyse](#)

Chapitre 4 : [Direction et gestion](#)

- A. [Le bénévolat : une situation en mutation](#)
- i. [Les transformations de la pratique bénévole](#)
- B. [Une panoplie de services divers](#)
- C. [Un aperçu des modes de gestion](#)
- D. [Entre la remise en question et la réponse aux besoins](#)
- E. [Des alliés et des partenaires](#)
- F. [La perception des intervenants sociaux](#)
- i. [La collaboration](#)
 - ii. [Les deux types de pratique](#) : l'une professionnelle, l'autre bénévole
 - iii. [Les impressions sous-jacentes](#)

Chapitre 5 : [Solidarité et intervention](#)

- A. [Le social au quotidien](#)
- B. [Profession : bénévole](#)
- C. [Les ruses du social : de la bonne volonté à l'intérêt](#)
- i. [La complexification des problèmes sociaux](#)
 - ii. [Les exigences des bénéficiaires](#)
 - iii. [La vente des services](#)
 - iv. [Le manque de temps](#)
 - v. [La difficulté de l'intrusion](#)
 - vi. [Impact de la pratique bénévole sur l'emploi](#)
- D. [La séduction du lien social](#)
- E. [Connivence et complicité](#)

Chapitre 6 : [Romantisme et institution](#)

- A. [Les groupes subventionnés par l'État](#)
- i. [L'institutionnalisation des réseaux](#)
 - ii. [La transformation en quasi-appareils](#)
 - iii. [La désaffection](#)

B. [Les groupes soutenus par l'Église](#)

- i. [Pauvreté et exclusion sociale](#)
- ii. [Réseau ou quasi-réseau?](#)
- iii. [Fidélité et désenchantement](#)

C. [Les groupes d'entraide](#)

[Conclusion](#): Donner et signifier : de la bonne volonté à l'intérêt

- A. [La difficulté d'un parcours](#)
- B. [La pratique contemporaine du don](#)

[Bibliographie](#)

[Appendices](#)

- A. Subventions aux organismes communautaires ([le Québec](#))
- B. Subventions aux organismes communautaires ([Saguenay–Lac-Saint-Jean](#))
- C. Subventions aux organismes communautaires [Secteur Maintien à domicile \(le Québec\)](#)
- D. Subventions aux organismes communautaires [Secteur Maintien à domicile \(Saguenay–Lac-Saint-Jean\)](#)

[Index sélectif des sujets traités](#)

Résumé du livre

[Retour à la table des matières](#)

Les actualités de 1996 et de 1997 au Québec, en Ontario et au Manitoba ont placé au premier rang des milliers de travailleurs bénévoles. Ce livre n'a pas la prétention de nous les faire découvrir mais bien d'analyser les problèmes nouveaux occasionnés souvent par le désengagement des appareils d'État, en particulier dans le domaine de la santé et des services sociaux.

La thèse développée

Les perceptions spontanées suggèrent que la crise économique rend nécessaire le soutien étatique des groupes bénévoles, facilite le recrutement de leurs effectifs et préserve, enfin, la qualité de leurs services. Voilà quelques conclusions souvent pressenties par les auteurs néolibéraux, par exemple. Il convenait donc de confronter ce genre d'assertion avec l'expérience empirique. Celle-ci a montré, au contraire, que l'institutionnalisation est loin de toujours garantir la pérennité du bénévolat.

Public cible

Cet ouvrage intéressera tous ceux et celles qui ne peuvent concevoir l'existence en société sans cette pratique d'attention à l'autre que constitue l'action bénévole. Vincent Lemieux écrit dans la préface: « Contrairement à beaucoup de pieux bavardages sur le bénévolat, on trouvera dans ce livre le résultat d'un travail savant et perspicace, écrit par une personne modeste, mais remarquable par son empathie. »

L'auteure

Suzie Robichaud, docteure en sciences politiques, est professeure au Département des sciences humaines de l'UQAC. La question sociale a toujours été son thème de prédilection.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Robichaud, Suzie, 1949-
Le bénévolat entre le cœur et la raison
(Collection universitaire)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-89431-167-2

1. Bénévolat. 2. Bénévolat - Québec (Province). 3. Bénévolat - Aspect social. 4. Groupes d'entraide. 5. Aide de l'État au développement communautaire. I. Titre. II. Collection : Collection universitaire (Chicoutimi, Québec).

© Les éditions JCL inc., 1998

Édition originale : avril 1998

Édition revue et corrigée : septembre 2003

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous les pays. La reproduction d'un extrait quelconque de cet ouvrage, par quelque procédé que ce soit, tant électronique que mécanique, en particulier par photocopie ou par microfilm, est interdite sans l'autorisation écrite des Éditions JCL inc.

Suzie Robichaud

Le bénévolat
Entre le cœur et la raison

Préface de Vincent Lemieux

Illustration de la page couverture :
Jean-Pierre Séguin

© Les éditions JCL inc., 1998
Nouvelle édition revue et corrigée, septembre 2003

930, rue Jacques-Cartier Est, CHICOUTIMI (Québec)
G7H 7K9 Canada
Tél. : (418) 696-0536 – Téléc. : (418) 696-3132 –
<http://www.jcl.qc.ca/> ISBN 2-89431-167-2

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition. Nous bénéficions également du soutien de la SODEC et, enfin, nous tenons à remercier le Conseil des Arts du Canada pour l'aide accordée à notre programme de publication.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres – Gestion SODEC

[Retour à la table des matières](#)

Note au lecteur

[Retour à la table des matières](#)

Les groupes bénévoles dont il est question dans cet ouvrage, tant ceux subventionnés par l'État que ceux soutenus par l'Église ont été rencontrés à intervalles réguliers pendant une période de dix ans. Les groupes d'entraide dont il est fait mention dans cette deuxième édition ont pour leur part été contactés au printemps 2002.

Cet ouvrage revu et corrigé se voit aussi enrichi d'une description précieuse des notions de réseau et d'appareil (chapitre 3). Par ailleurs, les résultats d'une recherche menée auprès d'une vingtaine d'intervenants sociaux permettent d'entendre leur point de vue sur la collaboration qui s'établit entre eux et les groupes bénévoles dans l'exercice de leur pratique (chapitre 4). Cela dit, intervenants et bénévoles pourraient commencer la lecture du volume par les chapitres 4, 5 et 6. Tous les deux pourront considérer les défis que soulèvent les actions d'aide, en ce début de siècle. Ils verront aussi que l'amour de l'autre et le courage d'agir malgré le doute amènent à penser que la générosité nourrit le rêve.

Présentation du livre et de l’auteure sur la couverture verso du livre

[Retour à la table des matières](#)

En scrutant le phénomène du bénévolat dans toutes ses ramifications, on réalise qu’il sert des intérêts autres que ceux visés par les bénévoles. Les élans du cœur, les actes d’assistance, au nom de l’efficacité recherchée, s’enferment dans des structures hiérarchiques qui sont le reflet des organisations étatiques. Malgré tout, la vie moderne serait encore moins humanisée sans les actions bénévoles. Ce livre s’adresse aux personnes qui croient toujours à l’importance de la solidarité.

“Contrairement à beaucoup de pieux bavardages sur le bénévolat, on trouvera dans ce livre le résultat d’un travail savant et perspicace, écrit par une personne modeste, mais remarquable par son empathie.”

Vincent Lemieux,
Professeur de sciences politiques, Université Laval

Suzie Robichaud, docteure en science politique, est professeure au département des sciences humaines de l’Université du Québec à Chicoutimi. La question sociale a toujours été son thème de prédilection.

*À la mémoire de mon père Jean
et à ma mère Fernande.
Ils ont été les premiers
à me révéler le sens de la générosité
et la splendeur de l'acte bénévole.*

[Retour à la table des matières](#)

Remerciements

[Retour à la table des matières](#)

Je tiens à exprimer ma plus vive reconnaissance à Vincent Lemieux qui a su, tout au long de ce parcours, me manifester sa compétence, sa disponibilité et son amitié. Sa contribution fut pour moi inestimable. Non seulement m'a-t-il soutenue dans le plaisir de la connaissance, mais il m'a aussi encouragée dans les instants de doute. Et, dans son acquiescement à présenter cet ouvrage par une préface, j'ai pu reconnaître, une fois de plus, sa grande générosité. Je remercie également Jacques T. Godbout et Josée Savard pour leur complicité amicale et intellectuelle. Une recherche comme celle-ci n'aurait pu avoir lieu sans les informateurs et les informatrices qui ont fait don de leur sensibilité en m'instruisant sur les divers types d'expérience bénévole. Je leur dois beaucoup. Par leur accueil et leur compétence Roland Bourdeau, Christian Beaulieu et Émilie Talbot ont été d'un grand secours à l'étape de la révision linguistique, puis de la mise en forme. Je suis aussi redevable envers l'institution qui m'accueille et les individus qu'elle me permet de côtoyer. Le sourire affectueux des uns et la sensibilité des autres exercent une influence bénéfique. J'ai également une dette envers mes sœurs, mes amies, puis envers les étudiantes dont l'idéal, l'espoir, l'enthousiasme et les interrogations favorisent l'épanouissement des idées. Mes pensées de considération vont également à Jean-Claude Larouche, éditeur et homme de cœur dont l'écoute et l'ouverture d'esprit ont facilité la réalisation du but que je m'étais proposé. L'expression de ma gratitude ne peut être complète sans saluer mon ami Jean dont la présence bénéfique – cadeau de la vie – me donne l'occasion d'être moi-même et m'invite à la poursuite de mes rêves.

Certaines données mises à profit dans cet ouvrage ont été recueillies grâce à deux subventions : le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche; la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi.

[Retour à la table des matières](#)

Préface

*De Vincent Lemieux,
Professeur de sciences politiques, Université Laval*

[Retour à la table des matières](#)

Le bénévolat et les groupes grâce auxquels il s'accomplit posent des questions importantes au chercheur qui s'intéresse à la dialectique des réseaux et des appareils dans nos sociétés. Des groupes bénévoles ont toujours existé, mais ils se sont multipliés et ont fait face à des problèmes nouveaux avec le désengagement des appareils d'État, en particulier dans le domaine de la santé et des services sociaux. Si les appareils d'État laissent à des groupes bénévoles le soin de certaines activités de soutien à des personnes démunies, ils n'en cherchent pas moins à réguler ces activités sous le prétexte du financement public consenti aux groupes. Les groupes risquent alors de devenir, en partie, des instruments que se donnent les appareils pour faire indirectement ce qu'ils ne veulent plus faire directement.

Suzie Robichaud considère, avec raison, que par ce contrôle indirect il y a institutionnalisation des groupes bénévoles, avec la tendance qui en découle à une transformation en quasi-appareils, alors que les groupes avaient à l'origine des propriétés de réseaux.

Sans refaire la démonstration contenue dans l'ouvrage, signalons quelques traits particulièrement significatifs qui distinguent un système en forme de quasi-appareil d'un système en forme de réseau. Il y a d'abord le partage de l'autorité, définie comme la capacité d'influencer directement ou indirectement chacun des autres membres du groupe. Dans un réseau, chacun des

participants a cette capacité, alors que ce n'est pas le cas dans un quasi-appareil. Avec l'institutionnalisation, les dirigeants tendent à monopoliser l'autorité, alors que les simples bénévoles ne sont plus ou sont moins en position d'autorité.

Un réseau de soutien, quand il s'occupe de bénéficiaires, a tendance à effacer la frontière entre le réseau et les bénéficiaires. Celle-ci est considérée comme faisant partie du réseau, alors qu'un quasi-appareil a tendance à tracer la ligne entre les bénévoles et les bénéficiaires, en particulier par l'émission d'une carte de membre, qui consacre le statut de bénévole.

Enfin, non seulement les transactions internes au groupe bénévole tendent à devenir asymétriques et plus spécialisées, mais il en est de même des transactions externes des bénévoles en direction des bénéficiaires. Comme le montre Suzie Robichaud, ces transactions tendent à devenir plus spécialisées elles aussi.

Si on voulait exprimer de façon plus globale ces différences, on pourrait dire que les réseaux ont avant tout des finalités d'appartenance, alors que les quasi-appareils ont avant tout des finalités de régulation. Ce n'est pas dire que les réseaux de soutien comme ceux dont il est question dans l'ouvrage ne cultivent que les appartenances entre les bénévoles, et des bénévoles aux bénéficiaires. Ils fournissent aussi des biens et des services aux bénéficiaires, et les bénévoles échangent des informations entre elles. Mais en plus de valoir pour eux-mêmes, ces prestations et échanges ont aussi et surtout de la valeur parce qu'ils alimentent des liens d'affinité et d'identification qui sont la condition nécessaire des transactions. Chacun des partenaires a le sentiment de recevoir quelque chose de l'autre, en une relation qui les unit davantage qu'elle les sépare.

Dans un quasi-appareil, au contraire, les transactions ont aussi des finalités de régulation. Elles sont commandées par les dirigeants qui sont en position d'autorité, pour conformer les distributions de ressources à des normes qui définissent des distributions idéales. Les appartenances, d'expressives qu'elles étaient, deviennent instrumentales. À une cohésion collégiale succèdent des cohésions plus divisives ou encore plus lâches. Aux yeux des dirigeants, les simples bénévoles et les bénéficiaires valent par la conformité de leur action à des normes. La différenciation ou l'indifférence envahissent un champ de relations où il n'y avait qu'identification.

Deux constats faits par Suzie Robichaud viennent moduler cette opposition entre l'appartenance et la régulation. Dans les groupes bénévoles appuyés par l'Église, dont il est question à la fin de l'ouvrage, l'institutionnalisation est absente et, de façon concomitante, la tendance à la transformation en quasi-appareil est moins présente. Cela montre bien que c'est l'arrimage, par la voie du financement, aux appareils d'État qui introduit les finalités de régulation là où régnaient les finalités d'appartenance. Ensuite et surtout, Suzie Robichaud constate, contrairement à sa troisième hypothèse, que la

transformation des groupes d'un système en forme de réseau à un système en forme de quasi-appareil, n'entraîne pas la désaffection des bénévoles. Tout se passe comme s'ils résistaient au passage d'une logique de l'appartenance à une logique de la régulation. Il en est généralement ainsi dans des situations semblables. Quand une certaine division s'instaure entre les dirigeants et les simples membres et qu'un réseau tend à se transformer en quasi-appareil, cette transformation est encouragée au sommet alors qu'elle est combattue à la base.

Ces quelques considérations fondées sur les résultats de recherche de Suzie Robichaud en montrent toute la richesse. Le lecteur découvrira aussi, au fil des pages, quelques-unes des qualités humaines de l'auteure. On ne peut s'intéresser au bénévolat, en faire un objet de recherche, une thèse puis un livre sans être soutenu par les valeurs qu'il porte.

Léon Brunschvicg a eu un mot terrible : « La qualité des âmes ne dispense pas de celle des idées. » Contrairement à beaucoup de pieux bavardages sur le bénévolat, on trouvera dans ce livre le résultat d'un travail savant et perspicace, écrit par une personne modeste, mais remarquable par son empathie.

Vincent Lemieux

Introduction

L'angoisse du roi Salomon

[Retour à la table des matières](#)

Salomon Rubinstein — ancien roi du prêt-à-porter — âgé de 84 ans, luttait contre l'angoisse de la mort en occupant ses loisirs à des œuvres de bienfaisance. « Car, disait-il, plus on devient vieux et plus on a besoin des autres. » Ce personnage créé par Romain Gary (1979:11) nous entraîne dans l'univers du bienfait qui, selon Sénèque, constitue le lien le plus puissant de la société humaine (1972:10).

En tout temps, l'organisation sociale révèle des formes où la charité revêt une grande importance. Depuis l'Ancien Testament, où l'engagement de secourir son prochain est un devoir, le bénévolat apparaît comme une manière d'être ensemble, une façon de marquer son rapport à l'autre, et constitue le support indispensable de tout lien social. Manifestement, l'*ego* et l'*alter* ont toujours été au cœur des communautés humaines. Dans la Grèce antique, où l'organisation politique était la cité, on recherchait davantage des sentiments réciproques d'affection et de sympathie que l'appréciation légitime et respectueuse des droits de chacun. « [...] amis, on n'a que faire de la justice; justes on a encore besoin de l'amitié », exprimait Aristote dans l'*Éthique à Nicomaque* (1961:355). Au Moyen-Âge, on retrace dans la *Somme*

théologique de Thomas d'Aquin ce même souci du resserrement des liens humains : « L'intention principale du législateur doit être de susciter l'amitié entre les citoyens » (II-II, q. 29, art. 3, rép. 4). En France se développent, à cette période, des établissements créés à l'instigation de l'Église. Les institutions religieuses et la famille forment alors des réseaux d'entraide. De plus, au terme de cette période, la communauté offre aussi des services d'assistance à ses membres. Elle prend en charge les indigents, les malades et les orphelins, et nomme parfois des tuteurs pour les mineurs (Blum, 1971:546). Au XVIII^e siècle, à la vision ancienne et désespérante du poète latin Plaute : « Homo homini lupus » (l'homme est un loup pour l'homme)¹, s'oppose celle, consolante, de Voltaire qui met en valeur la « bienveillance naturelle » de l'être humain pour ses semblables (Blais, 1984:141). La poursuite de notre incursion, mais cette fois-ci dans le romantisme et l'univers de ses grands écrivains tels Zola, Hugo et Sand, nous laisse découvrir à travers la pratique ouvrière la naissance du bénévolat moderne (Ferrand-Bechman, 1983). Alors que de l'autre côté de la Manche, à l'ère victorienne, se développe la croyance en la philanthropie pour sauver la nation d'un bouleversement social majeur (Hayward et Alker, 1974:199).

Mais revenons à la France. Sous l'influence de la philosophie des Lumières, les lois de 1793 transforment les notions de charité et de bienfaisance en éléments modernes de droit et d'assistance. La pauvreté – jusqu'alors considérée comme un vice – s'explique par l'absence de structures sociales adéquates. À la fin du XIX^e siècle, le bénévolat demeure, mais le volontariat prend place. Cette pratique ne dépend plus de la charité religieuse et de valeurs communes, mais d'une nécessité, d'un tribut que la société industrielle demande comme complément indispensable de la production de biens et de services. S'il est vrai, comme le disait Nietzsche, que les mots ne sont que des symboles pour les idées, les changements survenus dans le vocabulaire dénotent une réorientation idéologique d'une certaine envergure. Dans le cas présent, c'est l'abandon d'une bienfaisance au profit d'une exigence commandée par une insuffisance de ressources. À la suite de la disparition progressive de la « convivialité »² de quartier, les mouvements bénévoles tentent de recréer diverses relations (Caye et Triomphe, 1982a:55-71). En l'occurrence, depuis des siècles, l'organisation sociale révèle des formes d'aide entre les individus, et le bénévolat au Québec n'échappe pas à cette riche tradition de fraternité, de solidarité et d'entraide. Sans en déduire quelque philosophie de l'histoire ni escamoter des contextes dont la compréhension autoriserait plusieurs nuances et précisions, il est toutefois loisible de remarquer que l'action bénévole québécoise emprunte les mêmes caractéristiques de l'histoire du bénévolat, transcendant elle-même les frontières dans les structures économiques, politiques et sociales.

¹ Plaute est mort en -184, soit 1863 années avant Hobbes à qui on attribue d'ordinaire ce mot *désespérant*, fait remarquer Martin Blais (1984:140).

² Terme popularisé par Ivan Illich, en 1973, emprunté à Brillant-Savarin dans un livre où il tente de préciser sa pensée sur les rapports que l'homme devrait entretenir avec la production et la société (cité par Claude Larivière, 1988:27).

Ainsi, les mouvements ouvriers catholiques et laïcs ont joué un rôle prépondérant dans la réponse à apporter aux besoins sociaux et ont été les initiateurs de diverses activités bénévoles. L'Église et la famille ont aussi exercé un rôle primordial en venant en aide de façon spontanée à chacun de ses membres et en prêtant secours aux gens du voisinage. Héritage du passé, élan de passion, bref, ces associations et ces deux institutions assumaient la responsabilité des problèmes de l'heure, et le bénévolat de don a connu son apogée dans la première partie du XX^e siècle. Les mouvements bénévoles sont, en quelque sorte, reliés aux événements particuliers de la société. Crises, désastres, débalancements sociaux génèrent la mobilisation de réseaux d'entraide³. Mais au Québec comme en France, la notion de justice sociale a remplacé le bénévolat de « charité » pour une forme de satisfaction personnelle bien légitime, et l'action bénévole sera considérée comme un instrument de changement dans la société.

Après la prise en charge progressive de l'assistance par l'État, le bénévolat devient supplétif. Il prend alors le nom de volontariat. Ainsi, l'action bénévole se détache de l'action charitable et se rapproche du courant anglo-saxon, généralement plus développé, qui utilise déjà cette dénomination. Dans son étude sur l'action volontaire et la société québécoise du XX^e siècle, Beaudoin fait remarquer que la population prend conscience qu'une quantité de plus en plus grande de décisions affectant la vie de tous les jours lui échappe. Les individus font face à des appareils bureaucratisés et ordonnancés dans lesquels les services sont souvent définis plus en fonction de la rationalité administrative que des personnes dans le besoin (1977:254). L'aspiration, qui traverse tous les mouvements du quotidien, traduit le rêve utopique d'une société réconciliée, de même qu'elle manifeste le désir d'imaginer d'autres modes de vie en société.

De plus, le déclin de la croyance au progrès et la fin des illusions rationalistes semblent présentement réintroduire le rapport à l'autre et la charge symbolique qu'il induit au cœur de la dynamique de notre société (Renaud, 1990:43). La sensibilité écologique amène un rapport social qui ne se comprend pas dans la finalité de l'action, mais dans un désir de partage où la relation importe pour les liens qu'elle crée. En d'autres termes, les relations entre acteurs sociaux trouvent leur fin dans ce qu'on pourrait nommer la sociabilité. Celle-ci ne trouve pas en elle-même la satisfaction dans ces choses qu'elle met en relation : occupations, biens, informations, finalités, écrit Vincent Lemieux. Elle la trouve dans l'identification aux semblables, dans la

³ Ces initiatives sont encore présentes dans notre société comme en font foi les actions de mobilisation observées lors des désastres naturels (inondations et tempête de verglas) qu'ont connus le Saguenay (été 1996), le Manitoba (printemps 1997), l'Île-de-Montréal, le sud-ouest du Québec, l'est de l'Ontario, (janvier 1998) etc. En effet, au cours de ces catastrophes, les communautés sinistrées sont devenues de véritables laboratoires de solidarité humaine.

relation affective singulière qui relie ces acteurs entre eux. Alain nommait signes absolus, les signaux par lesquels est communiquée cette relation qui est reconnaissance du semblable, plaisir de société, accord, poursuit le politologue (1982:14). Cependant, la différence est grande entre la traditionnelle dame patronnesse qui occupait ses heures de loisir au sein d'œuvres charitables⁴ et les bénévoles militants qui souhaitent une égalisation des conditions de vie. Le bénévolat exprime donc, à travers ses configurations, le renouvellement des formes du social.

En effet, la crise économique, les bouleversements sociaux à l'échelle planétaire, telle la mondialisation des marchés et des échanges, réactualisent le débat sur l'omniprésence de l'État et provoquent un questionnement sur l'efficacité des services publics. Parallèlement à la structure économico-sociale, l'on assiste à la naissance d'une multiplicité d'initiatives prises en marge du pouvoir. L'engouement pour la création de réseaux sociaux ne constitue pas un rétrécissement individualiste, mais représente plutôt un effort pour contrer l'influence des facteurs extérieurs, une manière de créer de nouvelles formes de solidarité. Un nouveau social s'invente ainsi (Donzelot, 1984) : il doit favoriser le maintien de la cohésion sociale après la perte du caractère providentiel de l'État. Et comme le souligne Michel Maffesoli : « Nous savons depuis Durkheim que l'effervescence est l'indice le plus sûr de ce qui est productif, de ce qui est appelé à durer, parfois même à s'institutionnaliser » (1988:52). C'est donc dans cette perspective qu'il convient d'apprécier l'évolution des groupes bénévoles qui, dans le remodelage de leurs rapports à l'État, passent par une série progressive de transformations. Face à une économie qui s'essouffle et à un gouvernement qui n'est plus à même d'assurer à lui seul tous les services à la collectivité, le bénévolat montre une remarquable capacité d'adaptation qui n'en comporte pas moins des enjeux importants. Cet ouvrage vise donc à éclairer les changements apportés par la médiation politique dans l'espace social et à analyser les enjeux du bénévolat comme activité supplétive, sinon complémentaire aux mécanismes formels de l'État. Plus spécifiquement, l'étude veut atteindre trois objectifs qu'il y a lieu de faire connaître dès à présent :

- *analyser l'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles;*
- *étudier comment l'évolution de ces rapports affecte la logique organisationnelle de ces groupes;*
- *examiner l'impact de cette logique organisationnelle sur les pratiques bénévoles.*

⁴ Les femmes de milieux aisés n'avaient pas accès au travail rémunéré, socialement inacceptable. Le bénévolat était une manière honorable d'occuper leurs loisirs (Bovay et Tabin, 2001; Cellier, 1996:178; Lapointe-Roy, 1987:93).

Ce découpage en trois volets étant spécifié, il s'agit maintenant d'articuler le concept principal qui chapeaute l'étude. Dans la lignée d'un Marcel Mauss cherchant à repérer empiriquement, dans une définition, son objet d'étude – la prière – il y a lieu d'identifier certaines caractéristiques susceptibles de rendre compte de ce qu'est le bénévolat au premier abord. L'action bénévole, dans le champ de la présente recherche, ne peut s'effectuer que si elle implique, en tout premier lieu, la présence d'au moins deux acteurs qui agissent dans le cadre d'un groupe. De plus, le lien social qui la supporte se déploie obligatoirement sur la toile de fond d'une division des rôles entre un aidant et un aidé, en fonction de laquelle se départagent le travail bénévole, dans le premier cas, et l'avantage qu'en retire le bénéficiaire dans le second. Enfin, ce genre d'intervention est administré sans contrepartie pécuniaire et sans contraintes – sauf celles que l'individu accepte lui-même – et, au surplus, se prodigue dans un désintéressement de la part du donateur. Aussi, dans la vision particulière de cet encadrement théorique, le bénévolat peut être entendu comme une « relation d'aide entre deux acteurs ou plus, différenciés par des rôles respectifs de donateur et de bénéficiaire dans l'exercice desquels le premier refuse du second ou d'un tiers toute compensation monétaire pour son action et ne subit, pour ce faire, aucune contrainte autre que celles qu'il accepte lui-même suivant ses propres choix » (Larochelle, 1998:103).

L'adhésion à une telle définition ne peut être que conditionnelle. En effet, des précisions complémentaires s'imposent tant pour en décrire l'usage que pour en spécifier la portée heuristique. D'abord, la première restriction qu'elle comporte limite le phénomène du bénévolat à un *don de temps* en excluant délibérément le *don d'argent* ou toutes les autres formes non traditionnelles d'altruisme (don de sang, d'organes, etc.). Il s'agit bien d'un choix de perspective dont le découpage, en l'occurrence, n'implique aucun préjudice dans le traitement de l'objet d'étude ici exposé. Ensuite, la notion de « relation d'aide » paraîtra excessive à tous ceux qui lui assignent le sens d'un face-à-face intimiste et, à la rigueur, affectif entre deux personnes. Au contraire, dès lors qu'il faut bien reconnaître que l'on n'est pas bénévole pour soi-même mais pour quelqu'un d'autre et qu'on peut l'être aussi bien à travers des structures impersonnelles que par un échange proche, force est d'admettre que la relation dont il est question ici tient d'une description minimaliste de la socialité elle-même. Bref, une manière de dire que Robinson ne pouvait être le bénévole de personne.

Par ailleurs, le critère de la compensation pécuniaire semble volontiers réducteur. N'y a-t-il pas des rétributions de nature non pécuniaire mais parfois tout aussi efficaces? Certes, la réciprocité est souvent une composante du bénévolat, du moins si l'on accepte de considérer la notion d'échange en termes larges. Ce qu'il faut comprendre, c'est que cette acception ne vise pas un constat d'absence de partage effectif, mais l'inexistence de son attente comme condition de la relation bénévole. Du reste, une action totalement à sens unique, la vision d'un unilatéralisme parfait relève, à l'évidence, d'un idéalisme que dément la complexité des choses. La compensation pécuniaire veut dire simplement que le mercantilisme n'est pas le fondement premier du

bénévolat. Quant à la notion de contrainte, rien n'indique que le bénévolat ne puisse, à l'instar des autres pratiques sociales, échapper au poids de la culture, des mœurs, voire de toutes les habitudes informelles qui meublent, en fin de compte, l'horizon de tout rapport à l'autre. Le bénévolat existe tant qu'il relève d'une autodétermination de soi, d'une capacité à dire « je m'engage pour l'autre » sans que personne n'oblige le donateur du service en question. Encore une fois, précisons qu'une action totalement sans contrainte n'est envisageable qu'au royaume peu fréquenté de l'utopie, du non-lieu absolu et de la chimère impeccable. Somme toute, l'intérêt analytique de cette définition ne consiste pas à couvrir l'universalité transhistorique du phénomène, mais à permettre une identification empirique de l'objet observé.

Pourtant une objection se présente. Pourquoi s'attarder au bénévolat de services dans le domaine de la santé et des services sociaux? C'est que la réduction du rôle providentiel de l'État et les changements démographiques, entre autres le vieillissement de la population et le virage ambulatoire, appellent une demande croissante dans ce secteur d'intervention⁵. Évidemment, l'action bénévole recouvre une grande variété de formes, de buts et de significations, et demeure beaucoup plus qu'une réponse aux problèmes sociaux et au désistement de l'État-providence (Cellier, 1995:176). À l'aube de ce nouveau millénaire, tout comme l'a montré Linteau dans les années 1930, « les réactions à la crise se font surtout sur le plan individuel et à travers les réseaux de solidarité de base : famille, rue, paroisse [...] » (1986:77). Aussi, dans une période où les institutions monopolistiques héritées de l'État-providence ne réussissent plus à répondre à la diversité des problèmes et des contextes qui caractérisent notre époque (Apollon, 1986), les secteurs formel et informel sont de plus en plus sollicités à secourir l'autre. Mais voilà que les personnes qui apportent réconfort et soutien aux individus dans le besoin vivent un certain essoufflement. Par exemple, la plupart des groupes bénévoles soulignent les difficultés qu'ils rencontrent au chapitre du recrutement et du maintien des membres à leur engagement. Depuis plus de 10 ans, c'est le bénévolat de services directs qui offre les plus nombreuses sources de désillusion pour les bénévoles (voir Blanchet, 1990). Les exigences qui entourent l'exercice du bénévolat dans le domaine des services de santé et des services sociaux s'accommodent mal de la liberté que les individus y réclament. Les contraintes et les formalités imposées dans le cadre de l'exercice bénévole semblent éloigner les individus de cet engagement, à tout le moins celui réalisé à l'intérieur d'une structure.

Certes, le bénévolat – *benevolus*, du latin *bene*, « bien » et *volo*, « je veux » – dont le substantif fut d'ailleurs honoré par le dictionnaire Robert en 1954, ne représente pas en soi une nouveauté. L'inédit tient à la remise en question des rapports entre les différents agents de la vie en société qu'il provoque. Le bénévolat est ici analysé en fonction des enjeux politiques qu'il

⁵ Pour les auteurs Bovay et Tabin, la vieillesse est incontestablement le problème social qui, en raison même de la multiplicité des besoins et de leur expansion, mobilise le plus de bénévoles (2000 :131).

représente pour la société. Cet ouvrage tente de montrer qu'une action apparemment neutre se transforme et peut servir les intérêts gouvernementaux. À l'horizon de ce paysage bénévole en mutation, pointe donc la nécessité de donner un aperçu des répercussions que peut engendrer la revalorisation du rôle sociopolitique de la gratuité au Québec. Dans cette perspective, le premier chapitre vise à analyser la pratique actuelle du bénévolat en tentant de démontrer l'utilisation politique que l'on fait de la gratuité dans un contexte d'après-crise et de son cortège de solutions néolibérales. Certes, le néolibéralisme et le bénévolat ne constituent pas des facteurs de causalité mais représentent plutôt une convergence dans le déroulement des processus sociaux. En somme, l'ambiance néolibérale favorise le développement de cette conduite sociale.

Si, pour Alexis de Tocqueville, le christianisme a fait une vertu divine et a appelé charité l'espèce de bienfaisance qui porte chaque individu à soulager les maux qui frappent à sa porte, diverses thèses s'affrontent depuis l'œuvre de l'illustre historien pour expliquer le phénomène du bénévolat. Certains auteurs l'envisagent comme une pratique sans théorie (Chazaud), d'autres l'abordent en y perpétuant l'idée d'une certaine illusion, c'est-à-dire en l'identifiant à un geste de réciprocité (Ferrand-Bechmann et Roudet). Une lignée d'auteurs tendent plutôt à le voir comme un geste désintéressé (Porte, Blais, Nison), alors que d'autres montrent qu'il sert avant tout les intérêts individuels (Wolfe, Becker). De telles exclusives paraissent caractériser les positions antithétiques que l'on tient sur cette pratique sociale. Aussi, à travers la revue des écrits composés de travaux scientifiques, de documents ministériels et de réflexions des groupes bénévoles, où tantôt il y aura convergence, tantôt divergence d'idées, le deuxième chapitre tente de dégager le point de vue d'acteurs sociaux distincts.

Ainsi qu'il est présenté ici, le bénévolat ne relève pas uniquement d'une action individuelle, mais d'une activité qui s'insère dans une structure collective s'articulant autour d'une conception de vie en société et tout particulièrement d'un type d'organisation sociale, comme le suggèrent entre autres les auteurs Bovay et Tabin, 2001; Stebbins, 1998; Lamoureux, 1996. Dans cette perspective, le troisième chapitre développe, en tout premier lieu, les applications du modèle politologique des appareils et des réseaux, de même qu'il explique que les formes de l'échange bénévole et les configurations de ses modes d'exercice sont compréhensibles à travers une lecture sociale. La seconde partie du chapitre permettra de voir que l'analyse s'appuie sur une réalité perceptible, en prenant pour cible les groupes bénévoles – collectifs fondés sur le travail non rémunéré des membres – d'une région du Québec, le Saguenay. Quant au contexte de la présente étude, les entrevues ont été réalisées, selon une périodicité régulière, entre les années 1990 et 2001 auprès d'une cinquantaine de personnes.

En outre, ce que l'on pose comme problème en étudiant le bénévolat, c'est la redéfinition de la place et du rôle de l'État, et le contrat que ce dernier fixe avec les groupes bénévoles. Les solidarités immédiates apparaissent comme

une solution dans un contexte où il y a moins de ressources financières et de plus en plus de dépenses. De ce fait, le questionnement auquel invite le présent propos ne peut être saisi qu'à travers la tentative qui le sous-tend de vouloir comprendre comment se déroule la participation de deux acteurs incontournables dans l'exercice du don : les dirigeants des groupes bénévoles et les bénévoles eux-mêmes. Les quatrième et cinquième chapitres présentent alors le portrait d'un paysage en pleine mutation et exposent le point de vue de ces acteurs sur la tendance qui les confine de plus en plus dans un rôle de dispensateurs de services.

En d'autres mots, les prémisses exposées éclairent la démarche menée dans cette enquête qui cherche à saisir les effets de l'institutionnalisation – et de la bureaucratisation qui s'y rattache – sur le développement des réseaux sociaux de bénévoles. Il s'agit de voir si, dans la ligne d'argumentation retenue, la logique de fonctionnement de l'institution débouche sur la constitution de quasi-appareils. En conséquence, les effectifs bénévoles risquent-ils de diminuer parce qu'ils ne se reconnaissent peut-être plus dans les nouvelles structures du groupe? À la lumière de ce qui vient d'être dit, la première partie du chapitre sixième permet la vérification de ces énoncés conduite à travers trois niveaux d'analyse : institutionnel, organisationnel et individuel. Chacune de ces perspectives qualifie le statut conceptuel des notions d'institutionnalisation, de quasi-appareil et de désaffection. Par la suite, il y aura lieu de considérer les pratiques bénévoles soutenues par l'Église, de manière à pouvoir apprécier l'écart, s'il y a lieu, qui sépare les deux formes d'exercice du bénévolat : celui qui est subventionné par l'État et celui qui ne l'est pas.

Cela dit, une réflexion sur l'action bénévole moderne va bien au-delà des motivations individuelles qui poussent les individus à agir. En effet, elle permet d'éclairer, de manière nouvelle, les relations entre la société civile et l'État ⁶. Toutefois, en dépit de la transformation des groupes, il sera possible d'observer la permanence du don dans la gestion des rapports sociaux, bien que ses formes puissent varier considérablement d'une époque à l'autre, comme en témoignent du reste les changements structurels de l'espace public depuis les 20 dernières années. À cet égard, les cadres sociaux du bénévolat et leur bouleversement récent révèlent que les usages de ce phénomène ne s'effectuent pas toujours en dehors de la logique des intérêts, notamment ceux de la reconfiguration de l'État contemporain. Somme toute, une même préoccupation semble s'imposer en toile de fond du bénévolat : les appels du cœur ne sont pas toujours compatibles avec les réponses de la raison, voire de la rationalité moderne.

⁶ Pour les auteurs Bovay et Tabin, la vieillesse est incontestablement le problème social qui, en raison même de la multiplicité des besoins et de leur expansion, mobilise le plus de bénévoles (2000 :131).

Chapitre 1

État et gratuité

*Nous sommes tous également hommes,
mais non membres égaux de la société.*

Voltaire

[Retour à la table des matières](#)

À l'heure où l'idée de l'éclatement du social s'incarne dans les écrits en sociologie politique (Baudrillard, Maffesoli, Barel), force est de constater un bouleversement des formes de regroupements sociaux⁷. À la suite du rejet des grandes organisations, signe d'un retour vers les microréseaux sociaux, ou à tout le moins d'un renouvellement des processus d'agrégation sociale, les réseaux de solidarité se transforment et se multiplient. Si la Communauté paraît indubitablement « perdue » comme l'annonçait déjà Piote en 1976, le secteur communautaire, par contre, semble plutôt en phase d'activation que d'épuisement. Le bénévolat n'échappe pas à cette conversion qui témoigne de son renouvellement vers un mode d'expression plus formel. Les relations accrues que les groupes bénévoles entretiennent aujourd'hui avec l'État font que leurs actions relèvent d'un dynamisme pouvant affronter la conjoncture

⁷ Certains éléments présentés dans la trame de ce propos se retrouvent dans l'article « Contestation et attestation étatique : le nouveau catéchisme des groupes communautaires au Québec », écrit avec le politologue Gilbert Larochelle et paru dans la revue française de science politique (Larochelle et Robichaud, 1991:649-675).

économique et sociale actuelle. Plus réceptifs à une sorte de coexistence pacifique avec l'État, les groupes ambitionnent de s'ajuster à sa présence dans l'espace social. L'émergence d'une relation partenariale entre ces deux acteurs débouche sur des stratégies que l'on déploie pour répondre aux modifications du contexte sociopolitique (Robichaud, 2001; Champagne, 2001; Groulx, 1995; Dumont, 1995; Hamel, 1995; Lamoureux, 1994; etc.). Propriétaires et gestionnaires d'un quotidien, les groupes bénévoles cherchent néanmoins à corriger, dans une certaine mesure, les erreurs ou, à tout le moins, les oublis du système politique. L'État, pour sa part, crée avec les groupes de multiples arrimages, les finance et les conforte dans leur rôle de soutien au secteur public. « On assiste à une prolifération de pratiques spécialisées bien rémunérées dont la croissance témoigne de l'industrialisation de la misère humaine », dira Henri Lamoureux (1996:171).

En effet, dans une période de redéfinition des orientations sociales, capitaliser sur le bénévolat peut s'avérer un moyen efficace pour alléger le fardeau étatique. La mutation du rôle de l'État, par le report d'une partie de ses responsabilités vers les groupes bénévoles, interroge ces derniers qui essaient, à travers cette conjoncture, d'évaluer leur marge de manœuvre. Entrés dans le vaste complexe des politiques sociales, les groupes cherchent à se faire reconnaître. Pour y parvenir, ils se doivent de modifier leur structure et leur organisation. La survie et l'autonomie deviennent alors des enjeux importants dans ce jeu des interfaces où les nouvelles orientations appellent des actions concrètes dont l'ingéniosité des formes se conjugue avec le désir de défendre les acquis.

L'action bénévole contemporaine se trouve imprégnée par une gamme de ressources et de contraintes, notamment celles qu'apporte l'État. L'interaction entre ces deux acteurs publics que sont les instances bénévole et étatique modifie respectivement chacune d'elles, particulièrement la première, sans doute plus vulnérable aux décisions politiques que la deuxième ne l'est à l'égard de l'autre. Cet ouvrage propose de dégager les implications théoriques et pratiques du « virage » communautaire de l'État à l'endroit des groupes bénévoles, plus précisément dans le domaine de la santé et des services sociaux. Il cherche à vérifier principalement trois propositions.

- *L'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles entraîne non seulement l'institutionnalisation de ces derniers, mais aussi celle de leurs interactions avec les acteurs publics de leur environnement.*
- *L'institutionnalisation tend à transformer les groupes bénévoles en quasi-appareils, ce qui les oblige à consacrer plus de ressources à leur fonctionnement interne et moins aux pratiques bénévoles.*
- *Cette transformation suscite une certaine désaffection des bénévoles, attribuable à la lourdeur des contraintes organisationnelles.*

En accord avec le premier énoncé, il convient donc d'explorer la problématique d'abord par la prise en compte d'un bénévolat transformé depuis les dernières décennies. Par la suite, il y a lieu d'examiner les mécanismes politiques qui sont mis en œuvre afin d'inciter les groupes bénévoles à répondre aux demandes du milieu. Dans un troisième temps, les groupes bénévoles sont abordés sous l'angle spécifique des réaménagements corrélatifs de leurs rapports à l'État. Cette étude de la relation État-groupes bénévoles débouchera sur les dimensions positives de la dynamique actuelle, d'une part, et les écueils qui guettent les groupes bénévoles, d'autre part.

A. Le bénévolat au tournant du XX^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Le tournant du vingtième siècle marque un changement important dans les relations entre l'État et les groupes bénévoles. Pour mieux en saisir toute la dynamique, il faut considérer principalement deux facteurs. Il y a d'abord une conjoncture : la crise économique ne cesse de porter atteinte aux espérances des groupes bénévoles et aux possibilités de développement du secteur public. Ensuite, une structure : l'étranglement financier de l'État-providence rompt le consensus social sur sa fonction redistributive, phénomène qui coïncide avec le retour du thème néolibéral de la responsabilité individuelle (Gagné, 1996; Hamel, 1995). Cette restructuration que l'on qualifie souvent de « post-keynésienne » se fait en réunissant des « tables de concertation » entre les partenaires sociaux, afin de constituer des avenues pour faire face à la crise. L'opposition et la méfiance se soldent par l'établissement d'une sorte de nouveau « contrat social ». L'échange de services entre le secteur public et les groupes bénévoles devient la carte maîtresse de cette entente consacrée sous le nom de partenariat.

Ayant pris conscience de cette force et des potentialités que le secteur bénévole représente, l'État et ses appareils cherchent à le canaliser et à l'utiliser en le mettant au service de la population. Les groupes bénévoles semblent perçus comme une solution peu coûteuse pour assurer l'assistance sociale que l'État essoufflé ne peut plus assumer avec les moyens dont il dispose. Déjà en 1984, cette réflexion du premier ministre canadien Mulroney paraît attester ce fait sans ambiguïté :

Une des principales priorités de mon gouvernement sera la révision complète des programmes sociaux en vue d'économiser autant d'argent que possible. Une façon d'atteindre cet objectif consiste à encourager le secteur du bénévolat à participer à la réalisation des programmes sociaux.

L'atmosphère d'ouverture au bénévolat et à l'entraide dans laquelle baignent les dirigeants politiques se prolonge depuis et vise même, selon certains groupes, la subordination de l'action communautaire aux finalités exclusives des appareils d'État et des priorités ministérielles (Parazalli, 1994). De même, le gouvernement fédéral de Jean Chrétien comprime certaines mesures sociales comme l'assurance-chômage et l'aide sociale. Mais les Canadiens ne sont pas les seuls à emprunter la voie du bénévolat pour répondre aux demandes sociales dans un contexte de compression budgétaire. Entre autres, la France et la Grande-Bretagne, la Suisse et l'Italie ont de plus en plus tendance à recourir à cette solution pour atténuer partiellement la mission sociale de l'État (voir Bovay et Tabin, 2001; Garelli, 1996; Le Net et Werquin, 1985). Le Québec s'inscrit également dans la foulée du mouvement international de soutien à l'émergence du tiers secteur. À cet effet, des dispositifs sont actuellement en place afin de consolider, notamment, le secteur de l'économie sociale et le secteur coopératif, peut-on lire dans une politique gouvernementale (2001:15). La dynamique de ces nouvelles intrusions de l'État comporte à cet égard un important volet où se côtoient, au plan du discours tenu par les élites politiques, des notions de responsabilisation des acteurs sociaux et de constitution de réseaux bénévoles alternatifs.

Les organismes bénévoles peuvent apporter des bienfaits et des bénéfices que les dirigeants et les technocrates ont vite fait de repérer. Ils offrent une gamme variée de services à la collectivité et renforcent le marché des emplois précaires, tout en constituant un moyen d'épargne pour l'État. Celui-ci accorde des fonds qui semblent soutenir l'infrastructure et faciliter l'émergence de projets concrets, fussent-ils d'envergure limitée. L'injection de ces deniers publics favorise la création de services collectifs que les groupes donnent à titre de sous-traitants, thème exploité par plusieurs auteurs : (Fournier, 2002; Corporations de développement communautaire, 1996; Lamoureux, 1996; D'Amours, 1987; Chénier, 1986; Bélanger et Lévesque, 1985). Qui plus est, on louange l'aide apportée par ces groupes en mentionnant qu'elle est humanisée et personnalisée, tout en l'opposant à celle offerte par les établissements du secteur public. Cette situation engendre des effets pervers, à tout le moins des contraintes, pour ceux qui bénéficient de ce soutien financier. Clare Short, députée socialiste de Birmingham et ex-directrice de l'Aide à la jeunesse, s'inquiète de ce changement : « Là où vous avez un gouvernement qui dit que l'entraide et le bénévolat sont meilleurs que les services publics, le secteur bénévole peut devenir une force répressive » (1984:4). Si la situation soulève des malaises en Angleterre, le Québec n'échappe pas à cette vague d'inquiétude. C'est donc à travers cette conjoncture que l'État québécois confie des responsabilités sociales aux solidarités bénévoles.

B. Les stratégies de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Soucieux d'éviter un écueil politique que provoquerait la disparition pure et simple de certains services collectifs, les gouvernants concèdent aux groupes bénévoles une partie des interventions que nécessite la mission sociale. Ces derniers peuvent ainsi suppléer aux restrictions financières et répondre à de récentes problématiques : les sans-abri, les familles monoparentales, les personnes en perte d'autonomie, les « nouveaux ayants droit », pour reprendre l'expression de Daniel Bell (1976:24). L'État souhaite la prise en charge par le milieu de certains besoins sociaux. Le développement du soutien à domicile constitue un des exemples marquants de cette orientation étatique. « Ce secteur d'intervention peut s'avérer une solution humaine intéressante pour des individus. C'est le manque de ressources pour répondre aux besoins toujours grandissants qui pose un véritable défi aux familles, aux institutions publiques et aux groupes bénévoles » (Robichaud, 2000; Godbout, 1995; Godbout *et al.*, 1987:51). En abordant la question de la désinstitutionnalisation, les auteurs de *La face cachée du système* poursuivent en soulignant que l'insuffisance de ressources de maintien dans le milieu apparaît être une évidence pour tout le monde. En outre, le programme permet une diminution du temps d'hébergement en milieu institutionnel (hospitalisation pour soins prolongés, centre d'accueil, etc.) et peut se justifier publiquement par l'autonomie des individus et le retour dans leur milieu de vie, rappellent certains organisateurs communautaires. En un sens, l'État se doit de trouver des solutions à un manque de moyens dans un contexte où les problèmes se complexifient. Mais la mise en place de ce programme suppose une main-d'œuvre moins onéreuse que celle des employés du secteur public. Les bénévoles sont devenus des recrues de choix.

À tout événement, l'organisation des groupes est subordonnée aux critères redistributifs, aux actions et aux procédures émises par les instances gouvernementales. Par exemple, au début des années 1980, le ministère de la Santé et des Services sociaux tente d'orienter l'action des groupes bénévoles en leur coupant les vivres si 50 % de leurs effectifs n'œuvrent pas dans le domaine des affaires sociales (Vastel, 1984:130). N'eût été de l'intervention de leur coalition, plusieurs organismes auraient vu leur contribution financière disparaître. Sans toutefois parler « d'autoritarisme étatique », on doit admettre que la question du financement et des nouvelles orientations que prend le Ministère continue d'influencer diverses pratiques à l'intérieur des groupes.

Certaines idées véhiculées dans le projet de réforme de la sécurité sociale laissent entrevoir la possibilité que les organismes communautaires soient inscrits dans des stratégies de développement de l'employabilité par l'insertion des individus sans emploi. Cette volonté gouvernementale ne respecte pas la nature des organismes communautaires (Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi, 1994:27).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le soutien financier modifie les rapports de force que ces deux acteurs entretiennent et peut conduire à une démobilisation des membres en regard des causes qui leur tiennent à cœur, tout en transformant leur propre gouverne : « Ce qui nous confinerait à gérer la pauvreté plutôt que de travailler largement avec la population à carrément l'éliminer », énonce un collectif de justice sociale (1996:2). En période de récession et de réajustement du rôle de l'État, comment les groupes peuvent-ils se positionner dans leur tâche de complémentarité, tout en gardant leur autonomie? De fait, l'État contribue à les conforter dans leur rôle social depuis plusieurs années. Les groupes, quant à eux, ont des attentes envers le politique, et les demandes de subvention sont passées de 26 à 216 millions de dollars de 1986 à 2001 (appendice A); cela n'a rien à voir, toutes proportions gardées, avec les 100 000 \$ versés à ce chapitre, pour l'ensemble du Québec à la fin des années 60.

Les stratégies qui régissent les rapports entre l'État et les groupes sont, en somme, mutuellement séductrices dans les relations d'interdépendance. Réciproquement, elles sont réservées, dans leur ambition de se maintenir, en tant que partenaires, à distance respectable. De l'argent, des services certes, mais pas à n'importe quel prix, avancent les interlocuteurs bénévoles. La dépendance ne contrarie pas l'autonomie réclamée, mais constitue sa condition d'exercice; voilà le paradoxe. Néanmoins, la position stratégique qu'occupe l'État semble influencer les structures de pouvoir à l'intérieur même des groupes bénévoles qui, tout en demeurant sensibles aux demandes de la population, adoptent pour des fins d'efficacité des caractéristiques qui s'approchent du modèle bureaucratique professionnel.

Toute organisation cherche à survivre et à s'étendre le plus possible dans l'espace social. L'évolution des groupes bénévoles au Québec corrobore ce postulat cher à la sociologie des organisations (Perrow, 1979). Leur stratégie maîtresse consiste actuellement à miser sur la stabilité à long terme des structures. Cependant, en pactisant avec les porte-parole de l'État, les groupes utilisent davantage le « système » qu'ils ne le refusent pour survivre et optimiser l'efficacité de leurs actions. La professionnalisation des interventions et la segmentation des bénéficiaires imposées par la programmation de l'État amènent les groupes à adopter des comportements qui ressemblent à ceux des institutions publiques.

C. Les groupes bénévoles dans leur milieu

[Retour à la table des matières](#)

Les groupes bénévoles se révèlent en position de dispensateurs de services qu'ils donnent en sous-traitance. Il y a ici connotation, si l'on tient compte du contexte, de la soumission d'un acteur au double processus de délégation et de sollicitation. En l'occurrence, l'État confie aux groupes bénévoles des mandats tout en leur donnant les moyens financiers pour les remplir. Ainsi, les groupes produisent des bénéfices divers pour la collectivité et renforcent le marché des emplois précaires, tout en constituant un moyen d'épargne pour l'État. Comment garder le caractère permanent du groupe tout en gardant son autonomie et ses priorités d'action? Face à cette « alliance à double tranchant » (Lamoureux, 2001; Robichaud, 2001; Dorvil et Gagné, 1992; Corin et Lauzon, 1986), la réflexion est partagée. Quoi qu'il en soit, pour faire face à des contrôles étatiques plus serrés, les groupes en sont venus à modifier leurs pratiques : engagement de permanents, vente de services, ajout de nouveaux bénéficiaires. Les bénévoles, pour leur part, ressentent quelques difficultés à suivre le rythme qu'on leur impose : « Nous préférerions des actions plus ponctuelles et moins engageantes. Ce qu'on nous demande est trop délicat, comme par exemple conduire un malade à ses traitements de dialyse trois fois par semaine ou offrir un service de gardiennage pendant la nuit à des personnes âgées. » De plus, dans cette forme d'engagement social, les bénévoles semblent vivre un isolement qui mine leur désir de participation au groupe. Les nouvelles formes d'engagement de l'État ne sont nullement étrangères à tous ces changements.

En effet, et c'est la deuxième proposition de cette étude, les groupes bénévoles tendent à se transformer en quasi-appareils, c'est-à-dire qu'ils optent pour *une forme intermédiaire* – entre une structuration hiérarchique et une autre non hiérarchique – qui influence leur organisation et oriente l'usage de leurs ressources. D'une part, les fonctions d'intermédiaires qu'ils exercent entre l'État et la population semblent réduire leur marge d'autonomie et soumettre leur mission à des pressions extérieures. Dans cette perspective, et en termes stratégiques, l'inéluctable dévoiement des préoccupations engendre des contraintes sur l'organisation. D'autre part, la sous-traitance à laquelle les groupes sont conviés paraît engendrer un certain dualisme entre le gouvernement et son nouveau partenaire. La coexistence de ces deux acteurs – jusqu'alors plus éloignés l'un de l'autre – ne constitue pas la seule contradiction que le mouvement bénévole doit affronter.

Singularité remarquable des temps, les groupes soutiennent et adoptent des comportements que l'État souhaite lui-même modifier. En effet, alors que le discours étatique est axé sur la déprofessionnalisation, les groupes, eux, se professionnalisent : recrutement sélectif, formation des membres, spécialisation des interventions. L'objectif avoué des standards élevés dans la performance est de plus en plus présent. Si certains déplorent une perte de spontanéité et d'entraide dans cette démarche vers la professionnalisation de l'intervention bénévole, d'autres désirent manifestement élever la qualité des interventions et la légitimation de l'organisation des services. D'un point de vue provincial ou interrégional, les organismes constatent une certaine iniquité en matière de financement. À titre d'exemple, le taux moyen de financement d'un organisme bénévole, dans le secteur du maintien à domicile, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, pour l'année 2000-2001, s'élève à 21 762 \$ (appendice D). Pour cette région du Québec, cette somme ne constitue qu'un soutien de 45%, si l'on tient compte de la moyenne des subventions offertes dans l'ensemble de la province, soit 47 979 \$ (appendice C). Au-delà de cette perspective, certains groupes bénévoles disent subir un préjudice face à des organisations qui développent un marketing plus spécialisé. En somme, le rôle de service direct auquel les groupes sont conviés et qui sert à les légitimer, en vertu de la nouvelle Loi sur les services de santé et les services sociaux, ne cesse de s'accroître et modifie considérablement le paysage de ces derniers, l'organisation de leurs membres et les relations qu'ils entretiennent avec les différents acteurs publics.

Ainsi, les groupes bénévoles se voient imposer de nouvelles règles pour l'obtention de leurs subventions et doivent faire preuve de leur volonté de s'associer avec les établissements du secteur public. Cette position devient embarrassante et paradoxale. En même temps qu'ils entretiennent de sérieuses réserves face aux politiques gouvernementales, ils doivent y recourir pour obtenir des fonds. L'État devient le « Grand Seigneur » que l'on sollicite d'une main et que l'on repousse de l'autre. Sans qu'il y ait nécessairement dissension, c'est à travers l'expression de cette ambivalence que se représente l'image de Janus : la bifacialité des groupes bénévoles. Si l'opposition d'intérêts a marqué pendant une certaine période les relations entre ces deux acteurs, il semble moins évident que ce schéma persiste encore aujourd'hui. Les officines gouvernementales valorisent les bénévoles comme ressources humaines disponibles pour offrir des services; pour les groupes bénévoles, la présence de l'État paraît essentielle dans le désir qui se manifeste d'assurer la poursuite de leurs actions avec un certain rendement.

En l'occurrence, une demande de plus en plus grande du secteur public, la question du financement et la nécessité de la spécialisation, afin de répondre à des problèmes de plus en plus complexes, appellent la présence d'individus aux connaissances particulières. Le recrutement des bénévoles se fait alors d'une façon plus sélective, et ceux-ci reçoivent une formation d'appoint. Soucieux d'accorder à la population des services de qualité, les groupes cherchent à relever le niveau de l'aide apportée et, en conséquence, à légitimer la

structure organisationnelle d'où elle émerge. S'installe alors entre les groupes une certaine rivalité face aux subventions disponibles, l'État reconnaissant ainsi la plus grande valeur des uns au détriment des autres. « Tout processus d'allocation se fait dans un contexte de rareté des biens et il y a concurrence pour leur appropriation », postule David Easton lorsqu'il aborde le concept de « policy » (1974). Au-delà de cette compétition, des positions plus souples s'observent chez les groupes bénévoles puisque certains d'entre eux se regroupent localement et de façon autonome. La création des corporations de développement communautaire, il y en a environ 35 au Québec ⁸, démontre la volonté de sortir de l'isolement et de la dynamique de concurrence. Néanmoins, les luttes menées pour l'obtention de subsides entraînent, bien que de façon variable, des relations hiérarchiques à l'intérieur des groupes eux-mêmes. Alors que certains individus se voient attribuer des fonctions en raison de leurs acquis, d'autres sont relégués à des tâches plus modestes; compétence reconnue chez les premiers, générosité chez les seconds. Si l'on accepte l'idée que, dans une organisation, l'acteur qui possède le plus d'information détient généralement le plus de pouvoir, on pourra ainsi admettre que les rapports de force entre les permanents et les bénévoles sont inégaux ⁹. Malgré tout s'établit une hiérarchie en regard de certains types de bénévolat, entre autres ceux de gestion et de services.

Cette polarisation oppose tantôt les diplômés contre les non-diplômés, tantôt les permanents contre les bénévoles. Entre ces derniers, l'opposition s'exprime lorsque l'on rappelle la mission de l'organisation. Pour les uns, cette mission est un idéal absolu en dehors de toute gratification pécuniaire. Pour les autres, la finalité peut être aussi importante, mais subjectivement elle est aussi le lieu d'avantages pécuniaires personnels, par le biais d'un salaire ou d'une compensation financière. En cela, la remarque de Kouchner est éclairante : « Il est difficile d'exprimer aux autres que c'est l'affaire de tous, quand on gagne sa vie par ce biais » (1986:100). D'ailleurs, le futur ministre français raconte, dans son bel ouvrage *Charité Business*, qu'il a quitté l'organisation qu'il avait contribué à fonder, *Médecins sans frontières*, parce qu'il pensait que les médecins devaient être volontaires et bénévoles. La *Croix-Rouge internationale* avait alors décidé d'offrir un dédommagement pour les séjours dangereux (p. 199).

Toujours est-il que l'argent ne constitue pas le seul facteur d'affrontement. Certains travailleurs spécialisés, d'une part, font grief aux bénévoles d'amateurisme, leur reprochent la piètre qualité de leur intervention. Ils auraient, pour tout instrument, un mélange de moralité personnelle, de solidarité primaire et de compassion intimiste perçu comme l'antithèse d'une

⁸ Les corporations de développement communautaire sont des regroupements d'organismes communautaires qui visent à assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement social et économique de leur milieu.

⁹ Qu'un acteur possède plus de moyens qu'un autre ne suffit pas à lui assurer automatiquement un pouvoir plus grand, bien que le plus souvent des moyens supérieurs entraînent un pouvoir supérieur (Lemieux, 1979:44).

méthodologie rigoureuse et planifiée. D'autre part, les intervenants font aussi l'objet de certaines critiques. Les bénévoles leur reprochent un manque de disponibilité et d'écoute, une incompréhension de la réalité communautaire de même qu'une préoccupation à défendre leur statut professionnel. Ces visions différentes ne facilitent pas la naissance d'une complémentarité entre les acteurs. En effet, il semble s'établir entre eux des rapports inégalitaires, et les discussions qui s'ensuivent débouchent souvent sur un débat sans issue. Néanmoins, des pratiques de coopération s'avèrent possibles et tendent à s'observer; nous y reviendrons. À cet égard, la position ambiguë des syndicats à l'endroit de l'entrepreneuriat bénévole ne dissipe en rien la difficulté de dénouer les dilemmes internes sur le sens de l'action et de l'organisation des groupes bénévoles ¹⁰.

Face à l'émergence de ce « cinquième pouvoir », les officines syndicales craignent la perte d'emplois pour leurs membres et voient une entrave à la création de nouveaux postes. Il faut toutefois ajouter que l'inquiétude – entretenue à tort ou à raison – outrepassa la défense des syndiqués actuels et s'étend au-delà des simples relations et conditions de travail. C'est tout le poids politique des grandes centrales syndicales qui est ébranlé. De nouveaux groupes interviennent maintenant sur la place publique, influencent le cours des événements et exercent un effet d'attraction. En dehors de tous ces débats, l'exercice du partenariat appelle des stratégies formelles doublées par des procédures informelles qui relèvent de l'usage qu'en font les groupes et l'État dans leur désir d'aplanir certaines difficultés et de s'arranger avec ce nouveau mode de fonctionnement.

D. Les usages politiques de la gratuité

À la lumière des remarques qui précèdent, il est possible de reconnaître que le contexte social actuel modifie le bénévolat depuis le tournant du siècle. Une première analyse peut laisser croire que le « virage communautaire » de l'État entrave complètement l'action bénévole. Cependant, la dynamique actuelle génère aussi des dimensions plus positives, conséquence, entre autres, de la crise financière (Sévigny, 2002; Lamoureux, 2001; Gagnon, Saillant *et al.*, 2000, etc.). À cet égard, laissons la parole à Maffesoli :

[...] la prise en compte de la proxémie peut être le bon moyen de dépasser notre habituelle attitude de soupçon, pour apprécier les intenses investissements personnels et interpersonnels qui s'expriment dans le tragique quotidien (1988:156).

¹⁰ Pour connaître d'autres enjeux que soulève le bénévolat face au travail des professionnels, voir les ouvrages de Bovay et Tabin (2001, 1994) et Ferrand-Bechmann (2000).

L'émergence d'une relation partenariale ne peut advenir qu'à partir d'une convergence minimale des acteurs en présence, sur le modèle d'action sociale. Cette condition est implicitement exprimée dans différents documents ministériels (Gouvernement du Québec, 1989, 2001, 2002). Il est à souhaiter que chacun des acteurs détermine et départage ses intentions. Cependant, la liberté de choisir peut engendrer des contraintes, certes, mais peut également permettre la réalisation de certaines ambitions. D'une part, l'État cherche à renouveler sa relation avec la société et les réseaux de solidarité qui la caractérisent; ses interventions se font parfois plus modestes. D'autre part, les groupes bénévoles tentent de s'adapter aux nouveaux rapports avec l'État, tout en maintenant leur autonomie et la flexibilité de leurs interventions. Quelle marge de manœuvre ces acteurs peuvent-ils se donner à travers cette conjoncture?

Pour faire face à la « crise financière », faudra-t-il instaurer des tickets modérateurs ou vendre nos services? se demandent certains groupes. D'autres s'entendent sur la nécessité d'un support étatique dans le but d'assurer leur survie et la continuité de leur action. Les organismes bénévoles, comme les centres de bénévolat, pourraient-ils poursuivre leurs activités sans l'appui financier de l'État? Néanmoins, collaborer aux projets étatiques tout en gardant son autonomie, son originalité, sa mission initiale, demeure une véritable tâche de Sisyphe. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, une marge d'indépendance est rendue possible justement parce qu'une certaine dépendance existe. Les groupes bénévoles n'échappent pas à cette logique d'hétéronomie et d'autonomie simultanées, puisqu'ils dépendent à la fois de leur propre gouverne et du système central qu'est l'État. Ils doivent se définir eux-mêmes à la rencontre de leurs valeurs et de la réalité sociale qu'il faut appréhender. Cela dit, les solutions mises de l'avant pour contrer l'incapacité de l'État à répondre aux besoins de la population en matière de santé et de services sociaux suscitent des thèses divergentes. Il en sera question plus loin. Ce qui fait l'unanimité, cependant, c'est que l'État retire des avantages à soutenir financièrement les activités bénévoles dans leur rôle d'aide à autrui.

Toutefois, évoquer la récupération serait un pas à éviter. Ce concept fait référence à la théorie du complot et suppose que l'acteur manifeste une attitude malveillante. Dans le cas présent, la récupération étatique signifie que l'on prétend, à titre d'hypothèse, que l'État voudrait entre autres verser des subsides aux groupes bénévoles sous le seul couvert d'une action bienfaitante pour eux et dans le seul but de museler leurs revendications. Parler de récupération étatique relève, dans ce contexte, de l'ordre du jugement moral. Ne serait-il pas plus juste de recourir à la notion de « stratégie », non dans le sens de tourner vers l'inculcation de dessein mauvais, mais, plutôt, d'influencer par des effets particuliers, tels la diminution des coûts et la naissance de collaborations. En effet, la perspective suggérée dans cette étude dispense de prescrire des intentions machiavéliques aux décideurs publics, mais tend plutôt à montrer que ni les groupes bénévoles ni l'État ne sont « coupables » de quelque maléfice que ce soit.

De prime abord, les groupes acceptent de recevoir des subsides du gouvernement et recourent à d'autres sources de financement pour combler le manque à gagner. L'État, pour sa part, établit la règle du jeu comme suit : une aide financière sera accordée aux organismes qui réussiront à s'autofinancer, en partie, en faisant preuve de leurs succès à récolter des fonds dans le secteur privé. « L'autofinancement a pris une dimension de véritable défi face à l'accroissement de la sollicitation organisée (campagnes provinciales, fondations régionales, téléthons, etc.). Les efforts déployés s'avèrent souvent inefficaces et peu significatifs », expriment les dirigeantes de groupes bénévoles. Ainsi, l'action des groupes s'articule autour de la conception de la philosophie libérale. Vus comme des lieux de démocratie, ils font office de corps intermédiaires entre l'État et l'individu, entre le privé et le public. Tocqueville a bien montré que la multiplication des groupes est le lot des sociétés qui accordent préséance à l'individu et à la diversification des formes de représentation. En filigrane apparaît l'idée qu'un État qui gouverne bien est un État qui ne gouverne qu'au minimum. « Qu'il se restreigne à son rôle de veilleur de nuit », expriment plusieurs organisations communautaires. Cependant, un des enjeux importants se trouve dans l'argumentation qu'exposent les organisations bénévoles dans le but d'obtenir un soutien financier.

La mise en sommeil des orientations des groupes pour s'adapter au discours de l'État, si elle n'est pas une pratique générale, n'en demeure pas moins fort répandue. Certains d'entre eux croient en la possibilité de privilégier leurs propres actions, une fois les sommes obtenues. Néanmoins, le respect des normes qu'impose implicitement l'appui reçu témoigne d'un souci de mériter la crédibilité du principal interlocuteur. Or, le contrôle qu'exerce l'État sur les fonds versés influence les pratiques. Ainsi, des découpages s'opèrent. Certaines dimensions doivent être tuées alors que d'autres ont avantage à être publicisées, notamment si la visibilité constitue un atout considérable pour l'obtention d'une autre subvention. Le recours à des pratiques de concertation entre les instances politiques et l'État met les groupes en position d'offres de services susceptibles de les conduire à des pratiques de coopération avec certaines institutions publiques.

Les expériences de collaboration entre le secteur public et les groupes bénévoles, bien que sujettes à des variations multiples, sont bien présentes (Chiasson, 2001; Turcotte *et al.*, 1997). Ainsi, le rapprochement entre les employés de l'État et les organismes conduit parfois à l'assouplissement de l'idéologie professionnelle antibénévole au profit d'un travail concerté plus fructueux. Des relations plus formelles existent : quelques bénévoles sont ainsi invités à participer aux études de cas que tiennent les professionnels des centres locaux de services communautaires. En toile de fond, ce changement d'attitude fait ressortir des réalisations qui peuvent être imparfaites, ponctuelles même, mais exprime l'ouverture à des ententes possibles entre différents intervenants des milieux communautaire et public.

Toutefois, ces actions ne sont pas toujours aussi répandues et efficaces que certains individus ne l'espèrent. L'ambiguïté du concept de partenariat n'est

pas étrangère aux limites de ces pratiques de collaboration (Duperré, 2002; Savard et Mayer, 2001; Lamoureux, 1996; Godbout et Guay, 1991; Ladouceur, 1988; Lesemann, 1988). Celui-ci peut se définir comme un rapport égalitaire entre deux parties différentes par leur nature, leur mission, leurs activités, leurs ressources et leur mode de fonctionnement (Panet-Raymond et Bourque, 1991:9). Cette relation suppose donc au préalable que chacune des parties reconnaisse, pour elle-même et pour l'autre, divers caractères d'autonomie et de compétence. On peut néanmoins s'interroger sur l'image que ces acteurs se réservent mutuellement. Provoque-t-elle le sentiment de supériorité chez les uns, et celui d'infériorité qui conduit à des blocages et à des hésitations chez les autres? L'écart des moyens matériels et humains qui les sépare ne rend-il pas la création des alliances confuse, ou pour le moins difficile à réaliser? La variation d'information que détient chacune des parties en présence et la différence de langage constituent d'autres obstacles que les groupes doivent surmonter. Cependant, dans le domaine du soutien à domicile, les expériences de collaboration peuvent s'avérer plus facilement réalisables. Les centres locaux de services communautaires qui ont participé à la mise sur pied de tels services sont sensibilisés à l'approche communautaire qu'ils appuient sur une tradition de bénévolat, bien qu'ils n'entrevoient pas tous de la même façon le partage des responsabilités avec le milieu.

Au-delà des ressources et des contraintes qu'apportent l'État et ses appareils à l'action bénévole, la vocation de service, à laquelle les groupes bénévoles sont de plus en plus conviés, les conduit à un rôle de sous-traitant avec les inconvénients que cela implique : une légitimité précaire et un certain isolement. Depuis quelques années, la popularité croissante de la notion de réseau comporte assurément un pouvoir de séduction qui s'est visiblement exercé auprès des différents milieux en quête perpétuelle de nouveaux vocables pour désigner et représenter la complexité des transformations sociales en cours. Par contre, il n'est pas du tout évident que son usage ait rendu compte des interactions, des interdépendances, des connexions que la sémantique même du mot implique. Aussi, les groupes bénévoles sont confrontés à leurs centres d'intérêt, à leurs finalités, aux nécessités imputées par leur rôle de service en progression constante et aux exigences qu'imposent les appareils étatiques.

En effet, les demandes grandissantes que les CLSC adressent aux groupes bénévoles invitent ces derniers à se doter d'une structure permanente. L'ajout de personnes rémunérées soulève des interrogations et des inquiétudes. Des exemples éloquentes illustrent les dangers qui guettent le développement trop formel d'un groupe bénévole. Qu'il suffise de rappeler que, devant l'impasse des négociations avec ses 17 employés, et malgré l'aide soutenue de ses bénévoles, la direction de *Dernier Recours* – centre d'aide aux sans-abri – a fermé les portes de sa maison de la rue Sanguinet à Montréal, le 18 juillet 1991. *Le Centre féminin du Saguenay* n'a pas connu le même sort, mais cette maison d'hébergement pour femmes victimes de violence – dont les employés sont syndiqués depuis l'année 1982 – a dû interrompre ses interventions pour une période de trois mois, soit du 10 février au 16 mai 1989, en raison d'un

conflit de travail. De plus, il faut signaler qu'actuellement, aucune organisation officielle de bénévolat ne figure dans les dispositions générales de ce groupe. Cet exemple démontre qu'il est plus difficile d'alimenter la ferveur des bénévoles quand ils réalisent la croissance de la structure permanente. D'ailleurs un nombre trop grand de permanents dans un groupe peut ralentir la venue des bénévoles, comme le font remarquer plusieurs auteurs.

L'action de l'État, bien qu'elle apporte des bénéfices, n'en comporte pas moins des écueils. Savard et Mayer exposent ici leur point de vue.

Le partenariat proposé peut se lire un peu comme suit : l'État offre aux organismes communautaires un meilleur financement et une reconnaissance accrue (reconnaissance légale, participation à la gestion locale et régionale du système) en échange de quoi, les organismes communautaires acceptent une certaine intégration de leur intervention dans la planification étatique de l'offre de services sociosanitaires (2001:109).

En l'occurrence, les groupes doivent réfléchir aux effets produits par l'intervention étatique pour ne pas perdre de vue leur évolution et pour en dégager les éléments de prévision. Sur la scène se joue le déchirement des acteurs où s'entrechoquent des sensibilités, des positions d'alliance ou de combat. En franchissant les limites de la logique professionnelle, les groupes bénévoles se verront-ils entraînés dans une logique susceptible de les confiner à l'institutionnalisation, d'une part et, d'autre part, devront-ils déplorer l'extinction de toute initiative créatrice? Et dans tout ce débat, un autre événement vient modifier la culture organisationnelle des groupes. En effet, l'instauration de mesures visant l'insertion sociale et le développement de l'employabilité change le paysage des groupes et engendre bien des difficultés (voir Robichaud, 1998; 1995, Riopel, 1996).

En effet, par l'administration de ces mesures, les groupes débordent de leur mission supplétive qui consiste à compléter l'État en soulageant la surcharge de ses tâches dans la dispensation des services sociaux, pour atténuer les rigueurs du marché de l'emploi par le développement de l'employabilité des chômeurs. Cette tâche de suppléance relative et ponctuelle, les groupes commencent à l'outrepasser pour mettre en place des mesures de formation ou de perfectionnement pour certaines clientèles en difficulté. Au-delà de la tendance que l'on peut entrevoir de considérer les groupes bénévoles comme des instruments circonstanciels, n'y a-t-il pas danger d'en faire de véritables agents d'intégration sociale?

Résumons : la refonte des relations entre l'État et les groupes bénévoles peut être campée conceptuellement par la terminologie de partenariat au nom duquel les collaborations revendiquent un nouveau « contrat social ». Toutefois, l'incorporation des groupes bénévoles dans le processus étatique de dispensation des services ne revient nullement à mettre en branle une féodalisation définitive des groupes au pouvoir politique. D'un côté, l'État assure

indéniablement une régulation du social en gérant son repli par une pratique de subventions aux groupes. Ne serait-ce que dans la manière de déterminer les critères de financement ou les conditions d'accréditation, un mode de contrôle entre en jeu. D'un autre côté, les groupes bénévoles, en s'insérant dans le vaste complexe des politiques sociales, deviennent une puissance coextensive à l'État et trouvent aussi une manière d'accroître leur visibilité. Afin de répondre à de nouvelles exigences, en somme pour des raisons d'efficacité, ils se transforment : participation active des membres, prise en charge par des permanents, incorporation de l'organisme, présence de règles institutionnelles. Aussi, comme l'exprime Lemieux, ces organisations risquent de reproduire en elles-mêmes les défauts de celles qu'elles contestent (1979:351). Ce changement structurel s'appuie sur l'hypothèse suivante : « Un problème très général dans nos sociétés qui sont à ce point organisées et dominées par les appareils, c'est qu'elles récupèrent bien souvent les réseaux qui s'opposent à ce mode dominant, tout autant que ceux qui l'appuient », dit encore le professeur (1981:194). Le prochain chapitre pose un regard sur la réalité bénévole à travers la représentation qu'en font divers acteurs publics, protagonistes de grand intérêt dans la compréhension du phénomène.

Chapitre 2

Discours et arguments

Le geste bénévole est celui du réenchantement du monde.

Jacques T. Godbout

[Retour à la table des matières](#)

Le paysage intellectuel contemporain présente différents points de vue du phénomène bénévole. À travers des perspectives *historiques, économiques ou sociologiques*, des auteurs analysent les nouvelles solidarités sociales dans un contexte où se côtoient, paradoxalement, individualisme et grégarité. Des réflexions d'ordre *politique* tentent aussi, dans le contexte du déclin de l'État-providence, d'apporter des éléments d'explication. La valorisation du rôle sociopolitique de la pratique bénévole au Québec appelle une nouvelle forme de partenariat entre l'État et les réseaux de solidarité. Ces deux interlocuteurs donnent également leur vision respective de cette dynamique au sein de la société.

Dans un contexte où l'univers social se développe de plus en plus par l'interpellation de nouvelles valeurs comme le civisme, le bénévolat et les initiatives spontanées, les groupes bénévoles tendent manifestement à compenser le désengagement de l'État par l'autonomisation de l'individu devant les aléas de son existence (Léger, 2001; Côté, 1992; Rochon, 1988; Gobeil,

1986; Barclay, 1982). Qui plus est, il appert que « [...] la valorisation du bénévolat et de l'entraide [...] a crû en corrélation directe avec l'augmentation du coût des systèmes de services sociaux » (Lesemann et Lamoureux, 1987:298). Cette remarque amène Bélanger et Levesque à se questionner sur la récupération du mouvement social dans sa globalité et sur sa capacité de transformer l'ensemble des rapports sociaux et étatiques (1985:112). Dans cette optique, en commentant l'ouvrage de Jean Baudrillard *La transparence du mal*, Christian Allègre énonce : « Sous l'effet de la médiatisation à outrance de toute notre réalité, l'État, que la fête révolutionnaire voulait voir disparaître, s'est dissous, mais pour s'installer partout dans le social » (1990:15). Il y a donc lieu d'examiner, aux fins de cet exposé, les différents courants de pensée et les discours interprétatifs sur le phénomène de la gratuité. La revue des écrits divise cette réflexion en trois parties : a) le point de vue des scientifiques; b) l'opinion des gouvernants; c) l'observation des groupes bénévoles.

A. Le point de vue des scientifiques

Bien qu'elles ne soient que rarement appuyées sur un cadre théorique précis (Ferrand-Bechmann, 1987:4), plusieurs études scientifiques abordent le thème de la gratuité. Dans cette ère d'incertitude économique et sociale, le discours s'articule autour de la revalorisation des solidarités de base et de la capacité de l'individu à agir sur son propre devenir. Selon Godard et Herscovici, une place de choix est accordée à la « société civile » en intégrant le secteur informel à la dynamique État et Marché comme un « nouveau Tiers ». Dès lors, on ne parle plus de relations bipolaires mais de relations triangulaires, énoncent les auteurs (1994:70). Ainsi, philosophes, sociologues et économistes ont tenté, tour à tour, d'apporter un éclairage sur la manière de décrire le bénévolat contemporain ¹¹.

Les perspectives historiques

[Retour à la table des matières](#)

Les origines les plus anciennes du bénévolat, selon Ferrand-Bechmann et Roudet (1985), à savoir la charité et la philanthropie ont été étudiées par des chercheurs inspirés par des travaux de Foucault (Joseph et Frisch, 1978; Donzelot, 1978; Verdex-Leroux, 1978). Dans son livre *Les métamorphoses de*

¹¹ Certains des éléments présentant l'évolution du phénomène bénévole dans les quelques pages qui vont suivre sont tirés de l'Inventaire des travaux de recherches sur le travail social non marchand et le bénévolat produit par Ferrand-Bechmann et Roudet en 1985.

la question sociale, Robert Castel montre comment au XVIII^e siècle la charité sert à venir en aide à une classe d'individus qui paraît vouée à la misère (1995). Pour leur part, les auteurs Bovay et Tabin font ressortir les limites de la philanthropie en faisant remarquer qu'elle s'emploie à améliorer le sort matériel et moral de l'humanité sans mettre en question l'intégralité des rapports sociaux (2001:35). Néanmoins, l'écriture de l'histoire du travail social évoque l'évolution d'une riche tradition bénévole qui a, de toute évidence, contribué, au début du siècle, à l'apparition du travail social comme profession (Verdes-Leroux, 1978; Guerrand et Rupp, 1979; Kniebiehler, 1981; Caye et Triomphe, 1982).

Dans *La police des familles*, Donzelot démontre comment s'établit une compétition entre la charité et la philanthropie, durant tout le XIX^e siècle. Pour l'auteur, l'essentiel du déplacement de l'ancienne charité vers la bienfaisance philanthropique va donc reposer sur la mise au point de nouvelles modalités d'attribution des secours, sur la recherche d'une procédure qui permette à la fois de discriminer « l'indigence factice » de la « pauvreté véritable » et d'introduire dans l'assistance l'exigence de sa nécessaire suppression à terme (1978:66-67). Ferrand-Bechmann a pour sa part réalisé une analyse du développement de la philanthropie aux États-Unis. Selon cette dernière, il faut admettre qu'il n'y a pas d'études ou de monographies de caractère historique qui s'intéresseraient de façon spécifique au bénévolat (1985:9).

Cependant, un point de vue historique permet de se rendre compte que la riche tradition du bénévolat a évolué au cours des temps de même qu'il apporte un certain éclairage sur le temps présent. Autrefois, les réseaux d'entraide assumaient des fonctions de prises en charge quasi indispensables à la survie des plus démunis. L'industrialisation dépersonnalise en quelque sorte cette pratique sociale, puisque les salaires distribués signifient utilité et technique (Kouchner, 1986:228). Dès lors, les bénévoles deviennent des professionnels et le bénévolat fait place au volontariat. Selon Nelson Ruben : « Nous sommes passés d'une situation d'entraide communautaire spontanée à un monde tout à fait professionnel et institutionnel où le bénévolat signifie, pour une bonne part, agir comme bénévole dans un contexte non bénévole » (1981:10). Si peu d'historiens ont étudié la question, il y a lieu à présent d'examiner les études économiques.

Les perspectives économiques

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui, plusieurs recherches, appuyées sur la théorie moderne de l'échange qui relève quelquefois de la théorie économique, ont recours au concept de réciprocité pour observer le bénévolat. Les tenants de cette approche, pour qui les humains s'attendent à ce que la récompense soit commen-

surable avec leur investissement (Homans, 1961:60), analysent le phénomène en développant l'idée que tout rapport social rapporte à ceux qu'il implique. Benjamin Gidron, pour sa part, démontre que le bénévole cherche à satisfaire certaines aspirations personnelles à travers son geste. Pour l'auteur, la dynamique du travail bénévole doit être envisagée en terme de troc. Aussi plaide-t-il en faveur du développement des recherches sur le coût et les profits de cette pratique sociale (1980:4). À cet égard, A. W. Goulner écrit : « Sans réciprocité la vie sociale apparaîtrait impossible » (1961:161-178). D'ailleurs, Claude Lévi-Strauss, dans *Les structures élémentaires de la parenté*, met en valeur la fonction et la plénitude de l'échange et de la réciprocité dans les sociétés primitives et se plaît à faire des rapprochements avec nos sociétés modernes, comme le rapporte Simonis (1967:47). Hobbes lui-même, il y a plus de deux siècles, était préoccupé par le besoin de justice et d'autorité de l'ordre politique coercitif. Le philosophe anglais introduit hypothétiquement, dans le volontarisme, la notion de contrat social dans lequel les citoyens échangent leur liberté et une force inadéquate contre la sécurité, la justice et l'ordre (Hayward et Alker, 1974:201-202). En plus, pour l'utilitariste qu'est Hobbes, nous dit Beaucage, un acte gratuit serait irrationnel. Il doit y avoir espoir d'une contrepartie, dût-elle provenir de la société en général, ou même du ciel (1995:7).

Cette théorie de l'échange aussi appelée « natural identity of interests » chez Parsons (1968:96-97) aurait, selon certains auteurs, survécu aux attaques malthusiennes et aux plus violents engagements de la sélection de Darwin, et cela, sans mentionner la théorie du conflit des classes chez Marx. La théorie de l'échange semble exclure toute possibilité de la gratuité de l'acte. Le fait qu'un animal – ou un être humain – se sacrifie pour le bien de ses congénères a toujours posé problème aux darwiniens; car dans la logique de l'évolution, chacun devrait égoïstement préférer la transmission de son propre patrimoine génétique. Sauf, explique le célèbre entomologiste Edward O. Wilson – au cours d'un entretien accordé à Guy Sorman (1989:10) – si l'on admet que chaque espèce porte les gènes d'un patrimoine collectif. Pour illustrer cette théorie, la biologiste révolutionnaire Lynn Margulis soutient la thèse que l'évolution de la vie, c'est l'entraide : « Amour ou conflit, nous avons tous besoin de notre voisin », écrit-elle (Van Eersel, 1991:97-103). Cette idée fut exprimée au tout début du siècle par le prince Koprotkine. Selon « le grand anarchiste russe », l'entraide était la loi des sociétés animales (Cépède, 1973:21). Serge Moscovic, quant à lui, donne l'exemple des sociétés de fourmis et d'abeilles qui sont des sociétés bien intégrées, ayant un degré élevé de division du travail et un taux d'altruisme qui les pousse à une coopération intense et permanente (2000). Pour sa part, De Swaan rapporte que certains économistes et plus récemment les ethnologues néodarwiniens, Axelord en particulier, ont tenté de résoudre les paradoxes de « l'altruisme ». Ils ont réussi à expliquer « l'altruisme de parenté » et « l'altruisme réciproque », où le bénéficiaire du sacrifice est clairement identifiable (1995:41).

L'antagonisme altruisme-égoïsme se révèle aussi dans la littérature. « Je pense aux autres pour ne pas penser à moi-même, qui est la chose qui me fait

le plus peur au monde. Dès que je pense à moi-même, c'est l'angoisse », dit notre ancien roi du prêt-à-porter, présenté en introduction de cet ouvrage (1979:59). L'auteur y décrit l'ambiguïté des motivations égoïstes et altruistes de manière délicate, dira Ferrand-Bechmann (1982:25) soulignant aussi que Veblen en fait une satire acerbe : « On verra qu'immanquablement, il entre dans la mise en œuvre un nombre d'autres mobiles souvent incompatibles avec le motif initial. » Pour sa part, le philosophe Alain écrit dans ses *Propos sur le bonheur* :

Une des erreurs de nos religions occidentales, comme le remarque Auguste Comte, c'est d'avoir enseigné que l'homme est égoïste toujours et sans remède, à moins d'un secours divin. Cette idée a tout infecté, et jusqu'au dévouement, de sorte que parmi les idées les plus populaires, et aussi bien chez les esprits les plus libres, on trouve cette étrange opinion que celui qui se sacrifie cherche encore son plaisir (1985:117).

Les recherches basées sur la théorie de l'échange qui s'inspirent des travaux de Mauss et de Bataille évoquent le lien social altruiste-égoïste, car c'est autour de ces deux pôles que le bénévolat s'articule. En étudiant le don dans la parenté, Charbonneau en arrive aussi à la conclusion que le don oscille constamment entre ces deux pôles auxquels s'ajoutent l'obligation et la liberté, la générosité et la domination, l'altruisme et le calcul intéressé (1996). « Une partie considérable de notre morale et de notre vie elle-même stationne toujours dans cette même atmosphère du don, de l'obligation et de la liberté mêlés », dira Mauss (1973:258). Ceci dit, cette situation de bénéfice entre le donateur et le bénéficiaire, que cette approche suggère, représente certaines limites. Pour Derrida, par exemple, réduire le don à un échange, c'est tout simplement annuler les possibilités mêmes du don. En effet, l'auteur de *Donner le temps* se départit de la tradition anthropologique, voire métaphysique, qui traite ensemble le don et le contre-don. Pour sa part, Jacques T. Godbout, dans son essai sur *L'esprit du don*, montre que c'est la tradition utilitariste des sociétés modernes qui conduit à penser que l'altruiste doit bien avoir un intérêt égoïste à être altruiste. Pour sortir de ce dilemme, le sociologue démontre, dans son ouvrage écrit en collaboration avec Alain Caillé, que le don est comme un cycle qui s'analyse en trois moments : donner, recevoir et rendre. Ainsi l'on peut se rendre compte que l'utilitariste scientifique dominant isole abstraitement le seul moment de recevoir et pose les individus comme mus par la seule attente de la réception (1992:31).

Cela dit, plusieurs études, se basant sur un modèle économique, évaluent l'action bénévole en matière de coût, d'emplois épargnés et d'investissements financiers (Filer Commission, 1974; Zarader, 1980; Caye et Triomphe, 1982; Carpentier et Vaillancourt, 1990). La dernière enquête de Statistique Canada (1998) révèle des données intéressantes à ce chapitre. Il en sera question plus loin. En France, depuis plusieurs années, une documentation abonde pour évaluer les implications financières de l'économie cachée du tiers secteur, soit l'économie informelle que l'on oppose à l'économie formelle (Grefe, 1975;

Malenfant, 1984; Werquin, 1984). Mais ces études ont des limites. Car la nature ambiguë du bénévolat et les réalités différentes qu'il recouvre ne permettent pas de dégager des indicateurs quantitatifs précis. Son impact économique n'est pas maîtrisé et les données sont beaucoup trop lacunaires, ajoutent les auteurs Bovay et Tabin (2001:142).

Ainsi, les perspectives économiques présentent des attraits, certes, mais demeurent incomplètes pour comprendre les incidences de l'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles qui constituent l'objet de cette réflexion. En effet, bien que ces approches fournissent des éléments qui retiennent l'attention, elles expliquent partiellement le phénomène du bénévolat. Et sur ce point, la crainte de Ferrand-Bechmann et Roudet semble fondée : « On se demande s'il n'est pas hasardeux de considérer la production des services bénévoles en tant qu'activité tertiaire qui constituerait un véritable marché du travail bénévole, parallèle au marché du travail rémunéré » (1985:10). Bref, les approches économiques apportent des éléments de compréhension, mais présentent une vue parcellaire de la problématique. Aussi, c'est d'un point de vue sociologique que se poursuit notre réflexion.

Les perspectives sociologiques

[Retour à la table des matières](#)

S'attaquant au paradoxe fondamental de la dichotomie intérêts individuels et intérêts collectifs, certains auteurs n'y voient pas d'incompatibilité (Abbarno, 1993; Chong, 1992) alors que d'autres y décèlent une impossible réconciliation (Lewis, 1972). Néanmoins, selon Dufourq, le questionnement sur la pureté et l'impureté du don serait lié à une conception réductrice des conduites humaines et aurait contribué à élargir le fossé entre les pratiques charitables et les doctrines morales (1995). À ce sujet, laissons la parole à Henri Lamoureux :

Depuis le début du siècle, la plupart des personnes qui se sont engagées socialement au bénéfice de leur communauté ont souvent opposé responsabilité individuelle et responsabilité collective et ont privilégié cette dernière. Il s'agit là d'une vision manichéenne. Dans les faits, l'engagement social et communautaire doit chercher à intégrer les deux ordres de responsabilité puisque la capacité d'un individu à assumer sa responsabilité sera la condition qui conduira la collectivité à assumer la sienne (1996:77).

Dans la décennie 1990, la discussion sur une conception de la morale et de l'éthique s'enracine dans la communauté (Lamoureux, 1996; Fortin, 1995; Fischer, 1990; etc.). Pour Moore (1992), les principes moraux qui guident l'action humaine sont la source de la communauté alors que pour les philosophes communautaires, c'est la communauté qui est à la source des principes moraux, comme le soulignent, entre autres, Alasdair MacIntyre (1981) et Michael Sandel (1982).

À tout événement, le bénévolat doit-il être traité comme relevant d'une action individuelle ou comme s'insérant dans une structure collective, notamment un groupe? Comme l'énonce Jacques Zwick, un certain courant de pensée met l'accent sur l'idée de services et un autre courant se fonde sur la notion de solidarité. Les citoyens veulent de plus en plus se réapproprier un pouvoir de décision passé entre les mains d'institutions bureaucratiques, anonymes et déshumanisées (1983:128). Aussi, une réflexion approfondie doit s'appuyer sur « une réalité perceptible dans le tissu social lui-même » (Porte *et al.*, 1976:9). Cet aspect est de plus en plus analysé dans les réflexions abordant le bénévolat (Sévigny, 2002; Gagnon, Saillant *et al.*, 2000; Gagnon et Sévigny, 2000; Godbout, 2000, Lamoureux, 1999, etc.).

Toujours est-il que Ferrand-Bechmann, dans sa thèse de doctorat d'État (1991), constate la rareté des véritables recherches sociologiques sur le thème du bénévolat : peu d'études européennes, peu d'études comparatives, peu d'études au niveau du Tiers-Monde. Néanmoins, des sociologues ont pris en compte le rôle et la place des associations volontaires et de leur participation dans le développement de politiques sociales (Bovary et Tabin, 2001; Favreau, 1990; Tachon, 1986; Chauvière, 1980; De Gaulejac, Bonetti et Fraisse, 1980) et dans l'animation socioculturelle (Veauvy, 1974). De plus, les données sur l'âge, la profession, le sexe et le niveau d'études des bénévoles ne manquent pas (Malec, 1975; Couste, 1979; Bechmann, 1982, 1984; Caye et Triomphe, 1982; Marcoux, 1984; Carpentier et Vaillancourt, 1990). Les relations entre professionnels et bénévoles ont aussi été analysées (Verdes-Leroux, 1978; Kniebiehler, 1981; Guay, 1984; Ferrand-Bechmann, 2000; 1982). C'est un questionnement plus global sur la place et le rôle des bénévoles qu'il faudrait alors engager; bref, envisager le phénomène d'un point de vue structurel plutôt que dans ses dimensions sociale et psychologique. Les prochaines pages nous conduiront vers cet aspect.

En attendant, Mary Douglas (1991) montre que le don gratuit n'existe effectivement pas ou alors de manière tendancieusement asymptotique à l'asocialité. Le don sert avant tout à nouer les relations sociales. Dans la logique de cette perspective, Godbout et Caillé révèlent que le don n'est pas une chose, mais un rapport social et qu'ainsi, il circule au service du lien (1991:31). D'ailleurs, dans l'ouvrage déjà cité, les auteurs font la tentative de prendre au sérieux l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss et montrent la persistance du don, de ses séductions et de ses dangers dans la société moderne. Godbout et Caillé vont au-delà de la prudence de la formulation initiale de Mauss qui avait découvert l'universalité du don dans les sociétés archaïques. L'hypothèse qui s'impose aux auteurs est que le don est aussi moderne et contemporain que caractéristique des sociétés archaïques, qu'il ne concerne pas seulement des moments isolés et discontinus de l'existence sociale, mais sa totalité même. En l'occurrence, le don forme un système et ce système n'est rien d'autre que le système social en tant que tel. Il constitue le système des relations sociales indissociables des relations d'intérêt économique et de pouvoir. L'hypothèse de l'ouvrage est que le désir (drive) de donner

est aussi important pour comprendre l'espèce humaine que celui de recevoir. Donner, transmettre, rendre, de même que la compassion et la générosité lui sont aussi essentiels que prendre, s'approprier, conserver, envier ou être égoïste. En d'autres termes, « l'appât du don » est aussi puissant ou plus important que l'appât du gain (1991:11-32).

Si on ne peut abandonner la perspective d'une action posée dans le seul but de rendre service, on ne peut non plus exclure l'idée que cette pratique sociale puisse être animée par la recherche de motivations intrinsèques, c'est-à-dire le désir de retrouver des gratifications individuelles. D'ailleurs, des auteurs notent au passage que le bénévolat n'est plus évalué en fonction de l'abnégation, mais en fonction de ce qu'on juge bon : « On célèbre les plaisirs du don, et non plus les sacrifices », pour prendre une fois de plus un mot de Godbout (1990:250). Peu importe que les motivations soient d'ordre intrinsèque ou extrinsèque, elles ne révèlent pas ce que l'on peut gagner ou perdre comme individu, groupe, ou société à étendre cette pratique sociale pour répondre aux besoins de la population dans le domaine de la santé et des services sociaux. Il faut alors continuer à explorer les sources d'information susceptibles d'apporter un peu de lumière au fait observé. Les éclaircissements d'ordre politique permettent de poursuivre l'observation du phénomène bénévole.

Les perspectives politiques

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque l'on examine la question du bénévolat au tournant des années 1980, c'est une réflexion sur l'évolution ou bien la remise en cause de l'État-providence que l'on en vient à débattre ¹². « La récession économique, les transformations du marché du travail, la découverte des nouvelles pauvretés, d'importants changements législatifs, démographiques et sociaux sont partiellement à l'origine de cette remise en question » (Mayer, 1995:1024). Trois tentatives peuvent être faites pour expliquer les bouleversements actuels. Premièrement, la fin des tutelles bureaucratiques : l'échec des recettes keynésiennes, les déplacements des centres d'expertise monétaires et financiers et, enfin, l'érosion de la capacité normative des élites étatiques (Jobert, 1995). Deuxièmement, le déclin de l'État-protecteur pourrait favoriser l'émergence d'un État-animateur (Hamel, 1995; Chevalier, 1995). Finalement, la restructu-

¹² Henri Lamoureux, pour sa part, ne tente pas d'analyser la question du bénévolat dans un contexte dit « d'effritement de l'État-providence ». Selon lui, la providence étatique ne s'est pas vraiment effritée. Elle a tout simplement changé d'orientation. Elle se plaît aujourd'hui à soutenir ces entreprises qui sont en compétition dans un contexte de mondialisation de l'économie (2001:27-30).

ration des échanges politiques dans le tournant néolibéral a une certaine influence, car le cadre national n'est plus le seul dépositaire de la lutte aux inégalités sociales même s'il doit faire face aux pressions de réduction des dépenses publiques (Jobert, 1995). De plus, avec le marché, on prend l'habitude de donner pour recevoir et même recevoir plus. Avec l'État, on développe une mentalité de droit et de dû (Godbout, 1996:5). Il n'en demeure pas moins que l'action bénévole constitue un sujet éminemment politique. Il s'organise plus particulièrement sur un type d'organisation sociale (Porte *et al.*, 1976; Bechmann et Roudet, 1985; Ferrand-Bechmann, 2000; Bovary et Tabin, 2001, etc.).

Toutefois, la reconfiguration de l'État moderne amène certains auteurs à se détacher de la proposition du retrait graduel de l'État afin de se pencher davantage sur l'émergence de nouvelles relations engendrées par la situation actuelle. Alors, quelle est la place de la société civile au sein de ces nouveaux rapports? Selon Archambault, la participation accrue des citoyens, avec la résurgence de l'initiative privée associative, pour faire face aux nouveaux risques sociaux oriente les individus vers « l'action concrète de proximité et les circuits courts de solidarité » (1994:19). De plus, à partir d'études qu'il a menées sur le don et le bénévolat, l'auteur remarque que le lien social se tisse par une occupation intelligente du temps libre à travers une sociabilité renouvelée et choisie (p. 20). Les liens primaires viennent au secours des liens secondaires dans une dynamique d'ouverture et d'extension des savoir-faire, comme l'exprime Dumont-Lemasson (1994). En retrouvant un contrôle quotidien de leurs décisions, les individus vivent alors l'échange et le plaisir d'être ensemble (Comeau, 1995).

Cela dit, Canadiens, Français, Britanniques et Américains s'entendent sur le fait que l'État emprunte le bénévolat pour répondre aux demandes sociales dans un contexte de restrictions budgétaires (Charles, 1990; Brault, 1990). Bien évidemment, l'enjeu financier ne peut à lui seul expliquer l'effervescence du développement de cette pratique sociale. Néanmoins, la crise économique constitue un point de départ important puisque l'engorgement financier de l'État rompt le consensus sur sa fonction redistributive. Et « une dualité fondamentale s'accroît : l'égalité est un idéal puissant, l'inégalité est partout présente et vivement ressentie », écrivait Fernand Dumont (1995:8) ¹³.

Dans le libéralisme classique, la pratique de la bienfaisance, à travers le contexte de grandes disparités économiques et sociales, est perçue comme une responsabilité individuelle importante et un impératif politique crucial pour le système. L'évolution de la société appelle et exige de l'État des interventions multiples dans la sphère du social afin de pallier les carences du marché et d'offrir un minimum d'égalité des chances (equal opportunity). La notion de protection sociale contre certains risques donne naissance aux sociétés

¹³ Le sociologue Dumont, que l'on décrit comme l'un des plus importants penseurs et écrivains québécois de la seconde moitié du XXe siècle, est décédé le 2 mai 1997 (Gérald Leblanc, La Presse, 3 mai 1997).

assurantielles (Donzelot et Ewald) et l'État s'infiltrer dans la vie collective. De Swaan, doyen de l'Institut postdoctoral de sciences sociales à Amsterdam, soutient que c'est la crise financière qui a donné lieu à une politique de croissance limitée observée dans plusieurs pays. Aussi, la révision des programmes sociaux et les restrictions budgétaires qui en résultent ont touché le plus durement les groupes les moins organisés et les plus faibles politiquement (1995:304-305). D'ailleurs, pour Jacques T. Godbout, la foi en la croissance est une véritable croyance fétichiste. Le jour n'est peut-être pas loin, dit-il, où on entendra un chef de gouvernement dire : « Mes chers concitoyens, l'économie va bien, mais la société va bien mal » (1996:4).

Dans un pareil cadre, de quelle façon pourrait se comporter l'État? Quelles sont les tentatives possibles pour sortir de cette crise? À ce propos, les auteurs émettent diverses opinions. Par exemple, les politologues Landry et Lemieux soulignent que les interventions gouvernementales évolueront dans deux directions : l'État interviendra davantage pour protéger les individus les plus faibles, mais il interviendra moins, notamment en déréglementant pour élargir les marges d'activités entrepreneuriales des individus les plus forts (1994:1010). Pour sa part, Lesemann voit deux stratégies possibles pour l'État qui s'est aperçu de la nécessité de contrôler l'expansion des dépenses : augmenter la productivité interne ou faire plus avec moins. Il faut réduire le personnel ou ne pas l'augmenter lorsque les besoins se font plus pressants, et cela, sans diminuer la productivité. Depuis les dernières années, les exemples dans les affaires sociales sont, à ce titre, plus qu'éloquents; il faut aussi augmenter la productivité externe des établissements. Il s'agit d'assurer un bon roulement, de « maximiser le rendement des institutions ». À cet égard, les bénévoles ont l'avantage d'être utiles dans les deux stratégies (1987:15-17).

Les circonstances dans lesquelles s'insère plus spécifiquement la reconfiguration des services de santé et des services sociaux amène Yves Vaillancourt à exposer, lui aussi, trois scénarios qui s'entremêlent. « Ainsi les paris demeurent ouverts sur le nouveau contrat social qui émergera au cours des prochaines années » (1997:336). Il propose les éléments suivants : a) une non-reconnaissance de la crise du modèle fordiste qui appelle une fidélité aux priorités développées lors des Trente Glorieuses; b) un scénario néolibéral qui implique un désengagement de l'État sur le plan du financement, de la régulation et de la dispensation de services; c) et finalement une vision alternative qui, par un recours bien balisé aux ressources du tiers secteur, permet de freiner la privatisation et les transferts de responsabilités en direction du secteur informel. Cette perspective plus progressiste permet, selon l'auteur, de ne pas bloquer le virage ambulatoire (p. 336) ¹⁴.

¹⁴ Selon l'Association des praticiens de service social en milieu de santé du Québec, le virage ambulatoire est défini comme un changement important de direction du système de santé québécois orienté vers des personnes pouvant se déplacer [...]. Il signifie également le passage de l'utilisation de services institutionnalisés à des services assurés de façon prépondérante près du milieu de vie de la personne avec des infrastructures plus légères (1996:3).

En résumé, les notions d'égalité, de justice et de sécurité sociale ont modifié le paysage juridico-politique québécois tout au cours des dernières décennies. L'individu, d'abord solitaire devant la foule parce que marginal dans ses malheurs, fut par la suite un produit d'une société accusée et jugée responsable des avatars de ses membres. Dans les années 60, les mesures de sécurité sociale démocratisent radicalement l'organisation sociale. Par la suite, l'individu recouvre sa marge de liberté, et l'acteur, dont Touraine déclare judicieusement le retour, exercera un rôle de « partenaire » sous l'impulsion conjuguée du discours de responsabilisation et de la crise financière du secteur public. Quand l'opulence commencera à plafonner au début des années 1980, le mouvement de marche arrière s'enclenchera avec une certaine vigueur. D'où la pertinence de ce principe énoncé par Georges Burdeau : « Le progrès social est tributaire de l'abondance plus que de la justice » (voir Larochelle et Robichaud, 1991). Mais qu'en est-il de la démocratie qui, selon De Swaan, est devenue synonyme de l'État-providence après 1945 (1995:298)?

Outre l'appréhension en fonction des critères économiques, sociaux et politiques pour analyser la crise des systèmes de protection sociale dans les pays occidentaux, il faut tenir compte de la place de ces systèmes dans le traitement de la peur et de l'inquiétude, soutient Gilbert Renaud. Ce professeur de l'Institut politique de Grenoble croit qu'un tel traitement est non seulement une constante des sociétés, mais aussi la source de toute légitimité, comme le notait Talleyrand. Aussi va-t-on rentrer dans le cercle de l'incertitude qui plane face à l'avenir du « Welfare State » et à la prise en compte des risques sociaux qui introduit la possibilité d'une maîtrise sur la destinée (1990:83-93). « C'est la faute à la fatalité », dirait madame Bovary. Plusieurs chercheurs émettent l'idée que le développement de l'État-providence est libérateur pour les individus qui bénéficient d'une protection personnelle; ils se trouvent déliés de leurs anciennes obligations envers des groupes de solidarité comme la famille qu'il fallait autrefois ménager coûte que coûte pour sa sécurité (Godbout, 2000, 1995). Pour Rosanvallon, (1981), il est essentiel de sortir le débat de l'État-providence des deux scénarios classiques soit l'étatisation et la privatisation. Le premier scénario se heurte aux graves difficultés financières de l'heure et à une résistance sournoise qui permet de reconstituer des inégalités échappant à la redistribution, en plus de priver les citoyens de tout contrôle réel sur les réalités collectives. Le second est socialement inacceptable parce qu'il conduit à une sérieuse régression sociale et à un accroissement des inégalités. Les individus sont-ils prêts à revenir à cette responsabilisation? (1983:70).

Le problème est complexe et la pensée du professeur De Swaan le confirme : « Très peu de gens veulent réellement revenir en arrière, et moins encore ont une vision claire des possibles orientations du futur » (1995) ¹⁵. Godbout, pour sa part, émet l'idée que la société, après avoir cru que l'État était la

¹⁵ À ce sujet, De Swaan nous invite aussi à voir Palmer, 1986 et Krieger, 1986.

solution à tous les problèmes, vit sur le mythe que le marché peut tous les régler (1996:4). Le débat demeure ouvert. Mais une chose est certaine pour Henri Lamoureux, rien ne serait plus tragique aujourd'hui que la disparition de l'État qui garantit, somme toute, une relative stabilité sociale qui est la condition du développement de notre commune humanité (1996:78)¹⁶. Les choix et les stratégies sont subtils, dira Ferrand-Béchamnn : il faut répondre à des besoins non couverts par les solidarités publiques, mais ne pas servir d'alibis au retrait de l'État, même si la mode est à la subsidiarité (2000:143). Alors, la question primordiale ne reste-t-elle pas la détermination de ce qui devrait être assumé par l'État et de ce qui pourrait l'être par les citoyens, si on leur facilite la tâche (Larivière, 1988:85)? En d'autres termes, ce qu'il faut négocier, c'est ce nouveau rapport entre l'État, d'une part, les institutions et la communauté, d'autre part. En effet, la solution passe à la fois par la modernisation des services publics et par une économie sociale qui fassent une place nouvelle aussi bien aux professionnels qu'aux usagers, telle que l'économie solidaire l'expérimente, explique Benoît Lévesque (1995).

Si les scientifiques analysent le thème du bénévolat, d'autres acteurs publics se représentent à leur tour cette pratique sociale dans un contexte où le « [...] politique, [...] de démocratisation en démocratisation, se désenchante sous l'effet de la froide rationalité de gestion technique qui tend à y occuper tout l'espace » (Renaud, 1990:30).

B. L'opinion des gouvernants

[Retour à la table des matières](#)

La pérennité du bénévolat ne signifie pas que ses formes soient invariables. Il serait tout aussi dangereux d'en ignorer les modes de renouvellement que de circonscrire ses cadres dans des assignations anhistoriques. Souvent observées, la situation économique et les interventions de l'État exercent des incidences plus ou moins importantes selon les nécessités du moment. D'ailleurs, depuis la création du « Bureau des pauvres » par Monseigneur de Laval en 1688, qui constituait, grâce à l'assistance bénévole, une forme de complémentarité des soins hospitaliers, la pratique sociale bénévole s'est

¹⁶ Toutefois, l'auteur souligne trois inquiétudes que soulève l'érosion du rôle de l'État. Premièrement, un détournement de l'action volontaire et sa conscription dans des tâches qui devraient rester dans le secteur public ou être confiées à des entreprises d'économie sociale. Deuxièmement, l'affaiblissement de la qualité des soins par le transfert au secteur bénévole de certaines responsabilités qui devraient être assumées par le secteur public. Et enfin, les effets pervers tant pour les femmes que pour l'ensemble des aidants que peut produire le transfert de certaines responsabilités étatiques vers le bénévolat familial (2001:27-30).

manifestée régulièrement sous divers aspects. L'État interviendra ponctuellement lors de crises, et l'utilisation du bénévolat dépendra de la conjoncture sociale. Dans cette perspective, le titre d'un numéro de la revue *Éducation sanitaire* (1983), publiée par Santé et Bien-Être social Canada est révélateur : « Les bénévoles arrivent. » Ainsi, depuis la formule frappante lancée il y a plus de vingt d'années *Au Québec on est tous parents*, plusieurs actions sont posées par les ministres québécois afin de donner un élan au bénévolat : campagnes de promotion, augmentation du budget alloué aux groupes bénévoles, subventions accordées aux régies régionales de la santé et des services sociaux. En outre, une étude menée par Henri Tremblay (1987) examine la contribution possible des ressources communautaires, dans une perspective de réponse aux besoins sociosanitaires. Pour l'auteur, il est prioritaire de miser sur la reconnaissance d'une interdépendance des rôles respectifs des réseaux public et communautaire, dans la réponse à apporter aux besoins des populations. Les actions gouvernementales continuent depuis et s'inscrivent dans différentes réformes (santé et services sociaux, éducation, etc.). Regardons cela de plus près.

Le ministère de l'Éducation, par exemple, demande à l'école d'être une institution favorisant la cohésion sociale : « Il faut, à l'école, réagir à la crise du lien social dont les manifestations sont l'éclatement des familles, l'aggravation des inégalités liées à la montée de la pauvreté, la crise morale, la rupture des solidarités traditionnelles de proximité, la violence. » (1997:14). Dans cette perspective, le bénévolat peut être perçu comme une façon d'exercer sa citoyenneté tout en développant un tissu social fort. « L'objectif est de préserver la démocratie et la cohésion sociale, mais aussi d'assurer un véritable vivre ensemble qui dépasse la simple acceptation passive des uns et des autres (Duquet et Audet, 1998:17). Bref, le message fut donc lancé, de Reagan à Mulroney, en passant par Thatcher et le rapport Barclay; il faut réduire les dépenses publiques et établir un partenariat avec les groupes. Le Québec n'a pas échappé à ce modèle.

L'action communautaire : une contribution essentielle

[Retour à la table des matières](#)

En 1995 sont créés le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) et le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome ¹⁷. Celui-ci est doté d'un comité conseil composé de représentants de différents secteurs d'action communautaire autonome ayant une pratique axée sur la transformation et sur le développement social.

¹⁷ La loi constitutive de ce Fonds prévoit que la Société des loteries du Québec doit y verser, annuellement, une somme correspondant à 5% des bénéfices nets réalisés dans l'exploitation des casinos d'État et la gestion des commerces qui y contribuent (p. 9).

De plus, le SACA est soutenu par un comité interministériel¹⁸ et le comité conseil de l'action communautaire. Ces deux comités sont appelés à jouer un rôle de consultation (p. 23). Au reste, les actions prises ont débouché sur une politique gouvernementale qui fut présentée par la ministre Nicole Léger en septembre 2001 : *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. « Doter le Québec d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, c'est situer sans équivoque les organismes communautaires au centre du renouvellement des pratiques sociales québécoises; c'est reconnaître pleinement leur rôle dans le développement social et économique du Québec. » Et toujours selon la Ministre, par cette politique, le gouvernement a deux exigences essentielles : respecter l'autonomie des organismes communautaires dans les différents rôles sociaux qu'ils assument et soutenir adéquatement l'exercice de la citoyenneté (2001:4). Cette politique pour laquelle le gouvernement a par ailleurs alloué une somme de 50 millions de dollars sur trois ans (2001-2004) repose sur cinq fondements :

- le respect de l'autonomie des organismes communautaires;
- la reconnaissance de l'action communautaire comme outil important de développement social du Québec;
- la reconnaissance de l'action communautaire comme outil de développement de la citoyenneté et de développement des collectivités;
- la reconnaissance du rôle, de la contribution et de la place des femmes dans le développement de l'action communautaire;
- la reconnaissance du milieu communautaire en tant que réseau d'interventions, d'activités et de services à la population apprécié et innovateur.

Cela dit, l'action communautaire regroupe aujourd'hui près de 8 000 organismes communautaires et mobilise des dizaines de milliers de personnes engagées dans le développement de la société québécoise (2002:15-17).

¹⁸ Santé et services sociaux, relations avec les citoyens, famille et enfance, Secrétariat à la condition féminine, régions, emploi et solidarité sociale, Emploi-Québec, régies régionales de la santé et des services sociaux.

De la Commission Rochon au rapport Clair

[Retour à la table des matières](#)

Depuis plus de vingt ans (1977), le programme de soutien aux organismes communautaires ambitionne d'apporter une aide financière aux groupes communautaires et bénévoles qui œuvrent au mieux-être de leurs concitoyens et de leur communauté. Ce programme cible principalement la promotion de la qualité de vie des individus par des services axés sur les besoins de la communauté. Aujourd'hui, les programmes sociaux peuvent être analysés en tenant compte de la Loi sur les services de santé et les services sociaux L.R.Q., chapitre S.4.2. mis à jour le 14 janvier 1997. Celle-ci entraîne des changements profonds à l'organisation et au fonctionnement du système de santé et de services sociaux. Qui plus est, les règlements s'élaborent en faisant appel aux ressources du milieu, en établissant, somme toute, une relation partenariale entre les organismes communautaires et les établissements du secteur parapublic. En effet, ladite loi constitue l'aboutissement de plusieurs années de réflexion sur le système de santé au Québec. Plusieurs documents ont mis en place cette législation : le rapport Brunet (1987), le rapport Harnois (1987), le rapport Rochon (1988), les orientations Lavoie-Roux (1989) et le document Côté (1991). Il n'y a pas lieu de traiter ici de cette loi et des réformes qui l'ont précédée¹⁹, mais de montrer la contribution que le Ministère demande aux groupes bénévoles et communautaires dans la prestation directe de services à la population. À la suite de cette amorce, le ministre Marc-Yvan Côté dévoile, à l'hiver 1992, *La Politique de la santé et du bien-être*.

La Loi sur les services de santé et les services sociaux prolonge, en un sens, la Commission Rochon annoncée par le ministre Guy Chevrette en juin 1985 et qui se voulait une révision en profondeur du système de santé mis en place depuis 15 ans. Cette commission a sans doute, comme l'exprime Lesemann, apporté à la société québécoise une contribution inestimable, parce que profondément démocratique dans son inspiration et dans son intention (1988:138)²⁰. Elle présente plusieurs composantes en regard des ressources communautaires. D'ailleurs, plus de 300 des 800 mémoires qui ont été présentés venaient de ce secteur. Il ne faut pas se surprendre que le Rapport

¹⁹ Un numéro thématique de la revue *Service social* (Vol. 41, no 2, 1992) présente des articles de plusieurs auteurs (Doré, Caillouette, Bozzini et Bourgault, Bélanger, Vaillancourt, Bergeron et Lemieux) qui font le bilan des réformes entreprises dans le domaine de la santé et des services sociaux depuis les 25 dernières années.

²⁰ Pour un examen en profondeur du rapport Rochon, voir les articles de Laforest et al., 1989; Godbout, 1987; Lesemann, 1988; Robert, 1989.

lui consacre un chapitre entier (p. 297-315), ce qui lui confère, certes, « un statut équivalent à celui des établissements, des ressources humaines ou des professionnels », comme le signale Frédéric Lesemann (1988:142). « Représentation hiérarchisée des services », mentionne Mayer, car les groupes sont situés dans le prolongement, le relais, la suppléance et la complémentarité des services publics (1995:1026). Quoi qu'il en soit, la reconnaissance du secteur communautaire continue de s'accroître. En effet, pour le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'ampleur, la qualité et l'originalité de son action sont telles qu'il n'est plus possible d'interpréter la santé et le bien-être à travers le seul prisme des interventions publiques (MSSS, 1992:59). La loi se réclame d'une décentralisation comme stratégie pour améliorer le système de santé et de services sociaux.

En effet, elle prévoit l'implantation de régies dans 17 régions du Québec qui élaboreront, à partir des programmes cadres du ministère de la Santé et des Services sociaux, leur propre plan régional. Ce processus de régionalisation a soulevé de la part des groupes bénévoles certaines craintes (voir Robichaud, 1998). Il n'en demeure pas moins qu'il a favorisé les rapports que ceux-ci entretenaient avec les institutions publiques. Mais voilà que des amendements à la loi de 1992 viennent modifier le rôle des régies régionales. Inspiré du Rapport Clair – rapport de la Commission d'étude sur la santé et les services sociaux ²¹ – la loi 28, votée en juin 2001, met en quelque sorte ces dernières en tutelle, pour reprendre l'expression de Jacques Fournier, puisque les membres des conseils d'administration sont dorénavant tous nommés directement par le gouvernement. Ce dernier met ainsi fin à plus de 25 ans de décentralisation dans le réseau de la santé et des services sociaux, poursuit Fournier. Et pourquoi? demande-t-il. Essentiellement parce que les régies régionales, malgré leurs imperfections, se faisaient les défenseurs auprès de Québec des besoins de leurs régions. Parce qu'elles donnaient de la visibilité au sous-financement des services et aux iniquités interrégionales (2002) ²². Et la situation se complique. En effet, la loi modifiant la loi concernant le mandat des administrateurs de certains établissements publics de santé et des services sociaux votée en 2001 fait en sorte que dorénavant les groupes n'auront plus qu'un représentant au conseil d'administration. Or, les organismes bénévoles qui contribuent à la prestation directe de services devront dorénavant s'adresser à l'instance régionale dans le cadre des programmes qui les concernent.

Dans un article remarquablement documenté, Jacques Roy écrit qu'au cours de la période de récession économique, l'État, orphelin de ses rêves, se réinvente progressivement un nouveau discours vers le maintien à domicile et le partenariat (1996:33). Il faut d'ailleurs préciser que cet énoncé alimente les documents ministériels. En effet, le cadre de référence sur les services à domicile élaboré par le Ministère propose les services à domicile afin de

²¹ Pour une lecture de certaines limites de ce rapport, voir l'article écrit par Yves Vaillancourt, 2000.

²² Nous tenons à remercier Jacques Fournier pour la générosité avec laquelle il a répondu aux différentes questions qui lui ont été adressées dans le cadre de la révision de cette partie de l'ouvrage.

développer des solutions de rechange à l'hospitalisation alors que l'orientation du système de santé et des services sociaux vers des moyens plus efficaces et moins coûteux constitue la sixième stratégie de la Politique de santé et du bien-être (1994:173).

Plusieurs auteurs ont pris part, d'une manière fort intéressante, à la discussion suscitée par le virage ambulatoire (Conseil du statut de la femme, 2000, 1999; Côté *et al.*, 1998; Nadeau, 1997; Vaillancourt, 1997, 1996; Roy, 1996; Théolis, 1996; Gagné, 1996; etc.). Les points de vue soutenus rendent compte de la complexité de la question et révèlent les « splendeurs et les misères » de cette pratique sociale, pour reprendre le titre d'une réflexion de Jacques Fournier (1996). Selon Roy, si l'on aborde la nouvelle vision des soins par la positive, l'État reconnaît le potentiel des familles et des communautés en désirant les appuyer dans leur action. Par la négative, il légitimise son désengagement progressif (1996:36). Certes, à l'intérieur de ce réaménagement, des expériences de réussite sont présentées : « En plus de faire réaliser des économies, la nouvelle structure améliore les liens entre le CLSC, sa clientèle et son milieu » (Laprise, 1995:12-13). Mais les obstacles, les résistances et les alliances qu'engage ou entraîne la mise sur pied de ce tournant sont aussi développés (Roy et Lebeau, 1996; Sévigny, 1996; etc.). Cela dit, la confrontation de toutes ces idées dépasserait le cadre de ce propos²³. Néanmoins, la question soulève des enjeux importants pour les différents acteurs impliqués : les personnes âgées, les familles, les groupes communautaires et bénévoles, les institutions publiques. Essayons succinctement de saisir quelques défis. Car, il ne suffit pas de constater que le contexte social et économique oriente les individus vers telle ou telle combinaison de services. Encore faut-il savoir ce que les personnes et les communautés peuvent gagner ou perdre par toutes ces transformations.

D'entrée de jeu, signalons que le virage ambulatoire constitue un phénomène de désinstitutionnalisation dans un Québec qui, à la fin de la décennie 1980, détenait, en Occident, le pourcentage le plus élevé de personnes âgées vivant en institution (Roy, 1996; Brink, 1985; Trahan, 1989). Selon Fournier, ce virage s'est amorcé dans un contexte de compressions budgétaires sans précédent, de telle sorte que les conditions de sa réussite ne sont pas du tout présentes (1996:78). Cependant, la diminution des sommes affectées à la santé ne peut à elle seule expliquer l'attrait pour une réduction du taux d'hospitalisation, par exemple. En effet, l'avancement technologique, le développement de la pratique médicale, l'observation de guérisons plus rapides à l'extérieur du milieu hospitalier, de même que le désir des aînés de demeurer à domicile sont aussi des facteurs appréciables dans l'analyse de cette situation (Therrien et Bouchard, 1983; Béland, 1982; Callaban, 1981). De plus, le vieillissement rapide de la population québécoise préoccupe à juste titre. Ainsi, la population du Québec devrait connaître, d'ici l'an 2011, un accroissement de l'ordre de

²³ Pour une analyse plus exhaustive, voir le *Gérontophile* de l'automne 1996, vol.18, no 4. L'ensemble de ce numéro traite du virage ambulatoire et montre la position de plusieurs chercheurs et intervenants (Roy et Lebeau; Lebeau et Viens; Théolis; Sévigny; Roy; Association des praticiens du service social en milieu de santé du Québec; etc.).

14,5 % alors que l'ensemble des personnes âgées de 65 ans et plus verrait son importance s'accroître de plus de 60 %. À l'intérieur de ce groupe, celui des 75 ans et plus augmentera de plus de 82 % (Lebeau et Viens, 1996; Devienne, 1995). Bref, d'ici 25 ans, le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus doublera. Quant aux personnes âgées de 85 ans ou plus, leur nombre triplera. La proportion de la population âgée atteindra 25 % en l'an 2031. Ce qui fait du Québec une société dont le vieillissement sera parmi les plus rapides des pays occidentaux (Gouvernement du Canada, 1996). Toutes ces particularités invitent des auteurs comme Vaillancourt (1997, 1996) à recommander la prudence avant de repousser du revers de la main le virage ambulatoire.

Cela dit, les personnes âgées reçoivent-elles les services auxquels elles aspirent? Peuvent-elles compter sur les services que nécessite le maintien dans leur milieu, la constance dans l'aide qu'elles reçoivent et leur satisfaction en regard de celle-ci? Qui plus est, les différences qualitatives que représentent les demandes de services, eu égard au degré de perte d'autonomie des individus, sont-elles respectées (Robichaud, 2000; Roy, 1994; Guberman, Maheu et Maillé, 1992)? Considérons également l'attention particulière qu'ont apportée les chercheurs à la transformation des familles qui sont appelées à jouer un rôle primordial dans la distribution des services (Roy, 1996; Lesemann et Martin, 1993; Pitrou, 1995; Tahon, 1995). Nous avons à nous demander comment la restructuration incline le réseau familial vers cette conception des soins, pour ne pas dire, de façon plus précise, comment la transformation engage les femmes dans cette aventure puisqu'elles représentent l'essentiel du soutien familial à l'égard des personnes âgées (Roy, 1996; Bungener, 1993; Garant et Bolduc, 1990; Guberman, 1987; Haldemann, 1992; Lesemann et Chaume, 1989; Therrien, 1989). Sur ce terrain, l'exposé gouvernemental ne semble pas tenir compte des déterminants suivants : l'éclatement de la famille et la diminution des solidarités familiales en découlant, la mobilité géographique et professionnelle des enfants, l'accessibilité des femmes au marché du travail (Fortin, 1987; Jutras et Veilleux, 1989; Therrien, 1989).

De plus, la sympathie moins importante envers la cohabitation intergénérationnelle – bien que celle-ci réapparaisse timidement sous d'autres formes (les pavillons-jardins, les maisons bifamiliales, les maisons jumelées) – est un autre facteur dont on doit tenir compte. Nous sommes loin de l'époque où des contrats de donation étaient signés par lesquels les vieux parents se donnaient, avec leurs terres, à leur fils qui, en retour, devait les héberger et les entretenir. La non-considération de toutes ces caractéristiques fait dire à Roy : « Le discours de l'État québécois sur l'incontournable prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie est le miroir d'une construction sociale des aînés largement étrangère à leur réalité » (p. 33). Pour les membres de l'Association des praticiens de service social en milieu de santé au Québec, ce qu'il faut comprendre c'est que, nonobstant les possibilités de resserrements familiaux (Grand'Maison et Le-febvre, 1994; Gagnon-Hotte, 1995), le virage voudra dire une attribution plus importante du temps familial et personnel à consacrer aux individus dans le besoin (1996:17). Il ne s'agit pas ici de condamner l'appel à l'entraide, mais plutôt de voir comment les familles, qui

dans 94% des cas sont la source d'aide principale, peuvent s'adapter aux exigences que commande cette évolution (Roy, Vézina et Pelletier, 1996:15)²⁴.

Le rôle des groupes communautaires, acteurs de premier plan dans ce secteur d'intervention, est lui aussi peu étudié (Sévigny, 2002; Vézina *et al.* 1992). Les services qu'ils offrent sont fragiles (Garant et Bolduc, 1994) et peu d'enquêtes prennent en compte leur manque de ressources bénévoles pour offrir les services pour lesquels ils sont subventionnés (Robichaud, 2000). De plus, la recherche déjà citée, conduite par Roy *et al.* montre qu'il existe très peu de groupes comme ressources de soutien auprès des aînés. En effet, seulement 16 % des sujets ont mentionné recevoir des services de leur part. Voilà pourquoi les chercheurs craignent que l'approche communautaire ne souffre d'anachronismes si l'on ne réussit pas à opérer un réajustement en faveur de la redéfinition des stratégies visant à appuyer et à développer le soutien familial (p. 15). De plus, « l'état des dépenses publiques ne peut (ne doit pas) être la seule cible de réflexion « empirique » du gouvernement », mentionne Roy. L'auteur plaide en faveur d'une meilleure connaissance des personnes âgées, des forces et des limites des familles et des communautés (p. 41).

L'heure n'est plus aux fusions (Fournier, 1996) mais aux alliances (Lemieux, 1994). Pourtant, ce que certains craignaient se présente : la réunification de centres locaux de services communautaires, les fusions d'hôpitaux, de centres d'accueil et de CLSC. Dans la région du Saguenay, par exemple, une résolution adoptée le 16 juin 1997 par les instances concernées demande au Ministre de délivrer les lettres patentes pour le 1^{er} juillet afin qu'un centre hospitalier, deux centres d'hébergement et un CLSC soient fusionnés. Pourtant, Fournier, dans l'article précité, évoque l'étude de la firme Sabourin révélant que les fusions d'entreprises s'avéraient des échecs dans 70 % des cas et qu'elles ne permettent généralement pas d'économies ni de meilleurs services. Il mentionne également que d'autres recherches menées par Julien Michaud abondent dans le même sens (p. 73). Les fusions ont pour résultat de bureaucratiser l'administration des établissements, de démobiliser le personnel et de briser l'attachement des citoyens à leur institution, dira Claude Saint-Georges de la Fédération de la santé et des services sociaux à la CSN. Et la loi 28 ne vient qu'accentuer cette tendance puisque le Ministre aura le pouvoir de décréter la fusion obligatoire, ajoute Fournier (2002:3). À l'heure actuelle, 42 % des CLSC (61 sur 146) ont une mission unique, 35 % ont une double mission CLSC-CHLD, et 23 %, une triple CLSC-CHLD-CH. Pour plusieurs intervenants, cela signifie la disparition des CLSC, à tout le moins dans sa forme originelle (Fournier, 2002; Guay, 2001). Fournier nous rappelle que pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les CLSC sont un exemple de

²⁴ « Les usagers et leurs proches sont prêts à tenir le pari de l'autonomie et de l'entraide, mais ils voudraient bien que l'État, de son côté, respecte lui aussi sa part du marché, écrit Lise Denis, la Protectrice des usagers du Québec en matière de santé et de services sociaux. « En effet, ils émettent très clairement la nécessité d'accroître les ressources consacrées aux services à domicile », ajoute-t-elle (2003:16).

ce que les pays devraient faire pour dispenser des services de première ligne accessibles. Qu'advient-il? Le citoyen devra-t-il s'ajuster au système alors qu'en fait c'est le système qui devrait s'ajuster au citoyen? Les paris sont ouverts.

Enquête de Statistique Canada

[Retour à la table des matières](#)

La dernière enquête de Statistique Canada, *Canadiens dévoués, Canadiens engagés*, révèle des données pertinentes sur la situation des bénévoles à l'intérieur du Canada. L'enquête révèle que le bénévolat se porte bien au Canada et que 31,4% de la population âgée de 15 ans et plus ont participé à des organisations bénévoles au moment de l'étude.

Les faits saillants

1. Entre le 1^{er} novembre 1996 et le 31 octobre 1997, plus de 7,5 millions de Canadiens ont fait du bénévolat encadré, c'est-à-dire à l'intérieur d'un groupe : ce qui représente un peu plus d'un milliard d'heures et 578 000 emplois à temps plein ²⁵.

2. Plus de 7 Canadiens sur 10 (16,7 millions) se livrent à des activités d'aide et de soutien de leur propre initiative sans passer par un organisme.

3. Au cours de la semaine précédant l'enquête, 44% des bénévoles occupaient un emploi à temps partiel alors que 32% occupaient un emploi à temps plein.

4. Il existe une relation directe entre le taux de participation des bénévoles et leur niveau d'instruction. Le taux de participation augmente avec le niveau d'instruction – de 13% pour les personnes ayant moins de neuf ans de scolarité à 48% pour celles qui détiennent un diplôme universitaire.

5. La possibilité qu'une personne fasse du bénévolat augmente avec le revenu du ménage. Vingt-deux pour cent des personnes ayant un revenu familial inférieur à 20 000\$ ont participé à des activités bénévoles contre 44% pour celles ayant un revenu familial de 80 000\$.

6. La répartition des bénévoles selon le sexe montre que 46 % sont des hommes alors que 54 % sont des femmes. La probabilité de faire du bénévolat

²⁵ Au Québec, il y a un peu plus de 1,1 million de bénévoles (personnes qui offrent un service sans rémunération), ce qui constitue 19% de la population. Ils donnent ainsi 180 millions d'heures par année, ce qui équivaut à peu près à 100 000 emplois à temps plein (SACA, 2002:7).

se retrouve principalement dans les trois groupes d'âge suivants : 15-24, 35-44, 45-54.

7. Certaines personnes à la recherche d'un emploi considèrent le bénévolat comme une étape menant vers un emploi rémunéré. En particulier pour les jeunes Canadiens (65% des jeunes de 15 à 24 ans), le travail bénévole est perçu comme une activité susceptible de contribuer à l'obtention d'un emploi rémunéré. Ils soutiennent également que le bénévolat aide à l'acquisition de nouvelles compétences pouvant être utilisées au travail (46 % des jeunes de 15-24 ans) et qu'ils peuvent aussi explorer leurs propres capacités (68%).

8. Le nombre d'actions bénévoles, en dix ans, a augmenté de 98 % dans le secteur de la santé et des services sociaux (1987-1997).

L'enquête fait aussi un survol des principales motivations qui animent les bénévoles :

1.	adhésion à la cause défendue par l'organisme	96 %
2.	utilisation des compétences et de l'expérience	78 %
3.	qui touche personnellement la cause défendue par l'organisme	66 %
4.	découverte de ses propres forces	54 %
5.	obligations ou croyances religieuses	29 %
6.	désir de suivre ses amis	25 %
7.	amélioration des compétences professionnelles	22 %

L'enquête relève également les obstacles à l'engagement bénévole.

	gens qui s'impliquent	gens qui ne s'impliquent pas
1. manque de temps	72 %	68 %
2. manque de volonté de s'engager pour toute une année	34 %	50 %
3. contribution déjà effectuée	30 %	22 %
4. don en argent à la place du temps	19 %	32 %
5. absence de sollicitation personnelle	18 %	31 %
6. problèmes de santé, incapacité physique	14 %	21 %
7. coût financier du bénévolat	13 %	18 %
8. manque d'intérêt	11 %	30 %
9. ignorance des moyens à prendre	8 %	13 %

De quelle manière a évolué la pratique bénévole depuis les dernières années? L'enquête de Statistique Canada fournit quelques données intéressantes à ce sujet. Premièrement, l'étude sur le bénévolat au Canada réalisée en 1987 révélait que 5,3 millions de Canadiens, soit 26,8% de la population âgée de 15 ans et plus, sont des bénévoles. En 1997, comme il a été ci-avant

exposé, le nombre s'élève à 7,5 millions. Ce qui représente une augmentation de 40%. Comment expliquer cette hausse de participation? Par la présence des jeunes. En effet, pour ces derniers le travail bénévole est perçu comme une activité susceptible de contribuer à l'obtention d'un emploi rémunéré et à l'acquisition d'une expérience du monde du travail et de nouvelles compétences. C'est ce qui explique que depuis les dix dernières années le taux de participation pour les 15 à 24 ans a presque doublé, passant de 18% en 1987 à 33% en 1997 (1999: 31). Une deuxième constatation n'est pas sans intérêt : celle du temps. Le bénévole moyen a consacré 149 heures au bénévolat au cours de l'année 1997, ce qui représente une diminution par rapport aux 191 heures enregistrées lors de l'enquête en 1987. Près des trois quarts des bénévoles ont déclaré que la raison pour laquelle ils ne consacraient pas plus d'heures au bénévolat est le manque de temps : travail, soin aux enfants ou d'autres facteurs ont, semble-t-il, eu une incidence sur leur engagement bénévole (1998: 11).

L'enquête présente des données factuelles intéressantes, expose les motivations des bénévoles et évalue même les frais occasionnés par cette pratique sociale pour celui qui rend des services. Certes, ces informations permettent de constater le développement du phénomène et ainsi rejoignent nombre d'auteurs qui tentent de démontrer l'effervescence de cette conduite sociale. Cependant, elles n'apportent aucun éclairage sur les enjeux qui sous-tendent le phénomène de la gratuité et les conséquences qui y sont reliées. Malgré tout ce qui vient d'être dit, il n'en demeure pas moins que le revirement communautaire de l'État soulève certaines préoccupations chez les groupes bénévoles.

C. La réflexion des groupes bénévoles

[Retour à la table des matières](#)

Les solidarités qui meublent le champ social n'ont que rarement la capacité de demeurer singulières sans que l'État, un jour ou l'autre, y soit mêlé. Évidemment, dès qu'elles se constituent dans des organisations quelconques, elles doivent généralement composer, de près ou de loin, avec le pouvoir politique. Non que celui-ci soit nécessairement, ni même le plus souvent, l'initiateur du changement social, mais plutôt que sa médiation apparaisse difficilement contournable en cette fin de siècle. Le trompe-l'œil actuel du « désengagement » de l'État est plutôt, en fait, une « transinstitutionnalisation » de sa présence dans l'espace social. Néanmoins, selon la nature des enjeux socio-économiques et les intérêts en présence, les groupes

bénévoles entretiennent avec l'État des rapports parfois contradictoires mais qui, en la présente décennie, semblent teintés par une alliance stratégique, un mariage de raison : le partenariat (Larochelle et Robichaud, 1991). Cette idée tend à souder, selon Parazelli, l'adhésion politique à cette grande corvée communautaire afin de ramasser les dégâts en recyclant la misère sociale. De toute façon, dans un contexte où les individus travaillent à recréer un tissu humain, l'État doit alléger le fardeau financier qu'implique la distribution des services de santé et des services sociaux (Robichaud, 1996; Lamoureux, 2000; Charles, 1990; Brault, 1990).

Ce souci d'allègement s'est infiltré depuis plusieurs années déjà dans les politiques budgétaires, tant au niveau provincial que fédéral. Il s'est appelé tour à tour compression budgétaire, rationalisation des dépenses, responsabilisation publique, appel à la citoyenneté. Il faut maximiser le rendement des institutions, voire augmenter la productivité interne. Les bénévoles peuvent se révéler des acteurs intéressants dans l'atteinte de ces objectifs.

Ne sont-ils pas devenus des acteurs de choix dans le domaine de la santé et des services sociaux? Depuis deux décennies, comme le souligne Fortin, la responsabilisation personnelle et communautaire est cristallisée dans le développement d'un bénévolat supplétif lié à la multiplication des initiatives volontaires de support, d'entraide et de dépannage (1988:33).

Ainsi, ces groupes se renforcent dans leur vocation de services puisqu'ils apportent de l'aide dans différents secteurs, certes, mais il appert néanmoins qu'ils servent aussi aux appareils qui les dominent à contrôler le soutien, fait remarquer Lemieux (2000:57). Quelles sont les conséquences qu'un tel changement peut produire? Laissons la réponse à Jacques T. Godbout : « Tout organisme communautaire qui atteint une certaine maturité organisationnelle tend nécessairement vers un modèle salarial, la bureaucratisation et l'institutionnalisation d'une rupture entre producteurs et usagers – ou alors il disparaît (2000:100). Mais cette évolution n'en fait pas pour autant des organismes déviants, et cela pour différentes raisons, mentionne le sociologue. En effet, ils contribuent à une détection précoce des problèmes et trouvent des solutions qu'ils appliquent rapidement, en tous les cas, plus vite que l'État; ils démontrent une flexibilité, une souplesse, une capacité d'adaptation et d'innovation bien supérieures à l'appareil étatique, ils fonctionnent à un coût inférieur pour la société et, finalement, ils détiennent une compétence spécifique, différente – et supérieure parfois – à celles des professionnels (p.101).

Néanmoins, les groupes bénévoles entretiennent des craintes face aux contraintes que commande leur rôle grandissant de services, depuis longtemps déjà. À titre d'exemple, Jocelyne Lamoureux cite la réflexion d'une intervenante lors des représentations des groupes communautaires devant la Commission Rochon :

Par l'alternative, c'est ce rôle de suppléance que s'approprie l'État. Nous avons fait des iracles avec presque rien et c'est ce qui nous tue. Parce que la suppléance signifie précarité; la précarité implique que l'on se concentre sur notre survie; la survie signifie un détournement face à notre rôle critique de pression, d'innovation, de promotion de notre idéologie et de nos pratiques. Le rôle de suppléance, c'est la récupération sans reconnaissance et sans soutien statutaire (1988:160).

Douze ans plus tard, les inquiétudes persistent. Les propos tirés des actes d'un colloque tenu dans la région du Saguenay, *L'action communautaire, une vitesse de croisière pour l'an 2000, une nécessité, une réalité*, illustrent bien le malaise ²⁶.

Le fonctionnement des organismes est intimement lié au financement. Les exigences inhérentes aux programmes de subventions contribuent à l'augmentation des structures et à la spécialisation du bénévolat. Cette réalité nuit à la mobilisation des bénévoles qui veulent œuvrer plus librement au sein des organisations (p. 27).

Face à cette volonté de contrôle, dont le rythme s'accélère, les organismes bénévoles réagissent par différentes stratégies. Certains groupes acceptent la situation, alors que d'autres vivent des périodes de remise en question. L'acceptation conduit les moins résistants à la logique du marché. « Vendre le bénévolat », voilà le titre d'un article publié par le Centre de ressources de l'action volontaire de Vancouver, à l'intérieur duquel on élabore une stratégie de mise en marché et un processus de vente, en précisant de ne pas oublier que : « La meilleure publicité c'est un client satisfait » (Selwidge, sd :1-6). Certains titres de brochures et de dépliants sont évocateurs : « Le bénévolat et son économie », « Le bénévolat : un investissement », « [...] on veut être efficace, productif, contribuer au PNB, bref, on veut ressembler de plus en plus au modèle salarié, tout en niant ses caractéristiques » (Cellier, 1995:181-182). À cette attitude s'oppose celle des groupes inquiets du revirement de l'État face à sa vision communautaire. La reconnaissance de leur compétence ne va pas sans conditions, exprime Mayer. De fait, selon le chercheur, les organismes recevront du financement dans la mesure où ils acceptent de s'inscrire dans le cadre des programmes, priorités et objectifs déterminés par les institutions publiques (1995:1029).

Alors, les idées et les croyances qui se développent en regard de cette pratique sociale transformée, révèlent-elles un désir de rentabiliser la gratuité? Cela dit, plusieurs études montrent que les bénévoles sont de plus en plus soumis à des exigences qui ressemblent étrangement à celles des travailleurs du secteur public (Bovay et Tabin, 2001; Ferrand-Bechmann, 2000; Robichaud, 1996, etc.). En l'occurrence, il paraît redoutable que les groupes soient limités uniquement à un rôle de services. L'un des objectifs importants est le contrepois que l'on souhaite faire à l'État par le développement d'un

²⁶ Ce colloque québécois était organisé par le Regroupement des ressources communautaires La Baie et le Bas-Saguenay-Sud.

pouvoir parallèle. En tout état de cause, une autre incertitude se dessine : la préoccupation des groupes bénévoles en regard de la question féminine.

Dans un premier temps, il faut ici considérer l'attention particulière qu'ont apportée les chercheurs à la transformation des familles qui sont appelées à jouer un rôle primordial dans la distribution des services (Roy, Vézina et Pelletier, 1996; Pitrou, 1995; Tahon, 1995). Par la suite, nous avons à nous demander comment la restructuration incline le réseau familial vers cette conception des soins, pour ne pas dire de façon plus précise, comment la transformation engage les femmes dans cette aventure puisqu'elles représentent l'essentiel du soutien familial à l'égard des personnes âgées (Garant, 1994). Et qui plus est, depuis plus de vingt ans les études sur les aidants naturels montrent à répétition que ces aidants sont des femmes (Sévigny, 2002; Gagnon, Saillant *et al.*, 2001).

Néanmoins, ce discours ne fait pas l'unanimité auprès des femmes bénévoles. En effet, Le Net et Werquin rapportent que certaines réagissent contre une position qu'elles jugent excessive, puisque le bénévolat permet d'acquérir une formation dans un domaine particulier, et éventuellement peut servir de tremplin vers le marché du travail. Mais « n'allons pas trop vite, concluent-elles [...] ne nous laissons pas cantonner, c'est souvent vrai, dans les tâches subalternes et obscures » (1985:93). Les auteurs Bovay et Tabin font ressortir les deux points divergents en montrant que la pratique du bénévolat comporte à la fois des avantages et des inconvénients. D'un côté, elle permet de sortir quelque peu du carcan du travail domestique. De l'autre, elle contribue généralement à perpétuer l'état de dépendance financière, ne donne pas accès à la sécurité sociale et participe au renforcement de la division sexuelle du travail (2001:126).

La non-concordance des points de vue ne permet pas de passer outre le fait que, dans les secteurs d'activité tels la santé et les services sociaux, la part des femmes est beaucoup plus élevée que celle des hommes. De plus, des chercheurs québécois, Carpentier et Vaillancourt, ont aussi remarqué cette division sexiste au plan du bénévolat. Les femmes se concentrent surtout dans les secteurs de l'éducation et des services sociaux. Les hommes privilégient les groupes d'intérêts économiques et d'emploi, de même que les organisations de loisirs et de sports. Qui plus est, ce caractère distinctif se présente de nouveau dans le type de travail demandé. Les auteurs expriment : « L'on retrouve, dans certains organismes de bénévolat, la hiérarchie occupationnelle liée au sexe souvent observée dans l'entreprise privée » (1990:28). Les hommes réalisent davantage des tâches de type gestion, c'est-à-dire de planification, d'organisation et de coordination. Les femmes, de leur côté, effectuent surtout du travail de type administratif, soit travail de dactylographie, de classement et de réception. Les faits susmentionnés jettent donc un peu de lumière sur le point de vue apporté par les mouvements féministes sur la question du bénévolat. Il pourrait se résumer ainsi : le bénévolat des hommes est souvent susceptible de leur servir de tremplin ou d'avancement pour leur carrière

personnelle; celui des femmes en est surtout un de service, dans le prolongement de leurs tâches familiales.

Si, pour des raisons d'efficacité, les organismes communautaires dans le domaine de la santé et des services sociaux sont redevables envers l'État, d'autres groupes, cependant, protègent leur autonomie pour éviter de se soumettre à une surveillance quelconque. Et il apparaît pertinent, à ce stade du propos, de l'illustrer par un exemple. Dans son texte intitulé *L'État localisé*, Jacques T. Godbout évoque l'organisation des *Alcooliques anonymes* en mentionnant que ce réseau – opposé à un appareil selon la terminologie de Vincent Lemieux – jouit d'un certain succès auprès de la population visée, alors qu'il est connu qu'une approche bureaucratique, scientifique et professionnelle admet son inefficacité face à cette problématique (1987:27). Un regard sur les règles de fonctionnement de cette association, identifiées comme les Douze Traditions, laisse voir que les groupes tiennent à demeurer autonomes financièrement et peu organisés. Ils interviennent avec les contributions données par leurs membres. Des Douze Traditions qui constituent leur charte, trois d'entre elles le démontrent clairement :

7. Chaque groupe des *Alcooliques anonymes* doit entièrement couvrir ses frais, refusant toute contribution de l'extérieur.

8. Les *Alcooliques anonymes* devraient toujours demeurer non professionnels [...].

9. Le mouvement des *Alcooliques anonymes* comme tel ne devrait jamais être organisé; mais nous pouvons créer des conseils de service ou des comités directement responsables envers ceux qu'ils servent (*Alcooliques anonymes*, 1963).

« Nous sommes une organisation non organisée », se plaît à dire l'un des membres rencontré au cours de l'étude. En refusant toute contribution extérieure, le groupe évite l'obligation d'orienter son action et de se sentir redevable envers les donateurs. La lecture du livre *Les alcooliques anonymes* (1963:11-13) relate que les deux fondateurs du groupe A. A., William Wilson et Robert Smith – d'ailleurs reconnus comme alcooliques irrécupérables – avaient, au cours de l'année 1941, invité Nelson Aldrich Rockefeller en raison de l'intérêt que l'homme portait aux organismes philanthropiques. Celui-ci, nonobstant les règles de fonctionnement du groupe, n'offrit aucune ressource financière malgré les difficultés rencontrées en cette période, évaluant les enjeux d'une telle action. Il se serait exprimé à peu près en ces termes : « Si je vous accorde un soutien financier, votre organisation ne vivra pas longtemps. » Le riche personnage enclencha alors des démarches pour la location de locaux jugés indispensables à la continuation des activités, mais se garda bien d'offrir des subsides quelconques.

Il est intéressant de noter au passage que l'on prévoit, au chapitre du fonctionnement, la rotation obligatoire de certaines tâches ou une durée néces-

sairement limitée d'un mandat non renouvelable. Les trois responsables de chacun de ces groupes, président, vice-président et trésorier, occupent leur fonction pour des périodes n'excédant pas six mois. On cherche ainsi à éviter le pouvoir que certains membres pourraient exercer sur les autres. À cet égard, ce mouvement répond à la définition de l'organisme énoncée par les auteurs de *La face cachée du système* : « C'est la communauté, où chacun est interchangeable. Il n'y a pas de rupture entre quelqu'un qui dispense un service et quelqu'un qui le reçoit » (Godbout *et al.*, 1989:6).

Ce cas illustre l'importance qu'accorde cette association à l'autonomie financière et à un processus d'influence limité, afin d'atteindre ses objectifs. Le moins que l'on puisse dire, c'est que son action, malgré ses limites ²⁷, démontre une efficacité certaine. Fondé en 1935, grâce aux efforts conjoints de ce courtier de New York et de ce chirurgien de l'Ohio, ce mouvement compte aujourd'hui 2 millions de membres, répartis dans 85 000 groupes, qui se retrouvent dans 130 pays. Le quart des surplus financiers est d'ailleurs versé à ses opérations internationales. La situation vécue par le mouvement des *Alcooliques anonymes* est à tout le moins singulière si l'on se réfère à celle des groupes bénévoles œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux à qui l'État confie et demande un rôle de services tout en leur en donnant les moyens.

Résumons : la revue des écrits laisse finalement voir la pertinence d'une recherche sur le bénévolat en la présente décennie. En effet, que les recherches effectuées soient d'ordre économique, sociologique ou politique, elles ne répondent qu'en partie au questionnement soulevé par cette analyse qui cherche à connaître les conséquences de l'évolution des rapports entre l'État et les groupes, eu égard à la pratique bénévole. Quoi qu'il en soit, observer le bénévolat à travers la participation de ces deux acteurs sociaux, c'est aussi se pencher sur un processus de création collective, à travers lequel les membres d'une communauté se donnent des nouvelles façons d'agir (Bovay et Tabin, 2001), c'est aussi se pencher sur des questions de démocratie, d'égalité et de justice distributive (Robert, 1989). Aussi, examiner l'action bénévole par la science des réseaux et des appareils permet, en l'occurrence, d'aller au-delà des limites que rencontrent des perspectives qui traitent trop strictement des aspects historiques, quantitatifs, motivationnels ou autres. D'ailleurs, Lemieux (1982:13) fait remarquer que l'expérience humaine et l'enseignement des grands maîtres nous apprennent que les êtres humains sont d'abord sociaux avant d'être économiques et culturels. Ainsi, le cadre théorique et la méthodologie constituent l'objet du prochain chapitre.

²⁷ « Cette organisation s'adresse à ceux qui croient à une force supérieure. Et aussi, évidemment, ils ne réussissent pas toujours » (Godbout, 1987:27).

Chapitre 3

Structures et procédure

*La plupart des êtres humains préfèrent les joies
de la relation sociale aux plaisirs des choses
possédées.*

Vincent Lemieux

A. Les structures de la socialité

[Retour à la table des matières](#)

Le fondement de cette réflexion centrée sur les notions de réseau et d'appareil se déploie dans le sillage d'un postulat reconduisant l'idée que les formes de l'échange bénévole, les configurations de ses modes d'exercice ne sont compréhensibles qu'à travers une lecture primordialement sociale. Il ne faut pas entendre ainsi que le sociologisme soit la seule perspective à partir de laquelle l'intelligence de ce phénomène puisse être révélée. Au-delà des autres dimensions, notamment économique, psychologique, culturelle, spirituelle, etc., l'appartenance à la société et l'inscription dans les rapports qu'elle permet de nouer constituent le cadre privilégié pour comprendre le don, l'altruisme, la relation d'entraide, bref l'inclination à porter attention à la condition d'autrui. Dans la logique de cette perspective, plusieurs études empiriques ont démontré la pertinence des études de réseaux pour comprendre l'organisation sociale (Barnes, 1954; Bott, 1957; Lemieux *et al.*, 1981; etc.). Le désir de vivre en société, cette quatrième loi naturelle énoncée par Montesquieu, a plus d'une fois prêté à la réflexion depuis l'écriture *De l'esprit*

des lois. Aussi, les structures de la socialité permettent d'analyser et de comprendre les changements qui semblent transformer, en ce début de siècle, l'action bénévole, les groupes et les pratiques s'y rattachant.

En effet, l'étude des caractéristiques des deux formes d'organisation que sont les réseaux et les appareils apparaît féconde pour analyser le bénévolat dans le panorama contemporain. À ce sujet, Lemieux considère que ces deux notions transdisciplinaires permettent de poser plus clairement, en science politique comme dans les autres sciences sociales, le grand problème de l'institutionnalisation des systèmes (1979:72). Cependant, la difficulté de saisir la conceptualisation de la métaphore « réseau social », faiblesse d'un corpus théorique (Proulx, 1988) ou jungle terminologique (Barnes, 1972), autorise le recours à un autre modèle théorique. Dans cette optique, le paradigme systémique s'insère dans l'observation afin de tenter d'expliquer la complexité du phénomène bénévole par la prise en compte des propriétés du groupe, des membres et des relations qu'ils établissent avec l'environnement. Il y a donc lieu à présent d'examiner tour à tour les fondements conceptuels de ces deux perspectives théoriques.

La science des réseaux et des appareils : définition et distinction

[Retour à la table des matières](#)

Annoncée par Simmel au début du siècle, développée par Barnes (1954) et popularisée par une proliférante littérature depuis plusieurs décennies (Mitchell, 1969, 1974; Barnes, 1972; Whitten et Wolfe, 1973; Lemieux, 1976; Moreno, 1954), l'expression « réseau social », à en juger par la diversité des usages auxquels elle donne lieu, se révèle fertile pour justifier l'influence des liens sociaux dans l'histoire et les phénomènes qu'elle représente. Cette notion abordée par plusieurs disciplines (la géographie, les mathématiques, la théorie des graphes et l'informatique) a servi à expliquer certains comportements sociaux qui s'opèrent dans les registres formel et informel (Coleman *et al.*, 1966; Burstein, 1976; Stark, 1980). Les chercheurs Blau et Scott (1962) montrent qu'il est impossible de comprendre la nature de l'organisation formelle si l'on néglige d'étudier les relations informelles qu'elle provoque. Inversement, on ne peut comprendre les organisations informelles si on ne les rapporte pas à l'organisation formelle où elles se développent. D'autres auteurs, à partir d'observations sur le terrain, ont tenté de décrire les phénomènes reliés à l'existence des réseaux sociaux (Fischer *et al.*, 1977; Lemieux, 1981; Boissevain, 1974). Récemment, l'étude des systèmes sociaux a réconcilié les approches macrosociologiques et microsociologiques en considérant l'individu dans sa dimension d'acteur social (Lorrain, 1975; Fischer, 1977; Bank, 1973; Wolfe, 1970) qui, face à ses difficultés, fait appel à des

solidarités de base (Larivière, 1988). Les réseaux sociaux tissent, en somme, la trame de la vie sociale.

Si certains auteurs donnent à la notion de réseau un sens métaphorique, entre autres Radcliffe-Brown (1940), d'autres comme Cohen (1969) inclinent vers un sens illimité, énonce le politologue Lemieux (1976:41). Celui-ci poursuit sa réflexion en mentionnant qu'en science politique, c'est surtout la notion d'appareil qui a été utilisée (Althusser, 1970; Ionescu, 1967). Des auteurs tels Truman (1951), Meynaud (1962), Lemieux (1977), Heidenheimer (1970) ont contribué, par l'étude des phénomènes de pression, de favoritisme et de corruption, à clarifier les rapports entre ces deux formes d'organisation. Selon Lemieux (1976:41), la corruption, le favoritisme ou la pression se font le plus souvent dans des réseaux sociaux ou des quasi-appareils accrochés à des appareils.

Pour l'auteur de l'article « Problématique des appareils et des réseaux » se pose alors le problème de l'officialisation ou non des réseaux ou des quasi-appareils et de leur évolution vers les formes d'appareil ou, tout au moins, de leur fonctionnalité reconnue par rapport aux appareils, ce qui constitue une question cruciale dans l'étude des rapports entre ces deux formes d'organisation.

Les notions d'appareil et de réseau renvoient à la grande opposition que faisait Paul Mus entre le sociétal et le sociable, la sociétation et la sociabilisation, affirme Lemieux (1982:13). Le sociétal, c'est tout ce qui concerne la construction d'une société, alors que le sociable, c'est la société de bas en haut qui reste au niveau des voisinages, des acceptations réciproques. C'est une façon de se disputer aussi bien qu'une certaine façon de s'entendre, mais qui refuse de se laisser officialiser. Le sociétal, au contraire, c'est la société de haut en bas, c'est une socialité de cotes contre une socialité de noms propres. Les réseaux contribuent ainsi au maintien de la solidarité et d'une certaine égalité dans la collectivité (Lemieux, 1986:151).

Cependant, force est de constater que, depuis quelques décennies, la sociétation prend plus d'importance que la sociabilisation, et qu'ainsi cette dernière devient moins complémentaire. En effet, tout se passe comme si les réseaux réussissaient à garder une structure de réseau quand ils se limitent à se coordonner eux-mêmes par contrôles de voisinage, ou encore quand ils se font et se défont au hasard d'activités circonstancielles, écrit Lemieux. Mais, poursuit-il, ils sont enclins à se transformer en quasi-appareils quand ils appuient ou contestent de façon durable d'autres organisations, de façon fonctionnelle ou dysfonctionnelle (1982:110). Il sera question, un peu plus loin, de cette forme d'organisation intermédiaire que constituent les quasi-appareils. Dans nos sociétés industrielles, donc, les réseaux correspondent à une certaine structuration de l'univers non marchand, souligne J. C. Maestre. L'auteur ajoute que, très probablement, la densité de participation des individus à des réseaux variés et l'étendue de ces réseaux sont, parmi d'autres, des variables permettant de saisir le potentiel de mobilisation et de demande

de participation d'une population et, peut-être, par là, son aptitude au débat démocratique (1979:28). Dans cette veine, Lemieux (1979:13) dégage l'importance des réseaux dans le processus de la sociabilisation en écrivant que la plupart des êtres humains préfèrent les joies de la relation sociale au plaisir des choses possédées. Dans une telle perspective, le thème du bénévolat peut rappeler la notion de réseau telle que l'a étudiée Barnes (1954) dans l'île de Bremmes. En effet, l'anthropologue démontre l'importance d'une catégorie résiduaire de relations sociales fondées sur la parenté, l'amitié et la classe sociale pour comprendre l'organisation sociale, en dehors du système territorial et industriel.

Aussi, dans un contexte où les enjeux sociaux tentent de se redéfinir, et à travers ce refus de ce que Touraine (1984) appelle les « garants métasociaux de l'ordre social » exprimés par le dépérissement du politique et le désintérêt relatif des citoyens pour les affaires publiques, se greffe pour les individus le désir de créer des réseaux d'entraide. De nouvelles solidarités tentent de compenser un certain retrait de l'État dans le champ des politiques sociales et témoignent de la volonté des individus de reprendre en main leur destinée. Ici, c'est l'expression même du lien social, de l'échange interhumain dont il est question. Cependant, les êtres humains ne peuvent pas vivre que de sociabilité, et chacun d'eux appartient à des réseaux et à des organisations constituées. La sociabilisation et la sociétation sont les deux faces de la socialité, et elles sont nécessaires à la société (Lemieux, 1982:14). Alors, quel genre de liens doit s'établir entre ces deux formes d'organisation sociale? L'interrogation que pose la présente étude peut se formuler ainsi : « Quelle voie emprunteront les rapports entre les groupes bénévoles et l'État à l'heure où le champ des politiques sociales est sollicité par des courants contradictoires : le renforcement de l'individualisme d'une part et, d'autre part, la création de nouvelles solidarités? » Mais poursuivons la distinction entre les deux formes d'organisation.

Le mathématicien René Thom propose une classification dichotomique entre deux types de système qu'il met en lumière par la comparaison avec le système de gaz parfait et l'horloge. Le premier type est celui d'un système qui ne régule pas ses frontières, qui ne présente pas de morphologie intermédiaire entre le système total et la molécule individuelle, et où l'élimination d'une molécule du système est sans effet sur son comportement global. Il y a une énorme redondance morphologique. En physique, un gaz serait l'exemple d'un tel système. Le deuxième type est caractérisé par un système qui régule sa frontière, qui comporte une échelle intermédiaire entre le système global et l'échelle élémentaire, cette échelle intermédiaire révélant une certaine répétition morphologique, et qui, finalement, peut être arrêté par la destruction d'un seul de ses éléments. Une horloge serait l'exemple d'un tel système (Thom, 1974:134). Cette dichotomie exprimée par le titulaire de la médaille Fields (1958) ouvre la voie à une distinction entre les notions de réseau et d'appareil.

Ces différences renvoient d'ailleurs à une opposition qu'on retrouve un peu dans toutes les sciences sociales avec Kuhn, 1974; Blau et Scott, 1962;

March et Simon, 1958; Crozier, 1964 (Lemieux, 1976:39-41). Ainsi, un réseau serait une forme non instituée de la relation à autrui alors qu'un appareil serait l'institutionnalisation des formes de relation à autrui. Ce constat révèle donc des propriétés bien distinctes, d'ailleurs élaborées par Maestre (1979) et Lemieux (2000, 1999). Regardons de plus près comment ce dernier expose ces grandes distinctions (voir Robichaud et Lemieux, 2001; 496-497).

Réseaux et appareils : formes strictes ou mitigées

[Retour à la table des matières](#)

La socialité renvoie au caractère premier de la relation chez les êtres humains. Elle s'exprime dans deux types d'association, les réseaux et les appareils, qui peuvent prendre des formes strictes ou des formes mitigées. Entre les formes extrêmes de réseau intégral et d'appareil intégral, il y a les formes intermédiaires de quasi-réseau et de quasi-appareil.

Dans les réseaux intégraux, chacun des participants est en relation directe avec chacun des autres. La principale finalité poursuivie, sinon la seule, est la mise en commun dans le milieu interne. On peut penser à une famille élargie faite des grands-parents, des parents et des petits-enfants. La mise en commun concerne des normes de conduite, des informations, le sentiment d'appartenance à une entité sociale commune.

À l'extrême opposé, il y a des appareils intégraux. On pense aux organisations administratives ou militaires. Elles sont orientées vers leur environnement externe, même si les dirigeants se préoccupent aussi du milieu interne, de façon à le faire servir aux finalités externes. Il n'y a pas de relation directe entre chacun des participants, mais une organisation hiérarchique où la distinction est nette entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés.

Ce sont les formes intermédiaires de quasi-réseau et de quasi-appareil qui nous intéressent dans cet ouvrage. Dans les quasi-réseaux, il n'y a plus de relation directe dans chacune des paires de participants, mais la possibilité demeure pour un membre donné de rejoindre, même si ce n'est que de façon indirecte, chacun des autres. La mise en commun est plus restreinte que dans les réseaux intégraux, mais elle demeure la préoccupation principale des participants.

Il n'en est plus ainsi dans les quasi-appareils. Des préoccupations de mise en commun subsistent, mais elles deviennent secondaires par rapport à celles qui touchent aux relations avec l'environnement externe. La distinction entre les dirigeants et les dirigés s'installe, et plusieurs traits concernant l'orga-

nisation et le fonctionnement du groupe manifestent ces transformations. Dans le cas des groupes de bénévoles, l'évolution vers une forme de quasi-appareil se traduit par une plus grande spécialisation des activités et une segmentation des bénéficiaires, selon des règles qui tendent à devenir officielles. Le recrutement des bénévoles s'officialise, lui aussi, au lieu d'être laissé au hasard des relations personnelles entre proches ou « connaissances ». Le maintien de l'organisation devient une fin en soi, bien que subordonné à celles qui concernent l'environnement externe.

C'est l'appui indispensable de l'État ou de l'Église, avec les contrôles concomitants exercés sur les groupes de bénévoles, qui – nous le verrons plus loin – est à l'origine des transformations qui viennent d'être notées. Des garanties doivent être données aux organisations étatiques ou ecclésiales pour que l'appui de celles-ci demeure. Parmi ces garanties, il y a l'évaluation des activités accomplies. Elle a pour but de démontrer que les subventions ou les autres modalités de soutien ont été utilisées de façon efficace.

Dans cette perspective, il sera intéressant de comparer les groupes bénévoles subventionnés par l'État et ceux qui sont soutenus par l'Église, pour voir s'il y a des différences dans leur évolution d'une forme de quasi-réseau à une forme de quasi-appareil.

L'utilité de ce cadre théorique pour l'étude du phénomène de l'institutionnalisation et de ses limites

[Retour à la table des matières](#)

En raison du système de « franchisage » de services et du financement étatique, les groupes bénévoles ont tendance à appuyer ou à contester l'État et la Régie régionale. L'idée d'une certaine collaboration est parfois mal perçue par les groupes, au demeurant divisés sur les attitudes à adopter face aux appareils; le dynamisme susceptible de créer le consensus qui favoriserait, à certains égards, une structuration plutôt égalitaire du pouvoir tend à s'affaiblir. De plus, lorsqu'ils soutiennent ou mettent en doute certains appareils, les réseaux bénévoles sont enclins à se transformer en quasi-appareils, comme il a été exposé plus haut.

Face aux enjeux de cette nouvelle pratique sociale que constitue le bénévolat dans la présente décennie, une autre inquiétude se lève. Quels pourraient être, à l'intérieur de la vie sociale et économique, les critères de l'intervention de l'État et ses modes d'action afin que les groupes bénévoles puissent continuer d'apporter un complément à l'organisation sociale? Pour répondre

aux questions soulevées par cet ouvrage et étudier le bénévolat en tant que phénomène social, un problème se pose : « Il n'existe pas de vocabulaire communément admis pour traiter des réseaux sociaux », bien que des efforts aient été faits en ce sens, souligne Lemieux (1982:17). Des auteurs, notamment Lorrain (1975) et White et Breiger (1976) se sont attardés à la mise au point de modèles théoriques. Toutefois, selon le politologue, le recours à la systémique permet de résoudre cette difficulté. La science des réseaux et des appareils porte, entre autres, sur la structure, c'est-à-dire la forme et la substance, et permet de percevoir les changements qui s'y rattachent. La systémique offre la possibilité de mettre à jour le processus, plus spécialement de faire ressortir les « règles » qui expliquent ces changements structurels à travers des notions comme les finalités, l'environnement et l'évolution. Le caractère complexe du rapport entre ces réseaux, les quasi-appareils et les appareils incite à vouloir saisir l'évolution des groupes bénévoles qui, dans un sens, se fait par le bruit et le désordre avant de se réorganiser.

B. La systémique

« Celui qui se représente un arbre est forcé de se représenter un ciel ou un fond pour l'y voir se tenir » (1957:13). Cette pensée de Paul Valéry, dans son *Introduction à la méthode de Léonard de Vinci*, invite au voyage des grands ensembles où l'objet à connaître est perçu comme une partie d'un plus grand tout. L'emploi de cette autre approche transdisciplinaire que constitue la systémique, symbolisée par le concept de macroscopie dans un livre du même titre de Joël De Rosnay (1975), permet de mieux comprendre et de mieux décrire la complexité du bénévolat comme pratique sociale.

La systémique, sa définition

[Retour à la table des matières](#)

En effet, la systémique permet de rassembler et d'organiser les connaissances en vue de l'action (De Rosnay 1975:83). L'attitude systémique offre ainsi une perspective de saisie des enjeux complexes qui se dégagent du revirement communautaire de l'État – se traduisant par de nouvelles formes d'engagement – dans le domaine de la santé et des services sociaux. Cette approche a le mérite d'englober la totalité des éléments du système étudié ainsi que leurs interactions et leurs interdépendances (p. 83). À ce propos, Le Moigne souligne : « Il est aussi important d'identifier l'ensemble, la totalité

des éléments et les relations entre les éléments, que d'analyser indépendamment les attributs de chacun d'eux » (1974:9). Le paradigme systémique s'appuie sur la notion de système qui, selon Weinberg, est : « Un chemin du monde qui regarde le monde [...] un ensemble d'objets avec les relations entre les objets et entre leurs attributs (1975:52). » Ce modèle théorique permet de reconnaître les caractères qui distinguent les appareils des réseaux, comme l'indique cette citation.

D'un point de vue systémique, il semble bien que la différence principale [...] entre les appareils et les réseaux réside dans la notion de constitution d'une organisation, ou encore de la métacoordination de la coordination, celle-ci étant entendue comme un ensemble de contrôles exercés selon certaines finalités (Lemieux, 1982:20).

Dans les appareils, poursuit Lemieux (1982:21), la coordination se fait par régulation, c'est-à-dire au nom de règles spécialisées, prévues à cette fin, dont sont responsables les autorités de l'appareil. Dans un réseau, personne n'est chargé de la coordination de cette coordination. En somme, le degré d'organisation d'un appareil est plus élevé que celui d'un réseau. Comme il a été fait mention auparavant, certains réseaux adoptent des propriétés d'appareils et ainsi se transforment en quasi-appareils. Les groupes bénévoles œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux au Saguenay semblent répondre à la définition de ce système intermédiaire. Cet aspect sera examiné sous peu.

L'application de la systémique par le biais du système d'action concret

[Retour à la table des matières](#)

Le raisonnement systémique part donc du système et il cherche à faire ressortir les cohérences et les finalités hiérarchisées qui se dégagent des actions individuelles. En tout premier lieu, ce qu'il faut poser, c'est une question qui touche le système et non l'acteur. Il faut voir comment le bénévolat, comme système, est amené à modifier son organisation, tant au plan de sa structure (organigramme) que de son fonctionnement (programme), pour reprendre la terminologie de Daniel Durand. Pour celui-ci, le concept central de la systémique demeure l'organisation qu'il définit comme « un agencement de relations entre composants ou individus qui produit une nouvelle unité possédant des qualités que n'ont pas ses composants » (1979; 9). L'interaction, la totalité et la complexité constituent, pour l'auteur de *La systémique*, les trois autres concepts fondamentaux de cette approche. En somme, le questionnement face au système autorise la révélation des éléments structurels qui conditionnent le comportement des acteurs. Dans la mesure où ce comportement repose sur un minimum de consensus, il s'inscrit dans un

contexte de rationalité limitée où compétition et collaboration se chevauchent à travers un processus constant de négociation et de compromis (Morgan, 1986:63). Ce contexte est souvent alourdi par des divergences en regard même de l'idée de système. En l'occurrence, selon l'expression de Crozier et Friedberg, les groupes bénévoles, pour les fins de la présente recherche, peuvent être considérés comme un sous-système d'action concret. Le phénomène du bénévolat, pour sa part, constitue le « système d'action concret ». Les deux sociologues définissent ce dernier comme :

[...] un ensemble humain structuré qui coordonne les actions de ses participants par des mécanismes de jeux relativement stables et qui maintient sa structure, c'est-à-dire la stabilité de ses jeux et les rapports entre ceux-ci, par des mécanismes de régulation qui constituent d'autres jeux (Crozier et Friedberg 1979:246).

Le système d'action concret ajoute à l'idée de réseau le fait que ce réseau fonctionne selon un modèle particulier qui permet aux acteurs de résoudre les problèmes concrets de la vie de l'organisation selon les relations habituelles. Celles-ci sont créées, maintenues, entretenues en fonction des intérêts individuels, des contraintes de l'environnement ainsi que des solutions proposées par les acteurs (Bernoux, 1987:136). Il s'agit, maintenant, d'exposer le modèle systémique dans son ensemble.

L'application de ce cadre conceptuel aux propositions théoriques

[Retour à la table des matières](#)

Le paradigme systémique présenté par Le Moigne part d'une vision de toute réalité à décrire comme : « Un objet qui, dans un environnement doté de finalités, exerce une activité et voit sa structure interne évoluer au fil des temps, sans qu'il perde pourtant son identité unique » (1977:37). Ainsi, en tenant compte des principaux concepts qui s'en dégagent, une question fondamentale peut diriger la présente recherche. Comment décrire le phénomène du bénévolat dans le contexte sociopolitique actuel, dont l'exercice de l'activité conduit à une modification de la structure interne et à une redéfinition des rapports entre les acteurs? Pour saisir la complexité de cette pratique sociale, la systémique, avec son schéma d'interprétation, s'avère riche et utile. Il s'agit à présent d'examiner les groupes bénévoles dans leur processus de transformation au Québec qui, à l'instar des autres sociétés occidentales, subit les soubresauts d'une déflation de la confiance dans la capacité de détermination du pouvoir politique et, singulièrement, de l'État.

La revue des écrits démontre que les groupes bénévoles œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux doivent recourir aux appareils d'État et bénéficient, entre autres, d'une subvention de la Régie régionale dans le cadre du programme de soutien à domicile. Qui plus est, il en résulte que, pour des raisons d'efficacité, ces groupes bénévoles adoptent une autre forme de système. Existant depuis quelques années déjà, ils voient accroître le nombre de leurs participants et, par leur visée, attestent ou contestent les appareils étatiques ou les autres organisations. Aussi, les propriétés structurelles se modifient; l'organisation des membres est prise en charge par des permanents et le rôle des acteurs se spécialise. Pourtant, alors que les écrits démontrent une vie associative en pleine expansion, l'essoufflement des personnes qui travaillent dans ces groupes ne semble pas avoir attiré l'attention. Cette constatation ne peut rester sous silence puisqu'elle semble résulter des changements identifiés. Les trois propositions de recherche déjà énoncées découlent donc du cadre théorique qui vient d'être exposé. Il serait bon de les rappeler avant de procéder à la clarification des catégories intellectuelles retenues pour chacune d'elles.

- *L'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles entraîne non seulement l'institutionnalisation de ces derniers, mais aussi celle de leurs interactions avec les acteurs publics de leur environnement.*
- *L'institutionnalisation tend à transformer les groupes bénévoles en quasi-appareils, ce qui les oblige à consacrer plus de ressources à leur fonctionnement interne et moins aux pratiques bénévoles.*
- *Cette transformation suscite une certaine désaffection des bénévoles attribuable à la lourdeur des contraintes organisationnelles.*

L'étendue des prochains chapitres va donc puiser au contenu des trois propositions précitées et faire part de leur aboutissement. Ainsi, il y aura lieu de rendre compte des fonctions et des modes d'encadrement du bénévolat dans la période de réorganisation de l'État-providence et d'examiner les enjeux politiques qui y sont associés.

Définition et opérationnalisation des concepts

[Retour à la table des matières](#)

a) *L'institutionnalisation peut être comprise comme le processus d'assujettissement d'un groupe à des règles explicites et d'accentuation des relations avec les acteurs publics.* Les lignes de conduite imposées ou choisies font en sorte que ces groupes abandonnent une structure pour en adopter une autre dans laquelle chaque personne peut se trouver dans une série ascendante de pouvoirs ou de situations, et accroître ses relations avec des acteurs publics

(incorporation, enregistrement à titre d'organisme de charité, critères à respecter pour l'obtention de subventions, accentuation des relations avec l'environnement).

b) *Les acteurs publics sont des entités individuelles (personnes) ou collectives (groupes) qui participent à une entreprise quelconque (les syndicats, les institutions, l'État, etc.).*

c) *Un quasi-appareil est la forme de système adoptée par les groupes bénévoles – forme intermédiaire entre une structuration hiérarchique et une autre non hiérarchique – qui influence leur organisation et oriente l'usage de leurs ressources.* Ce changement de structure a pour effet d'engager les groupes dans un autre mode de fonctionnement et les oblige aussi à donner la préférence à certaines activités (règles constitutionnelles et institutionnelles, régulation des frontières, finalisme des structures, contestation et attestation des appareils étatiques, spécialisation des acteurs, tendance à l'officialisation, évaluation des activités, segmentation des bénéficiaires).

d) *Les ressources peuvent être comprises comme l'ensemble des moyens par lesquels le fonctionnement du groupe est maintenu.* La transformation du réseau en quasi-appareil fait en sorte que les groupes doivent adapter les moyens aux nouvelles exigences qui leur incombent. Les moyens médiatisent en ce sens qu'ils relient l'action à l'accomplissement de leur mission.

e) *Le fonctionnement interne peut être entendu comme l'ensemble des activités exécutées pour atteindre les objectifs du groupe.* Ces actions, il va sans dire, ont un impact sur les pratiques bénévoles. L'idée ici exposée sert à montrer que les actions des groupes changent puisque le contexte dans lequel elles se déroulent n'est plus le même (recherche de sources de financement, recherche de locaux, rédaction de rapports, gestion du personnel, réunions du conseil d'administration, participation aux tables de concertation, participation aux campagnes de souscriptions, participation aux regroupements provinciaux).

f) *Les pratiques bénévoles sont constituées de l'ensemble des activités offertes aux bénévoles et aux bénéficiaires.* En somme, la pratique bénévole s'exerce dans de nouvelles conditions qui marquent une certaine rupture au système de référence (le réseau) qui les encadrait, il y a quelques années (formation et perfectionnement des bénévoles, activités sociales, valorisation des bénévoles, services offerts aux populations).

g) *Les contraintes organisationnelles sont les règles de fonctionnement imposées au sein d'un groupe de bénévoles.* Cette notion vise à circonscrire les exigences que les bénévoles rencontrent dans leur pratique depuis les changements qui surviennent à l'intérieur de leur groupe. Ces contraintes peuvent les inciter à repenser leur engagement social, voire les inciter à quitter leur pratique bénévole (processus de sélection, cours de préparation à l'action bénévole, sessions de formation, entente sur la durée de l'engagement, professionnalisation des interventions, règles de conduite, production de rapports, frais reliés à l'exercice bénévole).

Le réaménagement des rapports de régulation entre l'État et les groupes bénévoles favorise l'émergence de ces derniers comme faisant partie des organismes reconnus dans la sphère péripublique. Ainsi, les groupes doivent modifier certaines de leurs pratiques; ils doivent exercer d'autres fonctions, comme celle d'offrir des services bien précis, en plus d'orienter certaines finalités dans le but de répondre aux critères des subventions et des modalités d'exécution. De ce nouveau rôle surgit l'obligation d'investir au plan organisationnel, parfois au détriment des services à rendre ou des droits à défendre. Cette transformation a des répercussions directes sur l'affectation des groupes bénévoles. En effet, devant l'ampleur et la professionnalisation des tâches, les bénévoles exercent un certain pouvoir en se retirant du groupe. Cette manière d'agir correspond à l'attitude d'« exit » – traduit par « défec-tion » dans la version française – au sens d'Albert O. Hirschman (1972).

La mise à l'épreuve, c'est-à-dire la vérification de ces propositions de recherche, ne revient nullement à faire le procès de l'État et des groupes bénévoles. En l'occurrence, il s'agit d'aborder le phénomène du bénévolat en l'analysant comme une action s'insérant dans une structure collective qui, dans la conception néolibérale du développement social, adopte une autre forme d'organisation. En effet, dans un ensemble de circonstances qui démontrent l'incapacité pour l'État d'augmenter les services d'un côté et, de l'autre, le désir des individus de créer des solidarités nouvelles, les réseaux bénévoles adoptent une autre structure qu'il convient, dans la perspective de cette étude, de nommer quasi-appareil. Ce changement modifie les rapports entre les acteurs, l'organisation interne et externe des groupes. Il est nécessaire, à ce stade, de présenter les techniques scientifiques utilisées, relatives à la méthodologie, et qui permettront de cheminer vers la vérification des propositions théoriques.

C. La procédure

[Retour à la table des matières](#)

Les structures de la socialité précédemment exposées posent l'objet de la présente étude qui examine comment l'action de l'État et de ses appareils transforme les réseaux bénévoles. La stratégie de recherche utilisée repose sur l'approche qualitative. Celle-ci fournit une information ouverte à l'appréciation du phénomène, et le cadre à partir duquel elle est obtenue se révèle souple. Elle vise à accueillir plus largement le point de vue des acteurs interrogés, de même qu'à leur laisser la possibilité de formuler leur opinion sans orienter ou restreindre à l'avance leurs interrogations. Elle aide également à nuancer, à l'occasion, les informations de type purement quantitatif, les données objectives, systématiques et succinctes sur le bénévolat encadré par les groupes bénévoles et qui œuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux. À cet égard, nombreux sont les chercheurs qui illustrent l'avantage des méthodes qualitatives quand le phénomène à l'étude se rapporte aux interactions humaines et lorsque la démarche s'inscrit dans une perspective de compréhension (Bodgan et Taylor, 1975; Deslauriers, 1989; Lapierre, 1982; Lincoln et Guba, 1985; Skrtic, 1985; Van der Maren, 1987; Van Maanen, 1983). Bref, l'avantage de celle-ci est sa préoccupation du social proche, là où le support social prend forme, pour reprendre un mot de Goulet (1987).

Les paramètres de l'étude

[Retour à la table des matières](#)

Délimitation de l'aire territoriale. L'objet de cette recherche peut être circonscrit dans l'espace de la région du Saguenay: la conurbation Chicoutimi–Jonquière–La Baie²⁸. Trois centres locaux de services communautaires (CLSC) desservent cette étendue géographique. Évidemment, si l'on ne peut abstraire les processus sociaux régionaux de leur contexte global, national et international, le portrait de la situation de cette pratique à l'échelle intrarégionale est tracé en mentionnant, s'il le faut, tant les différences que les

²⁸ En 1989, le territoire québécois était composé de 1 477 municipalités. Treize ans plus tard, on en retrouve 1050.

ressemblances qui pourraient caractériser cette région par rapport à d'autres ensembles sociogéographiques.

Délimitation de la population à l'étude. Les groupes bénévoles à vocation sociale et bénéficiant d'une subvention de la Régie régionale de la santé et des services sociaux dans le cadre du programme de soutien à domicile sont retenus pour les fins de ce propos. Au Québec, quatre grands secteurs cha-peautent l'organisation bénévole et communautaire dans le domaine de la santé et des services sociaux : a) promotion et services à la communauté; b) services aux femmes; c) services à la jeunesse; d) soutien à domicile. Le ministère de la Santé et des Services sociaux définit quatre principes en regard de ce dernier secteur qu'il supporte par son *Programme de soutien aux organismes communautaires*. Pour l'année 2000-2001, l'enveloppe budgétaire globale destinée aux organismes de soutien à domicile est fixée à 23 078 084 \$ (appendice C). Quelles sont les particularités de ce programme?

a) Les sommes affectées au secteur du soutien à domicile visent à financer des organismes dont les services directs sont distribués majoritairement par des bénévoles, et les personnes visées sont nécessairement celles en perte d'autonomie permanente ou temporaire qui demeurent dans leur milieu : malades chroniques, convalescents, personnes ayant un handicap et aînés; b) en regard du mandat de décentralisation, les régies régionales recommandent des subventions à des organismes bénévoles dont les services sont assumés par l'action bénévole, et la moyenne de financement accordée à ces derniers diminue; c) les régies incitent les groupes à collaborer avec les établissements de santé et des services sociaux et les autres organismes financés par le Ministère, pour réaliser la complémentarité des services; d) les subventions accordées doivent servir au financement des activités propres à l'organisme qui les reçoit. Dans la région du Saguenay, une vingtaine de groupes bénévoles assurent des services dans le cadre du soutien à domicile.

Après une première sélection effectuée dans le répertoire de la Régie régionale, le choix des groupes s'opère sur la base des aspects des réseaux qui, selon Lemieux (1982:113), sont préalables à la transformation d'un réseau en quasi-appareil, et font sans doute une différence dans ce phénomène d'organisation : a) *la durée d'existence* : si l'intervention est brève, il y a moins de chances que le réseau se transforme en quasi-appareil que si l'intervention s'étend sur une période assez longue; b) *l'envergure* : un petit nombre de participants fait en sorte qu'un réseau a plus de chance de demeurer coarchique²⁹; c) *la visée de l'organisme* : lorsqu'un réseau vise à remplacer une organisation constituée, il a davantage tendance à se transformer en quasi-appareil ou même en appareil de remplacement que lorsqu'il n'a pas ce but. La sélection s'est donc effectuée selon une longévité minimale de trois ans.

²⁹ Laswell et Kaplan (1950) désignent par ce terme une structure de relations d'influence égalitaire, où le pouvoir exercé dans une direction équivaut à celui appliqué dans l'autre direction.

La désignation des bénévoles s'est faite, dans un premier temps, selon les critères suivants : a) *la durée de l'engagement* : l'appartenance au même groupe depuis au moins trois ans; b) *la participation active* : les bénévoles œuvrent de façon régulière (au moins une fois par mois) depuis les six derniers mois; c) *le déroulement de l'action* : l'aide apportée se prodigue dans le secteur du soutien à domicile. La technique d'échantillonnage *par choix raisonné* aussi appelée *non probabiliste* et jugée, par plusieurs auteurs, acceptable en recherche qualitative, est par la suite arrêtée (Ferréol et Deubel, 1993; Beaud, 1993; Harvatapoulos, Livian et Sarnin, 1989; Deslauriers, 1989; Doulet, 1988). Ainsi, en ce qui concerne la présente recherche, treize groupes subventionnés par l'État constituent la population à l'étude, à l'intérieur desquels une cinquantaine de personnes sont interrogées³⁰ : a) les acteurs assurant une fonction de direction au sein de ces groupes bénévoles; b) les bénévoles qui sont encadrés par ces derniers. Enfin, il faut signaler que huit groupes témoins sont sélectionnés afin d'obtenir certains points de comparaison entre les groupes bénévoles qui sont subventionnés par l'État et ceux qui ne le sont pas. Il s'agit, en l'occurrence, de groupes soutenus par l'Église. Les informations relatives aux techniques de collecte des données concernant ces derniers sont disponibles dans un rapport de recherche détaillé (Robichaud, 2000 a).

Détermination de la période étudiée. Ce projet se penche sur une quinzaine d'années, soit de 1987 à 2002, période depuis laquelle le bénévolat connaît un essor particulièrement marqué. Bien sûr, l'action bénévole n'est pas une nouveauté qui serait apparue uniquement comme remède à la récession au début des années 1980. Néanmoins, sa recrudescence ne paraît pas dissociable de son utilisation inédite, tant pour atténuer les charges de l'État que pour tenter de restructurer l'espace social. De plus, selon plusieurs auteurs, entre autres Laforest et Redjed (1989), c'est une période importante dans le processus de revitalisation des solidarités bénévoles au Québec.

Les techniques de collecte de données

[Retour à la table des matières](#)

D'emblée, trois techniques de collecte de données s'imposent pour circonscrire l'observation en premier lieu et, en second lieu, pour orienter le traitement du phénomène étudié : l'analyse documentaire, les entrevues semi-dirigées et le questionnaire. Karl Marx écrit dans *Le capital* que l'ordre logique n'est pas l'ordre de recherche (1965:560). Dans une démarche analytique

³⁰ Lofland et Lofland (1984:62) soutiennent que les recherches recourant à l'entrevue intensive recueillent habituellement entre 20 et 50 entrevues, centrées autour d'une dizaine de points et de sous-questions. Selon les auteurs, ce nombre est généralement suffisant pour avoir une bonne connaissance d'un milieu.

vouée à comprendre certains phénomènes précis, tout instrument d'interrogation résulte d'un découpage. Celui-ci constitue une façon d'inclure et d'exclure, de tracer une ligne arbitraire qui sert à départager le pertinent de l'accessoire. Questionner est toujours une façon de circonscrire le champ de possibilités d'une réponse et ainsi d'actualiser ce mode de découpage en prenant conscience de la fragilité et des vertus d'une méthode de collecte des données. Il s'agit, en somme, de reconstituer l'ordre logique en donnant quelques outils de compréhension de l'ordre de recherche.

L'analyse documentaire vise à colliger les productions écrites susceptibles de fournir une information pertinente sur le fonctionnement et le développement du bénévolat à tous les niveaux d'information. Il y a lieu ici de distinguer trois sources de documentation qui servent à l'analyse : a) les législations et les productions officielles du gouvernement sur ses orientations et les crédits alloués à l'égard du bénévolat; b) les critères d'évaluation du ministère concerné en ce qui a trait au financement des groupes communautaires bénévoles; c) les programmes spécifiques d'action – charte de constitution, règles institutionnelles, dépliants publicitaires – que ces groupes eux-mêmes émettent sur leur mode de fonctionnement et sur les objectifs qu'ils poursuivent.

L'entrevue semi-dirigée, par son caractère souple et permissif, favorise l'émergence de données nouvelles ou de nuances à apporter aux connaissances déjà acquises. C'est une technique riche qui permet d'atteindre non seulement les aspects visibles du bénévolat, mais aussi la signification sous-jacente que leur attribuent les acteurs. L'entrevue vise à étudier comment les groupes vivent la transformation de leur structure, c'est-à-dire le passage à une structure plus hiérarchique. En ce qui concerne les groupes subventionnés par l'État, les premières rencontres s'échelonnent sur deux cycles principaux : le premier, de mai à octobre 1991 et le deuxième, d'avril à juin 1997. D'autres entrevues se déroulent à intervalles réguliers entre 1992 et 2003. Pour leur part, les groupes soutenus par l'Église sont interviewés au cours du printemps 1997.

Le questionnaire permet de recueillir les données biographiques, les caractéristiques socio-économiques, les renseignements d'ordre quantitatif tels le nombre de membres, la fréquence des réunions, etc., et sert d'auxiliaire aux autres instruments de vérification. Cet outil complète en somme les éléments obtenus lors de l'entrevue semi-dirigée puisqu'il permet d'obtenir les faits, les données brutes qui touchent la connaissance objective des personnes interrogées. Le questionnaire est administré sur place, après les échanges qui servent d'entrevues. Deux listes de questions sont élaborées puisque deux catégories distinctes d'acteurs composent l'échantillon. Compte tenu de la nature des informations à obtenir, deux types de questions sont posés : a) des questions de fait, destinées à l'identification sociologique de l'auteur de la réponse, et des questions d'action qui consistent à connaître les actes que la personne accomplit dans le cadre de sa pratique bénévole; b) des questions d'intention ou des questions d'opinion, en nombre restreint, offrent la possibilité d'obtenir

des renseignements sur ce que la personne pense ou ressent à l'égard du bénévolat, de connaître son désir quant à ses projets de participation à l'action bénévole.

L'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles ne peut être établie qu'en fonction d'indicateurs précis qui permettent d'en déterminer le sens. Il ne s'agit certes pas, dans cette étude, de simplement décrire les changements survenus depuis l'avènement d'un nouveau paradigme de gestion des rapports sociaux, mais de tenter de saisir la transformation qu'ils opèrent dans ces interfaces où s'arriment les rapports qu'entretiennent les appareils de l'État avec les groupes bénévoles.

Procédé et technique d'analyse

[Retour à la table des matières](#)

Les données recueillies sont tout d'abord classées en trois catégories : les notes théoriques, les notes méthodologiques et les notes descriptives. Selon Deslauriers (1991), les premières représentent les efforts du chercheur pour développer l'analyse et trouver un sens aux données transcrites. Les observations méthodologiques, pour leur part, se rapportent au déroulement concret des opérations de recherche et présentent la chronique des événements. Les dernières fournissent les renseignements sur lesquels le chercheur va baser son analyse, décrivent les événements, rapportent les choses vues, entendues et répétées, et, finalement, relatent les conversations avec les personnes et entre elles. Par la suite, les données recueillies sont transcrites en respectant les protocoles d'interrogation. C'est en fonction de cette toile de fond qu'il convient d'apprécier toute une série de faits qui soulignent les actions et les changements dans lesquels s'engage la pratique bénévole. Ce premier traitement permet de connaître le point de vue des dirigeants et leur gestion de l'entraide, d'une part, et, d'autre part, celui des bénévoles et leurs interventions. L'ensemble de ces observations autorise l'esquisse d'une analyse préliminaire de l'action bénévole qui paraît conditionnée par un double impératif : la distanciation face à l'État et la contiguïté à la population. Dans un deuxième temps, les données sont classifiées selon les trois mots-clés contenus à l'intérieur des propositions théoriques : l'institutionnalisation, le quasi-appareil et la désaffection. Il est alors possible, à l'aide des indicateurs susmentionnés, de tenter de vérifier les propositions de recherche et de saisir ainsi les conséquences de l'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles. Enfin, les informations recueillies auprès des dirigeants et des bénévoles, au moyen du questionnaire, sont traitées de manière à servir à la description systématique des personnes interrogées et à enrichir l'analyse par certains renseignements d'ordre quantitatif.

Résumons : le thème du bénévolat est ici analysé à travers l'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles. Dans cet espace de relation entre ces deux acteurs publics, la structure de la socialité ouvre la voie de la compréhension au phénomène de l'institutionnalisation des groupes bénévoles. Or, dans une telle perspective, la systémique complète l'univers d'explication en permettant d'appréhender les relations entre les différents éléments du phénomène. Néanmoins, le problème soulevé précédemment exige des considérations méthodologiques.

À cet égard, cette recherche tente d'observer les groupes bénévoles à vocation sociale en général, et qui œuvrent dans un secteur particulier de la prise en charge par le milieu : le soutien à domicile. La stratégie de recherche utilisée repose sur l'approche qualitative qui appelle l'interrogation d'une cinquantaine de personnes : dirigeants et bénévoles provenant de groupes subventionnés par l'État. De plus, afin d'enrichir la présente étude, huit groupes soutenus par l'Église et neuf groupes d'entraide ont été rencontrés. Pour relier l'observation à l'explication, trois instruments de vérification sont retenus : l'analyse documentaire, l'entrevue semi-dirigée et le questionnaire qui permettent de circonscrire le champ d'étude aux objectifs qui l'encadrent, mais aussi, de saisir l'ensemble des idées et des expériences qu'expriment les diverses catégories d'acteurs face à leur action. La vision des personnes engagées dans cette pratique sociale assujettie à des règles explicites conduit à la vérification des trois énoncés de recherche que coordonnent les concepts d'institutionnalisation, de quasi-appareil et de désaffection. Il est alors possible de saisir concrètement la réalité abstraite que constitue le bénévolat encadré par les groupes qui œuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux. Mais qu'en pensent les principaux intéressés? Le point de vue de deux acteurs incontournables dans l'analyse de cette pratique sociale est présenté dans les deux prochains chapitres.

Chapitre 4

Direction et gestion

*[...] si l'on veut participer au pouvoir,
il faut, de toute façon, vénérer les pouvoirs,
c'est-à-dire rendre des services, entrer dans le grand
jeu,
donner des gages.*

Alain

[Retour à la table des matières](#)

La mise en chantier d'un groupe peut s'édifier sur un manque ressenti, énoncé sous forme de problèmes pour lesquels des solutions sont envisagées. Pour combler l'écart qui sépare le problème de sa solution, des individus interviennent dans l'espace social pour y inscrire leurs interventions. Un besoin identifié dans la communauté interpelle donc quelques citoyens qui, seuls ou soutenus par des animateurs spécialisés, mettent sur pied un comité provisoire afin de combler des lacunes d'un système social dont ni la croissance ni la capacité de redistribution n'auront pu enrayer la pauvreté ou même pallier la complexité des problèmes sociaux. Cependant, la nécessaire continuité des services à offrir appelle la permanence d'une structure. Les comités provisoires procèdent à l'incorporation. Cette action juridique, bien qu'elle détermine certains devoirs et obligations, n'en comporte pas moins des avantages, comme l'accès à différents programmes gouvernementaux. Néanmoins, lorsqu'un groupe se maintient dans le temps et dans l'espace, il

s'expose au risque d'assurer une part toujours plus grande de services. Enfin, la nouvelle mission qui conduit à la création d'emplois et à la formation de prestataires de la sécurité du revenu, révèle bien ce que les groupes doivent surmonter dans leur évolution. Entre le don et l'employabilité, une gouverne est-elle possible?

Une proposition générale inspire la conduite de ce chapitre : l'institutionnalisation tend à transformer les groupes bénévoles en quasi-appareils, ce qui les oblige à consacrer plus de ressources à leur fonctionnement interne et moins aux pratiques sociales bénévoles. Il s'agit ici d'observer comment ce dialogue d'organisation bureaucratique influence la direction et la gestion du bénévolat ³¹. Dans un premier temps, il y a lieu d'exposer la nouvelle réalité que traversent les dirigeantes ³² des groupes bénévoles tout en soulevant les questions qui les préoccupent. Quelles sont les circonstances qui retiennent leur intérêt, même si elles sont inquiètes? Dans un deuxième temps, les fonctions et les modes d'encadrement de la pratique bénévole et les risques qu'ils soulèvent sont analysés. Enfin, une attention particulière est apportée à la façon dont se vit l'interdépendance de l'action et du discours avec les autres acteurs de l'espace public.

A. Le bénévolat : une situation en mutation

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution des groupes bénévoles s'observe par une série de transformations progressives et de changements successifs que les dirigeantes, à cette phase du parcours, expriment davantage en termes de difficultés et de défis à relever que d'expérience acquise pouvant constituer une sorte de capital. Néanmoins, à la faveur des circonstances les plus marquantes, il est possible d'évaluer les différents épisodes par lesquels passent ces groupes et cela, tantôt à perte, tantôt à profit. Leurs responsables rapportent avec intérêt les

³¹ Une rencontre tenue dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean à l'automne 2001 dans le cadre d'une vaste consultation organisée par le Centre d'action bénévole du Québec à laquelle participaient 400 personnes (acteurs assurant une fonction de direction de groupes bénévoles et communautaires, bénévoles encadrés par ces derniers) a montré que la majorité des groupes présents étaient confrontés aux mêmes défis que les groupes observés à l'intérieur de cet ouvrage.

³² Puisque la majorité des personnes interrogées au cours de cette recherche sont des femmes et qu'elles constituent 94% de la population à l'étude, la forme féminine est utilisée à titre épïcène dans ce chapitre et celui qui va suivre.

faits transformant leur pratique ³³. L'histoire de ces groupes est sinueuse et il s'agit ici d'évoquer plus particulièrement l'ensemble des événements qui modifient leur présent et interrogent leur avenir.

Les transformations de la pratique bénévole

[Retour à la table des matières](#)

D'entrée de jeu, l'affluence des demandes est telle que les dirigeantes rencontrées se disent débordées par la tâche à accomplir. Cette situation conduit presque inévitablement à recourir à diverses sources de financement et à des programmes gouvernementaux qui permettent d'acquérir les fonds nécessaires pour assurer les services. À ce propos, il y a un paradoxe qui mérite attention. L'ajout de ressources appelle de nouveaux bénéficiaires et il en résulte un accroissement de la fonction de services. Pour répondre à cette récente réalité, de nouvelles avenues émergent. Une dirigeante l'exprime en ces termes : « Un trou, une cheville. » Une autre raconte : « Devant le manque de bénévoles, j'ai dû faire appel à un conseiller municipal afin qu'il accompagne un malade au centre hospitalier. » Ainsi, pour satisfaire les attentes de la population, les responsables vont jusqu'à faire des sacrifices. La grande question est de décider ce que l'on sacrifiera. « Faudra-t-il s'écarter de notre mission principale? » se demandent-elles. Car les dirigeantes espèrent également atteindre un objectif politique en faisant contrepoids à l'État, et refusent de se voir uniquement consignées à un rôle de services.

Les groupes bénévoles ont acquis, au cours des années, une plus grande visibilité et davantage de crédibilité dans leur milieu. Or, il appert que la confiance reçue s'exprime dans l'obligation de partager l'expertise ou d'étendre son intervention. Cette situation est infiniment moins confortable que le montrent les apparences lorsqu'il s'agit d'œuvrer avec une insuffisance de ressources humaines et financières. À cet égard, il est utile de porter attention à la prochaine réflexion :

À mesure qu'un groupe se fait connaître du milieu, il génère une meilleure structure, une augmentation qualitative et quantitative des services. Malheureusement, les subventions ne suivent pas ce rythme et c'est à se demander où est notre raison d'être, car ce n'est pas le vent des paroles qui fait tourner les moulins.

Pour les groupes bénévoles, l'aventure est belle mais le défi reste de taille. D'ailleurs, dans une certaine mesure, les dirigeantes sont conscientes de ce que représente, en économie d'argent, le soutien des personnes en perte d'autonomie dans leur milieu. Qu'il suffise de mentionner qu'au cours de l'année

³³ Aux fins de cette réflexion, le mot responsable est compris comme synonyme de dirigeante.

2001, le placement d'une personne dans un centre d'accueil de longue durée s'élève à 46 000\$ par année. Au constat d'une population vieillissante s'ajoutent des situations sociales de plus en plus complexes. Les sans-abri, les familles en difficulté, les jeunes sans emploi, les enfants victimes d'agressions sexuelles et les femmes victimes de violence constituent des problèmes auxquels les groupes ont à répondre.

Les nouveaux services, l'augmentation des demandes, l'alourdissement des clientèles – dont plusieurs auteurs montrent les conséquences (Robichaud, 2000 b; Roy, 1996 et 1994; Therrien, 1989; Jutras et Veilleux, 1989; Guberman, 1987; Corin *et al.* 1984) – influencent l'organisation des groupes et réactivent le débat sur leur rôle de complémentarité. Si certains d'entre eux sont officialisés et cherchent à accroître leur visibilité, d'autres, pour leur part, repoussent l'idée de publiciser leur travail. La remarque suivante rend compte des craintes avec lesquelles ils doivent composer :

Si nos services sont annoncés et que les ressources bénévoles ne suffisent pas, nous nous verrons dans l'impossibilité de répondre aux demandes du milieu. Par contre, si nous recrutons des bénévoles et que les services sont offerts en quantité insuffisante, nous n'aurons pas les subventions nécessaires. Nous nous retrouvons donc dans un chemin sans issue.

De plus, la philosophie de l'État en matière de services à domicile est d'abord axée sur la responsabilité de l'individu et de la communauté. Selon les politiques gouvernementales, il est primordial que l'intervention puisse s'appuyer sur le désir des groupes de contribuer, par des formules d'entraide et d'action volontaire, à la solution de leurs propres problèmes, est-il possible de lire dans les politiques gouvernementales (MSSS, 1995; 1994; 1989; 1979). Dans cette perspective, le ministère de la Santé et des Services sociaux a choisi d'assurer la survie des groupes et de les soutenir dans leur action auprès des personnes en perte d'autonomie en leur conférant, dans la loi, une légitimité et en leur accordant un soutien financier. Dès lors, la bataille s'enclenche dans l'arène des subventions avec ce que la lutte comporte de ressources et de contraintes. Pour s'en rendre compte, il suffit, dans un premier temps, de jeter un regard sur les conditions d'admissibilité d'un dossier.

Tout d'abord, faut-il préciser que, pour être analysées, les demandes de subventions doivent être reçues dans les délais prescrits. Ensuite, les groupes doivent démontrer que leurs projets rejoignent les priorités ministérielles et régionales tout en s'adressant aux personnes les plus démunies économiquement et socialement. Il est essentiel que l'image de la situation laisse voir des activités et des programmes réalistes et pertinents en plus d'être conformes aux objectifs et à la mission que le groupe s'est donnés. L'accessibilité est aussi un critère important. Il importe d'offrir à l'ensemble de la population d'un territoire des services à des périodes de la journée qui conviennent à leurs besoins. Les priorités d'intervention doivent être bien établies. On exige

la capacité de faire face aux difficultés rencontrées comme, par exemple, l'aptitude à combler le manque de ressources financières et de bénévoles afin de répondre à l'ensemble des demandes adressées. Les organismes subventionnaires souhaitent que le groupe performe et se gère de façon efficace.

Le groupe doit également présenter un portrait clair et fiable des bénéficiaires qu'il dessert, c'est-à-dire montrer une bonne connaissance des problématiques, des besoins et des caractéristiques de ces derniers. L'utilisation maximale du bénévolat est aussi une exigence. En effet, le groupe s'efforcera de recruter des bénévoles, de les former et de les engager dans le processus décisionnel. Afin d'éviter qu'il y ait duplication de services, il faut agir en concertation avec les autres ressources du milieu qui visent la même population cible ou la même problématique et s'engager à participer à des événements publics afin d'accroître sa visibilité. Une saine gestion financière devient aussi un impératif. Il faut procéder à une planification budgétaire, présenter des états financiers et montrer une diversification des sources de revenus, de même que des registres comptables adéquats. En l'occurrence, le groupe doit démontrer des efforts de diversification de ses sources de revenus (subventions gouvernementales, privées, dons, Centraide³⁴, etc.). « Vous devez continuer à rechercher l'appui et le support de la communauté dans l'accomplissement de votre mission », émet le ministre (Gouvernement du Québec, le 6 mai 1991).

Ces exigences étant précisées, le formulaire « Demande de subvention » doit être accompagné des documents permettant d'évaluer la qualité des projets présentés : a) charte de l'organisme ou lettres patentes; b) règlements généraux de la corporation; c) rapport financier dûment accepté par les membres en assemblée générale; d) rapport annuel de la dernière année d'opération; e) copie du procès-verbal de la dernière assemblée générale; f) tous les autres documents jugés pertinents, soit dépliants, lettres d'appui, etc. Bref, pour obtenir des subventions, les groupes doivent offrir des garanties suffisantes de continuité, d'encadrement et d'engagement dans le milieu, tout en démontrant une stabilité des ressources bénévoles, humaines et financières.

En l'occurrence, les formules de subventions à remplir exigent de la disponibilité et une certaine expertise. D'ailleurs, ce sont les groupes les plus fortunés qui réussissent à satisfaire les exigences d'une telle démarche. Une fois les sommes obtenues, les groupes doivent se soumettre à certains contrôles : rapports financiers vérifiés par un comptable agréé si la subvention s'élève à 25 000\$, respect des enveloppes budgétaires, rapports d'activités et données statistiques représentent quelques-unes des exigences imposées. De plus, les bénéficiaires sont déterminés en fonction des priorités ministérielles. Nous y reviendrons ultérieurement. Centraide, dont la volonté est d'unifier les

³⁴ En 2001, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Centraide a reçu de la part de 75 groupes des demandes d'aide pour plus de 1 160 170 \$. Une somme de 690 000 \$ a été versée à 70 organismes. De ce groupe, 61 étaient déjà associés, c'est-à-dire recevaient une subvention depuis quelques années.

souscriptions³⁵, souhaite, dans une certaine mesure, mettre fin aux sollicitations diverses effectuées par les groupes. Malgré tout, le nombre de demandes est tel qu'il n'est pas possible d'y donner suite en totalité. Cependant, devant l'incapacité à recevoir une aide financière, des individus, sensibilisés à la dimension sociale, démontrent un certain dynamisme et mettent sur pied un organisme visant à aider les bénévoles dans leur mode de financement. Ainsi, le groupe B-12 essaie de rejoindre les groupes de la région du Saguenay qui sont les plus démunis en capital politique et humain, afin de développer une façon collective de penser et d'organiser le financement. Des groupes, au demeurant divisés à certaines occasions, décident donc de créer des alliances pécuniaires.

Dans la mosaïque québécoise, les groupes bénévoles constituent l'accès à des services pour une partie de la population, et ils sont en voie de devenir une porte de sortie pour le secteur public, selon plusieurs dirigeantes. Les responsables de ce secteur dans les CLSC reconnaissent l'importance, voire la nécessité, d'établir des collaborations étroites avec les bénévoles. « Face à l'impossibilité de répondre à toutes les demandes du milieu, nous sommes coincés et une évidence s'impose : il faut nous tourner vers les ressources dites alternatives », énonce l'une d'entre elles. Les groupes bénévoles sont perçus comme une option intéressante pour soulager le secteur public soumis à d'innombrables demandes. Ils se trouvent donc appelés à coopérer avec l'État d'une part, et la population d'autre part. Or, l'insuffisance de ressources financières et le manque de bénévoles empêchent d'apporter aux populations concernées l'aide demandée. L'accroissement de la tâche inquiète les dirigeantes. « Si le ministère de la Santé et des Services sociaux nous oblige à répondre à un plus grand nombre de bénéficiaires, où puiserons-nous nos ressources? » se demandent-elles. La simplicité de la question n'implique pas l'évidence de la réponse. Aussi, leur devenir ne peut être tout à fait apprécié ni prévu sans le recours à l'action déterminante que constituent les mesures d'insertion à l'emploi. Vu de l'extérieur, ces mesures peuvent paraître comme un mode de soutien à leur initiative d'insertion dans l'espace des services publics. Cependant, une analyse plus poussée permet de s'enquérir de façon systématique des répercussions qu'elles engendrent sur l'organisation des groupes bénévoles.

En effet, dans le but de garder cette gamme de services, la plupart des groupes rencontrés accueillent des participants dans le cadre de mesures d'insertion à l'emploi. Alors, les opinions ne manquent pas de s'exprimer selon les intérêts que l'on poursuit. « Certaines bénévoles se demandent pourquoi elles devraient intervenir gratuitement, alors que d'autres effectuent les mêmes actions et reçoivent une rétribution », relate une dirigeante. De plus, une certaine ambiguïté est soulevée entre les tâches réalisées par les

³⁵ Le mouvement Centraide, dont la première campagne unifiée se déroula à Denver au Colorado en 1887, fut adopté par la suite dans toutes les régions d'Amérique du Nord. Depuis 1975, le mouvement s'est étendu dans toutes les régions de la province de Québec. Il y a 122 organismes Centraide au Canada, dont 17 au Québec. Dans la région du Saguenay, Centraide s'est implanté en 1978.

prestataires de la sécurité du revenu et les équipes de bénévoles d'un même groupe.

D'autres facteurs bouleversent les pratiques d'insertion à l'emploi. À l'évidence, certains participants vivent des difficultés et des problèmes qui peuvent nécessiter un secours extérieur. « Il faut alors les réconcilier avec la vie avant qu'ils soient aptes à rendre des services », expriment la majorité des dirigeantes qui les supervisent. Elles disent se buter également aux préjugés entretenus avec opiniâtreté envers ces personnes et à la résistance que l'on oppose dès leur entrée dans une famille. C'est donc dire qu'elles sont souvent accueillies avec défiance. Cette disposition négative, qui conduit à des comportements inadéquats et aux conditions désagréables correspondantes, désenchante plusieurs travailleurs animés par de bonnes intentions. Selon les dirigeantes, les bénéficiaires de services ne réussissent pas à dépasser une attitude de soupçon pour apprécier ce que les participants investissent en temps et en effort pour accomplir leurs tâches.

Un autre problème se pose : comment gérer ce personnel tout en se souciant de la qualité des services? Voilà une question qui est soulevée chez la totalité des groupes. Qualité des services offerts aux populations et intégration des personnes au marché de l'emploi, voilà désormais deux éléments qui composent une même réalité. Mais ces deux éléments sont-ils conciliables? À tout événement, les deux composantes montrent le caractère équivoque de ces mesures qui influencent le fonctionnement des groupes. Car, selon toute vraisemblance, on refuse d'exploiter, voire de tirer un profit injuste de ces personnes qui travaillent à basse rémunération. De prime abord, cette alternative comprenant deux propositions contraires n'affecte pas seulement l'espérance des groupes dans leur désir de soutenir activement des individus en difficulté; elle évolue aussi à travers les exigences et les interrogations que soulève l'application même de ces mesures ³⁶.

B. Une panoplie de services divers

[Retour à la table des matières](#)

Les activités coordonnées par les groupes bénévoles se déroulent généralement sur une période de 10 mois par année. Pendant la saison estivale, le travail est habituellement interrompu. Ce manque de continuité provoque des insatisfactions chez les bénéficiaires, voire de l'anxiété. Cependant, face à l'impossibilité de suspendre la totalité de leurs actions, certains groupes maintiennent en poste une travailleuse permanente, et cela une vingtaine

³⁶ Pour un examen détaillé d'une de ces mesures, la mesure Expérience de travail, voir Robichaud, 1998; 1996.

d'heures par semaine; pour les autres, le renvoi d'appels téléphoniques permet à la dirigeante de répondre aux urgences et d'assurer une continuité, fût-elle minimale. De plus, la place stratégique que les groupes occupent dans le secteur du soutien à domicile les confronte à une nouvelle réalité. « Devrons-nous demeurer disponibles sept jours par semaine, douze mois par année? » demande avec inquiétude une responsable. Un sentiment d'impuissance s'empare des dirigeantes qui observent la difficulté et parfois même l'impossibilité de trouver des ressources bénévoles au cours de la saison estivale. La fin de l'année scolaire, les vacances et le travail saisonnier sont quelques-unes des raisons qui expliquent, selon elles, la rareté d'effectifs humains. Bref, les circonstances commandent de nouvelles exigences et requièrent un autre partage des opérations.

En effet, au cours des années passées, les tâches effectuées à l'intérieur des groupes se distribuaient d'une façon plus spontanée. Depuis les dernières années, il appert que le travail se divise de manière plus formalisée. Par exemple, lorsque trois personnes permanentes œuvrent à l'intérieur d'un groupe, la première exerce davantage un rôle de direction, avec ce que cela comporte en représentation et en planification. La seconde accomplit des fonctions plus administratives telles la tenue des livres, l'élaboration des demandes de subventions, la mise à jour des rapports financiers ainsi que l'informatisation des données. Pour sa part, la troisième personne s'applique à l'administration de dossiers plus spécifiques, telles les mesures d'employabilité. Par conséquent, les effets de la spécificité des tâches commencent à se faire sentir. À preuve, un groupe s'est vu refuser une subvention parce que la demande n'était pas conforme aux exigences formulées. Le départ de la personne habilitée à cette fonction explique l'échec de l'opération qui engendre, pour le groupe, un manque à gagner.

Néanmoins, le véritable défi qui se pose aux responsables dans la présente trajectoire, c'est l'augmentation du nombre de demandes d'assistance. Cette évolution a conduit les groupes à adopter un comportement jusqu'alors impensable : la vente de leurs services. Les sommes recueillies permettent de combler les insuffisances de revenus. Ce geste constitue un changement d'attitude qui comporte inévitablement des enjeux. Des individus, certains à titre de bénéficiaires, ont réagi négativement à cette nouvelle orientation. Une dirigeante exprime la réalité en ces termes : « Les personnes aidées ont une attitude de consommateur et ne font pas la différence entre un service donné par un professionnel rémunéré et une personne bénévole qui le fait avec ce qu'elle est et ce qu'est le bénévolat. » Les aînés accordent de l'importance au travail bien fait (Sévigny, 1996; Roy *et al.*, 1992; Qureshi et Walter, 1989). D'autres avouent être insatisfaits des tâches accomplies par des bénévoles. « Nous recevons régulièrement des plaintes », mentionnent plusieurs dirigeantes, et toutes s'entendent pour dire que les bénéficiaires sont de plus en plus exigeants.

L'idée de non-gratuité constitue un dilemme : « Il va falloir que la population accepte de déboursier des sommes pour l'aide reçue, car les bénévoles

tiennent à ce que leur action ne leur occasionne pas trop de frais. » Il est utile de signaler que la plus grande partie, pour ne pas dire la totalité, des sommes recueillies lors des actions bénévoles – n'est-ce pas paradoxal de parler d'un geste gratuit rémunéré! – sert à payer le nombre de kilomètres que les bénévoles parcourent avec leur voiture, dans l'exercice de leur pratique. Faut-il souligner au passage que ce support financier ne fait pas l'unanimité dans la population. Il en sera question dans le prochain chapitre. En l'occurrence, les tâches associées aux déplacements marquent d'une façon intense et quotidienne les activités de soutien à domicile comme l'accompagnement ou la livraison des repas. D'ailleurs, le manque de ressources humaines dans ce type de service occasionne bien des problèmes aux responsables. L'argument entendu le démontre : « Les ressources bénévoles sont insuffisantes et le recrutement apparaît comme le premier défi à relever. » Pourtant l'engagement de bénévoles se fait sans peine lorsqu'il s'agit d'une action ponctuelle telle le financement, l'organisation de la fête de Noël ou la préparation d'un voyage. Ce fait interroge les dirigeantes sur la réalité contemporaine du bénévolat. Pour contrer ce problème, elles souhaitent mettre sur pied un comité dont l'objectif premier serait d'élaborer des moyens susceptibles d'encourager des individus à intégrer leur groupe. « Il nous faut un plan d'action concret pour obtenir des équipes de bénévoles stables », livre une responsable. Une autre poursuit : « Nous devons veiller à la motivation et à l'épanouissement des bénévoles, ne pas perdre de vue que la reconnaissance est, en règle générale, leur seul salaire. »

Un défi supplémentaire se présente aux groupes dans l'exercice de leurs fonctions : la professionnalisation des interventions. Celle-ci constitue une autre réalité avec laquelle les groupes doivent composer puisque leur tâche nécessite de plus grandes connaissances techniques et une habileté dans la conduite des opérations. Comment s'observe ce changement? La plupart des groupes rencontrés offrent des cours de formation et de préparation à l'action bénévole, et proposent des cours de relation d'aide ou des enseignements portant sur un ensemble de problèmes précis. Certains groupes vont même jusqu'à visiter chacune des familles bénéficiaires afin de jumeler le bénévole qui répondra le mieux aux besoins exprimés. Aussi, dans le cadre de certains programmes comme le « Bonjour quotidien » (service téléphonique visant à briser l'isolement et l'insécurité chronique vécus par de nombreuses personnes âgées), les bénévoles reçoivent des connaissances théoriques et pratiques dans le but d'améliorer la qualité de leur écoute.

Les groupes ne souhaitent pas être régis par des normes trop strictes, mais lorsque les services sont davantage spécialisés, il faut être attentif à la façon dont les bénévoles pratiquent leur action. *La gestion du bénévolat* (Blanchet, 1989) séduit plusieurs personnes qui, conscientes des difficultés que pose l'administration de ce secteur d'activité, essaient de proposer d'autres avenues à cette nouvelle profession : bénévole. De plus, la trousse communautaire que les groupes se procurent au coût de 250\$ comprend des livres, des brochures et des feuillets d'information traitant de nombreux aspects de l'action communautaire : organisation des réunions, souscriptions, travail bénévole,

planification des besoins, évaluation, etc. D'autres articles de promotion sont proposés par le programme *Imagine*. Cette initiative du Centre canadien de philanthropie, en collaboration avec un peu plus de 1 300 organismes de charité, fondations et entreprises associées, s'emploie à augmenter le financement et le nombre de bénévoles, au moyen de programmes et de services dans les domaines de la recherche, de la formation, de la sensibilisation du public et de l'information. Le Web est également utilisé. À présent, il est possible de visiter les groupes dans le cyberspace. Ainsi, l'ensemble de ces sources constitue la boîte à outils idéale pour « réinventer la générosité ». Pour Cellier (1995:181), il est indéniable que le discours « productiviste » infiltre de plus en plus le milieu bénévole : on veut être efficace, productif, contribuer au PNB, bref, on veut ressembler de plus en plus au modèle salarié, tout en déniaient les caractéristiques.

Face à toutes ces transformations, les permanentes accomplissent parfois leur devoir comme des exercices de patience. En effet, la multiplication des tâches engendre tantôt un sentiment d'impuissance, tantôt une sensation d'urgence et conduit à la nécessité de repenser d'autres stratégies dans le but d'exercer le travail d'une manière satisfaisante et de rehausser la puissance de leurs actions. D'ailleurs, la professionnalisation des interventions n'a rien pour surprendre lorsque l'on examine la formation scolaire des personnes qui constituent la permanence des groupes. La majorité des responsables détiennent une formation collégiale ou universitaire en travail social. Ce profond mouvement de spécialisation ne semble pas prêt de disparaître. Certes, la formation ne peut assurer la qualité des services rendus par des bénévoles; il n'est pas interdit néanmoins de prétendre que les savoirs acquis au cours des années d'études, dans la discipline du travail social, augmentent la capacité de comprendre des cadres d'analyse en regard des problématiques sociales et de les utiliser à bon escient. De plus, l'apport de compétences professionnelles permet de répondre aux exigences que nécessitent la croissance et la spécialisation des tâches à l'intérieur des groupes. Ainsi, les actions d'aide s'apparentent à l'intervention professionnelle puisque les travailleuses adoptent des attitudes qu'elles ont développées au cours de leur formation. Les ressources bénévoles ici observées reposent sur une certaine organisation et celle-ci dépend, en outre, du type d'action souhaité.

La structuration du bénévolat vient donc répondre à un besoin d'efficacité. Les dirigeantes l'énoncent en ces termes : « Ce n'est pas parce qu'un individu est bénévole qu'il doit avoir moins à cœur d'assumer ses responsabilités. » Déterminer des objectifs précis et mettre en œuvre des moyens propres à les atteindre, dans les délais prévus, constituent dès lors une préoccupation constante. Néanmoins, les conditions de l'emploi sont difficiles. En effet, les responsables qui œuvrent dans les groupes de soutien à domicile vivent une alternance travail-chômage et n'ont généralement aucune assurance de garder leur emploi l'année suivante puisque leur tâche est tributaire des subventions à venir. Elles font des heures supplémentaires non rémunérées, de sorte qu'une partie de leur temps s'assimile au bénévolat. C'est en ayant cela à l'esprit que l'on peut comprendre que la majorité d'entre elles aspirent à occuper un poste

dans le secteur public, même si ce désir ne leur paraît pas forcément réaliste dans la conjoncture actuelle. Un salaire plus alléchant et une reconnaissance sociale du travail accompli sont quelques-unes des raisons données pour expliquer ce désir de quitter le monde communautaire ³⁷. Mais qu'est-ce que cela signifie? Les valeurs qui sous-tendent l'engagement social ne sont pas délaissées pour autant. Une meilleure répartition des richesses, un désir de changement social, le respect et la dignité des personnes donnent toujours un sens à leur action. C'est une espèce de lassitude et de découragement face à un rôle de service devenu de plus en plus grand qui semble renverser les espérances qu'elles nourrissent face à demain. Voici la réflexion d'une dirigeante :

La polyvalence et la variété dans le travail, l'entraide, la collaboration, la proximité avec les gens sont quelques-unes des qualités du monde communautaire que j'apprécie. Il y a aussi la philosophie d'intervention : les gens ne sont pas considérés comme des clients. Néanmoins, j'accepterais d'œuvrer au sein d'une organisation publique pour des raisons salariales et sociales.

Une fois cette précision apportée, il faut aussi signaler que plusieurs dirigeantes reçoivent une rémunération pendant 14 semaines. Par la suite, elles perçoivent des prestations d'assurance-emploi tout en continuant leurs activités au sein du groupe, même si certaines d'entre elles ont été informées que la poursuite de leurs interventions pouvait conduire au retrait de leurs allocations. Qui plus est, les avantages sociaux associés à leur travail tels congé de maladie, régime de retraite et autres sont presque nuls. Ainsi, le clivage qui existe sur le plan qualitatif entre les types d'emploi exercés dans le monde bénévole, d'une part, et dans le réseau des affaires sociales, d'autre part, finit par ressembler à un gouffre qu'il n'est pas toujours facile de franchir. La disponibilité presque inexistante des emplois dans les institutions gouvernementales ferme les horizons et nivelle trop souvent les ambitions de celles qui veulent y accéder. La majorité des nouveaux diplômés acquièrent conséquemment leur expérience dans le secteur du bénévolat et considèrent peu à peu celui-ci comme un tremplin rendant possible leur entrée dans le milieu institutionnel.

Certes, la professionnalisation des interventions appelle un support accru et une valorisation plus grande à offrir aux bénévoles. Un problème majeur se pose alors : celui de la moins grande disponibilité des responsables. Cet élément sera analysé plus en détail dans les pages qui vont suivre. En outre, il faut préciser que l'organisation, voire la réorganisation du travail, augmente les sollicitations de toutes sortes. La diversité des lieux d'intervention s'élargit. Il faut siéger à des tables de concertation (jeunesse, soins à domicile, violence conjugale), s'occuper des souscriptions et accroître la visibilité. « Par la suite, certains bénéficiaires nous reprochent de ne pas être présentes dans

³⁷ Lors d'un entretien datant du 21 juin 1991, Jacques T. Godbout souligne que le désir d'intégrer le secteur public ne correspond pas aux faits observés dans des recherches qu'il a lui-même menées, au cours des années 1980.

notre milieu », exprime une dirigeante. Il reste que l'accroissement des tâches administratives a pour effet de diminuer, d'une manière constante, le temps que les permanentes accordent à la population et aux bénévoles.

De plus, les actions exercées par les groupes sont soumises à une certaine forme d'appréciation. L'évaluation des activités fait maintenant partie de leur univers. En effet, les bailleurs de fonds tels le ministère de la Santé et des Services sociaux et les régies régionales exigent annuellement plusieurs rapports d'activités et de statistiques. D'ailleurs, la principale difficulté rencontrée par les groupes réside dans la pluralité et la complexité des formulaires à remplir. Les différences normatives chez les organismes subventionnaires compliquent les procédures et engendrent des difficultés touchant plusieurs aspects dont cette réalité élémentaire : la non-coïncidence des années financières. Même si le fait semble anodin, il n'en représente pas moins des problèmes parfois insurmontables, allant jusqu'à disqualifier des groupes d'une catégorie de subventions pour lesquelles ils auraient été au demeurant admissibles. À un autre plan, ce sont les bénéficiaires qui rappellent, tantôt aux bénévoles, tantôt aux responsables, les choses agréables ou déplaisantes qu'ils ont observées en regard de l'aide reçue. De plus, les priorités fixées lors des réunions du conseil d'administration font l'objet d'appréciations de la part des différents comités. Cependant, en raison de l'affluence des demandes, le manque de temps a contraint des groupes à abandonner l'usage de grilles d'appréciation internes qui permettaient de mesurer l'efficacité des services.

Les groupes bénévoles acceptent le droit de regard que les pourvoyeurs exercent de façon régulière. « Dans un sens, nous nous acquittons de nos devoirs qui consistent à gérer des fonds publics », disent les responsables. C'est un contrôle trop pointilleux sur le champ social qui est remis en cause, comme par exemple régler les conditions d'admissibilité et de financement à partir des orientations et des politiques gouvernementales. De plus, le système de franchisage de services, dans lequel se retrouve le groupe, détermine indirectement les problèmes sociaux prioritaires et précise leurs définitions. Optimistes parfois, mais conscientes de leurs limites et des impasses où elles risquent de se perdre, les dirigeantes entreprennent de clarifier, pour l'édification de leur groupe, le problème tel qu'il se pose à leurs yeux. C'est que l'évaluation ne relève pas seulement d'un devoir conféré par la loi ou l'assurance d'une saine gestion. Elles y voient l'obligation de copier les traits d'un modèle défini par un ensemble de caractéristiques adaptées aux institutions publiques ou aux entreprises privées. « Comment mesurer que l'on passe une journée avec une dame pour lui trouver une ressource appropriée? Comment déterminer le temps investi et son importance pour apaiser la souffrance? » Voilà quelques-unes des interrogations soulevées par les dirigeantes. Pourtant, les outils d'évaluation prescrits sont conformes à ceux qu'utilisent, par exemple, les CLSC. « Au bout du compte, c'est toujours le gouvernement qui détient les commandes de la définition des problèmes, des interventions, des services et des ressources budgétaires » (Mayer, 1995:1031). Il va sans dire que, pour les groupes bénévoles, le respect des critères établis par l'État et ses appareils constitue une avenue incontournable afin d'obtenir les

sommes nécessaires pour continuer à offrir des services de qualité, certes, mais également pour voir au maintien de leur groupe ³⁸.

Ce n'est pas le seul inconvénient prévisible qu'occasionne une augmentation de la tâche. En effet, la diversité des problématiques sociales ajoutée aux actions nécessitées par le soutien à domicile (femmes-divorce, jeunes en difficulté, personnes souffrant de solitude) et les services qui s'ensuivent obligent les groupes bénévoles à recourir à d'autres sources de financement. De nouvelles mesures de contrôle sont alors nécessaires et la vocation de services s'intensifie. Ces changements entravent l'autonomie des groupes et, de façon plus sournoise peut-être, la réussite de leurs interventions, puisque la diversité des problèmes s'élargit.

Tableau synthèse

Les activités des dirigeantes

activités de gestion	activités de représentation
• Recherche de sources de financement	• Réunions du conseil d'administration
• Recherche de locaux	• Participation aux tables de concertation
• Rédaction de rapports	• Participation aux campagnes de souscriptions
• Gestion du personnel	• Participation aux regroupements provinciaux

Le temps que les dirigeantes consacrent à l'organisation du groupe, c'est-à-dire aux activités de gestion (recherche de sources de financement et de locaux, rédaction de rapports, gestion du personnel) et aux activités de représentation (réunions du conseil d'administration, participation aux tables de concertation, aux campagnes de souscriptions et aux regroupements provinciaux) a tendance à s'accroître. Inversement, le temps alloué aux pratiques bénévoles (services offerts aux populations, formation et perfectionnement des bénévoles, activités sociales, valorisation des bénévoles) tend à diminuer. En l'occurrence, l'accroissement des tâches administratives diminue la possibilité de s'abandonner aux ressources bénévoles et aux bénéficiaires. Elles voudraient bien arrêter la vague qui donne un nouveau visage à leur conduite. En bref, alors que les activités augmentent et se complexifient, les groupes bénévoles vivent une carence de moyens. Enfin, toutes les transformations qui se produisent depuis les dernières années ne sont pas sans conséquences sur leur structure.

³⁸ Il y aura lieu de voir au cours des prochaines années comment vont se traduire les grandes lignes de la Politique gouvernementale en regard de l'appréciation du travail effectué. « Les modalités relatives à l'évaluation, peut-on y lire, tiendront compte des caractéristiques propres à l'action communautaire autonome » (2000 :11).

C. Un aperçu des modes de gestion

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution des groupes bénévoles, plus haut exposée, montre que ces réseaux tendent à se doter d'un mode de fonctionnement précis pour répondre au contexte actuel tout en se déployant sous forme d'institution sociale. Ils se donnent un ensemble de règles d'ordre administratif pour atteindre leurs objectifs. Ainsi, les groupes adoptent un système qui se développe à travers la double dimension d'une structuration qui tend à devenir hiérarchique et exerce une influence tant sur l'organisation que sur l'usage de leurs ressources. Une des conséquences du nombre toujours plus grand d'actions à poser, c'est l'ajout de personnel. Ainsi, pour la majorité des groupes, le nombre de personnes permanentes s'est accru au cours des dernières années. Des individus sont alors spécifiés dans des fonctions précises et se spécialisent dans des rôles d'autorité. C'est à travers cette transformation que peut s'exprimer le développement de la structure organisationnelle des groupes bénévoles, dans le secteur du soutien à domicile.

Au moment de son implantation, la corporation fonctionne sur une base purement bénévole. Aujourd'hui, les services sont rendus en comptant sur une main-d'œuvre permanente qui reçoit un salaire ou, à tout le moins, une compensation financière pour l'exercice de ses fonctions. L'engagement de permanentes constitue un changement considérable puisqu'il modifie l'organisation des sous-ensembles du groupe et des relations qui les lient entre eux. Néanmoins, pour que les groupes atteignent une bonne gestion, préparent adéquatement les tâches à effectuer et aillent à la recherche de nouveaux donateurs, il faut que les projets avancent et que les initiatives se renouvellent. Alors, comment se passer d'une structure permanente? Ici encore, l'analyse de Lamoureux nous donne des précisions. L'auteur prétend qu'il serait ridicule de tenir rigueur aux groupes de mettre en place des ressources permettant le maintien d'une nécessaire permanence. En même temps, il demande de ne pas perdre de vue la nécessité d'élargir la base des adhérents plutôt que celle de leurs employés (1996:184). Bref, ce qu'il faut comprendre, c'est que le budget consacré à la coordination permet également d'assurer des services. Toutefois, la nouvelle structure a des incidences sur les ressources bénévoles.

Cela dit, des effets immédiats et parfois contradictoires s'observent. Des dirigeantes expriment en termes clairs les conflits les opposant aux membres du conseil d'administration qui entraînent un ralentissement important en

regard des décisions à prendre. Tantôt une attitude centralisatrice ferme les discussions et empêche l'éclosion de projets nouveaux; tantôt une incompréhension et une méconnaissance des dossiers, pour ne pas dire un manque d'intérêt, entraînent l'émergence de certaines oppositions. Ces relations hiérarchiques ³⁹ semblent engendrer la rencontre d'éléments et de sentiments contraires. Toutefois, la hiérarchie ne constitue pas le seul mode de relations d'influence. En effet, certains groupes ne s'inscrivent pas dans ce type de fonctionnement et s'orientent vers une gestion participative qui ressemble davantage à une cogestion.

Quelques responsables vivent donc un tiraillement qui interpelle, une fois de plus, leur engagement dans le monde communautaire. Pourtant, les rapports de subordination n'engagent pas nécessairement dans des orientations discordantes. Toutefois, dans ces situations, une constante revient : c'est la directrice du groupe et un membre du conseil d'administration qui possèdent alors la plus grande influence. Cette conjoncture s'explique, en partie, par l'ensemble des renseignements que la responsable détient, en regard des dossiers à traiter. Il arrive pourtant qu'une même personne occupe à la fois les postes de présidente du conseil d'administration et de directrice du groupe. Son engagement dans la communauté et son expérience dans le domaine social lui confèrent une certaine crédibilité auprès de son entourage. Cette situation n'a pas provoqué de profonds désaccords.

Malgré toutes ces tentatives de réorganisation, certains groupes vivent avec une politique de régie interne qui n'est pas toujours clairement définie. Cela fait dire à une responsable : « Une façon nouvelle de concevoir l'organisme conduirait sûrement à une meilleure collaboration entre toutes les personnes concernées. » Par contre, les statuts et règlements clairement exposés à l'intérieur d'autres structures contribuent de toute évidence, pour les femmes interrogées, au maintien d'une certaine cohésion. Toujours est-il que la plupart des groupes rencontrés au cours de cette étude poursuivent un même objectif : améliorer le bien-être des individus auxquels le réseau intime (famille, amis) ne peut apporter l'aide nécessaire en regard des besoins exprimés.

Les emplacements qu'occupent les groupes bénévoles sont pour la plupart accessibles aux populations. Si certains groupes vivent dans des espaces clairs, aérés et accueillants, d'autres par contre disposent de locaux plus défraîchis. Aussi, des dirigeantes espèrent offrir à la population un milieu plus cordial et bénéficier d'un endroit de pratique plus convenable. Certaines souhaitent même une relocalisation dans des établissements publics comme les CLSC. Le désir de rapprochement physique ne fait pas l'unanimité, comme il a été antérieurement exposé. Il en va de même au chapitre de l'équipement. Une grande tendance s'observe : l'informatisation des opérations. La majorité des groupes ont bénéficié de dons ou ont profité des sommes

³⁹ Une hiérarchie constitue un ensemble coordonné de personnes parmi lesquelles les relations d'influence définissent un ordre fait de supérieurs et de subordonnés (Lemieux, 1979:135).

recueillies lors de l'application de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux ou ont obtenu une subvention spéciale pour accéder à cet outil de gestion. Néanmoins, d'autres groupes ne bénéficient pas de ce support logistique et, qui plus est, sont confrontés à une insuffisance de ressources matérielles aussi élémentaires que les fournitures de bureau. Bref, le passage d'une structure de réseau à un système plus organisé, en l'occurrence à un quasi-appareil, influence l'organisation des groupes bénévoles et leurs ressources. En outre, cette transformation affecte leur fonctionnement interne, celui-ci étant entendu comme l'ensemble des activités que doivent exécuter les dirigeantes pour réaliser l'atteinte de leurs objectifs à l'intérieur de leur groupe. Il s'agit maintenant d'examiner les principes qui orientent les groupes bénévoles dans la poursuite de leurs actions.

D. Entre la remise en question et la réponse aux besoins

[Retour à la table des matières](#)

Au facteur essentiel de maintien de l'organisation viennent s'ajouter deux principaux éléments qui semblent contribuer au changement progressif dans les priorités d'action que les groupes bénévoles poursuivent : les besoins de la population, d'un côté, et les subventions gouvernementales de l'autre. En effet, il est dit antérieurement que, face à l'impossibilité de recevoir certains services en provenance des établissements du secteur public, plusieurs individus se tournent vers les ressources bénévoles. Cette situation conduit les groupes à développer d'autres volets d'aide. À ce propos, une responsable relate que son groupe voulait initialement devenir un centre de référence, afin d'informer la population de son territoire sur les services sociaux existants. Cependant, des pressions incessantes de la part de personnes souffrant de solitude l'ont détourné de sa préoccupation première. Avec les années, les groupes développent donc de nouvelles actions dans le but de garantir l'aide demandée par les personnes dans le besoin. D'autres dirigeantes expliquent que, depuis la mise sur pied de leur groupe, les buts poursuivis demeurent les mêmes, bien qu'un manque de ressources humaines et financières les invite à rejoindre les bénéficiaires que privilégie le ministère de la Santé et des Services sociaux. Par exemple, un groupe décide de ne plus s'occuper des femmes en difficulté, en raison des exigences accrues qu'apporte la coordination des services dans le secteur du soutien à domicile.

Les groupes autorisés à présenter un projet pour des fins de subventions, dans le cadre du soutien à domicile, sont des groupes à but non lucratif dont la

mission s'exerce dans le cadre de l'action bénévole. L'intervention doit être axée sur les besoins des bénéficiaires en perte d'autonomie temporaire ou permanente, à savoir : les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques, d'un handicap physique ou intellectuel, les convalescents, ainsi que les familles supportant ces individus. Ce qu'il faut noter ici, c'est que plusieurs des groupes rencontrés déterminent le choix de leurs bénéficiaires en regard des subventions disponibles. Cette décision prévaut sur l'identification ou – ce qui revient au même – sur la survie du groupe. Le soutien à domicile s'est avéré, pour plusieurs d'entre eux, un secteur digne d'intérêt, puisque la participation à son développement, en plus de répondre aux besoins de la population, entraîne une augmentation des subsides. Cependant, les menaces foisonnent et se manifestent par les nombreuses ressources humaines et financières que nécessite ce secteur d'intervention. Ainsi, pour répondre aux demandes des bénéficiaires, les groupes doivent recourir à différents projets gouvernementaux tels les programmes d'aide à l'emploi, comme nous l'avons vu précédemment. Les participants à ces programmes sont considérés par les dirigeantes comme des ressources bénévoles. Si elles n'étaient pas comptabilisées ainsi, les bénévoles seraient jugés en nombre insuffisant; ce qui pourrait nuire à l'obtention de la subvention. Elles opèrent ainsi avec différentes astuces dans le chassé-croisé bureaucratique, dans le but de retirer le maximum du système. L'action d'ajuster une partie de la mission et des objectifs à de nouvelles problématiques pour s'adapter au discours de l'État, si elle n'est pas une pratique générale, n'en demeure pas moins fort répandue. Les groupes cherchent à accroître leur visibilité et, en conséquence, la performance auprès des bailleurs de fonds, qu'ils soient le gouvernement, le privé ou Centraide. Mais en même temps, ils ne veulent pas « se limiter à des services destinés à une clientèle spécifique, s'inscrire dans une logique de résultats mesurables, bref tronquer leur culture communautaire pour une culture d'établissement » (Mayer, 1995:1030).

D'autres dimensions s'observent. À titre d'exemple, une responsable raconte qu'un nombre limité de demandes de la part des personnes handicapées fait en sorte que son groupe décide d'orienter également ses services vers les personnes âgées. Ainsi, la Régie régionale contribue au financement de cette partie de l'aide par une subvention particulière. Cependant, le développement du soutien à domicile modifie les finalités des groupes bénévoles et accroît leur responsabilité sociale.

En l'occurrence, le mode d'intervention des groupes est qualifié de supplétif ou complémentaire aux services offerts par le secteur public. Cependant, les obstacles que soulèvent les expériences de collaboration, maintes fois signalés, font en sorte que les responsables appréhendent l'avenir, dans le contexte où la réforme de la santé et des services sociaux fait davantage appel aux organismes communautaires et bénévoles. Des contacts plus fréquents avec les services de première ligne s'avéreront indispensables. Bien que la totalité des personnes interrogées s'entendent pour dire que les ressources bénévoles doivent répondre aux besoins qui ne peuvent être comblés par la famille, les amis ou les voisins, elles refusent d'intégrer dans leurs objectifs la

responsabilité de combler les lacunes des établissements publics ou d'y remédier, craignant qu'ils se libèrent de certaines responsabilités. À cet effet, le type de financement triennal proposé par le Ministère apporte une certaine sécurité financière, mais ne manque pas de soulever des inquiétudes. Des dirigeantes les manifestent en ces termes : « Il faudra alors que nos actions correspondent aux priorités énoncées dans les recommandations des instances politiques. » Voyons à présent comment les changements survenus depuis les dernières années affectent les groupes bénévoles dans les relations qu'ils entretiennent avec les acteurs publics de leur environnement.

E. Des alliés et des partenaires

[Retour à la table des matières](#)

Les institutions publiques. Certaines responsables qualifient d'harmonieux et d'égalitaires les rapports qu'elles entretiennent avec les intervenants et les dirigeants des CLSC et souhaitent un plus grand rapprochement en partageant par exemple les mêmes lieux ⁴⁰. Ce désir exprimé ne fait toutefois pas l'unanimité. Aussi, plusieurs permanentes gardent une attitude songeuse et soulèvent les dangers d'une trop grande proximité, fût-elle physique. Elles se rappellent l'intégration aux CLSC de certaines initiatives populaires et la reprise par l'État de certains projets nés dans la foulée de l'idéologie participative : cliniques populaires, cliniques médicales et juridiques. Ces personnes craignent l'ajout de nouvelles règles; la liberté et l'autonomie sont des valeurs à conserver. Quoi qu'il en soit, il ressort de l'étude que diverses expériences de collaboration montrent que le travail en commun s'avère profitable aux bénéficiaires, mais demeure ardu pour les différentes intervenantes. À titre d'anecdote, voici ce que rapporte une permanente :

Les travailleurs nous reprochent la professionnalisation de nos interventions mais souhaitent compléter leurs services en utilisant nos ressources. Les groupes bénévoles craignent d'être récupérés par les institutions en devenant des organismes intermédiaires accrochés au réseau public et régis par des normes strictes qui réduisent leur indépendance.

Cela dit, il semble que les expériences de collaboration soient davantage liées aux individus qu'aux rapports entre les groupes et les CLSC. D'ailleurs, selon Bourque (1995, 1988), deux caractéristiques favorisent le succès des interventions du communautaire : la qualité des relations interpersonnelles que l'on réussit à établir avec les personnes en place et la capacité à consolider ses

⁴⁰ À ce propos, voir l'ouvrage de Gagnon, Saillant et al. (2000) dans lequel des expériences heureuses de collaboration entre certains CLSC et groupes bénévoles sont relevées.

positions, donc son pouvoir, dans les rapports avec l'établissement. Bien que les relations demeurent fragiles, il paraît que les relations sont d'autant plus faciles si c'est le secteur public qui a recours aux services des bénévoles. Dans le cas inverse, une certaine hésitation s'observe chez les intervenants. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la question de la complémentarité des services n'a pas fini d'alimenter les débats, de soulever divers points de vue et de provoquer certaines tensions.

Les groupes bénévoles. Les convergences n'invalident pas la concurrence et n'empêchent nullement les groupes de se livrer à des luttes pour gagner les faveurs des organismes subventionnaires ou obtenir la suprématie sur le marché de la charité publique, lors de campagnes de souscription. D'ailleurs, une dirigeante exprime son étonnement devant le manque de solidarité des groupes bénévoles face aux demandes adressées au ministre de la Santé et des Services sociaux lors de tournées provinciales, à l'hiver 1989. Toutefois, ce sentiment de concurrence, qui a pris naissance dans une période de rareté des ressources, aboutit actuellement à une meilleure coopération des groupes entre eux. Le congrès d'orientation « Le communautaire, c'est notre affaire », qui s'est tenu dans la région du Saguenay, le 10 avril 1991, a mené à la mise sur pied d'une corporation de développement communautaire (CDC du Roc) dans le but de favoriser l'adhésion du plus grand nombre possible de groupes bénévoles. Sensibilisées à l'importance de fronts communs, les responsables reconnaissent l'urgence de développer une pensée commune en regard des enjeux que soulevait la pratique bénévole, en cette fin de siècle. C'est dans cette perspective que le Comité d'action et de réflexion bénévole (CRAB) a organisé une journée d'étude dont le thème proposé était : « Une réflexion sur notre bénévolat. » Ce comité, composé du conseiller à la Direction des relations avec la communauté à la Régie régionale et des dirigeantes bénévoles, a pris naissance en 1990. Qui plus est, devant les enjeux que pose la formule du partenariat entre groupes et institutions publiques, d'autres expériences de concertation s'actualisent : la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux (1992) et le Comité régional d'action en maintien à domicile (CRAMAT) qui a vu le jour en 1995.

Les bénévoles. Plusieurs dirigeantes soulignent que l'embauche de permanentes entraîne, chez les membres, un ralentissement de la participation et une diminution de l'ardeur au travail. Néanmoins, le discours évolue; face aux circonstances qui changent, les bénévoles reconnaissent le besoin impérieux de se doter d'une structure stable afin d'assurer, entre autres, la continuité des services. « Nous œuvrons trois heures par semaine alors que les responsables travaillent cinq jours par semaine. Il est donc compréhensible, pour ne pas dire normal, que celles-ci reçoivent une compensation financière », expriment plusieurs membres. L'idée fait son chemin et les femmes reconnaissent l'importance d'accorder le statut salarial aux individus dont l'engagement nécessite un travail continu. Ce changement d'attitude accroît la complicité entre les membres du groupe, mentionnent les dirigeantes.

L'État. Les personnes rencontrées dénoncent le contrôle de plus en plus important que celui-ci cherche à exercer sur le fonctionnement des groupes bénévoles. Malgré tout, les groupes ne veulent pas être assujettis, et tous s'entendent pour dire que la vigilance s'impose. Les dirigeantes reconnaissent que l'État n'est pas le seul responsable de la distribution de services de santé et de services sociaux, mais s'accordent pour dire qu'il n'y a cependant pas de correspondance entre les demandes qui leur sont adressées et les moyens qui leur sont accordés pour y répondre. « Il faut avoir le soutien financier nécessaire pour subsister de façon décente », expriment quelques-unes. De plus, elles soulèvent toute la question de la continuité des services, ce que le bénévolat n'est pas toujours à même de fournir. Dans cette perspective, elles évaluent comme excessive l'attitude manifestée par l'État envers les ressources dites alternatives. Il est intéressant de signaler que certaines dirigeantes, une minorité cependant, souhaitent un rôle accru des instances politiques. Elles l'énoncent en ces termes : « Il est moins dispendieux de subventionner un groupe de bénévoles que d'augmenter le nombre des intervenants à l'intérieur des établissements gouvernementaux. » Mais toutes espèrent une amélioration de leurs conditions en matière de financement. Ici encore, on est renvoyé à l'attitude d'ambivalence que les groupes manifestent envers l'État et qui a été maintes fois observée, au cours de leur évolution.

La Régie régionale. La loi modifiant le mandat des administrateurs de certains établissements publics de santé et des services sociaux (loi 28) a aussi modifié le décor dans lequel s'exerce l'action des groupes bénévoles. Depuis les dernières années, les groupes bénéficiaient de quatre représentants au conseil d'administration. Certes, des dirigeantes craignaient que cette règle puisse créer une certaine disparité entre les groupes et favoriser les plus riches en relations d'influence. Toutefois, la majorité d'entre elles voyaient d'un bon œil cette représentation, qui, somme toute, avait plusieurs avantages, comme celui, entre autres, de faciliter un rapprochement entre les deux formes d'organisation. « Pour le Ministère, nous sommes un numéro, à la Régie régionale, nous aurons un nom, voire une identité. » Il devenait alors plus facile pour les professionnels de la Régie de comprendre la réalité particulière des groupes bénévoles. Des rencontres, des discussions, des journées d'étude avaient aussi favorisé le développement de rapports plus harmonieux. Toutefois, la nouvelle loi vient freiner le développement de cette collaboration. En effet, elle autorise la présence d'un seul représentant du secteur communautaire. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean les groupes ont refusé de jouer un rôle actif dans le processus de nomination. C'est la déception, la consternation. « Qu'en est-il du respect de l'autonomie des groupes et de la reconnaissance de leur action, comme le mentionnait la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion », se demande une responsable.

Les municipalités. Les relations entretenues avec les dirigeants municipaux sont favorables lorsqu'il s'agit, entre autres, d'obtenir une aide ponctuelle, comme la location d'un local ou le prêt d'équipements techniques. Si certaines responsables reconnaissent que les élus sont sensibles à leurs besoins, d'autres déplorent que, malgré les pressions exercées, ils continuent

de feindre l'ignorance des problèmes soulevés. « Dans le fond, disent-elles, ils nous portent dans leur cœur, mais pas dans leur portefeuille. » Néanmoins, des expériences heureuses sont à signaler. Une municipalité a injecté la somme de 50 000 \$ pour la mise sur pied d'un centre de bénévolat et continue de financer certaines activités. Cependant, un support aussi marqué est plutôt exceptionnel. En général, c'est davantage une reconnaissance morale qui leur est accordée. À titre d'exemple, lors de la semaine du bénévolat, certaines municipalités remettent des prix de mérite aux groupes bénévoles qui se sont distingués de façon particulière. Il faut tout de même préciser que ce sont souvent les groupes les plus structurés qui obtiennent ces honneurs auxquels peut s'ajouter l'hommage du mouvement des Caisses populaires, le prestigieux prix Alphonse-Desjardins, catégorie *Services à la communauté*, une reconnaissance d'envergure provinciale. Quant au prix Persillier-Lachapelle, catégorie *Maintien à domicile* – secteur organisme communautaire –, il est accordé par le ministre de la Santé et des Services sociaux. Toutefois, les responsables pensent que les élus municipaux devraient collaborer avec les groupes bénévoles puisque, à certains égards, les objectifs des uns rejoignent ceux des autres et que, par leurs interventions, ils cherchent tous deux à rendre meilleure et plus satisfaisante la vie en société.

F. La perception des intervenants sociaux ⁴¹

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir vu comment les responsables vivent la collaboration qui s'établit entre elles et les institutions publiques, il serait intéressant d'observer à présent le regard que portent les intervenants sociaux sur la participation des groupes bénévoles à leurs activités quotidiennes. Leur perception est révélatrice d'une situation à la fois claire et complexe ⁴².

⁴¹ Certains éléments de cette partie se retrouvent dans l'article « Travail social et réseaux sociaux » (Robichaud, 2003, à paraître dans la revue *Travail social canadien*).

⁴² Quelques précisions méthodologiques concernant les données qui suivent. Un sondage téléphonique a été effectué auprès d'une vingtaine d'intervenantes sociales au printemps 2002. Elles ont été choisies au hasard à partir de la liste des employés travaillant dans deux CLSC de la région du Saguenay. Les réponses obtenues ont apporté un éclairage sur les trois éléments suivants : la collaboration, le type de pratique, les impressions. Il y avait 18 femmes et 2 hommes, la moyenne d'âge était de 44 ans. Ils travaillaient tous dans les secteurs des services sociaux courants, le soutien à domicile et les organismes communautaires. Et puisque la majorité des personnes interrogées sont des femmes, le féminin est utilisé à titre épique.

La collaboration

[Retour à la table des matières](#)

Plus de la moitié des intervenantes rencontrées affirment que le CLSC est devenu un centre de transfert et, pour l'une d'entre elles, un centre de crise. « Nous sommes engorgées, les demandes sont de plus en plus complexes, les mandats, plus nombreux et les ressources, plus limitées. » Dans un tel contexte, il appert que le CLSC et les groupes bénévoles se doivent de travailler en étroite collaboration afin que la clientèle puisse recevoir les services auxquels elle a droit. Voici ce que livre une répondante :

Il devient difficile de répondre aux multiples demandes : les personnes âgées, par exemple, sont de plus en plus vieilles, les problèmes, de plus en plus lourds. Les groupes sont devenus des ressources nécessaires, voire indispensables, non seulement parce qu'ils ont développé, au fil des ans, une solide expertise, mais parce qu'ils offrent des services que nous ne donnons pas (accompagnement, transport, gardiennage, groupe d'entraide, etc.).

Selon les intervenantes, c'est la reconfiguration des services de santé et des services sociaux, entre autres le virage ambulatoire et la désinstitutionnalisation, qui a obligé des ajustements de part et d'autre. Il a fallu établir des liens plus étroits avec les différents acteurs (institutions et groupes bénévoles), développer des mécanismes de communication (ententes de collaboration, participation à des comités restreints et des tables de concertation) et poser des règles de fonctionnement. À tout événement, si certaines intervenantes relèvent les aspects plus sombres de cette collaboration, d'autres s'empressent d'en souligner les aspects positifs. Ce que les intervenantes déplorent gravite autour de quatre points principaux : a) le manque de reconnaissance des groupes au plan du financement; b) l'instabilité des ressources bénévoles; c) la rivalité qui s'installe parfois entre les groupes et le CLSC qui entraîne un manque de communication; d) l'incapacité pour les groupes de s'ajuster à une augmentation des demandes. Quant aux éléments constructifs, ils sont aussi de quatre ordres : a) la diversité des expertises; b) la complémentarité des services; c) les ententes de collaboration clairement définies qui englobent les règles déontologiques; d) une aide moins formelle et plus centrée sur la personne. Malgré les difficultés qui pointent dans le paysage quotidien, la moitié des intervenantes s'entendent pour dire que les groupes sont plus que des collaborateurs. En fait, ils sont devenus des partenaires. « Les liens que j'ai tissés avec eux me donnent une aisance et m'incitent à reconnaître leurs compétences », exprime une intervenante. Une autre ajoute :

Les bénévoles nous sauvent la vie. Que pourrait-on faire, par exemple, avec une femme violente qui craint de retourner chez elle si les centres d'hébergement pour femmes victimes de violence n'existaient pas? Qui prendrait la relève du centre psychiatrique avant que le patient puisse réintégrer son domicile si les groupes en santé mentale étaient absents?

Il va de soi que certains ajustements s'imposent. « Car, dira une intervenante, la volonté d'une collaboration n'est pas suffisante. Il faut que soient ajoutés un support administratif et un désir de s'ouvrir à la pratique de l'autre. » Mais, selon les intervenantes, la situation semble irréversible. En effet, cette collaboration entre les institutions publiques et les ressources complémentaires est là pour rester. « Alors, il faut travailler à bonifier les ententes afin que chacun d'entre nous donne ce qu'il a de mieux dans l'aide à autrui », mentionne une répondante. Quoi qu'il en soit, les deux types de pratique sont indispensables. Mais comment les définit-on justement?

Les deux types de pratique : l'une professionnelle, l'autre bénévole

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque la question des types de pratique est abordée, deux points de vue sont soulevés. Certaines intervenantes reconnaissent que de plus en plus les différences s'atténuent entre les interventions qui sont offertes dans le CLSC et les groupes bénévoles. Cependant, d'autres nuancent ce propos et s'interrogent sur les capacités des bénévoles à agir auprès de certaines clientèles. Elles signalent, entre autres, les risques suivants : une insuffisance de connaissances, des interventions moins axées sur le développement de la personne et de l'autonomie, le manque de confidentialité. « Parfois, les bénévoles me donnent des informations qui ne sont d'aucune utilité pour mon intervention. Certaines se prennent pour des professionnelles. Alors, n'y a-t-il pas un danger que se commettent des impairs? » Les intervenantes font part aussi des contraintes auxquelles les groupes sont confrontés : division du travail, liste d'attente, manque de disponibilité. Selon elles, les groupes sont coincés entre l'arbre et l'écorce et n'osent plus avouer leurs problèmes. Ils attestent plutôt qu'ils ne contestent; il faut bien survivre. De plus, elles signalent que certains groupes ne veulent pas que le CLSC s'infilte dans leurs interventions. En l'occurrence, les groupes craignent de perdre leur autonomie de gestion ou de se retrouver dans l'obligation de modifier leurs tâches, voire leur mission.

Pourtant, en dépit de ces divergences, un élément fait l'unanimité : la complémentarité des services. Selon les intervenantes, les groupes offrent, en général, une aide que les institutions ne peuvent pas offrir : visites amicales,

accompagnement, appels téléphoniques, soins ménagers, organisation de fêtes et de loisirs, etc. Qui plus est, certaines leur reconnaissent une expertise dans des domaines que le CLSC n'a pas développés; en santé mentale, en prévention du suicide et de la violence faite aux femmes, par exemple. Mais comment harmoniser les actions afin que cette complémentarité se traduise avec une plus grande efficacité? Voilà la question. Des ententes claires et écrites, des mécanismes de transfert, un ajustement dans les définitions du rôle de chacun, des attitudes de confiance et de respect sont quelques-unes des conditions qui ont été exprimées.

Les impressions sous-jacentes

[Retour à la table des matières](#)

Comment les intervenantes sociales vivent-elles cette collaboration étroite qui s'établit entre le CLSC et les groupes bénévoles? Ici les opinions sont partagées. Presque la moitié des intervenantes se sentent à l'aise dans ce mode de fonctionnement qui appelle l'imagination, la créativité, l'originalité. « Ensemble on peut faire des belles choses, car en somme ce sont des buts communs qui nous animent », dira l'une d'entre elles. « Les groupes ont du cœur et de l'âme », dira une autre. Une troisième intervenante rapporte l'expérience suivante :

Ici, au CLSC, des intervenantes se sont associées à des groupes afin de revendiquer un financement adéquat pour le développement du secteur à domicile. Bien qu'étonnés par une telle démarche, les responsables du dossier à la Régie régionale ont été impressionnés par notre action commune.

D'autres soulèvent une interrogation : « Comment se fait-il qu'à l'aube de ce troisième millénaire les institutions publiques telles que les CLSC doivent recourir avec autant de vigueur et de constance aux ressources complémentaires? Pour les intervenantes, il est clair que les solidarités immédiates apparaissent comme une solution peu coûteuse dans un contexte où il y a moins de ressources financières et de plus en plus de dépenses. Une intervenante l'exprime en ces termes :

La demande grandissante qui est faite aux groupes s'inscrit dans les objectifs gouvernementaux : réduire le coût des services dans le secteur de la santé et des services sociaux. De plus, il faut reconnaître ceci : plusieurs personnes qui œuvrent dans le domaine de l'action bénévole travaillent tantôt à petits salaires, tantôt jours et nuits sans être payées. Les gens ont des statuts précaires. Oui, les bénévoles ont une conscience morale, mais elles veulent vivre aussi.

Au-delà de ce mode de fonctionnement, il n'en demeure pas moins que la participation des professionnelles et des bénévoles semble incontournable dans la prise en charge des services sociaux en général et des personnes âgées

en particulier. Mais à travers les propos recueillis, une question demeure incontournable. Pourquoi les intervenantes qui travaillent dans le secteur du soutien à domicile et de l'organisation communautaire paraissent-elles plus à l'aise dans cette complémentarité de services?

Tout d'abord, il semble que cette collaboration soit pour elles une évidence. « Le partenariat, c'est une pratique quotidienne ici depuis plus de 20 ans », exprime une répondante. En outre, les intervenantes estiment que chacun des acteurs sociaux a un rôle précis à jouer et des tâches particulières à accomplir. De cette façon, les bénévoles viennent, en quelque sorte, compléter l'aide que les professionnelles apportent, par l'organisation de la fête de Noël, l'accompagnement à l'église, la récupération de vêtements, les visites d'amitié et bien d'autres choses encore. Les intervenantes semblent moins confrontées à l'impuissance rencontrée par leurs collègues qui œuvrent dans les autres services. Au contraire, pour elles, le bénévolat est un ajout aux services existants; il ne vient ni se substituer à un manque de services ni en remplacer d'autres. En l'occurrence, elles ne se sentent pas « dépossédées » de leur pratique comme l'ont signalé certaines intervenantes des autres secteurs. De plus, il est utile de signaler que la majorité des intervenantes qui œuvrent dans les deux secteurs susmentionnés ont acquis une expérience de travail dans le secteur communautaire. À ce titre, elles reconnaissent facilement la complémentarité, certes, mais aussi l'expertise que les groupes ont développée au fil des ans.

Résumons : sollicités et encouragés à participer pleinement à la distribution des services sociaux, les groupes bénévoles coordonnent leurs activités dans le but d'établir ou de maintenir de meilleures conditions de stabilité. Il s'agit là d'une situation délicate dont les effets se constatent dans les ressources et les contraintes qu'apportent les appareils de l'État à leur action. Le mode de gestion bureaucratique entraîne certes une crédibilité additionnelle, compte tenu du rationalisme et du légalisme des procédures administratives, mais se traduit corrélativement par un resserrement notable des modes de fonctionnement ou de contrôle au sein même des groupes. Il faut bien dire que c'est le rapport à l'État et à ses appareils qui génère les instruments de cette rationalisation de leur vie quotidienne, et leur imprime aussi le langage des institutions officielles de la sphère politique.

De plus, l'établissement implicite d'une hiérarchie entre les types de pratique, les unes professionnelles, les autres bénévoles, conduit assurément à la constitution d'une différenciation symbolique des modes d'action et de reconnaissance de certaines d'entre elles, les premières contre les secondes, sans doute jugées plus conformes aux valeurs et aux modèles de la rigueur administrative. En d'autres termes, la possession du savoir de l'intervention entraîne une dévalorisation de toutes celles qui ne le détiennent pas. Les dirigeantes sont alors divisées entre deux perspectives. L'une, immédiate, traversée de craintes et d'incertitudes afin de maintenir l'organisation; l'autre, profonde, qui consiste à vouloir garder la spontanéité du geste bénévole. Est-il possible de trouver une certaine harmonie entre ces deux horizons?

Pour leur part, les intervenantes sociales reconnaissent que les échanges se multiplient entre les groupes bénévoles et les institutions, bien que cette collaboration en interpelle plusieurs. Mais toutes souscrivent à l'idée que l'unicité de l'aide ne peut plus constituer une option gagnante.

À tout événement, afin de répondre au contexte social actuel, les actions des groupes bénévoles tendent à se traduire par une décision effective de prendre part – d'une certaine façon – au pouvoir. Et le fait de participer à celui-ci suppose, comme le rappelle Alain, qu'il faille « rendre des services, entrer dans le grand jeu, donner des gages ». Le chapitre suivant montre comment les bénévoles se perçoivent et conçoivent leur rôle à travers les circonstances qui influencent leur façon d'apporter une aide à autrui. Peuvent-elles continuer d'être les porte-parole de la gratuité? Leur point de vue est significatif.

Chapitre 5

Solidarité et intervention

[...] ils se faisaient des présents où celui qui donnait croyait toujours avoir l'avantage.

Montesquieu

[Retour à la table des matières](#)

Les discours qui battent leur plein sur la scène des idéologies contemporaines montrent bien que la *bene volens*, selon l'étymologie de l'expression, ne puisse plus se suffire à elle-même, se déployer sans une préoccupation de rendement social. La vitalité est mise au défi de l'adaptabilité, le désir d'aider rencontre celui d'orienter l'aide, de la rendre plus performante. Ainsi, au Québec, les groupes bénévoles ne peuvent plus demeurer à l'écart des tendances de fond, sans ruptures ni mutations, dès lors qu'ils choisissent de composer avec les contraintes qu'impose le réaménagement de leurs rapports avec l'État. En esquisant les inclinations que comporte un tel mouvement, les groupes paraissent entraînés dans une logique susceptible de les confiner à l'institutionnalisation. Dans ce cas de figure, la technocratisation relative des réseaux de bénévoles est-elle en train de faire rayonner l'exercice du don ou de laminer les initiatives bénévoles? Ainsi, pour éclairer les enjeux d'un pareil processus et vérifier sa pertinence le cas échéant, il serait intéressant d'orienter la réflexion sous un nouvel angle de perspective en cherchant à comprendre les effets des cadres bureaucratiques sur l'action bénévole. De manière plus précise, il s'agit de jeter un regard sur les individus mêmes qui

s'adonnent à cet exercice pour voir si le développement organisationnel des groupes influence, dans un sens ou dans un autre, leur engagement.

Trois étapes peuvent en quelque sorte servir de relais dans ce chapitre. Dans un premier temps, il convient d'étudier, au plan des *perceptions*, comment les bénévoles interprètent et définissent les changements qui surviennent au sein de leur groupe. Autrement dit, quelle est la lecture qu'elles retiennent, quelle impression ont-elles de ce qui se passe actuellement dans la révision en profondeur des fonctions du bénévolat en cette fin de siècle? Dans un deuxième temps, au plan de la *pratique*, l'expérience d'aide est-elle, au-delà des opinions et des pressentiments, affectée concrètement dans sa quotidienneté par la refonte qui pointe à l'horizon? Enfin, dans un troisième temps, au plan des *conséquences sur l'engagement*, l'interaction du discours et de l'action montre que des choix s'effectuent, des désistements peut-être se produisent, bref des réalignements se dessinent. Il paraît nécessaire, pour terminer, de se demander si le réinvestissement du rôle du bénévolat constitue une incitation ou un découragement à se livrer à ce genre de contribution sociale.

A. Le social au quotidien

[Retour à la table des matières](#)

À l'instar des dirigeantes, les bénévoles sont conscientes des changements qui surviennent à l'intérieur de leur groupe. Elles en font une énumération bien exhaustive qui reprend somme toute les grandes lignes énoncées par les dirigeantes. Elles s'entendent pour dire que les problèmes sociaux sont de plus en plus complexes et que la population – plus difficile à contenter – demande un plus grand nombre de services. L'ampleur de la tâche et les ressources disponibles sont inversement proportionnelles. Cette situation les laisse perplexes. Nous y reviendrons. Par ailleurs, ces bénévoles évaluent comme plus « organisé » qu'auparavant le bénévolat qu'elles effectuent actuellement. Comment ont-elles observé ce changement? Par l'addition de permanents, la diminution du nombre de bénévoles, l'augmentation des demandes de services, la professionnalisation des interventions. Mais, de toute évidence, les impacts que soulève cette évolution ne font pas l'objet d'une analyse aussi approfondie. Il suffit de discuter avec elles pour voir qu'au-delà de ces modifications structurelles, c'est l'aide à apporter qui domine la réalité quotidienne. Il y a donc lieu d'observer avec attention comment les bénévoles perçoivent et vivent les transformations qui surviennent dans leur groupe.

Aussi, les impressions sont partagées lorsque vient le temps d'aborder un questionnement sur la valeur du bénévolat contemporain. Il y a celles qui ont la nostalgie d'antan, d'une époque où les gens s'entraidaient davantage et de façon plus spontanée, comme par exemple à l'occasion des grandes corvées ⁴³. Les autres considèrent positivement un bénévolat orienté. « Nous possédons, disent-elles, plus d'outils pour effectuer notre travail et nous jouissons d'une plus grande visibilité dans le milieu. » En effet, par les fonctions qui leur sont assignées, tant du sommet (l'État) que de la base (la population), les groupes se voient concéder une partie du champ d'intervention sociale. La mise en place de meilleures conditions de stabilité que nécessite ce transfert de responsabilité intensifie les connexions qui les rattachent au milieu, permet une association plus étroite avec les établissements du secteur public et leur consacre une certaine reconnaissance. Il apparaît donc que la réflexion sur le bénévolat d'hier et d'aujourd'hui conduit à une vision prospective. Les femmes envisagent avec appréhension la continuité de leur initiative pour laquelle aucune assurance ni signe d'encouragement ne se manifeste clairement de leur point de vue. Un scepticisme, voire une inquiétude, transpire de leur discours :

Le danger, c'est de tuer le bénévolat. Les bénévoles vont venir à bout de souffle si l'on se fie trop à elles. Quand on les fait fuir, il devient difficile, voire quasi impossible, de les réintégrer. Alors, une certaine prudence s'impose si l'on ne veut pas les brûler. D'ailleurs, qui a envie de consacrer des heures innombrables à accomplir un travail qui n'en finit plus de finir?

C'est à travers de telles réflexions qu'un état de trouble peut s'exprimer conséquemment à l'incertitude que l'on pressent. Non sans réalisme, les femmes disent que le bénévolat ne peut répondre à toutes les demandes provenant des milieux communautaire et institutionnel. « Face à des problèmes graves, notre aide n'est pas toujours efficace. » Des interventions limitées et qui s'effectuent sans ambages semblent davantage s'harmoniser avec leur mission. La formule suivante contient l'expression de leur souhait : « Nous voulons que nos occupations et notre organisation du temps puissent se faire en toute simplicité. » Cependant, elles jettent un coup d'œil positif sur l'ensemble de leur action qui, de leur point de vue, adoucit les rigueurs d'un monde marchand, trop souvent calculateur et égoïste.

À cet égard, un autre fait attire l'attention des bénévoles : l'augmentation des subventions accordées par l'État. Les femmes semblent en accord avec cette hausse. En effet, elles reconnaissent qu'il serait impossible pour leur groupe de répondre aux appels du milieu sans une aide financière gouvernementale. Qui plus est, elles sont d'avis que le bénévolat rend possible la

⁴³ Dans son remarquable documentaire sur Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent, voici comment l'historien Jean Provencher décrit ce travail gratuit. « Longtemps en France, chez les paysans, la corvée fut synonyme de travail forcé réclamé injustement par un suzerain à ses vassaux. Dans la vallée du Saint-Laurent, au Québec, il s'agit plutôt d'un mode généralisé d'entraide qui, grâce à la mise en commun des efforts et parfois des biens de chacun, permet de résoudre rapidement un problème ou d'achever une besogne avec célérité » (1988:171).

distribution de services à un coût moindre que ne le permettent les institutions qui, bien souvent, disposent de ressources insuffisantes pour répondre à toutes les demandes qui leur sont adressées. Dans un contexte de déficit budgétaire, ce facteur d'économie n'est pas négligeable, selon elles. Mais c'est trop dire sans doute qu'elles ignorent les enjeux que le financement étatique soulève. C'est une optique plus à court terme qui les incite à regarder les effets positifs des subventions gouvernementales. Ce que les bénévoles soulignent cependant avec force, c'est bien la nécessité de l'entraide dans une société où les politiques et les programmes sociaux apparaissent particulièrement fragiles alors que les besoins sont, paradoxalement et contrairement aux mesures précitées, en pleine croissance. Fin du rêve, agonie de l'idéal, enlisement de l'aventure pour entrer dans l'ère des incertitudes, du citoyen-providence afin que celui-ci occupe une plus grande place dans l'organisation sociale. « Mais le danger, c'est de rendre la gratuité rentable et de lui enlever son caractère de liberté », dira une bénévole. Un dilemme tiraille peut-être les esprits : la rentabilité et la générosité ne font pas nécessairement bon ménage. L'évolution de leur groupe s'observe donc par une série de changements, qu'à cette phase du parcours, elles expriment en exigences et en difficultés à relever. Elles racontent, en toute simplicité, les choses tristes, gaies ou saugrenues qui bouleversent leur engagement.

B. Profession : bénévole

[Retour à la table des matières](#)

D'entrée de jeu, il est utile de mentionner que la majorité des bénévoles interrogées exercent leur action à l'intérieur d'un groupe depuis au moins trois ans, et la totalité de celles-ci s'adonnent à des pratiques dites de services. Elles apportent une aide physique et psychosociale aux personnes dans le besoin afin de les aider à accomplir leurs activités quotidiennes, de faciliter leurs déplacements et d'améliorer leur qualité de vie. Certaines vont jusqu'à refuser d'occuper un poste au conseil d'administration, considérant cette fonction comme trop éloignée de leur préoccupation immédiate qui consiste à donner un appui concret à un individu dans le besoin. « Elles fuient un poste électif comme d'autres la politique », fait remarquer Gagnon dans une réflexion sur le parcours des femmes dans l'engagement social (1995:61). En outre, les sentiments contraires qui animent certains membres exerçant un bénévolat de gestion, c'est-à-dire un travail de participation au fonctionnement du groupe, semblent éloigner des femmes de ce type d'engagement. Une méfiance des structures bureaucratiques, la réticence à trancher les intérêts et à statuer sur les problèmes internes incitent au repliement sur une socialité proxémique.

L'argumentaire entendu plaide en ce sens : « Je suis amie avec tout le monde et je souhaite le demeurer. »

De plus, selon les bénévoles, ce sont aux permanentes que les tâches administratives reviennent, comme par exemple celle de planifier les opérations courantes ou d'élaborer les priorités. Une ségrégation implicite tend à se dessiner et une spécialisation en est l'effet immédiat. Un témoignage le démontre : « Les dirigeantes possèdent une plus grande connaissance des dossiers à l'étude et leur travail quotidien les prépare davantage à assumer ce rôle. » Une autre rappelle les conditions qui prévalaient avant la bureaucratisation : « Lors de la mise sur pied du groupe, il a fallu, bien sûr, s'engager davantage dans différentes tâches administratives, puisqu'il n'y avait pas de structure permanente. » Cet exemple montre qu'il est plus difficile d'alimenter la ferveur des bénévoles à l'accomplissement de certaines fonctions quand elles sentent l'accroissement du rôle des permanentes. En conséquence, selon Comeau, l'un des défis qui se posent aux personnes salariées consiste à assumer des tâches, sans pour autant accaparer toute l'information et rendre caduque la contribution des membres (1995:127). Par conséquent, le développement formel d'un groupe bénévole, bien qu'il apporte des bénéfices, n'en comporte pas moins des écueils. D'un côté, sur la scène se joue le déchirement des acteurs où s'entrechoquent des sensibilités, des positions d'alliance ou de remises en question. De l'autre, la modification de la culture organisationnelle entraîne inévitablement la spécificité du travail à exécuter.

Dans ce contexte, il appert que le bénévolat pratiqué à l'intérieur des groupes est moins spontané que celui des décennies précédentes. La différence se perçoit nettement dans les tâches des bénévoles : celles-ci sont formalisées, c'est-à-dire qu'elles doivent s'effectuer à l'intérieur de normes établies. Aussi, presque la moitié des femmes ont été soumises à un processus de sélection, c'est-à-dire qu'elles ont dû participer à une entrevue à l'intérieur de laquelle leurs motivations, leurs aptitudes et leur disponibilité furent examinées. De surcroît, plusieurs d'entre elles ont suivi des cours de préparation à l'action bénévole. Une femme raconte : « Aujourd'hui, je sais comment ne pas prendre le problème des autres sur mes épaules. » Faut-il signaler également que certaines bénévoles ont dû signer une entente sur la durée de leur engagement. Celles-ci ont accepté d'intervenir dans un groupe pour une période d'un an et d'y effectuer des actions pendant quatre heures par semaine. Enfin, la majorité des femmes s'accordent pour dire que la pratique elle-même s'est transformée au cours des dernières années. Les modifications touchent, en l'occurrence, la spécialisation de leur travail et les règles qui l'encadrent.

La professionnalisation s'observe, dans un premier temps, par l'importance accordée à la formation et au perfectionnement. Toutes les bénévoles interrogées se sont inscrites à des sessions de formation depuis leur entrée dans le groupe afin d'acquérir des connaissances en relation d'aide ou sur des

aspects touchant diverses problématiques sociales ⁴⁴. Certaines bénéficient de supervisions régulières. L'expression des sentiments sous-jacents à leur démarche que permet cette révision du travail semble, de toute évidence, accroître la motivation des bénévoles qui en bénéficient. En effet, la spécialisation donne à plusieurs femmes de belles espérances et les rassure, car à mesure qu'elles évoluent dans leur travail, elles augmentent leur capacité d'agir et acquièrent une plus grande assurance dans les actes posés. La recherche de Laforest et de Redjeb corrobore cette observation : « [...] les pratiques bénévoles empruntent, au fil de leur revitalisation, à la fois aux traditions qui les ont maintenues et au savoir-faire moderne qui les imprime » (1989:103). Connaissances théoriques, habiletés d'intervention, bref, la compétence fait maintenant partie de l'univers des bénévoles qui apprennent à composer avec une conduite sociale en constante évolution.

À leur avis, leur enracinement dans le milieu et la connaissance des bénéficiaires facilitent les contacts et permettent de tisser des liens familiers, sinon une connivence. Cette relation étroite que les aidantes entretiennent avec les aidés est jugée indispensable pour gagner l'estime de ces derniers. Ce faisant, il est alors possible d'apporter l'aide appropriée. D'ailleurs, une étude approfondie entre professionnels et aidants naturels démontre que c'est dans la coupure avec le milieu que se situe la différence la plus fondamentale entre ces deux acteurs (Patterson *et al.*, 1972). L'histoire de vie de l'aidé, souvent familière à la bénévole, peut faciliter la compréhension du problème et conduire à une certaine qualité d'intervention sans laquelle, on s'en doute, les bénévoles seraient elles-mêmes déçues. Aussi, quelle appréciation donnent-elles à leur travail en regard de celui effectué par les professionnels? Pour certaines, les actions sont complémentaires à celles posées par les institutions publiques, pour d'autres, les tâches sont équivalentes. Les avis sont aussi partagés lorsque vient le temps d'aborder la notion d'efficacité. Mentionnons encore que cet aspect est au cœur même de leurs préoccupations. De cette constatation résulte un commentaire qui permet d'éclairer le sens du propos :

Nous ne possédons pas les connaissances des intervenants sociaux, certes, mais l'expérience s'acquiert tout au long des années. Lorsque tu écoutes avec ton cœur, la formation ne joue pas un grand rôle dans la manière de soulager la misère d'autrui. De plus, la bureaucratisation que connaissent les institutions alourdit le processus d'aide. Tout compte fait, les connaissances du processus d'intervention ne sont pas nécessairement un gage de réussite.

D'autres bénévoles reconnaissent cependant que la formation est garante de succès dans l'assistance apportée. Celles qui militent en faveur d'une plus grande rentabilité voient dans le travail du professionnel l'obligation de trouver une solution alors que la bénévole n'a pas cette pression. « Elle peut tout simplement cheminer avec la personne aidée. Cet exemple souligne la diversité de croyances possibles au sujet d'un même événement et l'influence qu'elles peuvent exercer sur les bénévoles en regard des actions posées. Mais ce n'est pas tout.

⁴⁴ En ce qui concerne l'aspect de la formation des bénévoles, des idées fort intéressantes sont présentées dans l'ouvrage de Bovay et Tabin : *Bénévolat, chômage, État social* (2001).

En effet, les femmes affirment que le genre d'activités qu'elles accomplissent actuellement favorise une division du travail et conduit à l'individualisme, ce qu'elles ne souhaitent nullement. En effet, les actions se divisent en aide morale (visites amicales) ou en services (organisations de fêtes et de loisirs, transport, etc.). Cette répartition des tâches conduit certaines bénévoles à réaliser leurs activités avec une approche plus holistique, alors que d'autres abordent l'action en utilisant une méthode axée davantage sur un aspect de la personne. Comment expliquer cette logique? Le secteur du soutien à domicile montre, à juste titre, que les groupes se révèlent en position d'offre de services qu'ils donnent en sous-traitance. La diversité des problématiques sociales auxquelles ils sont confrontés les conduit à segmenter l'aide à apporter : support psychologique, aide ou réconfort téléphonique, accompagnement, accomplissement de certains travaux d'entretien, surveillance et certains soins personnels, intégration à des activités de loisir ou d'éducation de groupe.

Sans décider si cette pluralité de services est bonne ou mauvaise en soi, on peut au moins affirmer qu'elle comporte des incidences sur la façon dont les bénévoles vivent leur engagement. En aucun cas, la femme qui assure des soins d'hygiène n'est celle qui exécute les tâches d'entretien domestique, la femme qui voit à l'administration des affaires courantes n'est pas celle qui participe à l'élaboration du plan d'intervention individuel. Une personne âgée en perte d'autonomie peut donc bénéficier des services de plus de trois bénévoles au cours d'une même semaine. On peut effectivement se poser la question suivante, expriment certaines femmes : « Comment diminuer le nombre de bénévoles qui fréquentent un même milieu afin que les gens puissent jouir d'une certaine stabilité dans l'aide qu'ils reçoivent? » Ce faisant, est-il possible de comprendre les conséquences dans le découpage des activités? La question demeure ouverte. Du moins, faut-il postuler que la division du travail est un des pièges qui guettent cette pratique sociale dans la présente décennie.

Le glissement d'une approche globale vers une approche plus compartimentée mobilise les préoccupations de plusieurs bénévoles et peut faire écran à la mission même de leur groupe. Elles l'expriment en ces termes : « En divisant le travail, n'y a-t-il pas danger qu'une seule partie de la détresse ne soit enveloppée? » Les bénévoles sont attentives aux plaintes formulées par la population face à la compartimentation des services que donnent les professionnels de la santé et des services sociaux pour comprendre la bataille qu'amorcent les groupes dans le but d'éviter cette manière d'être. Bien vite, une autre préoccupation surgit. Les activités menées se déroulent dans un encadrement plus serré. En effet, certaines formules sont imposées comme ligne directrice de comportement : des règles déontologiques sur les données concernant le cheminement des bénéficiaires (confidentialité, discrétion). Une bénévole énonce : « Nous sommes en quelque sorte les chiens de garde du travail effectué. » De plus, les exigences administratives s'élargissent (fichiers, feuilles de route, statistiques, etc.).

Ce recueil méthodique des faits en laisse plusieurs perplexes : « Le bénévolat, c'est synonyme de gratuité. Nous ne voulons pas compter. Il devient difficile de calculer le temps que nous consacrons aux individus dans le besoin. » D'ailleurs, il y a de ces phénomènes qui demeurent toujours rétifs à une simple sommation quantitative. L'analyse comptable risque de devenir un butoir insurmontable lorsque l'action humaine engage des expressions d'émotivité, de passion, de générosité ou d'épanchement vers autrui. Ainsi, compter peut devenir la meilleure manière de ne pas pouvoir apprécier. La réduction quantitative ne vaut que dans l'ordre des moyens, jamais dans celui des fins. Aider autrui, quelle que soit la forme que prenne cette propension, ressort du domaine des aspirations dont les modes d'instrumentation peuvent, certes, être comptabilisés, mais guère l'enchantement social qui l'inspire.

Cependant, les demandes insistantes et les pressions qui tendent à contraindre l'action bénévole finissent par atteindre les femmes, et certaines arrivent mal à ajuster ces nouvelles conditions d'exercice avec la liberté dont elles veulent disposer favorablement. Chercher à tout concilier et à admettre les incompatibilités peut toutefois opposer des forces vives qui ne visent qu'un seul objectif : assister autrui. Il est essentiel de faire ressortir, ici, que les multiples obligations imposées aux bénévoles exercent une pression sur leur action, soulèvent des interrogations et des craintes. Les femmes sont alors divisées entre deux perspectives. L'une, immédiate, traversée d'incertitudes afin que leur groupe se maintienne; l'autre, profonde, qui consiste à vouloir garder la spontanéité du geste bénévole. Est-il possible de maintenir une certaine harmonie entre ces deux horizons? Ainsi qu'il est dit, cette « double volonté », fondée d'abord sur l'originalité, l'inventivité, puis sur le désir d'être reconnus et subventionnés, s'exerce à l'intérieur d'un cadre légal et réglementaire, pour reprendre un commentaire de Godard et Herscovici (1994:68).

Les frais reliés à l'action bénévole soulèvent également des inquiétudes chez les participantes. Or ce changement, qui est en même temps un perpétuel examen de conscience, se développe en un temps où les bénévoles sont engagées dans de multiples équivoques en raison de la situation économique. Les dépenses qu'occasionne la pratique bénévole ne sont pas remboursées à l'exception des frais d'automobile, compensation que refusent d'ailleurs certains individus. Nous y reviendrons. Qui plus est, leur bénévolat coûte entre 10 et 40 \$ par mois et constitue pour certaines une pression non insurmontable, mais une contrainte tout de même. À ce propos, Payette et Vaillancourt (1983) prétendent que l'action bénévole doit offrir aux individus qui l'exercent des bénéfices qui compensent pour le coût qu'elle génère. Ce que confirmaient d'ailleurs les bénévoles qui participaient à un colloque tenu dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean à l'automne 2001. En effet, celles-ci suggèrent qu'une partie du financement que verse l'État aux groupes soit officiellement réservée aux frais inhérents à leur action (2002:13). Bref, les nouveaux cadres de la gestion bénévole incitent celle qui intervient à revoir la perception de son geste, sinon à redéfinir les modes de transcription

de sa pratique. Il faut se demander jusqu'à quel point les nouvelles règles qui s'ensuivent peuvent gêner les personnes dans l'exercice de leur action. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le caractère formel présent contribue à rendre le bénévolat plus organisé.

C. Les ruses du social : de la bonne volonté à l'intérêt

[Retour à la table des matières](#)

Suivant les conditions dans lesquelles s'exerce le bénévolat, il serait intéressant d'examiner d'autres ressources et contraintes qui affectent cet univers. Auparavant, il y a lieu de se demander comment se vit et se présente l'autorité dans les groupes. Quand une organisation doit s'étendre dans le temps et l'espace, elle engage généralement des permanents et « quand [...] un ou des acteurs tendent à se spécialiser dans des positions d'autorité, c'est-à-dire de sélecteur ou d'agent, mieux vaut parler de quasi-appareil » (Lemieux, 1979:35). C'est la situation qui s'impose aux groupes bénévoles. En effet, des personnes se disputent et se partagent des zones d'influence. Dans certains groupes, c'est la présidente du conseil d'administration ou la directrice qui est à l'origine du processus d'influence, et se retrouve donc en position de *sélecteur*. Dans d'autres groupes, cette même personne applique les ordres et agit davantage comme un *agent*, c'est-à-dire comme un acteur à la fois influençant et influencé, pour reprendre la terminologie de Jovenel (1963:188) à laquelle Lemieux apporte des précisions (1981:34-35). La troisième catégorie de personnes est le *sujet* auquel sont adressés les ordres. C'est donc chez cet acteur que se termine le processus d'influence, pour continuer avec la terminologie des auteurs cités plus haut. La hiérarchie ne constitue pas le seul mode de structuration des relations d'influence. En effet, quelques groupes adoptent, comme forme politique de la gouverne, la coarchie, c'est-à-dire une « structure de relations d'influence égalitaire où le pouvoir exercé dans une direction équivaut à celui appliqué dans l'autre direction » (Lasswell et Kaplan, 1950). Les responsables définissent alors comme harmonieux les rapports qui s'établissent entre les différentes personnes en présence.

De plus, un autre renseignement recueilli montre que, pour les bénévoles, les zones d'influence se partagent entre la directrice et les membres du conseil d'administration. Que le pouvoir provienne de l'une des autres ne fait pas problème. Ce qui nuit au fonctionnement, ce sont les conflits vécus entre la permanence et les membres du conseil d'administration. Il appert que

l'adoption d'une structure plus hiérarchique ouvre la voie à quelques discordes au sein de ces acteurs sociaux. Les mésententes qui se vivent alors conduisent certaines bénévoles à s'interroger sur leur participation, à l'occasion, les incitant même à remettre en question leur engagement. Ensuite, la compensation financière versée aux dirigeantes a créé au départ une certaine confusion, sinon un certain mécontentement de la part des bénévoles et des membres du conseil d'administration. À cet égard, plusieurs chercheurs montrent la difficulté que représente la rémunération des permanentes dans les groupes de femmes, et l'embarras qu'elle crée (Côté et Couillard, 1995; Gagnon, 1995). Toutefois, après un stade de questionnement, les opinions se transforment en l'acceptation d'une situation jugée presque essentielle pour assurer la continuité des services. Pour Malenfant, le nouveau bénévolat introduit un nouveau rapport à l'argent qui, sans annihiler le sens du don dans le travail bénévole, exprime l'idée de concilier certains types de fonctions avec des rétributions ou des indemnités (1983:1-8). Malgré cela, les bénévoles signalent que l'ampleur de la tâche semble réduire la marge de manœuvre des responsables.

Elles notent également que la structure actuelle a une incidence sur le temps qui leur est consacré. En effet, la moins grande disponibilité des dirigeantes produit, chez les femmes, un sentiment d'isolement. Presque la moitié d'entre elles avouent se sentir moins supportées qu'auparavant. Ce n'est pas un blâme qui leur est fait, puisqu'elles imputent ce changement à l'accroissement des tâches administratives (recherche de sources de subvention, participation aux tables de concertation, gestion du personnel, etc.). De plus, les rencontres qui favorisaient les échanges entre les bénévoles sont de moins en moins fréquentes, et elles se sentent plus seules. La diminution observée les laisse songeuses. L'échange devient une stratégie, à la limite une ruse : « Il est intéressant de parler avec d'autres femmes des inquiétudes, des obstacles que l'on rencontre et des résistances que l'on observe dans l'exercice de notre travail », soutiennent-elles. Le sentiment d'appartenance est, pour elles, un facteur qui détermine une attitude positive envers la tâche à accomplir, tout comme l'attachement aux membres du groupe encourage la solidarité. Il en sera question plus loin.

Les opérations liées à l'accomplissement du bénévolat comme condition de sa validité commandent de nouvelles exigences. De plus, la nature des rapports que les bénévoles entretiennent avec l'environnement externe au groupe, de même que les stratégies de régulation interne entre elles-mêmes et les permanentes sont autant de dimensions qui peuvent autoriser sinon une extrapolation du sens de l'action bénévole, au moins sa compréhension dans un contexte bien circonscrit. Aussi, il faudra se demander comment les cadres sociaux du bénévolat et leur bouleversement récent affectent les personnes qui tentent d'apaiser la détresse. Mais au-delà des formalités précédemment exposées, il y a lieu de se pencher à présent sur d'autres éléments qui semblent gêner le développement des initiatives orientées vers le don en ce début de millénaire : la complexification des problèmes sociaux, les exigences des

bénéficiaires, la vente de services, le manque de temps, la difficulté de l'intrusion, l'impact de la pratique bénévole sur l'emploi ⁴⁵.

La complexification des problèmes sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Face à l'alourdissement des clientèles, les bénévoles soulèvent la nécessité d'une grande formation, désireuses qu'elles sont d'accroître le succès dans l'assistance apportée. En effet, confrontées à l'incapacité et à l'épuisement des proches, à la violence que subissent certains aînés et à l'absence de certains services jugés essentiels, elles se sentent de plus en plus impuissantes. « Ce n'est pas facile de supporter la souffrance », dira l'une d'elles. Toujours est-il que la spécialisation des tâches semble accroître le malaise des bénévoles. Lorsqu'il devient difficile, voire impossible de réduire l'écart entre la situation de problème telle qu'elle est vécue et la situation idéale, les bénévoles hésitent à poursuivre leur engagement et certaines proclament : « Il faut davantage d'intervenants sociaux .»

Les exigences des bénéficiaires

[Retour à la table des matières](#)

Le personnage que Romain Gary a créé autour du thème du bénévolat donne une image, sinon d'ingratitude, à tout le moins d'une exigence très poussée sur les attentes des personnes aidées. Il écrit en effet : « Je n'ai pas vu mademoiselle Cora pendant des jours. Elle m'avait appelé trois fois à S.O.S. mais je voulais passer le temps, pour ne pas trop l'habituer » (1979:63). Loin de vouloir accréditer l'évocation littéraire comme instrument de démonstration, il n'en demeure pas moins que s'y trouvent traduits des modes d'appréhension et de relations sociales; ceux-ci s'apparentent et peuvent servir d'illustration pour apporter une compréhension de ce que le présent propos veut démontrer. En effet, plusieurs des bénévoles rencontrées réagissent à l'attitude intransigeante des bénéficiaires qui les chargent d'obligations de toutes sortes. Le caractère impératif qui accompagne les demandes les laisse pensives. Les femmes souhaitent que les bénéficiaires diminuent leurs attentes face à autrui, et qu'à tout le moins ils se rappellent que certaines exigences s'accommodent mal d'un acte gratuit. « Le reproche constant d'une dame de

⁴⁵ Quelques-unes des idées émises dans cette partie se retrouvent dans l'article « L'État et les solidarités bénévoles : les enjeux politiques du vieillissement » (Robichaud, 2000 b).

79 ans, que je visite une fois par semaine alors que j'ai l'impression de courir après mon souffle, me laisse un mal de dent au cœur, pour reprendre les mots du poète », raconte une bénévole. Aussi étrange que soit cette réflexion sur les attentes des bénéficiaires, il est utile de préciser qu'elle plonge ses racines dans la complexité des relations entre l'individu et ses semblables. En faire grief, c'est oublier de comprendre également que le don appelle une reconnaissance de la part du bénéficiaire et le bénévolat en tant que don de temps n'échappe pas à cette problématique (Tabin et Bovay, 2001)⁴⁶. Cela dit, le bénévolat se doit donc d'être bien géré. Il y a pourtant quelque chose d'excessif dans cette recherche d'une gestion efficace du bénévolat. Certes, les personnes qui composent les groupes de bénévoles s'unissent en vue d'un but déterminé : apporter un secours à autrui; leur but plus lointain étant de maximiser cette aide. Ainsi, les permanentes exécutent de plus en plus de tâches administratives, alors que ce sont les bénévoles qui doivent apporter une aide concrète aux bénéficiaires.

Dans cette optique, de laquelle relève l'action bénévole, le discours de continuité, de régularité dans les services serait pour le moins inacceptable. Le bénévolat a des limites imposées par le régime d'action dans lequel il s'insère. Il ne prétend pas changer le monde ou forger la révolution, mais plutôt administrer dans la proximité du rapport social les expressions multiples de sa bonne volonté dont le caractère proche et ponctuel est incompatible avec les bouleversements des grands ensembles sociaux. Le bénévolat repose sur des activités ponctuelles et les bénévoles agissent de façon spontanée et sans contraintes sauf celles qu'elles acceptent elles-mêmes. Godbout (1995) présente le malaise lorsqu'il demande : « Alors qui fera ce que personne n'a envie de faire librement? » D'ailleurs, Tremblay a dit avec raison que « l'action des organismes communautaires ne peut servir d'instrument de réalisation de politiques de l'État et des programmes du réseau public » (1987:121-128). La multiplicité des modes d'action d'un groupe bénévole, de manière à encadrer ses membres, fait disparaître la spontanéité. Il y a donc une antinomie croissante entre la régularité et le maintien de cette spontanéité.

La vente des services

[Retour à la table des matières](#)

L'augmentation du nombre de demandes d'assistance amène certains groupes bénévoles à adopter une conduite jusqu'alors impensable : la vente de leurs services (entretien ménager – deux dollars de l'heure –, transport – entre cinq et dix dollars –). Les sommes recueillies, lors des actions bénévoles,

⁴⁶ Pour une réflexion approfondie sur la reconnaissance et ses différentes formes, voir aussi Bovay, Tabin et Campiche (1994).

permettent de payer le nombre de kilomètres que les bénévoles parcourent avec leur voiture, dans l'exercice de leurs fonctions. Mais cette direction semble déstabiliser les bénéficiaires et les incite à formuler d'autres revendications. En outre, les citoyens seront susceptibles de se sentir d'autant plus supportés que la nouvelle Loi sur les services de santé et les services sociaux reconnaît la légitimité de leurs revendications virtuelles en leur donnant un droit de recours. En effet, la loi 120 admet que la personne utilisatrice de services en provenance du secteur communautaire pourra « formuler une plainte auprès de la Régie régionale sur les services qu'elle a reçus ou qu'elle aurait dû recevoir ». Ainsi, l'article 72 de ladite loi sanctionne les groupes bénévoles dans leur rôle de services et, qui plus est, accorde au citoyen un droit de recours. Le bénévolat se doit donc d'être bien géré. Certes, les personnes qui composent les groupes de bénévoles s'unissent en vue d'un but déterminé : à court terme, soulager autrui; à long terme, maximiser cette aide. Cependant, n'y a-t-il pas quelque chose d'excessif dans cette recherche d'une gestion efficace du bénévolat?

Le manque de temps

[Retour à la table des matières](#)

Les nombreuses activités de la vie quotidienne et les exigences qui les sous-tendent ont un impact direct sur le temps dont les individus disposent pour s'impliquer dans une organisation bénévole. En effet, les pressions exercées par le marché de l'emploi, les exigences que commandent l'éducation des enfants, les contraintes que soulève l'éclatement des familles sont quelques-uns des motifs exposés pour rendre compte de ce constat. De plus, le vieillissement de la population n'est pas étranger à cet arrêt momentané de pulsion du cœur que connaissent certaines bénévoles. En effet, le soin à apporter aux parents malades ou en perte d'autonomie est un autre motif évoqué par cette génération dite « sandwich » parce que coincée entre ses enfants et ses parents. « Le temps que je consacre aux miens m'éloigne des étrangers qui pourraient sonner à ma porte », affirme une femme qui s'investit auprès de sa mère victime de troubles respiratoires. À cet égard, la dernière enquête de Statistique Canada sur le don s'est montrée éclairante, comme il a été ci-avant exposé. Elle révèle que, faut-il le rappeler, le nombre annuel moyen d'heures fournies par les bénévoles a diminué au cours des dix dernières années. En 1997, chaque bénévole a donné en moyenne 149 heures au cours de la période de référence, comparativement à 191 heures en 1987 (1999:29). Qui plus est, près des trois quarts des bénévoles ont déclaré que le manque de temps a une incidence sur leur engagement social (1998: 11).

La difficulté de l'intrusion

[Retour à la table des matières](#)

Les bénévoles rapportent que leur présence ne fait pas toujours l'unanimité au sein de la famille de l'aidé, ce qui tantôt soulève un malaise, tantôt provoque une discorde. Les enfants ou les amis s'interrogent parfois sur la présence, voire les motivations qui incitent les bénévoles à rendre service. « Que se cache-t-il derrière cette bonne action? Voilà la question que l'on n'ose pas nous demander mais que l'on croirait entendre », dira une bénévole. Une autre raconte que les enfants d'une personne âgée qu'elle visitait régulièrement depuis quatre ans étaient convaincus qu'elle accomplissait son action dans le but de recevoir un héritage. Si bien qu'au décès de la vieille dame, on l'a soupçonnée d'avoir reçu un manteau de fourrure que la famille ne réussissait plus à trouver. En parlant de « l'étrangère chez soi » les auteurs Gagnon, Saillant *et al.* soulignent ce qui suit : « Pénétrer l'espace privé d'une famille qui a ses règles, ses habitudes et sa manière de vivre ne va pas de soi » (2000:163). Le problème que constitue le rapport à l'autre dans sa quotidienneté n'est pas sans soulever des tensions chez les personnes âgées qui reçoivent cette aide. Nous voilà donc, une fois de plus, confrontés à la complexité des relations humaines.

Impact de la pratique bénévole sur l'emploi

[Retour à la table des matières](#)

Certaines femmes interrogées vont jusqu'à se demander si c'est une bonne idée de compter sur le bénévolat, puisque celui-ci peut constituer un danger pour l'emploi. Elles se questionnent sur la pertinence de l'action bénévole alors que le taux de chômage ne fait que s'accroître. À ce propos, plusieurs syndiqués leur ont, tour à tour, signifié que l'action bénévole constitue un danger à la création d'emplois. « Et ce n'est peut-être pas sans raison », dit une bénévole. En effet, elle raconte que le groupe qui l'accueille a réduit d'une journée par semaine le travail d'une technicienne en loisirs. Par la suite, ce sont les bénévoles qui ont dû compenser pour son absence. Toujours est-il qu'un sentiment de malaise enveloppe les relations entre ces deux interlocuteurs. Aux yeux des syndicats, la présence des bénévoles constitue un objet de suspicion, une menace même; aux yeux des bénévoles, les syndicats sèment le doute sur l'authenticité et la valeur de leur engagement social. À

titre d'anecdote, la responsable du bénévolat dans un centre hospitalier affirme qu'il lui a été impossible, jusqu'à maintenant du moins, d'implanter un service de bénévoles à la salle d'urgence en raison du refus des employés syndiqués. Cette question n'a pas fini d'alimenter les débats puisqu'elle soulève des échanges d'arguments, des points de vue contradictoires. Par exemple, la sociologue Ferrand-Bechmann émet l'idée suivante : « Le bénévolat ne vole pas des emplois, il en a créé et en crée surtout du côté du social » (2000:122). Cela étant, alors que bénévoles et chercheurs se questionnent, les syndiqués, pour leur part, résistent.

À preuve, le support financier accordé aux bénévoles dans l'exercice de leur pratique est dénoncé par les conducteurs de taxi qui exigent qu'un montant maximum soit décrété dans les règlements modifiant la Loi sur le transport par taxi (loi C-62, 1993). Et, de là, on passe aisément à de plus grandes tensions. Une personne, dans l'exercice de ses activités bénévoles, s'est vu confisquer sa voiture – par deux conducteurs de taxi – après avoir déposé un malade à un centre hospitalier alors que celui-ci lui avait remis, à titre de compensation financière, une certaine somme. Est-il besoin d'ajouter que cette situation a fait éclater l'idéal d'entraide que poursuivait cet homme en rendant assistance à autrui. Très ému et privé de ses moyens lors de cet événement, il a décidé de mettre fin à l'action bénévole qu'il accomplissait à l'intérieur d'un groupe. Cet exemple illustre avec éloquence que la lutte pour l'emploi devient féroce lorsque des individus essaient de se soustraire à la précarité d'emploi. Même une bonne cause peut provoquer une agitation, voire un désordre!

Devant l'ampleur croissante des échanges suscités par cette question, un représentant du ministère des Transports est venu présenter sa réflexion lors d'un colloque organisé par le Regroupement québécois des intervenants et des intervenantes en action communautaire (RQIIAC), qui s'est tenu dans la région du Saguenay à la fin du printemps 1996. Sa communication visait deux objectifs : faire connaître l'industrie du taxi et discuter comment celle-ci peut devenir un partenaire important dans le cadre du virage ambulatoire. Après avoir présenté des exemples de services de transport médical offerts par des taxis à la suite d'ententes innovatrices et fonctionnelles, Michel Trudel a fait connaître le consensus dégagé par un comité interministériel formé à la demande de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec en ce qui concerne la place du bénévolat dans ce champ d'activité : « Les transports interétablissements des bénéficiaires ne devraient être confiés aux transporteurs bénévoles qu'en tout dernier recours. » Quant à la question du montant à rembourser, il a signalé que la Commission des transports du Québec a fixé à 0,24 \$ par kilomètre les frais d'utilisation d'une automobile dans le cadre d'un transport bénévole. Cette décision est entrée en vigueur à la fin du mois de juin 1997 (1997:435-449).

Ainsi, sollicités et encouragés à participer pleinement à la distribution des services sociaux, les groupes bénévoles coordonnent leurs activités dans le but d'établir ou de maintenir de meilleures conditions de stabilité. Il s'agit là

d'une situation délicate dont les effets se constatent dans les ressources et les contraintes qu'apportent les appareils de l'État à leur action. Le mode de gestion bureaucratique entraîne certes une crédibilité additionnelle, compte tenu du rationalisme et du légalisme des procédures administratives, mais se traduit corrélativement par un resserrement notable des modes de fonctionnement ou de contrôle au sein même des groupes. Dans cette veine, notons que c'est le rapport à l'État et à ses appareils qui génère les instruments de cette rationalisation de leur vie quotidienne, mais aussi leur imprime le langage des institutions officielles de la sphère politique. Il s'agit de voir, dans cette optique, comment l'action des femmes s'insère dans l'univers poétique du quotidien.

D. La séduction du lien social

[Retour à la table des matières](#)

« Tant qu'on aime, on est utile, tant qu'on se sent aimé, on est indispensable », voilà ce que souligne une bénévole pour expliquer sa participation dans un groupe. Il est intéressant de noter également que la majorité des personnes rencontrées affirment qu'en aidant les autres, on s'aide soi-même. Certaines l'expriment ouvertement : « Parfois, on se demande qui aide qui. » D'autres, pour leur part, le communiquent plus secrètement : « Nous recevons des leçons d'amour et d'amitié. » Les responsables expliquent que des femmes croient leur rôle à ce point secondaire qu'il pourrait être supprimé. Ce qui fait dire à une responsable de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec : « Ce qui échappe aux bénévoles, c'est l'ampleur de la portée de leur engagement » (1986:25). Malgré cela, il n'en demeure pas moins qu'elles cherchent à jouir d'une latitude dans le choix de leurs activités. En effet, malgré la complexité de la tâche, la majorité des bénévoles rencontrées insistent sur l'importance de choisir leur engagement. Ainsi, il devient difficile de vendre l'idée de visiter des personnes âgées dans un centre d'accueil à des femmes qui souhaitent travailler dans un comptoir vestimentaire. « Je ne me sens pas contrôlée dans ma décision d'intervenir auprès de certains individus plutôt que d'autres et cela est essentiel pour moi » est une remarque plusieurs fois exposée. Par-delà ce discours, les facteurs de motivation les plus exprimés sont les suivants :

- me sentir utile;
- apporter un peu de bonheur aux autres;
- faire des actions constructives;

- rendre ce que j'ai reçu;
- partager avec autrui;
- nouer des liens;
- occuper mon temps libre.

De plus, les bénévoles avouent avoir besoin d'un climat amical et bienveillant pour se sentir à l'aise. Une atmosphère de confiance et de cordialité favorise les communications entre les différentes personnes impliquées dans l'action. À ce titre, les dirigeantes semblent jouer un rôle crucial dans le développement de la cohésion du groupe, dans un premier temps, et de son évolution par la suite. Les bénévoles émettent envers elles des attentes et les espèrent attentives, positives, franches et vigilantes. Il appert que l'appui et le soutien que les responsables expriment envers les femmes contribuent, dans une certaine mesure, à maintenir leur intérêt et leur enthousiasme. Le sentiment d'appartenance est, pour les bénévoles, un facteur qui détermine une attitude positive envers le travail à accomplir et accroît leur motivation, tout comme l'attachement aux membres du groupe favorise la solidarité. Dans cette ligne de pensée, Comeau, dans une réflexion sur le partenariat entre les sphères publique et privée, soutient que l'échange et le plaisir d'être ensemble constituent un enjeu important dans les circuits de solidarité (1995:132-133). Cela dit, il n'en demeure pas moins que le fait de conférer une valeur à l'action bénévole et, ainsi, augmenter l'estime de soi, semble encourager les personnes à poursuivre leur engagement. L'idée d'engagement dans cette relation d'aide est éclairée par la « pyramide des besoins » développée par Abraham Maslow. Pour ce psychologue américain, l'affirmation de soi et son épanouissement par la possibilité de contribuer à quelque chose de valable représentent une source de motivation importante. Une chose est certaine, l'aspiration à prendre part au devenir de la collectivité peut animer un sentiment d'entraide. Comme le soutenait Gagnon, « [...] le bénévolat est l'occasion de créer des liens, mais aussi de signifier ces liens, d'exprimer son appartenance à la communauté » (1995:53).

Néanmoins, les obligations administratives dans lesquelles s'exerce le bénévolat a pour effet immédiat de rendre plus difficile l'accès à cette pratique. Bien sûr, le recrutement semble s'effectuer de façon régulière; mais cette opération conduit à un certain désenchantement. La générosité n'est certainement pas mise en cause, mais le contexte économique semble restreindre les possibilités d'engagement social. Selon les bénévoles, trois autres principales raisons expliquent la difficulté d'inscrire dans le groupe de nouvelles ressources humaines : a) la spécialisation du bénévolat; b) les sollicitations trop nombreuses envers les gens qui s'engagent; c) la résistance des jeunes et des aînés; les premiers justifient leur refus à l'action par leur situation de non-emploi, les seconds évoquent une vie déjà bien remplie. Cependant, la situation est bien différente lorsqu'il s'agit de mobiliser des bénévoles pour des activités ponctuelles. Un exemple l'atteste : lorsqu'une cause exige l'engagement d'un jour (financement, voyage, journée sportive, etc.), les bénévoles arrivent en grand nombre. D'autres recherches parviennent

à la même conclusion. En effet, selon Couillard et Côté, il existe une tendance vers les alliances ponctuelles sur des enjeux précis, pour l'atteinte d'objectifs particuliers moins englobants (1994). Mais, lorsque les femmes examinent plus à fond la situation bénévole dans son ensemble, voici les facteurs qui, selon elles, facilitent ou ralentissent l'arrivée de nouvelles ressources humaines dans leur groupe.

Le recrutement des bénévoles

Facteurs incitatifs

- La valorisation
- Le sentiment d'appartenance
- L'encouragement des proches
- La compensation financière accordée pour les dépenses effectuées (essence)
- Le support accordé dans l'exercice de ses fonctions
- La liberté dans le travail
- La reconnaissance des bénéficiaires
- Le rêve d'une société plus juste
- Une souplesse dans l'horaire
- La portée sociale de l'engagement

Facteurs inhibitifs

- Les exigences des bénéficiaires
- Les relations conflictuelles entre les membres du conseil d'administration et les dirigeantes
- Les nombreuses sollicitations
- La peur de l'engagement
- La population vieillissante
- Le manque d'information et de publicité
- La spécialisation du bénévolat et les exigences qui s'y rattachent
- La crainte de prendre la place des travailleurs
- Le désaccord de l'entourage immédiat
- Le manque de temps

La valorisation, le soutien et la liberté semblent constituer, pour les bénévoles, des facteurs susceptibles de favoriser l'engagement. « La présidente du conseil d'administration est très démonstrative et accorde à chacune de nous une grande valeur. Son attitude encourage à poursuivre l'action entreprise », dira une bénévole. Toutefois, les raisons qui favorisent un certain désintéressement face au bénévolat touchent les individus eux-mêmes ou les exigences reliées à cette pratique sociale. Aussi, les femmes s'interrogent sur les possibilités d'augmenter les effectifs. « On est en droit de se demander qui seront les bénévoles de demain », déclarent certaines. Il serait alarmiste de prétendre que les bénévoles sont une espèce en voie de disparition, comme quelques-unes le pensent, mais dans une société qui devra s'assumer d'avantage, elles revendiquent des façons de réinventer la générosité afin que les solidarités immédiates continuent de ressurgir.

Cela étant dit, quels sont les facteurs qui pourraient expliquer le désir d'une pratique bénévole à l'intérieur de ces groupes? Selon les commentaires

recueillis, il faut chercher la source dans la profondeur des liens sociaux. D'ailleurs, le partage de sentiments comme ciment de la socialité a été soulevé par maints auteurs. Émile Durkheim et Georges Gurvitch, pour ne citer que ceux-là, ont démontré que la société n'est rien d'autre qu'une fabrique de relations qui s'expriment dans une quantité infinie de manifestations dont le bénévolat est peut-être finalement la base. Car, pour être ensemble, il faut nécessairement se fonder sur une logique de partage, d'échanges réciproques, jamais réductibles à ce qui est exclusivement monnayable. D'autres études sur le don et le bénévolat font aussi ressortir l'importance du lien. Dans une recherche menée dans le secteur des soins à domicile, Gagnon, Saillant *et al.* décrivent, par exemple, toute la portée du lien social et de son expression dans les relations de soin (2000). « On ne cherche pas à faire la charité de manière anonyme, mais à tisser des liens particuliers avec les personnes aidées », diront Gagnon et Sévigny (2000). Pour Godbout, il est essentiel de ne jamais se contenter d'observer le don, indépendamment du lien (2000). « Le don ne se limite pas à un aspect matériel (chose, temps), car il comporte une forte composante de lien social », signalent également Bovay et Tabin (2001). Quoi qu'il en soit, le lien ne s'établit pas uniquement dans la relation aidant-aidé, il se forge également entre les membres du groupe. Et pour plusieurs bénévoles, cet aspect constitue une source de stimulation importante dans leur engagement.

En l'occurrence, il faut être attentif pour jauger la pertinence de relations harmonieuses entre les dirigeantes et les bénévoles. Les témoignages de respect, de reconnaissance, et l'hommage rendu aux bénévoles au cours d'activités spéciales constituent pour plusieurs une source d'encouragement, même si, à l'occasion, certaines se disent gênées par de telles manifestations. En effet, pour ces dernières, l'aide apportée constitue la gratification première et c'est la seule qu'elles jugent acceptable. « Le bénévolat comporte sa propre récompense. » Une autre femme, quant à elle, livre sa pensée en rappelant un vieux proverbe arabe : « Une bonne action ne sera comptée que si elle demeure discrète. » Une chose est certaine : la gratuité de l'action demeure encore pour plusieurs le signe d'un désintéret et d'une orientation vers les autres (Gagnon, 1995:64).

De plus, en étudiant le coût de la récompense, certains auteurs évoquent l'idée qu'un salaire ou des louanges conduisent certaines personnes à s'expliquer différemment leur comportement. En d'autres mots, elles peuvent conclure qu'elles étaient motivées par le désir de récompenses extrinsèques (Lepper et Greene, 1978). L'effet de surjustification qui s'ensuit peut alors produire la réduction de l'activité, puisque l'individu cesse de croire que l'activité est justifiée en soi lorsqu'il peut trouver des raisons externes de faire quelque chose (Gergen et Gergen, 1984:199). Quoi qu'il en soit, l'idéal d'entraide est une valorisation dont on n'a pas fini de souligner toute l'intensité dans l'aventure bénévole.

« Faire du bénévolat, c'est donner ce que les professionnels ne donnent pas, comme l'organisation de la fête de Noël, l'accompagnement à l'église, la

recupération de vêtements et bien d'autres choses encore », livrent les bénévoles. Pour sa part, Kouchner écrit : « Le bénévolat autorise le rêve que le travail salarié étouffe » (1986:228). Du reste, l'étonnante vitalité dont font preuve plusieurs bénévoles, dans l'exercice des différentes activités, peut même surprendre. Mais n'est-elle pas l'indice d'un dynamisme renouvelé dans tous les domaines de la vie sociale? Néanmoins, les questions surgissent chez les femmes dans la mesure où le désir d'apporter une aide à autrui se voit aussi débordé par les exigences du geste. Voyons à présent comment les changements survenus au sein de l'organisation sont susceptibles d'agir sur les relations que les bénévoles entretiennent avec les personnes qu'elles côtoient à l'intérieur même de leur engagement.

E. Connivence et complicité

[Retour à la table des matières](#)

D'emblée, il appert que les bénévoles portent un jugement favorable envers les dirigeantes et soulèvent même un élan de gratitude face au travail que ces dernières exercent. Règle générale, les rapports qui sont entretenus sont qualifiés d'égalitaires. Ce que les femmes constatent pourtant, c'est l'acceptation progressive, de la part des bénévoles, du travail rémunéré des dirigeantes. Depuis qu'elles souscrivent à cette manière de faire, il semble que les relations entre les deux partenaires soient davantage teintées de respect et d'enthousiasme. Elles l'expriment en ces termes : « Nous nous connaissons davantage et les liens qui nous unissent sont plus étroits. » Mais par la même occasion, elles avouent avoir besoin d'une ambiance et d'un climat amicaux et bienveillants pour se sentir à l'aise. Une atmosphère de confiance et de cordialité favorise les communications entre les différentes personnes engagées dans l'action. Les dirigeantes et les membres du conseil d'administration sont responsables des premiers contacts. À ce titre, ces personnes jouent un rôle crucial dans le développement de la cohésion du groupe, dans un premier temps, et de son évolution par la suite. Les bénévoles émettent, envers elles, de grandes attentes et les espèrent attentives, positives, franches et vigilantes.

La qualité des relations vécues avec les membres du conseil d'administration a aussi été abordée. Cette vision permet de comprendre que le bénévolat peut continuer à prospérer à travers les divers changements et les obstacles qu'il rencontre. Bien que les contacts avec les administrateurs semblent prendre moins d'importance, les femmes maintiennent des communications

avec les membres du conseil d'administration. Toutefois, les tiraillements résultant de volontés ou d'intérêts contradictoires des administrateurs et de la permanence influencent les bénévoles et les placent dans un dilemme. Les conflits vécus au sein de l'administration ont donc des incidences sur le fonctionnement du groupe. Ces rapports ne sont pas sans conséquence, car, à la suite de certains désaccords, des bénévoles doutent de leur action ou souhaitent intervenir à l'intérieur d'une autre structure. « Je songe à poursuivre mon action dans un groupe où le climat serait plus serein », énonce une aidante.

Les femmes considèrent que les relations qu'elles entretiennent avec les autres bénévoles sont positives et stimulantes. Néanmoins, la tendance qui s'observe à l'intérieur de certains groupes montre la diminution des rencontres dont il a d'ailleurs déjà été question. Cette tendance ne se justifie pas toujours au nombre de contacts enregistrés. Il appert que, pour presque la moitié des bénévoles, les contacts se font annuellement, alors que, pour les autres, la fréquence est soit mensuelle, soit quotidienne dans le cas où deux femmes participent ensemble à des actions de soutien à domicile, par exemple. Les contacts prennent alors la forme de rencontres sociales et ponctuelles, comme à l'occasion de certains anniversaires et de la fête de Noël, ou d'activités à caractère plus professionnel telles les formations et la supervision. Alors, il est possible de comprendre l'influence considérable des liens sociaux comme facteur de motivation. Presque la majorité des bénévoles n'ont pas d'échanges avec les dirigeantes de groupes extérieurs. En outre, elles évaluent comme difficile la possibilité de s'intégrer dans une structure différente. Cependant, les femmes rencontrées qui établissent des relations avec d'autres apprécient les liens positifs qui se vivent et elles se disent animées par un sentiment de partage et de travail en commun. Si certaines ne peuvent qualifier les rapports que leur groupe entretient avec les groupes d'ailleurs, d'autres qualifient les relations d'égalitaires et de solidaires. Mais au-delà des rapports avec les pairs, il y a lieu de faire une visite du côté des institutions.

Si quelques bénévoles ne peuvent formuler une appréciation des rapports que cultive leur groupe avec les institutions publiques, la majorité d'entre elles estiment que la collaboration caractérise les relations entre ces deux interlocuteurs. Par ailleurs, ce n'est pas l'ensemble des bénévoles qui, dans le cadre de leur travail, entrent en contact directement avec des intervenants sociaux. À cet égard, certaines ont l'impression d'être considérées comme des alliées par les professionnels, alors que les autres avouent ménager leur susceptibilité, sentant que l'on refuse injustement d'accorder de l'importance à leur travail. L'exemple qui est alors rapporté touche la fragilité des liens entre les bénévoles et certains travailleurs syndiqués qui évaluent comme une menace le travail non salarié. « On ne fait pas du bénévolat pour se battre, et lorsque les travailleurs se rendront compte que notre action est complémentaire ou différente, les résistances tomberont », livre l'une d'entre elles. Il semble toutefois que ces attitudes peuvent varier.

On assiste notamment au développement d'une collaboration entre les CLSC et les groupes bénévoles. Un fait nouveau se dégage : la participation de certaines bénévoles à des tables de concertation dans le cadre du soutien à domicile. De plus, certaines d'entre elles participent à l'élaboration du plan de travail qu'établissent les intervenants sociaux en regard des bénéficiaires qu'ils rencontrent. Cette collaboration produit un effet d'encouragement et de valorisation. D'ailleurs, d'autres recherches sont éloquentes et montrent comment il est possible de créer des alliances entre le communautaire et le public (Gagnon, Saillant *et al.*, 2000; Panet-Raymond et Bourque, 1991; Godbout et Guay, 1989). À tout événement, les femmes affirment que les possibilités d'entente dépendent davantage des individus que des institutions qui manifestent, de façon générale, une plus grande résistance au changement. Aussi, on participe tant bien que mal aux associations proposées. Évidemment, certains établissements publics demeurent réfractaires et semblent, dans plusieurs cas, faire contre mauvaise fortune bon cœur, « comme le pilote, qui s'arrange du vent et de la vague, après qu'il a choisi de partir », dirait Alain. Cependant, à l'intérieur du réseau des affaires sociales, des intervenants démontrent une plus grande souplesse en acceptant de partager leur expertise et en intégrant les bénévoles au plan de travail afin d'apporter, à la personne dans le besoin, une aide appropriée. Il est de première évidence que ces expériences peuvent avoir des limites; néanmoins, elles constituent un changement d'attitude non négligeable qui laisse présager de nouvelles perspectives d'action entre les professionnels et les bénévoles. Après tout, il n'est pas si saugrenu d'être alliés quand on partage une même cause!

Résumons : les groupes bénévoles québécois œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux créent des espaces de socialité, offrent des services et prodiguent une aide morale à autrui. Ce faisant, les convictions et les attitudes des bénévoles produisent un ensemble d'actes conçus comme un moyen de stimuler leur générosité et de permettre aux gens de mieux vivre. Toutefois, les activités s'exercent à l'intérieur de règles déontologiques et d'exigences administratives qui ont pour effet simultané de rendre plus difficile l'accès à cette expérience. À preuve, la majorité des groupes sont confrontés à une diminution de membres et connaissent des difficultés importantes au chapitre du recrutement.

Alors, comment revitaliser le bénévolat sans recréer une sorte de fonctionnarisme? Chez certaines bénévoles, c'est une idée fort obscure, mais puissante, qui les incite à porter leur regard sur les petits faits de la vie quotidienne touchant les individus dans le besoin plutôt que de méditer sur les problèmes de l'organisation. Il y a donc priorité de l'aide ponctuelle sur la réflexion des grands enjeux sociaux. La bénévole cherche à dispenser du bien, à travers la singularité d'un geste, sans chercher à devenir un personnage légendaire auquel on prête un courage et des exploits remarquables. Et si pour elle l'action demeure profondément attachée à l'unité poétique du quotidien, le creuset de la perdurance de la socialité, pour paraphraser Michel Maffesoli (1979:31), c'est que seul l'imaginaire est capable de saisir, dans l'unité d'une même perception, la double dimension de la banalité et du merveilleux d'un

monde meilleur. Aussi, les grandes allégories bénévoles du malheur à soulager et du rêve à réaliser portent-elles le masque de cette ambiguïté de conscience et de transcendance. Cependant, au-delà de cette vision évocatrice, les idées se développent et se tempèrent d'après la place qui est laissée ou proposée à l'action elle-même.

Cela dit, les ajustements qui se constatent dans la manière d'exercer cette pratique d'attention à l'autre, dès lors que les groupes deviennent plus soucieux de leur fonctionnalité, incitent-ils les bénévoles à persévérer dans leurs activités? Mais avant de dégager une interprétation du discours de ces dernières, qui constitue en quelque sorte la troisième proposition de recherche, il y aura lieu d'examiner les deux premières qui traitent, en l'occurrence, de l'institutionnalisation des groupes bénévoles et de leur transformation en quasi-appareils. La discussion autour de ces trois énoncés forme l'essence du prochain chapitre qui, par la suite, élargit la perspective en considérant les pratiques bénévoles soutenues par l'Église. Dans les circonstances, il sera intéressant d'observer si ces dernières parviennent à maintenir puis à développer une structure d'encadrement et de recrutement des bénévoles avec plus d'efficacité que celles qui bénéficient d'un financement étatique.

Chapitre 6

Romantisme et institution ⁴⁷

[...] il n'y a point d'arbre dans la nature qui, placé dans les meilleures conditions de lumière, de sol et de terrain, puisse grandir et s'élargir indéfiniment.

Paul Valéry

[Retour à la table des matières](#)

Le Québec, tout comme l'ensemble des sociétés occidentales, a entamé, dès le début de la décennie 1980 en particulier, une réorientation globale de l'administration et de la gestion des services sociaux. Parallèlement à la nécessité de concevoir, sous de nouvelles formes, le rôle de l'État et l'engagement du citoyen, l'effervescence du monde bénévole est venue offrir, au Québec, un remarquable levier pour amorcer, jusqu'à un certain point, un commencement de transfert des responsabilités de l'État vers le citoyen. Ce transfert a pour effet de favoriser la prise en charge de celui-ci et de soulager d'autant le fardeau intenable de celui-là. La politique accrue de subventions aux groupes bénévoles est certainement l'une des façons qu'a l'État d'assumer sa présence dans le champ social, tout en permettant, voire en stimulant le développement en parallèle de services à la population dans le domaine de la santé et des services sociaux. Les deux chapitres précédents ont mis en place les données

⁴⁷ Une version antérieure de la première partie de ce propos a été publiée dans la Revue suisse de sociologie (vol. 22, 1996:329 à 346).

nécessaires à l'étude des trois propositions de recherche. Ainsi, au moment où l'on doit examiner ces énoncés, faut-il rappeler chacun d'eux avant de procéder à la discussion :

- *L'évolution des relations entre l'État et les groupes bénévoles entraîne non seulement l'institutionnalisation de ces derniers, mais aussi celle de leurs interactions avec les acteurs publics de leur environnement.*
- *L'institutionnalisation tend à transformer les groupes bénévoles en quasi-appareils, ce qui les oblige à consacrer plus de ressources à leur fonctionnement interne et moins aux pratiques bénévoles.*
- *Cette transformation suscite une certaine désaffection des bénévoles attribuable à la lourdeur des contraintes organisationnelles.*

A. Les groupes subventionnés par l'État

Les indicateurs précis d'institutionnalisation, de transformation en quasi-appareil et de désaffection permettront de déterminer le sens de l'évolution du bénévolat au Québec, dans le domaine de la santé et des services sociaux. En effet, cette séquence conceptuelle permettra de décrire les changements survenus depuis l'avènement d'un nouveau paradigme de gestion des rapports sociaux. De plus, elle offrira la possibilité de saisir le mouvement opéré dans ces interfaces où s'arriment les relations qu'entretiennent les appareils de l'État avec les groupes bénévoles.

L'institutionnalisation des réseaux

[Retour à la table des matières](#)

L'établissement d'une concertation de type partenarial, au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, est un facteur parmi d'autres qui encadre la transformation des relations entre l'État et les groupes bénévoles, tout en cherchant à dénouer ou, plus modestement, à atténuer les effets de la crise. Un souci d'allègement du fardeau financier de l'État, les compressions budgétaires, la rationalisation des dépenses publiques constituent des variables qui bouleversent la conception providentialiste de gestion des services sociaux. La croyance en la « retraite » de l'État passe par la création

d'arrimages multiples avec les groupes bénévoles. Le pouvoir de ces derniers est légitimé par une loi, leur existence soutenue et même stimulée par la sollicitation des dirigeants politiques.

Cette crédibilité additionnelle qu'apportent ces nouveaux rapports à l'État confère aux groupes bénévoles des bénéfices, car, par cette alliance, ils accroissent leur visibilité et retirent une capacité d'influence. Leur mission repose à présent sur une logique de transfert des responsabilités et s'accompagne de règles qui encadrent leurs actions (incorporation ou enregistrement à titre d'organisme de charité, critères à respecter pour l'obtention de subventions, bénéficiaires visés en fonction des priorités ministérielles), conséquences qu'illustre le premier tableau. Considérés comme partenaires de l'État et de ses appareils, les groupes bénévoles sont donc des forces de remplacement qui, à la fois, acceptent la reconversion de leurs stratégies afin d'obtenir de meilleures conditions organisationnelles, mais en même temps voient réduire leur droit à déterminer librement les normes auxquelles ils se soumettent.

Instituer peut signifier reconnaître des forces sociales, mais aussi obliger à des pratiques organisées par des lignes de conduite précises. Cependant, l'institutionnalisation dénote non seulement un processus de reconnaissance dans la logique interne d'un groupe, mais aussi l'intensification et l'accroissement des relations avec les autres acteurs de l'espace public (syndicats, institutions publiques, populations, etc.). Le recours à des pratiques de concertation dans le dialogue, entre les instances publiques et les groupes bénévoles, réaffecte la configuration stratégique et crée, entre ces acteurs, des circuits plus manifestes (définition de règles communes, campagne de publicité, reconnaissance, etc.). De plus, les groupes bénévoles sont invités à collaborer, avec les institutions, à l'assainissement des dépenses publiques. Cette situation amène les uns et les autres à des pratiques de collaboration. Il est de première évidence que les groupes bénévoles sont devenus des acteurs névralgiques, à l'occasion essentiels, dans leur milieu (présence au conseil d'administration des institutions publiques, participation à des tables de consultation, intervention lors de colloques et de séminaires, etc.). Cette forme de concertation, qui renverse les antagonismes d'autrefois, structure aujourd'hui des coalitions surprenantes avec l'État, ses appareils et la population en général. Au reste, l'on peut conclure à une certaine compatibilité des visions, à tout le moins à des stratégies de survie consécutives à la crise. Par la mise en œuvre de certaines tactiques, les choix s'opèrent et les propositions s'adaptent dans une volonté d'assurer les services.

Une multiplication des interlocuteurs peut contribuer à l'institutionnalisation des homologues structurelles et idéologiques entre ces différents acteurs publics. Pour le meilleur ou pour le pire? Ni la question ni le sens actuel de ce propos ne visent à suggérer une appréciation quelconque. Ils indiquent plutôt que le naufrage en cours de l'État-providence ou de l'État social (Castel, 1995) non seulement se vérifie dans les groupes bénévoles, mais constitue en fait une extension du processus de rationalisation bureaucratique, en dehors

même des appareils administratifs de l'État. Devant le déclin de l'État-providence et le trompe-l'œil de son « désengagement », un des nouveaux enjeux du politique se situe dans la réorganisation de sa présence dans l'espace social. En esquisant les inclinaisons qui se tracent dans une évolution dont la forme peut à tout moment changer de cap – l'histoire n'étant jamais une figure rectiligne –, on peut constater que les groupes bénévoles rencontrés au cours de cette étude semblent entraînés dans une logique susceptible de confiner à l'institutionnalisation.

Tableau synthèse 1

L'institutionnalisation

- Incorporation ou enregistrement à titre d'organisme de charité
- Bénéficiaires visés en fonction des priorités ministérielles
- Critères à respecter pour l'obtention des subventions
- Accentuation des relations entre les groupes et les acteurs publics

D'autres dynamiques peuvent bien sûr entraîner le mouvement d'institutionnalisation. Une dynamique externe comme les pressions exercées par les populations afin de recevoir plus de services et une dynamique interne, tel un plus grand niveau d'organisation, par exemple. Mais le phénomène est étudié ici sous l'angle spécifique des réaménagements corrélatifs des rapports entre l'État et les groupes bénévoles, et fait ressortir les enjeux que cette transformation occasionne. En conséquence, la mise en place de meilleures conditions de stabilité et l'association plus étroite avec les institutions publiques s'accompagnent de règles qui tracent l'action des groupes bénévoles. Les effets de ces changements s'observent dans la structure qui les encadre et dans l'intensification des connexions qui les rattachent au milieu. Compte tenu de leur mission, les groupes bénévoles deviennent des agents importants dans leur communauté : une reconnaissance dans la logique interne, certes, mais également l'accroissement dans les rapports avec les acteurs publics. Examinons maintenant comment l'adoption de ce caractère officiel influence le mode de gestion et d'organisation de la pratique bénévole.

La transformation en quasi-appareils

[Retour à la table des matières](#)

Les réseaux cherchent à s'officialiser et à obtenir, de l'État et de ses appareils, une reconnaissance. L'atteinte de tels objectifs suppose, au préalable, la mise en place de normes précises : a) règles constitutionnelles et institutionnelles; b) régulation des frontières – émission de cartes de membres

–; c) finalisme des structures – le maintien de l’organisation devient une fin –; d) contestation et attestation des appareils étatiques. Ces changements imposent l’adoption d’une structure permanente. Celle-ci appelle la spécialisation des acteurs dans des rôles précis, voire dans des postes d’autorité, ce qui n’est pas sans effet sur le fonctionnement des groupes en dehors de l’organisation comme en dedans. Ainsi, de l’extérieur s’observe une tendance à l’officialisation, au surplus, un désir d’accroître l’efficacité. Effectivement, pour continuer à offrir des services, les groupes bénévoles mettent en place de meilleures conditions de stabilité et procèdent à l’évaluation de leurs activités avec une acuité sans précédent. Ces facteurs constituent un atout précieux lorsque l’existence même de l’organisation devient une finalité à rejoindre. De plus, le rôle de sous-traitants auquel les groupes sont confrontés n’est pas étranger à la segmentation des bénéficiaires. En effet, les nombreux services rendus et la diversité des problématiques rencontrées conduisent ceux-ci à diviser l’aide à apporter : support psychologique, réconfort téléphonique, accompagnement, soins personnels, intégration à des activités de loisirs ou d’éducation de groupe. Toutefois, de l’intérieur, la mise en place d’une structure permanente isole les membres du groupe, fait perdre un intérêt à certains bénévoles et entraîne un désengagement.

En l’occurrence, le travail d’élaboration de projets, de détermination des opérations et de fixation des priorités d’action est laissé aux permanents. Le temps consacré par ces derniers à l’organisation du groupe leur donne une compétence sur l’évolution des projets et leur accorde une crédibilité dans le milieu. De plus, l’ensemble des informations dont ils disposent augmente la connaissance des dossiers à l’étude. Tout se passe comme si certains bénévoles refusaient de commenter des sujets dont ils connaissent peu la teneur. L’écart dans la disponibilité d’information qui différencie les uns et les autres, notamment les permanents et les bénévoles, donne à ces derniers l’impression de ratifier des décisions déjà prises. Le langage et les modes pratiques entre ces deux catégories d’intervenants diffèrent et peuvent conduire à l’isolement de certains acteurs. D’un côté, les bénévoles se sentent moins touchés par l’évolution du groupe; du moins est-ce à cette conclusion qu’aboutit la présente enquête sans toutefois avoir sondé les cœurs et les reins de tous et chacun. Les permanents, pour leur part, semblent confinés à une certaine solitude. Ces circonstances interpellent tous et chacun dans leur propre devenir.

Les retombées suscitées par la mise en place d’une structure permanente relèvent de cet « effet bureau » qu’évoque Pierre Bourdieu dans *Choses dites* (1987:200)⁴⁸. Le sociologue français y voit les conséquences du processus de concentration du pouvoir aux mains des permanents. Ces derniers développeraient une propension particulière à renverser la relation classique, celle qui liait les membres entre eux avant la germination d’une bureaucratie qui permet de gagner en rationalité administrative ce que l’on perdrait en spontanéité.

⁴⁸ Le sociologue Bourdieu est décédé le 24 janvier 2002. « Théoricien trop tôt disparu de la nouvelle société civile planétaire », écrira Jean Ziegler qui lui dédie son ouvrage *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent* (2002).

La modification des structures, objet premier de cette étude, soulève également des changements dans les représentations de l'action. Il n'y a pas que la structure qui change, mais aussi la pensée avec « l'effet bureau »; l'acte change l'idée, la réinvestit. Encore que l'inverse puisse être aussi vrai, pour peu que l'on privilégie le discours aux structures.

Néanmoins, Bourdieu étudie les effets du processus de délégation au sein d'une organisation. Son argumentation, il la développe surtout en montrant comment le jeu de complicité entre le savoir et le pouvoir s'effectue et pourquoi le phénomène de l'institutionnalisation suppose une permanence autonomisée par le bénéfice de la représentation. Selon lui, les membres du groupe se situent sur l'autre versant de la scission : « Le rêve de tous les permanents, dit-il, c'est un appareil sans base, sans fidèles, sans militants [...] » (p. 201). Ce mot percutant, par le déterminisme qu'il convoque, fait peut-être injure à la survenance du cas d'espèce qui ne répondrait pas à cette logique d'un partage trop sommaire. Il est peut-être abusif, effectivement, de laisser croire que le permanent est toujours en divorce virtuel par rapport au bénévole. Tout au plus faudrait-il maintenir l'affirmation minimaliste sur les incidences structurelles propres à l'institutionnalisation et y voir une illustration idéale typique de la tendance inhérente à la transformation d'un réseau en quasi-appareil.

Il faut toutefois préciser que ce passage ne s'effectue pas sur le mode d'un basculement global par une métamorphose similaire à celle qui fait de la chrysalide un papillon. La mutation est moins radicale et son repérage dépend plus d'une perspective graduée que d'une « révolution » des structures. Car, il faut bien saisir que les notions de réseau et de quasi-appareil désignent des tendances et des inclinations à recourir à certaines variables plutôt qu'à d'autres. À cet égard, les critères de métarégulation, de régulation des frontières, de tendance à l'officialisation et de spécialisation des acteurs paraissent des facteurs de détermination qui permettent de montrer et de comprendre une orientation plutôt qu'une autre. Au surplus, indiquons que le glissement d'un réseau en un quasi-appareil paraît généralement fort peu réversible. Les structures bureaucratisées et centralisées semblent enclines à vouloir se maintenir dans le temps. Cette aspiration ne signifie pas la fin d'un réseau mais plutôt le surgissement d'autres réseaux en périphérie de l'organisation immédiate. Il y a une sorte de dialectique, mieux un dialogue permanent entre les structures et les réseaux et, à l'occasion, un affrontement qui ne se résorbe que par des réaménagements de leurs relations. L'ensemble montre finalement des équilibres précaires y compris au sein des groupes puisque c'est parfois plus à l'intérieur de ceux-ci et non plus seulement dans leur pourtour que les réseaux se renouvellent. Dans cette optique, le présent ouvrage montre les effets que produit, chez les groupes, le glissement d'une structure de réseau à un système plus organisé, conséquences dont le tableau suivant rend compte.

Tableau synthèse 2

Le développement des quasi-appareils

Structures

- Règles constitutionnelles et institutionnelles
- Régulation des frontières
- Finalisme des structures
- Contestation et attestation des appareils étatiques

Activités

- Spécialisation des acteurs
- Tendance à l'officialisation
- Segmentation des bénéficiaires
- Évaluation des activités

Faisons le bilan : propulsés à l'avant-scène des services de santé et des services sociaux, les groupes bénévoles déploient des stratégies, voire un ensemble d'activités coordonnées dans le but de répondre aux demandes d'aide qui leur sont adressées. De plus, l'évolution de leurs rapports avec l'État les entraîne vers une sorte d'institutionnalisation. Ce phénomène tend à transformer ces réseaux en quasi-appareils et les destine à offrir aux populations une gamme toujours plus variée de services. Dans ce contexte, il faut poursuivre l'interrogation, l'élargir sous un nouvel angle en se demandant comment les nouveaux cadres de gestion de l'action bénévole incitent celui qui intervient à revoir la perception de son geste, sinon à redéfinir les modes de transcription sociale de sa *bene volens*.

La désaffection

[Retour à la table des matières](#)

Les changements structurels qui surviennent au sein des groupes modifient moins l'existence du bénévolat que les cadres de son accomplissement. En somme, la pratique bénévole s'effectue dans de nouvelles conditions qui marquent une rupture avec le système de référence (le réseau) qui les encadrait, il y a quelques années. Entre autres, les bénévoles se voient imposer de nouvelles formalités dans l'exercice de leur pratique (processus de sélection, cours de préparation à l'action bénévole, sessions de formation, entente sur la durée de l'engagement, professionnalisation des interventions, règles de conduite, production de rapports, frais reliés à l'exercice bénévole), règles que le prochain tableau présente. Ces contraintes peuvent conduire à une désaffection. Celle-ci se produit lorsqu'un bénévole doute de sa pratique, diminue ou encore cesse sa participation à l'intérieur du groupe dans lequel il œuvre.

Le paradoxe de toute institution est d'encadrer le rendement par la multiplication des contraintes. Il n'y a peut-être pas, dans cette assertion, une loi susceptible d'application universelle, mais au moins l'instrument d'une conjecture. Par l'interrogation qui l'interpelle, la pertinence prévue qui pointe demande toutefois une validation de la réflexion par l'interprétation des phénomènes. Si instituer est reconnaître des formes sociales et contraindre est obliger à des règles de fonctionnement, ne peut-on pas dire que l'aspiration à maximiser le rendement comporte une menace virtuelle de contre-productivité, dès lors que la lourdeur des mécanismes mis en place risque d'avoir des effets dissuasifs? La lecture des chiffres invite ici à soutenir le contraire, puisque toutes les personnes interrogées ont réitéré leur intention de continuer à œuvrer au sein du groupe, malgré les contraintes posées par les institutions. Mais proférer l'allégeance ne se fait pas sans protester : critique des entraves à la liberté d'action, désapprobation des changements survenus, nostalgie d'une attitude moins analytique ne sont que quelques indicateurs d'une crainte, au demeurant contrôlée, puisqu'elle n'inhibe pas, apparemment, les engagements dans le groupe.

Ce qui peut paraître irrationnel en première analyse ne l'est pas à y regarder de près. D'abord les bénévoles ont un intérêt à maintenir leur engagement : ils en retirent des bénéfices, comme celui d'avoir un réseau de relations étendu. L'attachement au milieu, l'innovation et le dynamisme constituent aussi un ensemble de facteurs qui militent en faveur de leur participation. Ensuite, ils réussissent assez bien à contourner les nouvelles exigences : l'ajustement des groupes bénévoles se situe plus au plan de la structure qu'à celui de la pratique elle-même. Donc, les bénévoles, dans leur quotidien, réussissent à se soustraire aux changements. Même si les activités se spécialisent, il n'en demeure pas moins que les bénévoles essaient de garder un esprit d'initiative. Toujours est-il que, vu de l'intérieur, le travail demeure suffisamment intéressant pour que les membres se disent prêts à poursuivre leur engagement.

Toutefois, si plusieurs bénévoles sont plutôt enclins à vouloir persister dans la pratique bénévole, en dépit de la transformation des groupes, un déclin de la séduction pour une spontanéité qui se modifie en s'institutionnalisant et une diminution relative des effectifs se remarquent dans plusieurs groupes bénévoles. En effet, la majorité des groupes rencontrés sont confrontés, depuis plusieurs années déjà, à une baisse du nombre de leurs membres, et rien ne semble présager, pour le moment du moins, que ce ralentissement va prendre fin. Qui plus est, ces groupes ne pourraient pas répondre à l'ensemble des demandes d'aide qui leur sont adressées sans la présence de participants aux mesures d'insertion à l'emploi mises sur pied par l'État. Dénouement surprenant puisque plusieurs études révèlent des signes évidents de la montée spectaculaire du bénévolat (augmentation des effectifs bénévoles et du nombre d'heures consacrées à sa pratique, accroissement des subventions gouvernementales aux organismes bénévoles, multiplication des centres d'action bénévole, etc.). Ainsi, le renouvellement des membres et la pratique de recrutement posent problème. À long terme, une extrapolation de tendance

laisse entrevoir de sérieuses difficultés pour les groupes si cette question n'est pas résolue dans les prochaines années. Il faut peut-être comprendre qu'il y a une relation entre la désaffection et l'institutionnalisation, puisque les groupes semblent gagner en organisation ce qu'ils perdent dans les possibilités d'assumer la relève.

Le désir d'aider rejoint celui d'orienter l'aide, de la rendre plus performante : la vitalité se conjugue ici à l'adaptabilité. En bref, le bénévolat tend à devenir à la fois une activité de cœur et une activité de raison. Le cœur, la raison. L'antagonisme épuise-t-il la complexité de l'évolution récente des groupes? Peut-on réduire le déplacement de leurs préoccupations à cette simple permutation des sensibilités sociales au profit d'une froide rationalisation bureaucratique des solidarités? Ou encore, le sens même du geste bénévole perd-il en spontanéité ce qu'il gagne en organisation seulement pour mieux supplanter une certaine conception de la générosité?

Nonobstant les écueils liés au tracé d'une ligne de partage trop sommaire, les changements sociaux des dernières années montrent avec éloquence que les modes usuels de développement de l'action bénévole subissent actuellement des transformations accélérées. Car, la seule bonne volonté ne peut se suffire à elle-même, se déployer sans une préoccupation du rendement social global : l'*homo benevolus* doit se faire *homo adaptatus* en nouant la pulsion du cœur à l'impératif de la raison. Qu'il y laisse de sa candeur en devenant plus soucieux de sa fonctionnalité n'est pas pour autant le signe qu'il s'y perde en s'intégrant dans des institutions. L'adaptation à laquelle il semble confronté milite de toute façon pour rappeler que la finalité du bénévolat lui est toujours extrinsèque, et son action, postérieure aux besoins. En termes clairs, une entraide de ce type ne constitue jamais qu'une réponse à des demandes qui lui sont adressées. Que la nature de ces requêtes se modifie, que leurs orientations changent, voilà qui exige des ajustements dans la manière de répondre. En bref, dire que le bénévolat ne devrait pas s'éloigner de sa supposée nature véritable impliquerait que la gamme des problèmes qu'il sert à soulager ne saurait connaître aucune transformation : postulat que l'on devine digne de la plus audacieuse des sophistiques!

Entre l'émotif et le rationnel, c'est peut-être le raisonnable qui campe le mieux cette modulation de l'action bénévole. Non pas raisonnable par rapport au modèle d'une raison exclusive ou cartésienne, mais plutôt en regard de ce qui confine à une sorte d'optimisation recherchée entre les contingences des situations et le maintien d'un idéal d'entraide. Les groupes bénévoles ne peuvent plus demeurer dans un équilibre permanent, sans ruptures ni mutations, dès lors qu'ils doivent affronter les contraintes qu'impose l'évolution de leurs rapports avec l'État. Certes, les groupes retirent également, de ce nouveau contrat social, des bénéfices. Or l'examen attentif de la transformation des rapports entre ces acteurs sociaux permet de démontrer que non seulement le bénévolat devient une activité de raison, mais que l'institution tend à remplacer le romantisme qui en constitue l'un des modèles absolus.

Tableau synthèse 3

Les bénévoles et leurs contraintes

Formalités	Pratiques
<ul style="list-style-type: none"> • Processus de sélection • Cours de préparation à l'action bénévole • Sessions de formation • Ententes sur la durée de l'engagement 	<ul style="list-style-type: none"> • Professionnalisation des interventions et division du travail • Règles de conduite • Production de rapports • Frais reliés à l'exercice bénévole

Institutionnalisation, transformation en quasi-appareil et désaffection. La séquence conceptuelle n'épuise pas le phénomène qui, du reste, finit toujours par sortir quelque peu des cadres à prétention immodérée. Un fait doit être remémoré, peut-être à la manière d'un postulat : la générosité existe, ses formes sont multiples. Les intentions qui la motivent peuvent être insondables, au moins ambivalentes, comme l'est d'ailleurs toute pratique d'échange social. Ses manifestations paraissent aussi complexes que la vie elle-même, faite de soubresauts, de vilenies, de grandeurs d'âme et d'esprit, d'avantages multiples et contradictoires. Pourquoi décréter du haut d'une chaire de haut savoir, comme le fait Derrida, que la générosité n'existerait pas parce qu'elle serait réciproque? Comment concevoir l'existence en société sans cette pratique d'attention à l'autre, qu'elle soit remise ou non par celui ou celle qui la donne? Invalider le bénévolat au nom des intérêts qui en seraient l'inspiration première revient, au fond, à mesurer ses expressions à travers une perspective idéaliste, à nourrir la vision d'un rapport social exempt de toute contamination, bref à parler de la Terre depuis la Lune! Mais qu'en est-il au juste des groupes qui ne reçoivent pas d'aide financière du gouvernement? Y a-t-il des différences marquantes entre ceux qui sont subventionnés et ceux qui ne le sont pas? Au terme de la vérification des trois propositions théoriques énoncées au début du chapitre, il serait intéressant de connaître quelques traits particuliers qui caractérisent les seconds.

B. Les groupes soutenus par l'Église ⁴⁹

[Retour à la table des matières](#)

Dans le but de se doter d'un point de comparaison pour mieux cibler, en particulier, la portée et l'efficacité des subventions consenties aux groupes, il s'est avéré utile de rencontrer les groupes soutenus par l'Église, ceux-ci ne bénéficiant pas de subsides étatiques. Cette initiative, conduite en parallèle avec la démarche centrale de ce propos, permet de montrer comment ils fonctionnent et quelles sont les réelles répercussions du soutien de l'État. L'établissement d'une comparaison permettra ainsi de mieux cerner la valeur relative de la démonstration précédente. Alors, il convient d'ores et déjà de révéler les similitudes et les dissimilitudes les plus marquantes entre ces deux formes d'organisation.

Pauvreté et exclusion sociale ⁵⁰

[Retour à la table des matières](#)

Les groupes soutenus par l'Église, qui ont été rencontrés, existent depuis au moins cinq ans et ne visent nullement à remplacer une organisation constituée. Ils cherchent plutôt à prolonger certaines œuvres sociales afin d'apporter un secours aux personnes les plus démunies de la société : ex-psychiatisés, ex-criminels, polytoxicomanes, socioaffectifs, bref, les exclus, « ceux qui ont une moindre part de tout ce qu'il faut pour survivre » (De Swaan, 1995:25). Ces groupes reçoivent un soutien financier des gens d'affaires, de l'Église, des entreprises industrielles ou commerciales et bénéficient des profits réalisés aux comptoirs vestimentaires, aux ateliers de menuiserie, etc. De plus, les municipalités apportent parfois une collaboration

⁴⁹ Les données mises à profit dans cette partie ont été recueillies grâce à une subvention obtenue du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche. L'enquête s'est déroulée au cours du printemps 1997 et une quarantaine de personnes ont été rencontrées (8 responsables et 32 bénévoles). Nous tenons à remercier Myriam Duplain pour sa précieuse collaboration.

⁵⁰ Certains éléments de cette partie se retrouvent dans la Revue suisse de sociologie (Robichaud, Lemieux, Duplain, 2002).

en mettant gracieusement à la disposition des groupes des locaux. Le soutien étatique est presque nul. À ce propos, voici le point de vue d'un des dirigeants :

Nous ne sommes pas contre les subventions, mais il ne faut pas que l'aide gouvernementale brise nos œuvres. Et il nous appartient de décider de nos priorités d'action. Cela dit, le gouvernement doit verser aux groupes bénévoles certaines sommes, puisque de nouveaux besoins apparaissent ⁵¹.

Cette remarque démontre l'ambivalence, en outre observée chez les groupes subventionnés, face à un État tantôt critiqué pour ses parcimonies, tantôt pour sa sollicitude étouffante. Son intervention est souhaitée mais à certaines conditions : il faut préserver sa mission et ses priorités d'action. Chez les groupes soutenus par l'Église, l'ambiguïté énoncée se remarque, entre autres, d'une manière précise. La majorité de ceux-ci font appel à différents programmes d'employabilité, tant provincial que fédéral, rendus accessibles parce que les services s'insèrent dans le « virage milieu » : responsabilisation des individus et des communautés tout en faisant appel à la logique du citoyen-providence. Cette ressource ne représente toutefois qu'un faible pourcentage des équipes de services puisque les individus qui y participent sont en nombre limité : deux ou trois par groupe.

Le recours à ces programmes est justifié par le désir d'améliorer le sort des prestataires de la sécurité du revenu en facilitant leur intégration sociale. Mais, règle générale, ces groupes refusent d'avoir les mains liées à des organismes subventionnaires et c'est pourquoi aucune autre demande de subsides n'est formulée à l'endroit de l'État et de ses appareils. « Il y a un danger dans le fait d'ouvrir les mains pour ensuite fermer la bouche », proclame un dirigeant. Toutefois, il est intéressant de noter que deux responsables ont signifié leur intention de recourir aux subventions gouvernementales au cours de la prochaine année. La désaffection de bénévoles, la demande grandissante de collaboration avec les institutions, la complexité croissante des problèmes sociaux, tous ces facteurs expliquent le sens de leur démarche. « Notre groupe est rendu à un point tournant et c'est une question de survie. » De l'avis, de ce responsable, une gestion plus pointue faciliterait la mise en place d'un nombre plus important d'activités. Mais à l'heure actuelle, qu'en est-il de leur fonctionnement?

Les requérants sont incorporés en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec et quelquefois enregistrés à titre d'organismes de charité. Le ministre des Institutions financières et coopératives, sous l'autorité de la 3^e partie de ladite loi, leur accorde des lettres patentes les constituant en corporation sous une raison sociale. Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont

⁵¹ L'abbé Pierre en arrive à cette conclusion : « Pour relever tant de misère, il serait tout aussi absurde de vouloir agir sans le secours et le concours de l'État que de laisser à l'État le soin d'y faire face seul. Que tout le monde s'y mette, fasse sa part de travail... » (Lunel, 1989:298).

alors déterminés de façon explicite : elle possède certains droits et pouvoirs, mais demeure assujettie à certaines obligations. Les groupes sont régis par un conseil d'administration chargé des grandes orientations. Mises à part les quelques lignes de conduite sous-jacentes à la gestion des mesures d'employabilité, les groupes jouissent d'une grande marge de manœuvre face aux services à rendre : les bénéficiaires ne sont pas visés en fonction des priorités ministérielles mais en fonction des besoins des individus et de la vocation du groupe.

Cependant, le contexte de la désinstitutionnalisation oblige les groupes bénévoles à élargir leur sphère d'intervention. En effet, depuis les trois dernières années, ils sont de plus en plus sollicités par les institutions publiques, tels les centres locaux des services communautaires, les centres hospitaliers, les ministères. Voici quelques-unes des demandes qui leur sont adressées : acheter – sous la recommandation de la municipalité – des bâtiments afin de combattre la présence de malfaiteurs; accueillir des patients présentant des problèmes de santé mentale qui doivent quitter le centre hospitalier mais qui ne montrent pas de signes évidents d'autonomie; recevoir, pour la fin de semaine, des détenus; accompagner des bénéficiaires dans des démarches juridiques, etc.⁵² Ces sollicitations obligent la moitié des groupes à élargir leur mission. De plus, la réorganisation des services de santé et des services sociaux, tout comme le virage ambulatoire, ne fait qu'accentuer cette tendance. Il faut venir en aide à ceux qui vivent « au jour le jour, car le lendemain n'offre pas d'espoir », dira le Conseil canadien du développement social (1994:3). Les groupes sont de plus en plus appelés à jouer un rôle de dépannage et se trouvent placés dans le circuit manifeste des ressources du milieu. Bien des exemples pourraient attester de cette remarque. Entre autres, dans le système de santé, au Québec, 80 services de bénévoles ont été récupérés par les établissements, c'est-à-dire que les responsables sont désormais des employés salariés et, qui plus est, rémunérés par lesdites institutions, nous livre la responsable des bénévoles d'un centre hospitalier. Autrefois, la direction de ces services était assurée par des bénévoles qui avaient dû venir à bout de bien des soupçons avant de procéder à l'implantation de leur association.

Aussi, l'intensification des liens qui rattachent au milieu les groupes soutenus par l'Église les amène à créer de nouvelles relations avec les groupes subventionnés par l'État. Elles se traduisent par des collaborations concrètes : intégration à un regroupement provincial pour contrer les entreprises du marché, échange d'information, solidarisation. Mais il faut ajouter – bien que cela puisse surprendre – que les rapports sont à l'occasion tendus. En effet, certains quasi-appareils critiquent ouvertement le mode de fonctionnement des groupes moins structurés et déplorent la concurrence qui se pointe entre les deux formes d'organisation. Toujours est-il que – pour les groupes soutenus par l'Église – les relations sont plus faciles avec les institutions publiques

⁵² Des auteurs soulignent cet aspect et montrent que des patients ayant des problèmes de santé mentale sont pris en charge par les refuges pour sans-abri et même les prisons (Gagné, 1996; Dorvil, 1986; Garant, 1985).

qu'avec les quasi-appareils. Cependant, c'est un esprit de collaboration qui lie entre eux les groupes non subventionnés.

Dans l'optique d'une plus grande coopération avec l'État et ses appareils, un effet majeur est apparent pour ces groupes : l'entrée dans une logique d'institutionnalisation. Les conséquences qui en découlent sont prévisibles et déjà constatées dans les chapitres antérieurs. Il y a d'abord le débat sur la professionnalisation et la non-professionnalisation des services, en raison de la complexité des problèmes sociaux. Il y a ensuite la menace que soulève la cohabitation des bénévoles et des salariés, menace occasionnée par l'embauche d'individus participant aux programmes d'employabilité. « Je vois apparaître des signes de jalousie plus nombreux depuis qu'il y a des formes différentes de travailleurs dans notre groupe : remarques désobligeantes, attitude d'impatience, présence de clans », livre un dirigeant. Enfin, il y a la difficulté que pose le recrutement de nouveaux membres.

Quoi qu'il en soit, la tendance à multiplier les liens avec les acteurs publics de l'environnement amène aussi certains groupes soutenus par l'Église à une rhétorique de résistance, nominalement du moins. En effet, ils résistent à l'idée d'un partenariat plus étroit avec les institutions, craignant l'affaiblissement de leur vocation et l'asymétrie des nouveaux liens : « Nous ne voulons pas être utilisés sans être aussi reconnus. » Les quelques responsables qui acceptent de siéger à des tables de concertation se montrent méfiants ou réservés. Et même si certains groupes ambitionnent, en raison des nombreux besoins existants, la mise en place de meilleures conditions de stabilité, ils s'inquiètent des conséquences que donne l'accroissement de leur visibilité.

Cela dit, tous s'interrogent sur les nouvelles relations qu'il faut à présent nouer. Bien sûr, certains groupes qualifient ces contacts d'agréables, mais il n'en demeure pas moins qu'ils montrent une retenue dans ces expériences de collaboration. Bref, les responsables expriment une volonté ferme de conserver leur indépendance : « Nous voulons prendre part à des projets du milieu, mais tout en gardant notre autonomie, notre liberté et notre identité ⁵³. »

Néanmoins, des expériences de coopération se poursuivent. Entre autres, l'accroissement des relations avec les autorités municipales, par le biais des politiques de revalorisation de certains quartiers défavorisés, prend forme dans des projets comme celui de soutenir les démarches pour combattre la criminalité. D'ailleurs, un responsable – préoccupé par la croissance accrue du chômage et les inégalités qui y sont associées – émet l'intention de transformer progressivement certains organismes de charité en petites et moyennes entreprises (PME). Il s'agit ici de créer des emplois salariés. Mais ces entreprises posséderont-elles les éléments essentiels à leur réussite. Ces conditions ont été exposées par Favreau : a) une approche globaliste au plan

⁵³ Cette aspiration, directement reliée au phénomène de multiplication des liens avec les acteurs publics, plonge ces groupes dans un climat d'inquiétude, lequel peut être associé au dilemme vécu par les groupes subventionnés : l'autonomie à conserver malgré les règles qu'imposent leurs nouveaux rapports avec l'État et ses appareils.

économique; b) des relations permettant la production de solidarités de proximité, volontaires et choisies au plan social; c) une démocratie plus vivante. « L'absence de ces éléments maintiendrait les groupes dans une économie caritative ou d'insertion informelle, celle-ci ne permettant guère que la survie des plus défavorisés sans leur permettre de reprendre pied dans la vie de la cité », de poursuivre l'auteur (1995-1996:21-22).

Bien que ne fournissant pas à elles seules les solutions aux problèmes liés à la conjoncture sociale, économique et politique de la présente décennie, les initiatives de développement économique communautaire et de la nouvelle économie sociale sont précisément au carrefour de ces interrogations et du nécessaire refaçonnage de l'État, émettent Favreau et Lévesque. Car, dans le débat actuel, « une réponse purement étatique et institutionnelle ne peut convenir, non seulement du point de vue des coûts mais aussi de celui de la qualité et de la démocratisation des services » (1996:191). Mais l'entreprise de création d'emplois laisse plusieurs auteurs perplexes. Henri Lamoureux, pour ne prendre que celui-là, écrit : « Ce serait une tragédie que de voir les organismes de la société civile [...] se plier à une telle entreprise de création d'emplois et y entraîner, malgré elles, des personnes qui s'engagent généreusement dans l'espoir de changer les choses » (1996:185), ou de rendre service, pourrait-on ajouter.

Il ne s'agit pas ici de faire le débat sur l'économie sociale – un concept qui est par ailleurs marqué par des ambiguïtés et des confusions terminologiques qui le handicapent encore aujourd'hui – (Defourny, 1992:51) bien que ses racines historiques remontent au XIX^e siècle, en France comme au Québec (Boucher, 2002; Campos, 1992; Lévesque et Malo, 1992). Plusieurs scientifiques⁵⁴ étudient la question qui prend tout son sens dans le contexte de l'internationalisation, de la concentration des entreprises et des problèmes contemporains de la société, en d'autres mots, dans ce passage de l'État-providence à la société-providence (Campos, 1992:17-18)⁵⁵. Il suffit tout simplement de signaler au passage que la discussion sur l'avenir du tiers secteur émerge également dans les groupes soutenus par l'Église qui, dans cette période de restructuration des services, sont appelés à jouer un rôle de complémentarité aux institutions publiques. Il fallait exposer l'idée puisque celle-ci interpelle ceux qui sont au cœur de l'engagement social et se préoccupent du sort des pauvres, de la montée du chômage et des injustices qu'il engendre. Quoi qu'il arrive, l'impératif de réduire les inégalités sociales interpelle différents acteurs tel le Groupe de Lisbonne qui écrit : « L'indiffé-

⁵⁴ Voir, entre autres, les travaux suivants : Favreau et Tremblay, 2002; Vaillancourt et Tremblay, 2001; Jetté et al., 2000; Fréchette, 2000; Vaillancourt et Lévesque, 1996; Bélanger, 1995; Dupuis, 1995.

⁵⁵ Dans cette optique, une réflexion approfondie est présentée dans l'Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique. Cet ouvrage collectif, dont les écrits émergent d'une vingtaine de chercheurs de neuf pays d'Europe et d'Amérique du Nord sous la responsabilité du Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), tente d'évaluer toute la portée et les possibilités qu'offre le développement de l'économie sociale (sous la direction de Defourny et Campos, 1992).

rence qui se manifeste à l'égard des marginaux de la société continue de s'intensifier (l'exclusion et l'intolérance envers ces personnes gagnent du terrain) » (1995:26). En effet, pour ces 19 membres (universitaires, dirigeants d'entreprises, journalistes, responsables de grandes institutions financières) qui se sont donné comme mandat de réfléchir sur la concurrence dans le monde contemporain, il s'établit un lien de plus en plus clair entre la mondialisation rapide de l'économie et la nature explosive des problèmes d'ordre social, économique, environnemental et politique (p. 21).

Pourtant, malgré tout ce qui vient d'être dit et en se référant aux critères déjà cités qui rendent compte de l'institutionnalisation (incorporation, bénéficiaires visés en fonction des priorités ministérielles, critères à respecter pour l'obtention des subventions, accentuation des relations avec les autres acteurs publics de l'environnement), il semble possible d'affirmer qu'à l'heure actuelle, la pratique bénévole des groupes soutenus par l'Église est moins sujette à des règles explicites que celle des groupes subventionnés par l'État. Mais seront-ils appelés à joindre les rangs de cette nouvelle génération de groupes conviés comme acteurs de la gestion locale et publique du social et qui sont caractérisés par la concertation et le partenariat? (Bélanger et Levesque, 1992:728.) D'une manière plus précise, face aux appels de plus en plus incessants des institutions publiques et des populations, les groupes pourront-ils préserver leurs conduites spécifiques, tel l'enracinement dans le milieu, la gratuité des services, la souplesse de l'intervention, la non bureaucratisation de leur fonctionnement, bref, pourront-ils résister à l'adoption d'une organisation plus structurée? En d'autres termes, pourront-ils conserver une structure de réseau?

Réseau ou quasi-réseau?

[Retour à la table des matières](#)

Tous les groupes soutenus par l'Église qui ont été rencontrés au cours de cette étude possèdent des règles de fonctionnement clairement établies, définies par leur charte respective. Le fonctionnement s'inscrit dans un cadre relativement structuré. Dans l'ensemble, les routines de travail sont clairement définies : activités planifiées, normes de sécurité, chaîne téléphonique en cas d'urgence ou de crise. À la différence des quasi-appareils, aucune norme ne restreint l'acceptation ou le refus des bénéficiaires. Ceux-ci sont donc introduits selon le principe de la charité chrétienne, c'est-à-dire que les individus sont acceptés sur-le-champ, sans conditions, sans qu'aucune carte de membre ne soit exigée. Il n'y a pas cette pratique du refus de l'autre comme dans une intervention de type corporatiste, dont Henri Lamoureux soulevait le danger (1991:189) et qu'il est possible d'observer dans certains groupes bénévoles subventionnés par l'État. L'aide apportée est en regard des besoins identifiés : nourriture, vêtements, gîte, bref, un service de soutien à l'intérieur d'un cadre

explicite. Les groupes cherchent à contribuer au mieux-être des populations visées en répondant, dans une large mesure, à la satisfaction des besoins primaires. Ils s'efforcent d'offrir une ambiance familiale empreinte d'ouverture, d'accueil et d'entraide, qu'un bénévole exprime en ces termes : « Nous cherchons à accueillir les gens en toute simplicité afin qu'ils soient à l'aise. Il s'agit d'appivoiser l'autre afin que celui-ci puisse trouver un réconfort, revenir sans aucune hésitation. Et ils reviennent, ces oubliés du système », ajoute-t-il.

Bien que la division du travail tende à s'accroître, les bénévoles peuvent assumer plus d'un service à la fois. La diversité des problématiques auxquelles il leur faut répondre est limitée par la fonction même des groupes. La philosophie de base se résume par une grande ouverture sur le milieu et l'autosuffisance des services. Ce n'est pas toujours possible, compte tenu de la vocation des groupes, de réduire l'écart entre la situation de problème telle qu'elle est vécue et la situation idéale. Le bénévole tente alors de combler un besoin précis. L'accent est mis, d'une part, sur le service à rendre et, d'autre part, sur la qualité des liens. Ainsi, les relations aidants-aidés sont souples et n'empruntent pas leur modèle aux organisations bureaucratiques et à la rationalité technocratique, comme les chercheurs Mercier et Bourque l'avaient remarqué à l'intérieur de certaines structures bénévoles (1992:6). En somme, la relation des acteurs sociaux trouve sa fin en elle-même dans ce qu'on peut nommer la sociabilité (Lemieux, 1982).

Les transformations que vivent les groupes soutenus par l'État les amènent à adopter une structure plus hiérarchique, comme il a été ci-avant exposé. Celle-ci engendre des conflits entre les membres du conseil d'administration et les permanents, mais permet d'assurer la continuité des activités. Dans le paysage des groupes soutenus par l'Église, l'enquête n'a pas permis d'identifier des conflits opposant les membres. En l'occurrence, le fonctionnement est assuré par une ou deux personnes, laïques ou membres de communautés religieuses. Deux groupes seulement sont sous la gouverne d'un permanent salarié, facteur non négligeable dans cette comparaison entre les groupes subventionnés et ceux qui ne le sont pas. L'esprit d'équipe se développe autour de la tâche que l'on se donne à soi-même, avec le désir d'apporter un secours direct à une personne dans le besoin. Une constance dans la direction assure donc, en règle générale, stabilité et cohésion.

En effet, c'est le responsable qui est à l'origine du processus de décision, c'est lui qui influence et peut être influencé. « Il donne une couleur au groupe », mentionne un membre. Étant lui-même bénévole, le dirigeant s'investit au même titre que les autres et aucune bataille ne se livre pour l'obtention d'un statut quelconque. Une hiérarchie souple et discrète, basée sur la responsabilisation des bénévoles, semble constituer le principal mode de structuration du pouvoir ⁵⁶. Les groupes sont officiellement administrés par un conseil

⁵⁶ Confrontés à des problèmes antérieurs liés à un fonctionnement trop draconien, un responsable tente d'assouplir son autorité et cherche à se tourner davantage vers ses membres.

d'administration, mais la politique de régie interne est définie par le dirigeant qui, toutefois, n'hésite pas à consulter ses membres. Les bénévoles soulignent que leurs opinions et leurs suggestions sont toujours prises en compte. Bref, pour eux, la vision du groupe dépend en grande partie de la personnalité de ce « chef » dont l'amabilité et la délicatesse favorisent le maintien d'un climat bienveillant et permettent l'atteinte des objectifs visés. « L'ambiance cordiale qui règne ici ne laisse pas de doute sur la nature chaleureuse du responsable », dira un bénévole.

Ainsi, autant que nous avons pu nous en rendre compte, l'entente – qualifiée d'extraordinaire – est due, en grande partie, aux dirigeants. Ces derniers font preuve d'une grande disponibilité et consacrent aux membres une attention toute particulière. Les activités de gestion et de représentation ne constituant qu'une faible portion de la tâche, le temps consacré aux pratiques s'en trouve augmenté. De plus, la proximité n'est pas sans conséquence sur l'ambiance plutôt positive qui se vit. En effet, elle facilite les contacts entre les différents acteurs sociaux. En intervenant dans un endroit précis – lieu qui accueille ou héberge les bénéficiaires –, les bénévoles sont appelés à côtoyer régulièrement les responsables et à entretenir des liens plus fréquents avec d'autres membres du groupe. Lorsque l'on sait toute l'importance que les bénévoles accordent à la création de liens et à la bonne entente, il n'est pas surprenant de constater que ces traits apparents prennent une part considérable dans la ligne de conduite des dirigeants et l'appréciation des membres : nous le verrons plus loin.

Cependant, la complicité qui existe n'élimine pas les obligations qui apparaissent et les problèmes que pose l'intensification des demandes qui proviennent tant du sommet (institutions) que de la base (populations). La spécialisation des tâches, par exemple, se fait sentir. La réflexion suivante résume le malaise éprouvé : « Les bénévoles demandent de plus en plus de formation, car ils ont peur de ne pas être à la hauteur. Ils se sentent de plus en plus impuissants. Ce n'est pas simple de toujours supporter les maux d'autrui. » Dans cet esprit, l'abbé Pierre raconte, au cours de ses entretiens avec Bernard Chevallier, que son père, en revenant de ses bonnes œuvres, déclarait : « Que c'est difficile de vraiment servir ceux qui souffrent tant » (Lunel, 1989:36). Ainsi, la cause de ces groupes, souvent mal écoutée, commence à soulever des remises en question face à leur engagement social délicat et exigeant. La volonté d'une plus grande reconnaissance par le milieu se manifeste aussi, tout comme le rendement devient un facteur de préoccupation. Toutefois, les groupes ne se conforment pas aux moyens communicationnels contemporains : logo, communiqués de presse, messages articulés. Les formules utilisées sont plus discrètes et se limitent souvent à des pressions directes exercées auprès de certains individus. D'ailleurs, pas un seul de ces groupes ne tient d'évaluation formelle des services sauf quelques données recueillies sur le nombre d'heures de bénévolat effectuées, le nombre de bénéficiaires rejoints, etc. Mais les demandes de collaboration formulées par

les professionnels confirment, selon les responsables, la qualité de leurs services ⁵⁷.

Aux considérations déjà présentées s'ajoute un autre trait : le maintien de l'organisation qui encadre la pratique ne devient pas une finalité en soi, phénomène observable et observé dans la majorité des institutions. Néanmoins, les principales difficultés soulevées par les responsables permettent de dégager des défis que ces groupes auront à relever à court et à moyen terme : a) le manque de gratitude de la part des institutions : « L'insuffisance de reconnaissance par le milieu me révolte, car l'arrivée des gens dans notre groupe prouve l'échec du circuit régulier »; b) la vision opposée des dirigeants et des bénévoles, en ce qui concerne le recrutement, les premiers faisant confiance à la vie alors que les seconds soulèvent de fortes inquiétudes face à la relève; c) l'augmentation des demandes; d) l'alourdissement des clientèles. L'argumentaire exprimé par un dirigeant plaide en ce sens :

Dans le contexte de fusion, de regroupements de CLSC, de rationalisation, nous sommes de plus en plus sollicités à offrir des services. Par la suite, il nous faut étendre notre participation en prenant part à des tables de concertation, même si nous ne réussissons pas à voir la place que nous occupons réellement. Bref, notre mission s'est accrue et nous ne pourrions plus continuer à l'exercer de manière traditionnelle.

Cette réflexion nous conduit au dilemme principal dans lequel les groupes se sentent enfermés. De prime abord, ils redoutent les institutions, à tout le moins le rôle que celles-ci sont en train de leur faire jouer. Le changement social qui, entre autres, les amène à recourir à leurs services afin de répondre aux besoins des laissés-pour-compte ne risque-t-il pas de les conduire à l'adoption de la stratégie que l'État développe envers le communautaire et qui consiste à faire reposer sur les réseaux primaires et communautaires l'augmentation de la demande de services sociaux (Bourque, 1997; Lamoureux, 1995; Godbout, 1995; Groulx, 1995; etc.)? Certes, les responsables disent ne pas sentir d'idées préconçues, le manque de ressources étant, selon eux, l'évidence même. Mais, de leur côté, ils sentent une obligation morale d'accueillir ceux que l'exclusion menace et qui sont, selon eux, toujours plus jeunes et plus dépourvus. « Car en tout état de cause, que deviendraient ces individus s'ils devaient essuyer un refus de notre part? » Mais en même temps, ils ont peur d'agrandir le cercle des compressions budgétaires par l'appui qu'ils donnent aux appareils. Comment envisager un tel scénario? Les groupes estiment que la réponse positive qu'ils apportent aux demandes de collaboration permet aux institutions de respecter leur engagement, ce qu'elles ne pourraient absolument pas faire sans leur soutien. Et puis, les dirigeants

⁵⁷ En ce qui concerne la place occupée par les bénévoles dans le travail social, les auteurs Claude Bovay et Jean-Pierre Tabin soulignent que les études réalisées tant en Suisse que dans différents pays permettent de dégager trois tendances dominantes : le développement de l'action sociale orientée vers la professionnalisation; les activités des bénévoles soumises à un encadrement professionnel; l'orientation des activités du bénévolat au service des intérêts des pouvoirs publics (1998:47).

craignent que l'État tire profit de cette situation en imposant aux institutions d'autres restrictions financières, puisque, de toute façon, elles réussissent à fonctionner avec moins d'argent. Une telle répercussion serait, pour eux, un non-sens. Ils se sentent piégés dans ce désir exprimé d'améliorer les conditions sociales des plus démunis.

L'observation des groupes soutenus par l'Église permet de dégager certaines variables qui rendent compte d'un événement particulier : le glissement vers une forme d'organisation plus structurée – pas chez tous les groupes mais la moitié du moins. Le mouvement se manifeste ainsi : désir de recourir aux subventions gouvernementales, aspiration à offrir des services plus spécialisés, recherche d'une plus grande reconnaissance et visibilité, intensification des connexions qui les rattachent au milieu. Mais présentement, c'est trop dire, sans doute, qu'ils choisissent la forme de système appelée quasi-appareil. Il faudrait parler davantage d'une structure de quasi-réseau, selon la terminologie de Vincent Lemieux (1997). Toutefois, dans les circonstances actuelles, il devient évident que les groupes sont confrontés non seulement à la limite de leurs ressources physiques et humaines, dans cet appel de plus en plus pressant venant des institutions, mais aussi, aux problèmes que pourrait engendrer l'adoption de caractéristiques propres aux appareils. Car, propulsés à l'avant-scène des services de santé et des services sociaux, ils devront déployer des stratégies, voire un ensemble d'activités coordonnées, dans le but de répondre aux demandes qui leur sont adressées, et ce remodelage risque de les entraîner vers un nouveau mode de fonctionnement. Alors, face aux enjeux que pose cette phase de transition, réussiront-ils à garder ceux-là mêmes qui sont essentiels à la réalisation de leur vocation sociale : les bénévoles?

Fidélité et désenchantement

[Retour à la table des matières](#)

À présent, quels sont les facteurs qui pourraient expliquer, du moins en partie, le désir d'une pratique bénévole à l'intérieur de ces groupes? Pour répondre à cette question, considérons les faits suivants. Tout d'abord, il y a lieu de préciser que la majorité d'entre eux jouissent d'une grande popularité dans le milieu, puisqu'ils cherchent à répondre aux besoins primaires des malheureux tout en cherchant à faire réagir les populations les plus favorisées. « Nous souhaitons aider les plus pauvres, certes, mais aussi sensibiliser les plus riches à notre cause », mentionne un dirigeant. Pour atteindre cet objectif, une contribution de 50 \$ est demandée aux personnes qui désirent prendre un repas à une cuisine populaire en compagnie d'un membre du conseil d'administration. De plus, les tâches demandées aux bénévoles sont ponctuelles, précises et clairement définies. « Nous ne voulons pas user nos bénévoles; ils

viennent exercer leur action pendant un nombre d'heures limité et ils ont le choix du travail à accomplir », livre un responsable. Les propos tenus par une femme qui a quitté un centre de bénévolat pour se joindre à l'une de ces équipes de bénévoles permettent d'identifier d'autres particularités :

Ici, c'est agréable d'œuvrer comme bénévole. Nous travaillons trois heures par semaine, à des périodes fixes et, de plus, il est possible de se faire remplacer si un contretemps surgit. Il est essentiel pour nous, personnes à la retraite, de continuer – et cela malgré notre action sociale – à jouir de notre liberté [...]. Il faut dire aussi que les gens que nous visitons paraissent heureux de l'aide que nous leur apportons.

Cette réflexion montre que la pratique bénévole s'accommode mal de certaines exigences et contraintes, telles les revendications des bénéficiaires, la vente des services, les sessions de formation et de perfectionnement, règles exposées dans l'étude sur les groupes subventionnés par l'État. Un autre signe distinctif est, selon les responsables de ces groupes, le sentiment favorable qui anime les bénévoles en prenant une part active à la réalisation d'une grande œuvre. Car, en plus d'offrir des services directs aux individus dans le besoin, les bénévoles savent que leur engagement permet la création d'un projet collectif. En effet, ils savent que les sommes recueillies dans le cadre de leur travail, par la vente de vêtements ou de cadeaux, rendront possible la construction d'un centre pour les sans-abri ou l'achat d'appareils pour un centre hospitalier. Selon les responsables, les bénévoles ont ainsi le sentiment qu'au-delà de l'aide concrète, leur engagement social favorise l'exécution de projets d'une plus grande envergure, ce qui représente pour eux une source de motivation importante. De plus, la proximité qu'exige le travail rend possible et facilite les contacts entre les différents acteurs en présence. L'homme n'est-il pas un animal de petit groupe? comme le fait remarquer J. A. Laponce. « La famille, les amis, les connaissances, voilà l'environnement social dont il a besoin et qu'il recrée toujours autour de lui » (1986:218). Dans cette perspective, il faut souligner que les groupes soutenus par l'Église confèrent une grande valeur à leurs membres. Aussi, un soutien constant, des activités sociales, des soirées de reconnaissance, des attentions particulières (cadeaux, cartes de souhaits, etc.) sont régulièrement offerts aux bénévoles qui peuvent, à l'intérieur de ces rencontres, créer de nouvelles solidarités et développer un sentiment d'appartenance.

Quoi qu'il en soit, une évidence s'impose : la moitié de ces groupes peuvent assurer leur action grâce à la continuité de leurs membres, alors que la majorité des groupes subventionnés par l'État connaissent une diminution importante de leurs effectifs. D'ailleurs, les caractéristiques que les responsables utilisent pour qualifier leurs bénévoles sont : fidélité et stabilité. Fait inusité, car l'absence d'argent crée une affluence des participants, comme si le thème de la gratuité attirait davantage un enthousiasme plus idéaliste. Il ne s'agit pas de dire que la pureté est garantie par la pauvreté des groupes non subventionnés, parce qu'au demeurant, d'innombrables sources de financement privées les abreuvant dans leurs dépenses ordinaires de la quotidienneté.

Tout se passe comme si la provenance des fonds faisait foi, à elle seule, de la compromission de bénévoles. Bref, c'est le prix de la gratuité, c'est-à-dire la variété du coût associé au bénévolat – complexité, contraintes (priorités d'intervention, règles administratives, perte de spontanéité, etc.) – qui laisse songeur et plonge les individus dans une pensée affectant les impressions qu'ils nourrissent à l'égard de cette intervention visant à soulager la souffrance humaine.

Malgré ce constat, un changement graduel semble s'opérer. Des données récoltées au cours d'une étude antérieure (Robichaud, 1994) auprès de quelques groupes soutenus par l'Église – ceux-là mêmes qui ont participé à la présente recherche – avaient laissé voir qu'ils jouissaient d'une grande quiétude en regard du nombre de leurs adhérents. Les résultats obtenus permettaient de constater qu'ils bénéficiaient d'une liste d'attente de bénévoles. Aujourd'hui, le revirement s'exprime par l'absence de ce surplus chez les uns, et, de façon plus évidente encore, une diminution des effectifs chez les autres. Bien que moins importante que celle observée chez les groupes subventionnés par l'État, la moitié des groupes soutenus par l'Église sont confrontés à une réduction du nombre de bénévoles, et plusieurs membres croient que la difficulté de recrutement va se poser de façon plus aiguë au cours des prochaines années. Que se passe-t-il? Comment expliquer cette fluctuation, voire ce déséquilibre entre les groupes? Selon toute évidence, pour les responsables, deux facteurs en particulier expliquent la difficulté de recrutement : la spécialisation des tâches et l'alourdissement des clientèles. Comme nous avons pu le constater, les groupes qui ne sont pas confrontés à ces exigences réussissent à maintenir l'intérêt de leurs membres. Et comme il a été dit, ce sont des tâches ponctuelles, faciles, structurées, qui semblent plaire aux individus engagés dans la pratique du bénévolat. La liberté de choisir demeure un atout précieux, tout comme l'atmosphère cordiale et la possibilité de créer de nouveaux liens constituent des facteurs essentiels au maintien de la motivation. Or, la lourdeur de la clientèle et le sentiment d'incompétence et d'impuissance qu'elle fait naître rompent le charme des bénévoles et les désorganisent à un point tel que certains d'entre eux ont signalé leur intention de quitter leur groupe. Les autres se proposent d'acquérir de plus grandes connaissances afin d'accroître leur efficacité : « Il faut une action empreinte de dévouement, de générosité et d'indulgence, mais un soutien qui se doit aussi d'être valable et profitable. »

Cela dit, la désaffection qui pointe dans le panorama convoque à une certaine prudence puisqu'il a été démontré que le passage à une structure plus organisée – bien que non dramatique en soi – a des répercussions certaines et, qui plus est, semble irréversible. Sur ce point, laissons la parole à Lemieux : « Une espèce de loi de l'entropie sociale fait que les transformations les plus probables sont celles qui vont des formes les plus variées aux formes les moins variées. Selon cette loi, les quasi-réseaux évolueraient vers la forme de quasi-appareil plutôt que vers celle de réseau » (1997:61). Alors, comment les groupes répondront-ils aux impératifs de changement qui s'amorcent? Disons que la question reste ouverte. Du moins faut-il postuler que le glissement vers

une forme plus réglée de structuration des relations sociales (Lemieux, 2000), avec ce qui s'ensuit, plus grande spécialisation des activités, pratiques bénévoles plus encadrées et difficulté accrue dans le recrutement de nouveaux membres, guettent les groupes bénévoles soutenus par l'Église et les autres groupes.

C. Les groupes d'entraide

[Retour à la table des matières](#)

En effet, une étude conduite au printemps 2002 auprès de seize personnes (9 responsables, 3 bénévoles, 4 membres) permet de montrer que les groupes d'entraide glissent vers un processus d'institutionnalisation⁵⁸ : l'aide professionnelle se substitue à l'aide informelle, la gouverne est assurée par un permanent salarié, la structure adoptée est hiérarchique, les responsables ont recours aux subventions gouvernementales⁵⁹.

Certes, les groupes d'entraide diffèrent des groupes subventionnés par l'État et de ceux soutenus par l'Église par la mission même qui les anime : réunir des gens qui peuvent se soutenir mutuellement puisqu'ils sont aux prises avec un problème similaire. L'histoire de vie de l'un, souvent familière à l'autre, peut faciliter l'entrée dans le groupe. Cette caractéristique particulière a des impacts importants au chapitre du recrutement. Ainsi, le renouvellement des membres ne pose pas de problème. Bien au contraire, pour plusieurs des groupes rencontrés le nombre de participants tend à augmenter. Une plus grande visibilité dans le milieu et une reconnaissance accrue de la part des institutions publiques expliquent cette croissance.

Un autre élément peut surprendre, c'est la présence de bénévoles au sein de ces groupes. Comme il a été exposé dans les pages antérieures, lorsqu'un groupe s'étend dans le temps et dans l'espace, il s'expose au risque d'assurer une part toujours plus grande de services. Cependant, il appert que pour certains groupes le recrutement s'avère une question délicate, voire complexe. Selon les bénévoles, de toute évidence deux facteurs en particulier expliquent la difficulté de recrutement des bénévoles : l'augmentation des tâches administratives et la professionnalisation des interventions. La formule suivante contient l'expression de leur malaise : « L'idéal d'entraide ne doit pas faire

⁵⁸ Les neuf groupes d'entraide identifiés dans le répertoire des organismes sociaux publié par la Régie régionale de la santé et des services sociaux 02 ont été retenus. La même grille d'analyse, c'est-à-dire celle utilisée pour l'étude des groupes subventionnés par l'État et ceux qui le sont par l'Église, a été appliquée.

⁵⁹ Les résultats détaillés de cette étude sont présentés dans l'article intitulé Le soutien social à l'heure des réseaux (Robichaud, 2003).

oublier le besoin de reconnaissance et de valorisation des bénévoles. » Il appert que le peu d'appui et de soutien qu'expriment certaines responsables contribue à diminuer leur enthousiasme et leur intérêt. Au même moment, d'autres bénévoles se disent à bout de souffle : « J'aimerais apporter une aide qui ne se limite pas uniquement à de l'écoute. Être confronté à l'infortune d'autrui constitue une bien lourde tâche. » Pendant que certains s'interrogent, d'autres prennent des décisions : « Je veux travailler avec des gens qui vivent un problème différent du mien, alors je quitte ce groupe. »

Cela dit, contre vents et marées, un seul groupe semble résister à cette vague d'institutionnalisation : les Alcoolistes anonymes. En effet, de l'étude il ressort, sans aucune équivoque, un refus catégorique, de la part de ce groupe, de modifier sa structure et ses éléments organisationnels.

Quoi qu'il en soit, quelles attitudes peut-on avoir face à ces transformations qui menacent d'entraîner la disparition de certains groupes bénévoles? Selon Vincent Lemieux, il y en a deux. La première est de penser que cela importe peu, puisque de nouveaux groupes succéderont à ceux qui auront disparu, tellement sont grandes les réserves de bénévolat qui existent dans la population. La seconde consiste à envisager des mesures qui viendraient restreindre la subordination des groupes aux appareils étatiques. Ainsi, au lieu que les subventions aux groupes soient données directement par les appareils étatiques, elles pourraient être décentralisées aux mains de conférences régionales, dirigées par des personnes compétentes et crédibles, indépendantes des groupes et de l'État. Ces conférences, qui se chargeraient de la distribution des fonds aux groupes de bénévoles, joueraient un rôle de tampon entre les appareils étatiques et les groupes. Elles seraient susceptibles d'atténuer les pressions étatiques qui entraînent les groupes à devenir des quasi-appareils.

Cette seconde attitude, poursuit le politologue, semble préférable à la première. Si elle avait les effets escomptés, elle permettrait d'ailleurs que surgissent de nouveaux groupes, encouragés par la diminution des menaces à leur autonomie (Robichaud et Lemieux, 2001: 506).

Résumons : les perceptions spontanées suggèrent que la crise économique rend nécessaire le soutien étatique des groupes bénévoles, facilite le recrutement de leurs effectifs et, enfin, préserve la qualité de leurs services; voilà la conclusion souvent pressentie par les auteurs (néolibéraux par exemple). Eu égard à ce plaidoyer pour un interventionnisme de l'État, il convenait de confronter ce genre d'assertion avec l'expérience empirique permettant de montrer, au contraire, que l'institutionnalisation est loin de toujours garantir la pérennité du bénévolat. En effet, l'étude laisse voir que les groupes subventionnés par l'État ont de plus en plus de difficulté à fournir des services, à encadrer et à recruter des bénévoles. Donc, quelles que soient les explications données et les fonctions assignées au bénévolat, il appert que le financement étatique n'est pas une condition *sine qua non* pour obtenir des services à la fois efficaces et constants. Pour leur part, les groupes soutenus par l'Église, dont les initiatives ne s'inscrivent pas dans le grand dessein des institutions

publiques, semblent avoir plus de facilité à maintenir et à développer une structure d'encadrement et de recrutement des bénévoles. Cependant, tournés vers une population qui nécessite de l'aide et des institutions qui les réclament, ces groupes deviennent soucieux d'élever le statut de service et, en conséquence, la légitimité sociale de la structure organisationnelle qui l'encadre.

Sans aucun doute, il n'y a pas lieu d'intervenir ici en faveur d'un bénévolat exercé dans une structure de réseau plutôt que pratiqué dans une structure de quasi-appareil. Mais ce qui compte, c'est de reconnaître que les groupes bénévoles, qu'ils soient subventionnés ou non, se transforment dans l'espoir de trouver une amélioration graduelle de leur existence. Le fruit de cet exercice dévoile leur fragile équilibre, les éloigne de l'approche intimiste qu'ils ambitionnent de garder, puis désenchante les bénévoles.

Conclusion

Donner et signifier : de la bonne volonté à l'intérêt ⁶⁰

*Que me reste-t-il de la vie? Que me reste-t-il?
Que cela est étrange, il ne me reste que ce que
j'ai donné aux autres.*

Vara Tekeyan

[Retour à la table des matières](#)

Le don est un rapport social au même titre que l'échange. Hormis quelques œuvres célèbres et toujours d'actualité, comme l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss, beaucoup d'auteurs ont pensé l'échange, peu le don. Certains le déconstruisent en montrant qu'il est impossible (Derrida, 1991); d'autres cherchent à transcender les débats sémiotiques et les diverses configurations sémantiques pour soutenir qu'il existe bel et bien, en dépit de son apparence d'improbabilité (Godbout, 2000, 1992). Dans la logique de cette perspective, le don qualifie l'une des formes les plus usuelles d'appartenance à la société, l'inscription dans un mode particulier de relation à autrui. Le bénévolat ou la relation d'aide exprime cette propension à porter intérêt aux autres sous la figure du désintéressement, si l'on peut dire de façon paradoxale. La charité n'est pas seulement une vertu théologale avec la foi et l'espérance, comme l'affirmait saint Paul, mais aux fins de ce propos, un principe d'accomplissement de tout rapport social.

⁶⁰ Une première version de cette réflexion est parue, en partie, dans la revue *Nouvelles pratiques sociales* (vol. 10, no 1, 1997:143-149).

Le bénévolat paraît séculariser certaines passions religieuses et relancer le discours sur la vertu. Il emporte effectivement des élans d'émotivité sur le sens et sur la portée de la rectitude morale dans le rapport à autrui. Tantôt loué pour la grandeur de la spontanéité qu'il inspirerait, tantôt honni par des dénonciations qui finissent par assimiler jusqu'à la confusion les pratiques de générosité et la recherche de motivations qui ne sont pas toujours avouées, il faut retenir que, depuis quelques années, il fait parler et s'affronter chercheurs, philanthropes, travailleurs et animateurs sociaux de toutes provenances. L'examen de cette conduite sociale a surtout été mené en posant l'accent sur l'évolution des rapports entre l'État et les groupes bénévoles. Un aperçu des répercussions que peut engendrer la valorisation du rôle de la gratuité au Québec, a pu aider à comprendre les mutations qui s'y produisent.

A. La difficulté d'un parcours

[Retour à la table des matières](#)

La vie sociale est faite de symboles. Le bénévolat n'y échappe pas, d'autant plus que le principe de la charité demeure souvent pratiqué à travers une fonction d'exemplarité. La relation d'aide n'est pas réductible à un don : elle s'insère aussi dans la logique d'un témoignage, d'une pédagogie sur l'existence collective que les individus et les groupes veulent bien dispenser pour le bénéfice du plus grand nombre possible, à travers la singularité d'un geste. Gurvitch disait que l'ambivalence du symbole vient du fait qu'il « voile en révélant et révèle en voilant ». C'est peut-être là toute sa force, davantage que son handicap. Donner à voir, dans ce qui est, tout ce qui n'est pas : c'est cette fonction emblématique de la charité que la société mercantile et rationnelle contemporaine trouve néanmoins l'occasion de conserver à travers des figures aussi célèbres que celle de mère Teresa ⁶¹, l'abbé Pierre, Jean Vanier, le cardinal Léger. Ces individus interpellent un certain bagage d'émotivité collective fait d'admiration, d'enthousiasme et peut-être aussi une compassion, à travers ces personnes, envers la condition des plus miséreux.

Ainsi, la mise en œuvre de solidarités diverses marque une permanence des idéaux et des comportements humains. Mais ce n'est pas par hasard que, depuis les années 1980, le bénévolat occupe l'avant-scène. Alors que continue de fermenter le rêve d'une juste répartition des richesses, on découvre

⁶¹ Les sondages révèlent que mère Teresa se classe au premier rang des personnalités qui ont le plus marqué le XXe siècle. Celle qui a passé sa vie à fonder des dispensaires, des léproseries, des foyers pour infirmes et des centres pour enfants abandonnés est décédée le 5 septembre 1997 (Joël Goulet, La Presse, 6 septembre 1997).

aujourd'hui, de façon palpable, les menaces de chômage, la précarisation de l'emploi et les malaises que soulève cette situation : l'insécurité, l'instabilité, la fragilité, l'angoisse de l'avenir, etc. Au terme de cette spirale, l'emploi pose un véritable défi aux sociétés actuelles. Comment aider l'homme à ne plus être prisonnier des circonstances comme d'une fatalité, afin qu'il puisse se prémunir contre les risques qui le menacent? Il n'est pas possible de penser que l'attrait symbolique du bénévolat va aussi permettre de tout régler comme s'il s'agissait d'un décret collectif auquel on accepterait de se soumettre. L'histoire relate les événements du passé qui rendent compte de l'utilisation de mesures radicales pour enrayer la pauvreté. À ce propos, Karl Marx rappelle comment, jadis, Napoléon chargea ses services publics d'extirper la misère humaine, particulièrement la mendicité dans toute la France. Le 5 juillet 1808, un décret en promulgua la suppression⁶². Par quel moyen? Par les dépôts qui se muèrent si vite en pénitenciers, que bientôt l'indigent ne parvint dans ces établissements qu'en passant par le tribunal correctionnel. En assurant un refuge à l'indigence et de la nourriture à la pauvreté, l'empereur des Français est considéré comme un héros. D'ailleurs, un des membres législatifs s'écria : « L'enfance ne sera plus abandonnée, les familles pauvres ne manqueront plus de ressources, ni les ouvriers d'encouragement et d'occupation. Nos pas ne seront plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère » (Karl Marx, 1982:406-407).

Certes, le débat sur les besoins sociaux à couvrir et les manières d'y répondre ont des racines beaucoup plus anciennes, comme l'ont d'ailleurs révélé différents auteurs (Blais, 2000; De Swaan, 1995; Castel, 1995, 1991; Germek, 1976, 1974; Vexliard, 1957). Néanmoins, le décret napoléonien montre comment l'action sociale s'est parfois confondue avec le souci de l'ordre public. Des lois, des déclarations et des édits se succédèrent pendant plusieurs siècles, si bien qu'en Europe, on a pu parler de législations concernant les mendiants⁶³. Quoi qu'il en soit, la lutte contre la mendicité allait donner naissance à des dispositions d'une extrême dureté. En effet, pour contrer le spectacle de la misère, un principe se généralise : le renfermement des pauvres. Ces procédures législatives présentent les dangers d'un volontarisme étatique. En effet, des lois humaines aussi draconiennes invitent à repousser une conception de la justice qui milite contre la détention des démunis et, au demeurant, le XIXe siècle l'identifie souvent par les différents socialismes, l'utopisme et le syndicalisme naissant. L'échec de l'État-providence nous fera-t-il assister à un recul constant de la sécurité sociale et des politiques qui tentent vers un meilleur équilibre des conditions de vie entre les hommes? L'imaginaire collectif entre en scène et la tentative est grande de

⁶² En citant Vexliard, Robert Castel montre que ce décret reprend l'Ordonnance royale du 21 août 1701 qui est à la base de la répression pénale du vagabondage dont la dernière grande flambée date de la fin du XIXe siècle (1991:145).

⁶³ Selon Katz, en Amérique du Nord et aux États-Unis, entre autres, les villes dépensaient souvent plus pour se débarrasser des pauvres qu'il leur en aurait coûté pour les entretenir. Sans parler du travail et des frais qu'entraînaient les procès, le système était souvent cruel, car les pauvres vieux et malades étaient menés de ville en ville, même en plein hiver (De Swaan, 1995:55).

trouver, à l'heure des comptes, des boucs émissaires pour justifier la montée du coût du social.

B. La pratique contemporaine du don

[Retour à la table des matières](#)

Malgré quelques voix discordantes, la plupart des individus font actuellement chorus pour déclarer périmée la certitude selon laquelle l'État serait encore le grand pourvoyeur dans les situations d'insécurité économique. Mais comment redonner aux populations la responsabilité de leur existence? Les groupes bénévoles peuvent apporter une aide à autrui, certes, mais peuvent-ils servir d'instrument de réalisation des politiques sociales et des programmes institutionnels? Au reste, de quelque manière que ce rôle leur soit conféré, il importe d'en fixer les limites que sa signification même suggère. Car le bénévole n'a aucune obligation contractuelle envers les groupes à qui il donne de son temps. Il y a des modalités d'intervention à respecter, mais il peut mettre fin à son engagement au moment jugé opportun. Le bénévolat est donc un geste volontaire, mais aussi temporaire, et il serait illusoire d'utiliser cette pratique sociale pour répondre d'une manière continue à toutes les nouvelles catégories de population en difficulté que la crise secrète. Des interventions ponctuelles et limitées semblent davantage s'harmoniser avec sa mission. Un exemple l'atteste suffisamment : lorsqu'une cause exige l'engagement massif d'un jour, les bénévoles arrivent en grand nombre. La situation économique existante semble introduire le rêve d'un retour à des solidarités moins coûteuses, sur un mode néanmoins plus organisé qu'autrefois. Mais le bénévolat ne doit pas être perçu comme une panacée pour justifier le retrait massif de l'État-providence. La mise en veilleuse du volontarisme étatique n'autorise pas le recours à celui du bénévolat. Et à cela aussi, il faut être attentif pour jauger la pertinence de donner au secteur bénévole la mission autrefois dévolue aux institutions publiques. Déjà, au milieu du siècle dernier, Alexis de Tocqueville, dans sa réflexion sur l'idéal d'une société plus juste, annonçait les limites de l'assistance : « La charité individuelle est un agent puissant que la société ne doit point mépriser mais auquel il serait imprudent de se confier, elle est un des moyens et ne saurait être le seul » (1986:39).

La crise actuelle crée une interdépendance entre les collectivités locales et politiques. Dans cette optique, plusieurs études permettent d'observer une réduction de l'écart entre ce qui caractérise les institutions publiques et les groupes bénévoles qui œuvrent dans le domaine de la santé et des services

sociaux (Bovary et Tabin, 2001; Ferrand-Bechmann, 2000; Robichaud, 1998; Lamoureux, 1991; Laforest et Redjed, 1989; etc.). Qui plus est, ces derniers réalisent que le développement du rôle de service leur donne un certain contrôle, permet d'abandonner quelques activités et d'en créer de nouvelles. Cette conjoncture qui, en soi, apporte un dynamisme renouvelé, peut-elle servir de prétexte pour remettre en cause le principe du partage collectif des risques sociaux? Les circonstances présentes ouvrent la voie au développement des solidarités de voisinage, mais toutes les communautés ne disposent pas de moyens analogues pour organiser leurs ressources et agir comme partenaires de l'État. En effet, les groupes bénévoles mettent en place des mécanismes pour venir en aide aux personnes dans le besoin. Congruent avec les problèmes concrets, il n'en demeure pas moins que l'arrangement des services varie d'un quartier à l'autre. Tous les groupes ne jouissent pas de la même infrastructure financière leur permettant de se construire une assise particulière. Certains groupes démontrent une plus grande capacité à défendre leur budget et leur complémentarité avec les institutions. D'autres, par contre, sont plus vulnérables et dépendants des limites qu'imposent l'État et ses appareils. Sur la base de ce constat, il est possible de postuler que cette diversité dans l'organisation du travail bénévole peut conduire à des iniquités, à tout le moins à des disparités, entre les milieux. L'efficacité des uns à offrir une gamme variée de services se conjugue avec l'impossibilité des autres à donner une forme d'aide précise. Ces propriétés peuvent contribuer à l'augmentation des écarts qui séparent déjà les communautés en matière de soins et produire ainsi une instabilité, voire un déséquilibre, chez le bénéficiaire qui reçoit l'expression de la bonté. Au-delà de l'arbitraire découpage des subventions, et, par voie de conséquence, du financement des groupes, une perspective plus grande se développe sur la façon de s'entraider.

En effet, au fil des dernières années, les groupes bénévoles se sont taillé une place stratégique dans la dispensation de services à la collectivité. Leur originalité, dans le panorama social contemporain, réside moins dans la prétention de pouvoir contribuer à des changements que dans le soutien actif des individus en difficulté. Ils font alors face à un double défi : se doter de structures pour offrir des services et orienter continuellement ces mêmes structures sur leur mission qui est celle de secourir autrui. La stabilité institutionnelle semble plus attrayante que l'aventure de la révolution si chère aux bénévoles d'hier. Signe de souplesse ou d'un conservatisme stérile? Il y a peut-être une nouvelle sagesse à tenter de se reprendre en mains et à atténuer nos espoirs vis-à-vis d'un État-tuteur. Le sens, c'est comme pluraliser et individualiser. Tous et chacun donnent l'impression d'en chercher un pour eux-mêmes et d'interdire de l'exporter à autrui. Le paradoxe, c'est que tout cela a produit, en même temps que le foisonnement de la vie associative, une participation sociale apparemment incompatible avec l'individualisme. Ainsi, pour gérer les conditions de stabilité des pratiques sociales désenchantées, les actions coordonnées par les groupes les inclinent davantage à se structurer qu'à seulement contester le système social. Encore là, la ligne n'est pas tranchée, mais il faut simplement y voir des accentuations de tendance sans égard à la singularité du cas d'espèce. Quoi qu'il en soit, les groupes ne

veulent pas seulement chercher quelque chose, mais aussi échapper à quelque chose en essayant de préserver leur originalité, malgré les multiples exigences qui les submergent. Ils arrivent à juguler de tels obstacles au succès tantôt en dénonçant l'entrave à la liberté d'action, tantôt en affirmant avec persévérance leur aspiration de réussir. Sans faire de prévisions, exercice toujours périlleux, on ne voit pas très bien comment, dans l'état des données existantes, les groupes bénévoles pourraient se créer des conditions susceptibles de dénouer, dans l'harmonie, les difficultés qu'ils rencontrent. La situation présente soulève des impasses, même si les groupes ont le mérite d'offrir des services et de porter attention à la condition d'autrui. Aussi, dans le paysage québécois, la position des groupes oscille entre ceux qui, désespérés, décrètent une récupération, et ceux dont l'inclination première consiste à surnager entre la contrainte et le consentement.

Cela étant dit, la démonstration opérée dans ce texte n'a pas été conçue pour prendre parti dans la polarisation des interprétations entre la résistance ou l'abandon à l'État. La contribution de l'interrogation menée a plutôt dû viser l'ambition plus modeste d'éclairer les processus de passage d'une conception de la pratique bénévole à une autre. Ainsi, elle a voulu rendre compte d'une évolution par laquelle la construction des solidarités devint, au cours des 20 dernières années, encline à se transformer de réseaux sociaux en organisations structurées (hiérarchie, permanence, accentuation des rapports avec les acteurs publics, etc.). De plus, en étudiant des fonctions et des modes d'encadrement de la pratique bénévole dans le contexte de la réorganisation de l'État-providence, la réflexion a porté principalement non pas sur le sens du phénomène, mais sur les modalités de sa pratique, bref sur des usages et non pas sur des symboles.

Utilité, exemplarité : le dilemme des groupes n'affecte pas seulement le régime des espérances; il évolue aussi à travers une antinomie qui correspond à sa fonction et aux symboles qu'elle convoque. L'utilitaire et l'instrumental se doublent assurément de la mise en scène du sens qu'on lui donne. Même si la réflexion proposée dans ces pages a surtout tenté d'éclairer la logique et les incidences de l'utilitarisme du bénévolat à travers l'emploi qu'en font toutes les institutions publiques, n'oublions pas que la limite de cet exposé est peut-être justement de ne pas avoir analysé cette fonction exemplaire ou symbolique que le phénomène conserve. Il faut signaler en outre que l'objectif de cette étude n'a jamais été, rappelons-le, d'embrasser toutes les dimensions de cette pratique sociale, mais de la réduire délibérément à un angle de perspective, à un point de vue, ce qui n'est jamais qu'un point de la vue.

Une seconde limite tient à l'évaluation même du rapport entre l'appareil étatique et les groupes. « L'État peut-il tuer le bénévolat? » comme l'exprime une bénévole inquiète de l'avenir de sa pratique. Les limites de la connaissance théorique se doublent ici d'une mise en garde sur les fausses limpidités que suggèrent parfois penseurs et praticiens, militants et bénévoles, membres et permanents des structures, au sujet du rôle de l'État et des groupes. Il faut alors comprendre que le présent propos s'inscrit dans l'analyse des transfor-

mations des réseaux bénévoles œuvrant dans le domaine de la santé et des services sociaux. Ainsi, le découpage sélectif de l'objet d'étude fait perdre en extension conceptuelle ce que l'on gagne en compréhension. Or, le bénévolat se déploie dans des sphères diverses qui n'éliminent pas ses caractéristiques spécifiques comme sa définition l'inspire. Cette étude, bien que modeste, peut s'avérer un apport pour saisir les conséquences de l'institutionnalisation des réseaux. Mais la réalité du bénévolat n'est pas réductible à la logique d'un système. Des réseaux complexes, des relations informelles et des fils anonymes tissent également la trame de la pratique bénévole. Solidarité et complémentarité des relations humaines : telles paraissent être les caractéristiques des réseaux. Au-delà de ces tendances, ils démontrent une autre particularité, soit celle d'atténuer les inégalités.

D'aucuns accuseront l'État d'entrer directement en concurrence avec les formes de solidarité. Mais la production étatique de la socialité n'est cependant pas un phénomène nouveau, puisqu'elle reprend, à sa façon, des fonctions assumées jadis par la collectivité. Néanmoins, la concentration de la gestion du social et la multiplication des appareils traduisent des types de rapports plus organisés et plus hiérarchisés. Ces relations s'inscrivent toutefois dans un mouvement plus vaste et marqué par d'autres formes de structures. En effet, des réseaux évoluent dans le temps et dans l'espace en procurant de multiples possibilités de relation qui alimentent les appareils. Ces organisations non constituées apportent une diversité d'action dans la société. Parfois vulnérables, quelque peu mystérieuses, elles s'appuient sur une représentation du monde constituée par une pluralité de sens qui, face à l'incertitude et au regain d'intérêt pour la quotidienneté, gagne une grande audience. C'est donc avec force que le réseau s'impose comme nouveau paradigme, dira Serge Lellouche (2000).

Avatar du processus de mondialisation en cours, le réseau témoigne d'une réorganisation des relations sociales sur des bases plus affectives et personnelles que normatives. Et comme le mentionnent Degenne et de Forsé, ajoutet-il, cette réorganisation est le reflet d'une aspiration à des rapports sociaux plus authentiques et moins contraints (126-127).

Réflexion intéressante qui bouscule néanmoins l'observation dégagée dans ces pages. En effet, dans le contexte où les réseaux occupent une place importante dans le développement des sciences sociales (Degenne et Forsé, 1994) et exercent une influence sur la réorganisation des diverses sphères sociales (Castells, 1998), comment se fait-il que plusieurs d'entre eux se transforment et acceptent de vivre avec les nombreuses contraintes qu'impose la modification de leur structure?

Deux dynamiques peuvent expliquer l'adhésion à un tel changement. Il y a d'abord une dynamique externe, celle qui provient des pressions exercées par les populations afin de recevoir plus de services. Elle peut entraîner, il va sans dire, un recours au financement de l'État avec ce qui s'ensuit : contrôle accru, perte d'autonomie, pratique organisée par des règles, etc. Il y a, ensuite, une

dynamique interne, celle qui milite en faveur d'une plus grande professionnalisation. Car, tournés vers une population qui nécessite de l'aide et des institutions qui les réclament, les réseaux de soutien deviennent soucieux d'élever le statut de service et, en conséquence, la légitimité sociale de la structure organisationnelle qui l'encadre (voir Robichaud, 2003).

Suivant l'exergue du début de ce texte, selon lequel l'auteur demande ce qu'il reste au terme de l'existence, il ne faudrait pas y voir une téléologie sociale et considérer que le don est l'apothéose de l'échange, mais simplement saisir qu'il en est un moment. Essentiel ou secondaire? La question ne reste pertinente que si on accepte de la considérer comme une interrogation et non comme une réponse ultime sur le devenir humain. Trouver une façon de s'entraider à la dimension des espoirs de notre siècle naissant, n'est-ce pas une manière d'agir au milieu d'une société en crise et de réfléchir aux problèmes que pose « l'État moderne » en demandant à l'individu d'être providentiel pour son voisin, ce qu'il ne peut plus être lui-même. En l'occurrence, le bénévole ne fait pas que rendre un service. Il traduit aussi une aspiration, voire une vision anticipatrice de l'avenir. Au cœur de cette dernière, c'est tout un principe d'espérance qui se joue, peut-être une certaine préséance de l'imagination d'un social désenchanté sur l'idéalisme du monde utopique. La *bene volens* est une façon d'exercer un vouloir et de le faire excéder sur la contrainte d'un pouvoir impossible. Bref, un témoignage non pas seulement sur la société comme telle, mais, aussi et surtout, sur l'idée que l'on s'en fait. Peut-être pourrait-on appliquer ce mot du poète Paulo Coelho (1994:204) : « Et aucun cœur n'a jamais souffert alors qu'il était à la poursuite de ses rêves. »

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

A. A. *Les alcooliques anonymes*, Montréal, 1963.

ABBARNO, J. M., Role, Responsibility and Values, in *The Journal of Value Inquiry*, vol. 27, n° 3-4, 1993, pp. 305-316.

ALAIN, (Émile Chartier), *Propos sur le bonheur*, Paris, Gallimard (coll. Folio/Essais), 1985.

ALTHUSSER, L. et BALIBAR, E., *Reading Capital*, translated by Ben Brewster, Edition London, 1970.

APOLLON, W., Pour une politique en santé mentale, in *Santé mentale au Québec*, vol. XI, n° 1, 1986, pp. 75-104.

ARCHAMBAULT, É., L'opinion se mobilise, in *Projet*, n° 237, printemps 1994, pp. 16-24.

ARCHAMBAULT, R., Les programmes Extra! Qui exploite qui?, in *Revue Inter-action communautaire*, Montréal, vol. 5, n° 4, 1992, pp. 9-11.

ARISTOTE. *Éthique à Nicomaque*, Paris, Garnier, 1961.

ASSOCIATION DES CENTRES DE BÉNÉVOLAT DU QUÉBEC, Bénévolat-autonomie, in *Bulletin de l'Association des centres de bénévolat du Québec*, 1982, pp. 2-8.

ASSOCIATION DES CENTRES DE BÉNÉVOLAT DU QUÉBEC, D'hier à demain, l'action bénévole construit. Dépliant 1983, in *Du bénévolat à l'action bénévole : réflexions*, supplément de l'Institut de recherches politiques.

ASSOCIATION DES CENTRES DE BÉNÉVOLAT DU QUÉBEC, L'action bénévole, in *Bulletin de l'Association des centres de bénévolat du Québec*, 1979, pp. 1-3.

ASSOCIATION DES PRATICIENS DE SERVICE SOCIAL EN MILIEU DE SANTÉ DU QUÉBEC, *Le virage ambulatoire et le service social en milieu de santé. Réflexions et propositions*, Québec, 1996.

BALDWIN, S. et GLENDINNING, C., Employment, Women and their Disabled Children, in *A Labour of Love : Women, Work and Caring*, J. Finch et D. Groves, Londres, Routledge et Kegan Paul (ed.), 1983.

BANK, G. A., Networks Analysis and Social Theory, in J. Boissevain et J.C. Mitchell (eds) : *Networks Analysis, Studies in Human Interaction*, Paris, Mouton, 1973, pp. 37-44.

BARCLAY, P. M., *Social Workers : their Role and Tasks*, London, Belford Square Press, 1982.

BAREL, Y., *La société du vide*, Paris, Seuil, 1984.

BARNES, J., Class and Committees in a Norwegian Island Parish, in *Human Relations*, vol. VII, n° 1, 1954, pp. 39-58.

BARNES, J. E., *Social Networks*, Reading (Mass.), Addison-Westley, Module in Anthropology, 1972.

BATESON, G., *Steps to an Ecology of Mind*, New York, Ballantine, 1972.

BAUDRILLARD, J., *La transparence du mal. Essai sur les phénomènes extrêmes*, Paris, Galilée, (coll. L'espace critique), 1990.

BEAUCAGE, P., Échange et société : avant et après Mauss, in *Anthropologie et Sociétés*, vol. 19, n° 1-2, 1995, pp. 5-16.

BEAUCAGE, P., Tendances actuelles de l'anthropologie économique, in *Perspectives anthropologiques*, Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique, 1979, pp. 155-189.

BEAUD, J. P., L'échantillonnage, *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Gauthier Benoît (dir.), PUQ, Québec, 1993, pp. 195-225.

BEAUDOIN, A., *L'action volontaire et la société québécoise du XXe siècle*, rapport final présenté au Conseil consultatif de l'action volontaire, Québec, Université Laval, 1977.

BÉLAND, F., *Les principaux résultats de l'analyse des désirs d'hébergement de trois échantillons de personnes âgées du Québec*, Québec, Ministère des Affaires sociales, 1982.

BÉLANGER, J. P., La Commission Rochon : le prix de la santé, in *Relations*, juin 1986, pp. 137-141.

BÉLANGER, J. P., *Les organismes communautaires du réseau : un secteur de l'économie sociale à consolider et à développer*, document de travail, MSSSQ, 1995.

BÉLANGER, Pierre R. et LÉVESQUE, Benoît, Le mouvement populaire et communautaire de la revendication au partenariat (1963-1992), in Gérard Daigle et Guy Rocher (sous la direction de), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Québec, Presses de l'Université de Montréal, 1992, pp. 71-743.

BÉLANGER, Pierre R. et LÉVESQUE, Benoît, Le mouvement populaire québécois : nouveaux enjeux, in *Relations*, n° 510, 1985, pp. 113-121.

BELL, Daniel, *Vers la société post-industrielle*, Paris, Laffont, 1976.

BLAIS, M., *L'anatomie d'une société saine. Les valeurs sociales*, Montréal, Éditions Fides, 1983.

BLAIS, M., *Le chien de Socrate*, Chicoutimi, Éditions JCL, 2000.

BLANCHET, J., *La gestion du bénévolat*, Paris, Economica; Canada, Agence d'arc, 1990.

BLAU, P. M. et SCOTT, W. R., *Formal Organisations : a Comparative Approach*, San Francisco, Chandler, 1962.

BLUM, J., The Internal Structure and Policy of the European Village Community from the Fifteenth to the Nineteenth Century, in *Journal of Modern History*, 1971, vol. 41, pp. 541-576.

BODGAN, R. ET BILKEN, S. K. *Qualitative Research for Education : an Introduction to Theory and Methods*, Boston, Allyn and Bacon, 1982.

BOISSEVAIN, J., *Friends of Friends : Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Blackwell, 1974.

BOTT, E., *Family and Social Networks*, London, Tavistock, 1957, 1971.

BOUCHER, J.L., Mouvements sociaux et économie sociale : un arrimage en constante reconstruction, in *Économie et solidarités, Revue du CIRIEC-Canada*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002, pp. 17-27.

BOURDIEU, P., *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1987.

BOURQUE, D., Les rapports communautaire/réseau public : évolution et perspective, in *Bénévol'Action*, vol. 2, n° 1, 1996, pp. 6-7. Extrait d'allocutions livrées aux participants du colloque de la FCABQ tenu à Montréal le 2 juin 1995.

BOURQUE, D., Trajectoire de l'organisation communautaire professionnelle in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n°1, 1997, pp. 59-71.

BOVAY, C., TABIN, J.P., *Bénévolat, chômage, État social*, École d'études sociales et pédagogiques, Lausanne, 2001.

BOVAY, C., TABIN, J.P., *Les nouveaux travailleurs. Bénévolat, travail et avenir de la solidarité*, Genève : Labor et Fides, 1998.

BOVAY, C., TABIN, J.P., Campiche, R. *Bénévolat. Modes d'Emploi*. Lausanne : Réalités sociales, 1994.

BOZZINI, L. et BOURGAULT, J., La décentralisation après la loi de 1991 sur les services de santé et les services sociaux au Québec, in *Service social*, 1992, vol. 41, n° 2, pp. 87-115.

BRAULT, M. M. T., *Le travail bénévole à la retraite : la dégradation du travail au XX^e siècle*, Paris, Maspe, 1990.

BRINK, S., Housing Elderly People in Canada : Working towards a Continuum of Housing Choices Appropriate to their Needs, in G. Gutman and N. Blackie (eds), *Innovations in Housing and Living Arrangements for Seniors*, Colombie-Britannique, Université Simon-Fraser, 1985, pp. 1-23.

BROUSSEAU, J., Bien former les bénévoles... mais avant tout, bien les sélectionner, in *Contact*, juin 1983, n° 15, pp. 23-26.

BRUNEAU, J. G., Un système près des citoyens, in *CLSC Express*, vol. 8, n° 6, pp. 5-6.

BRUNET, J., *Rapport du comité de réflexion et d'analyse des services dispensés par les CLSC*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1987.

BUNGENER, F., Familles et alternatives à l'hospitalisation. Les personnes âgées. Dépendance, soins et solidarités familiales : comparaisons internationales, in *La documentation française*, Paris, 1993, pp. 27-51.

BURDEAU, G., *L'État*, Paris, Seuil, 1970.

BURSTEIN, P., Social Networks and Voting : Some Israël Data, in *Social Forces*, n° 54, 1976, pp. 833-847.

CAILLOUETTE, J., La réforme Côté ou l'ambivalence de l'État à l'égard du communautaire, in *Revue Service Social*, vol. 41, n° 2, 1992, pp. 115-130.

CALLABAN, J. J., How Much, for What and for Whom?, in *American Journal of Public Health*, vol. 71, pp. 987-988.

CAMPOS MONZON, J., L'économie sociale : troisième secteur d'un système en mutation, in J. Defourny et J. Monzon Campos (eds), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector, Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, CIRIEC, De Boeck, Université de Belgique, 1992, pp. 13-19.

CARPENTIER, J. et VAILLANCOURT, F., *L'activité bénévole au Québec. La situation en 1987 et son évolution depuis 1979*, Québec, Les publications du Québec, 1990.

CARREFOUR DES AFFAIRES SOCIALES. *Former les gestionnaires au bénévolat*, vol. 2, n° 3, mai 1980, p. 5.

CASTEL, R., De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle, in *Face à l'exclusion. Le modèle français*, dir. Jacques Donzelot, Paris, Éditions Esprit, 1991, pp. 136-168.

CASTEL, R., *La métamorphose de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

CASTELLS, MANUEL. *La société en réseaux*, Paris : Fayard, 1998.

CAYE, C. et TRIOMPHE, A. L'action sociale volontaire en France, in *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 1982, pp. 105 à 115.

CAYE, C. et TRIOMPHE, A. Le marché du travail bénévole dans le domaine de la santé, in *Leçons d'économie médicale*, Masson 1982a, pp. 55 à 71.

CAYE, C. et TRIOMPHE, A., Les enjeux du volontariat, in *Revue de Droit sanitaire et sociale*, n° 71, juillet-septembre 1982, pp. 391 à 400.

CELLIER, I., Le bénévolat à travers la littérature. Un objet d'étude à redéfinir. Retour sur le don, in *Anthropologie et sociétés*, vol. 19, n° 1-2, 1995, pp. 175-1991.

CÉPÈDE, M., *La solidarité*, France, Édition du Burin (réalisation), Éditions Martinsart (distribution), 1973.

CHAMBAUD, L., *Santé et bénévolat. Un mariage d'amour... ou de raison?*, Département de santé communautaire HHR, 1983, pp. 24-30.

CHAMPAGNE, D., Les pratiques des intervenants bénévoles et des intervenants professionnels en prévention du suicide in *Problèmes sociaux. Études de cas et interventions sociales*, (sous la dir. de) Henri Dorvil et Robert Mayer, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2001, pp. 509-533.

CHARBONNEAU, J., Le côté sombre du don dans la parenté, in *Recherches sociographiques*, vol. XXXVII, 1996, pp. 113-129.

CHARLES, A., *Travail d'ombre et de lumière. Le bénévolat féminin à l'hôpital Sainte-Justine. 1907-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990.

CHAUMONT, C., *Le secret de la beauté. Essai sur le pouvoir et les contradictions*, Paris, Seuil, 1987.

CHAUVIÈRE, M., *Enfance inadaptée, l'héritage de Vichy*, Paris, Éditions ouvrières, 1980.

CHAZAUD, P., Les représentations sociales du bénévolat : de l'excellence à la marginalité, in *Bulletin de psychologie*, vol. 33, n° 18, 1979-1980.

CHÉNIER, P., Les frères ennemis, in *Mouvements*, janvier-février 1986, p. 30-33.

CHEVALIER, G., Volontarisme et rationalité d'État, in *Revue française de sociologie*, vol. XXXVII, n° 2, avril-juin 1996, pp. 209-235.

CHONG, K., Ethical Egoism and the Moral Point of View, in *The Journal of Value Inquiry*, vol. 26, 1992, pp. 23-36.

COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC. *Pour une reconnaissance de l'action communautaire autonome*, 1988, pp. 1-15.

COELHO, P., *L'alchimiste*, traduit du portugais par Jean Orecchioni, Paris, Éditions Anne Carrière, 1994.

COHEN, Y. A., Social Boundary Systems, in *Current Anthropology*, 1969, pp. 103-126.

COINNER, J., *Le syndrome de l'autruche ou les relations entre travailleurs bénévoles et travailleurs rémunérés*, British National Volunteer Centre, sd., pp. 1-5.

COLEMAN, J. S. et al., *Medical Innovation*, Indianapolis, Bobs-Merrill, 1966.

COMEAU, Y., La question du partenariat : de la crise institutionnelle à la redéfinition des rapports entre sphère publique et sphère privée, in *Cahiers de recherche sociologique*, n° 24, 1995, pp. 87-106.

COMEAU, Y., Vie quotidienne et participation aux associations communautaires, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 1, printemps, 1995, pp. 121-136.

CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE, *Agir solidairement pour le mieux-être des personnes et des collectivités*, Rapport du Forum du développement social, 1998.

CORIN, E., La désinstitutionnalisation : points d'appui et facteurs de contrainte, in *Pour un réseau autonome en santé mentale*, novembre 1986, pp. 29-33.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE BROME-MISSISQUOI. Mémoire présenté au Comité permanent du développement des ressources humaines du Canada, 19 décembre 1994, p. 27.

CÔTÉ, G. et COUILLARD, M. A., Itinéraires individuels pour un projet collectif : s'engager dans un groupe de femmes de la région de Québec, in *Recherches féministes*, vol. 8, n° 2, pp. 107-125.

CÔTÉ, M. Y., *La politique de santé et de bien-être*, Québec, MSSS, 1992.

CÔTÉ, M. Y., Lettre envoyée aux responsables d'organismes communautaires et bénévoles, en date du 6 mai 1991.

CÔTÉ, M. Y., Lettre envoyée aux responsables des organismes communautaires et bénévoles, en date du 30 mai 1991.

COUILLARD, M. A. et CÔTÉ, G., Solidarités de genre et pouvoir de femme, in F. R. Ouellette et C. Bariteau (dir.), *Entre tradition et universalisme*, Québec, IQRC, pp. 379-396.

COUSTE, J., *Mémoire en économie de la santé*, Université de Paris I, 1979.

CROZIER, M. et FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977.

CROZIER, M., Le volontarisme d'Alain Touraine, in *Sociologie du travail*, Centre de sociologie européenne, 1964.

D'AMOURS, M., Groupes populaires : la crise financière, in *Vie ouvrière*, avril-mai 1987, p. 20-26. Discours prononcé par Brian Mulroney, lors d'un atelier sur la politique sociale au congrès du Parti conservateur, le 10 juin 1983.

D'AMOURS, M., Le bénévolat des femmes : porte de sortie ou porte d'entrée?, in *Vie ouvrière*, janvier 1985, p. 8.

DE GAUJELAC, V., BONETTI, M. et FRAISSE, J., Pour une pratique de l'animation sociale, in *Correspondance municipale*, n° 203, 1980.

DE JOUVENEL, B., *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

DE ROSNAY, J., *Le macroscope. Vers une vision globale*, Paris, Seuil, 1975.

DE SWAAN, A., *Sous l'oeil protecteur de l'État*, traduit de l'anglais par Laurent Bury, France, PUF, 1995.

DENIS, L., Les services à domicile. Vivre parmi les siens, en sécurité et dans la dignité. Avis présenté à monsieur François Legault, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, Québec, Gouvernement du Québec, 2003.

DEFOURNY, J., Origines, contours et fonctions d'un troisième grand secteur, in J. Defourny et J. Monzon Campos (eds), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector, Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, CIRIEC, De Boeck Université de Belgique, 1992, pp. 51-54.

DEGENNE, A. ET M. FORSÉ, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.

DERRIDA, J., *Donner le temps. La fausse monnaie*, Mayenne, Éditions Galilée, 1991.

DESLAURIERS, J. P. et HURTUBISE, Y., Pensée critique et économie sociale, in *Au-delà de la tourmente. De nouvelles alliances à bâtir*, sous la dir. de D. Plamondon et al., Regroupement québécois des intervenantes et des intervenants en action communautaire (RQIIAC), 1995 pp. 261-283.

DESLAURIERS, J. P., *Recherche qualitative. Guide pratique*, Montréal, Toronto, New York, McGraw-Hill, 1991.

DEVIIENNE, E., Un service essentiel dans le cadre du virage ambulatoire, in *CLSC Express*, vol. 8, n° 6, pp. 9-10.

DONZELOT, J., *La police des familles*, Éditions de minuit, 1978.

DORÉ, G., L'organisation communautaire et les mutations dans les services sociaux au Québec, 1961-1991. La marge et le mouvement comme lieu de l'identité, in *Service social*, vol. 41, n° 2, 1992, pp. 131-161.

DORVIL, H. et GAGNÉ, J., Vers un nouveau paradigme du changement social, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 5, n° 1, pp. 25-29.

DORVIL, H., *Les patients qui activent la porte tournante : étude clinique et socio-démographique d'une clientèle majeure à l'hôpital Louis-H.-Lafontaine*, Centre de recherche psychiatrique, Hôpital Louis-H.-Lafontaine, Montréal, 1986.

DOUGLAS, J. D., *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard, 1984.

DOUGLAS, M., Il n'y a pas de don gratuit. Introduction à la traduction anglaise de l'« Essai sur le don », 1990, in *Revue du Mauss*, n° 4, 1989, pp. 99-115.

DROUIN BUSQUE, GINETTE, *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Québec, Direction des communications, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2001.

DUCHESNE, D., *Donner sans compter : les bénévoles au Canada*, Canada, Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages, août 1989.

DUFOURQ, N., Le don entre pureté et impureté, in *Esprit*, novembre 1995, pp. 34-58.

DULUDE, L., *Vieillir au féminin*, Ottawa, Conseil consultatif de la situation de la femme, 1978.

DUMONT, Fernand, "Approche des problèmes sociaux", in Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Québec, IQRC, 1995 pp. 1-22.

DUMONT-LEMASSON, M. Des services de soutien à domicile fragiles pour une clientèle vulnérable, in *Service social*, vol. 43, n° 1, 1994, pp. 47-65.

DUPERRÉ, M., *Constitution des acteurs collectifs et dynamiques de développement régional : le cas d'une association régionale en santé et services sociaux*, Thèse de doctorat soutenue à l'Université du Québec à Chicoutimi, Département des sciences humaines, 2002.

DUPUIS, J. P., *Le modèle québécois de développement économique*, Québec, Presses interuniversitaires, 1995.

DUQUET, D., AUDET, C., Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation. *Éduquer à la citoyenneté*, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, 1998.

DURAND, D. *La systémique*, Paris, Presses Universitaires de France, (coll. Que sais-je?), n° 1795, 1983.

DURAND, Y., *Les solidarités dans les sociétés humaines*, Paris, PUF, 1987.

DURKHEIM, É., *De la division du travail social*, Paris, Alcan, 1926.

DUVIGNAUD, J., *La solidarité*, Paris, Fayard, 1986.

EASTON, D., *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974.
FAVREAU, F. L'économie communautaire : un défi, in *Relations*, n° 548, 1989, pp. 42-46.

FAVREAU, Louis, L'approche de développement économique communautaire au Québec et aux États-Unis, in *RECMA*, n° 253254 (51-52), Paris, 1994, pp. 166-175.

FAVREAU, Louis, Débats et propositions, in *Revue du CIRIEC-Canada*, vol. 27, n° 1 et 2, 1995-1996, pp. 19-36.

FAVREAU, Louis et LÉVESQUE, Benoît, *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Presses de l'Université du Québec, 1996.

FAVREAU, LOUIS, TREMBLAY, D., Mouvements sociaux, économie sociale et solidarité internationale dans un monde en transformation, in *Économie et solidarité, Revue du CIRIEC-Canada*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2002, pp. 81-100.

FERRAND-BECHMANN, D. et DUJARDIN, L., Le bénévolat face à l'État, in *Providence rapport*, Ministère de l'Environnement, Groupe Prospective, 1982, pp. 13-16.

FERRAND-BECHMANN, D., L'auto-gestion dans l'action sociale, in *Rencontres*, 1980-1983, pp. 30-33.

FERRAND-BECHMANN, D., La vie associative, une floraison d'associations..., in *La documentation française*, n° 492, juillet 1984, pp. 150-156.

FERRAND-BECHMANN, D. et DUJARDIN, L., Professionnels et volontaires dans l'action sociale gérontologique, in *Communication au colloque « Old Age and Public Policies »*, juin 1981, pp. 22-25.

FERRAND-BECHMANN, D., Le bénévolat des personnes âgées ou l'angoisse du roi Salomon, in *Gérontologie et société*, n° 26, 1983, pp. 57-63.

FERRAND-BECHMANN, D. et DUJARDIN, L., Le bénévolat social au Canada, rapport de mission, in *Union sociale*, avril 1983, pp. 3-11.

FERRAND-BECHMANN, D., La philanthropie en Amérique. Philanthropie et bénévolat, Cahier du Cesol, 1984, in *Revue de l'Économie Sociale*, octobre 1985, pp. 1-13.

FERRAND-BECHMANN, D. et ROUDET, B., *Inventaire des travaux et recherches sur le travail social non marchand et le bénévolat*, vol. I et II, France, Ministère des Solidarités et Affaires sociales, 1985.

FERRAND-BECHMANN, D., Deux millions de bénévoles : pour quoi faire?, in *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 1987, pp. 163-179.

FERRAND-BECHMANN, D., Le phénomène bénévole, Thèse d'État, IEP, Paris, 1991.

FERRAND-BECHMANN, D., *Bénévolat et Solidarité*, Paris, Gyros, Alternative, 1992.

FERRAND-BECHMANN, D., *Le métier de bénévole*, Paris, Anthropos, 2000.

FERRÉL, G. et DEUBEL, P., *Méthodologie des sciences sociales*, collection : Cursus, Armand Colin, Paris, 1993.

FILER COMMISSION, *Giving in America : toward a Stronger Voluntary Sector*, Report of the Commission on Private Philanthropy and Public Needs, John Filer, Chairman, 1974.

FISCHER, C. et al., *Networks and Place : Social Relations in the Urban Setting*, New York, Free Press, 1977.

FISHER, D., Crisis Moral Communities : an Essay in Moral Philosophy, in *The Journal of Value Inquiry*, n° 24, 1990, pp. 17-30.

FORTIN, A., DELAGE, D., DUFOUR, J. D. et FORTIN, L., *Histoires de familles et de réseaux, La sociabilité au Québec d'hier à demain*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1987.

FORTIN, D., *Riches contre pauvres. Deux poids, deux mesures. Au passage de l'État-providence à l'État-Provigo!*, Canada, Les Éditions Autogestionnaires, 1988.

FORTIN, P., Guide de déontologie, in *Cahiers de recherche éthique 13*, Montréal, Fides, 1989, pp. 65-83.

FOURASTIÉ, J., *Les trente glorieuses*, Paris, Fayard, 1980.

FOURNIER, J., Les programmes Extra. Ni tout à fait noirs, ni tout à fait blancs, in *Revue Inter-action communautaire*, Montréal, vol. 5, n° 4, juillet 1992, pp. 29-31.

FOURNIER, J., Santé et services sociaux : le gouvernement québécois a-t-il démerité de ses alliés? in *Possibles*, vol. 26, n° 1-2, pp. 149-169, 2002.

FOURNIER, J. Splendeurs et misères du virage ambulatoire, in *Possibles*, vol. 20, n° 3, 1996, pp. 66-83.

FRÉCHETTE, L., Entraide et services de proximité. L'expérience des cuisines collectives, Québec, *Presses de l'Université du Québec*, 2000.

GAGNÉ, J., Le virage ambulatoire en santé mentale : un détour qui évite l'alternative, in *Santé mentale au Québec*, vol. XXI, n° 1, 1996, pp. 15-27.

GAGNON, A. G., Ascendance politique et dynamismes régionaux au Québec, in *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 10, n° 50, automne 1983, pp. 87-93.

GAGNON, A. G., Le bénévolat, c'est payant..., in *Affaires*, mai 1985, pp. 20-26.

GAGNON, A. G., Le bénévolat : un investissement, in *L'accueil*, vol. 7, n° 3, avril 1980, pp. 3-6.

GAGNON, É., Engagement social, engagement identitaire, in *Service social*, vol. 44, n° 1, 1995, pp. 50-67.

GAGNON, É., SAILLANT, F., MONTGOMERY, C., PAQUET, S., SÉVIGNY, R., *De la dépendance et de l'accompagnement. Soins à domicile et liens sociaux*, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2000.

GAGNON, É., SÉVIGNY, A., Permanence et mutations du monde bénévole. Note critique in *Recherches sociographiques*, XLI, 3, 2000, pp. 529-544.

GAGNON-HOTTE, L., Mémoire présenté par les services sociaux hospitaliers dans le cadre de la consultation sur l'organisation des services, 11 p., non publié, Sherbrooke, mai 1995.

GAGNON-TREMBLAY, M., Notes pour l'allocution de madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la campagne Centraide, secteur public, novembre 1988, pp. 3-6.

GARANT, L., *La désinstitutionnalisation en santé mentale : un tour d'horizon de la littérature*, Québec, Gouvernement du Québec, 1985.

GARANT, L. et BOLDUC, M., *L'aide par les proches : mythes et réalités*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1990.

GARELLI, F. (1996), Forza e debolezza del volontariato in Italia, in Garelli F., *Forza della religione e debolezza della fede*, Bologne : il Mulino, pp. 165-186.

GARY, R., *L'angoisse du roi Salomon*, Paris, Mercure de France, 1979.

GERGEN, J. K. et GERGEN, M. M., *Psychologie sociale*, traduit par S. Jutras et al., Québec, Éditions Études vivantes, 1984.

GEREMEK, B., *Les Fils de Caïn*, Paris, Flammarion, 1991.

GEREMEK, B., Criminalité, vagabondage, paupérisme : la marginalité à l'aube des temps modernes, in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1974, vol. 21, pp. 337-375.

GEREMEK, B., *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, Flammarion, 1976.

GIDRON, B., Les travailleurs bénévoles dans l'économie sociale, in *Travail et société*, vol. 5, n° 4, octobre 1980, pp. 4-12.

GIROUX, M., *Mes bénévoles vont-ils se volatiliser?*, Québec, production et réalisation du Centre d'action bénévole de Québec inc., réédition mars 1988.

GOBEIL, P., *Rapports : groupe de travail sur la révision des fonctions et des organisations gouvernementales*, Québec, Le Groupe, 1982, 1986.

GODARD, M. et HERSCOVICI, A., L'informel ou la cristallisation d'un nouveau tiers. Les associations du domaine sociosanitaire en Belgique francophone, in *Lien social et politique*, RIAC, n° 32, automne 1994, pp. 67-86.

GODBOUT, J. T., *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions St-Martin, 1983.

GODBOUT, J. T., *L'État localisé, Le rôle de l'État, synthèse critique*, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Québec, 1987.

GODBOUT, J. T. LEDUC, M. et COLLIN, J. P., *La face cachée du système*, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, annexe 22, n° 22, Québec, Les Publications du Québec, 1987.

GODBOUT, J. T. et GUAY, J., *Le communautaire public : le cas d'un CLSC*, Montréal, INRS-Urbanisation, juin 1989.

GODBOUT, J. T. (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1991.

GODBOUT, J. T. et CAILLÉ, A., Le don existe-t-il (encore)?, in *La Revue du Mauss*, n° 2, premier trimestre, 1991, pp. 11-33.

GODBOUT, J. T., Ce qui se passe aux frontières, in *Politique*, n° 19, 1991, p. 67-80.

GODBOUT, J. T., *L'esprit du don*, Paris, Éditions La Découverte, 1992 (en collaboration avec Alain Caillé).

GODBOUT, J. T., Le communautaire et l'appareil. Questions de culture, in *Entraide et associations*, n° 16, 1990, Institut Québécois de recherche sur les cultures, pp. 239-259.

GODBOUT, J. T., La sphère du don entre étrangers : le bénévolat et l'entraide, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de F. Dumont, S. Langlois et Y. Martin, Québec, IQRC, 1995, pp. 981-995.

GODBOUT, J. T., Le bénévolat et l'entraide, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, Québec, IQRC, 1995, pp. 981-993.

GODBOUT, J. T., Le don c'est la vie, in *Bénévol'Action*, vol. 2, n° 1, 1996, pp. 4-5.

GODBOUT, J.T., *Le don, la dette et l'identité*, Montréal, Éditions Boréal, 2000.

GODBOUT, J.T., L'esprit marchand et l'esprit du don, *Possibles*, 26, n° 1-2, 2002, pp.55-69.

GOULNER, A. W., The Norm of Reciprocity, in *American Sociological Review*, n° 25, 1961, pp. 161-178.

GOUVERNEMENT DU CANADA. Le risque d'un placement en institution : les tendances selon l'âge, in *Info-Âge*, décembre 1996, n^o 17.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Rapport du comité d'étude sur l'assistance publique (comité Boucher)*, juin 1963.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (ICESBES), L'assurance-maladie*, 1967.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, sanctionnée le 24 décembre 1971, Québec, Éditeur officiel du Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Les services à domicile*, politique des Affaires sociales, MAS, Québec, novembre 1979.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Un nouvel âge à partager : politique du ministère des Affaires sociales à l'égard des personnes âgées*, 1985.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, LRQ, chap. S-5, mise à jour du 17 mars 1987.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *L'engagement social du secteur public, une action efficace à la grandeur du Québec*, Office des ressources humaines, novembre 1988.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi sur la sécurité du revenu*, LRQ chapitre S-3 1.1, 1989.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Le Québec statistique*, Québec, Les Publications du Québec, 1989, 59^e édition, p. 297-304.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Une réforme axée sur le citoyen*, MSSS, Québec, Éditeur officiel, 1990.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi sur la santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1991.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *La politique de la santé et du bien-être*, MSSS, Québec, 1992.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *L'action communautaire une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 1994.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux*, Projet de loi n^o 116 (1996, chapitre 36), Québec, Éditeur officiel du Québec, 1996.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1991.

GRAND'MAISON, Jacques et LEFEBVRE, S., La part des Aînés, in *Recherche-Action*, quatrième dossier, Éditions Fides, 1994.

GREFFE, X., *La politique sociale*, Paris, PUF, 1975.

GROULX, L., *L'État et les services sociaux. Le rôle de l'État*, synthèse critique, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1987.

GROULX, L. H., Participation, pouvoir et services sociaux, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, Québec, IQRC, 1995, pp. 1035 à 1052.

GROUPE DE LISBONNE. *Limites à la compétitivité. Vers un nouveau contrat mondial*, Éditions Boréal, 1995.

GUAY, J., *L'intervenant professionnel face à l'aide naturelle*, Québec, Éditions Gaëtan Morin, 1984.

GUAY, L., Les organismes communautaires versus le réseau : alliances véritables?, *Actes du colloque « Travail social et communauté, des alliances à développer »*, Montréal, 1991, pp. 53-99.

GUBERMAN, N., MAHEU, P. et MAILLÉ, C., Women as Family Caregivers : Why do they Care?, in *The Gerontologist*, 1992, vol. 32, n° 5, pp. 607-617.

GUBERMAN, N. P., MAHEU, P. et DORVIL, H., *Amour, bain et comprimé ou l'ABC de la désinstitutionnalisation*, rapport de recherche produit pour la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. Québec, Publications du Québec, 1987.

GUERRAND, R. H. et RUPP, M. A., *Brève histoire du service social en France, 1896-1976*, France, Privat, 1979.

HALDEMANN, V., *L'autonomie des vieilles femmes : fonctionnement à la dette et réintégration*, communication présentée au XIV^e congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française, Lyon, 1992.

HAMEL, P. et al., *Les mobilisations urbaines*, Québec, Nouvelle Optique, 1982.

HAMEL, P. et LÉONARD, J.F., *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Éditions Nouvelle Optique, 1981.

HAMEL, P., L'action communautaire, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de F. Dumont, S. Langlois et Y. Martin, Québec, IQRC, 1995, pp. 963-980.

HAMEL, P., La Commission Rochon : un rapport controversé. Table ronde, in *Revue internationale d'action communautaire*, printemps 1988, p. 150.

HAMEL, P., La question du partenariat : de la crise institutionnelle à la redéfinition des rapports entre sphère publique et sphère privée, in *Cahiers de recherche sociologique*, n° 24, 1995, pp. 87-106.

HAMEL, P., Les mouvements urbains à Montréal dans la conjoncture des années 1980 : perspectives théoriques et défis politiques, in *Loisir et société*, vol. 9, n° 2, automne 1986, pp. 491-508.

HARNOIS, G., *Pour un partenariat élargi*, rapport du groupe de travail dans la politique en santé mentale, 1987.

HARVATOPOULUS, T., LIVIAN, Y. F., ET SARNIN, P., Élaborer un échantillon, *L'art de l'enquête*, Eyrolles, Paris, 1989, pp. 15-30.

HAYWARD R. et ALKER, J. R., Are there Structural Models of Voluntaristic Social Action?, in *Quality and Quantity* 8, 1974, pp. 199-246.

HEIDENHEIMER, A. (ed.), *Political Corruption*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1970.

HIRSCHMAN, A. O., *Face au déclin des entreprises et des institutions*, traduit de l'anglais par C. Besseyrias, Paris, Éditions Ouvrières, 1972. Traduction de *Exit, voice and loyalty*.

HOMANS, G., *C.Social Behavior : its Elementary Forms*, New York, Harcourt Brace Jonanovich, 1961.

ICEA. Le bénévolat, in *Bulletin de liaison de l'Institut canadien d'éducation des adultes*, vol. 6, n^{OS} 4-5, 1984, pp. 1-16.

IONESCU, G., *L'avenir de l'Europe orientale*, Paris, SEDEIS, 1967.

JETTÉ, C., LÉVESQUE, BENOÎT, MAGER, L., VAILLANCOURT, YVESM *Économie sociale et transformation de l'État-providence dans le domaine de la santé et du bien-être. Une recension des écrits (1900-2000)*, Québec, Les presses de l'Université du Québec, 2000.

JOBERT, B., La fin de l'État tutélaire, in *Cahier de recherche sociologique*, n° 24, 1995, pp. 107-126.

JOSEPH, I. et FRITSCH, P., Disciplines à domicile, in *Recherches*, n° 78, 1978.

JUTRAS, S. et VEILLEUX, F., *Des partenaires méconnus : les aidants des personnes âgées en perte d'autonomie*, Montréal, Université de Montréal, 1989.

KATZ, M. B., *In the Shadow of the Poorhouse : a Social History of Welfare in America*, New York, Basic, Books, 1986.

KNIEBIEHLER, Y., *Nous, les assistantes sociales*, Paris, Aubier, 1981.

KOUCHNER, B., *Charité Business*, France, Éditions Belfond, Pré-aux-Clercs, 1986.

KUHN, A., *The logic of Social Systems : a Unified, Deductive, System-based Approach to Social Science*, San Francisco, Jossey-Bass, 1974.

LACHAPELLE R. et DUMAIS, H., Les projets Extra. Casse-tête pour les intervenants sociaux, in *Revue Inter-action*, Québec, vol. 5, n° 4, 1992, p. 8.

LAFOREST, M. et REDJEB, B., *L'intervention sociale non salariée*, étude exploratoire de diverses pratiques d'assistance bénévole auprès des personnes âgées dans la région de Québec, Québec, Université Laval, 1989.

LAMOUREUX, H., *Initiation à la vie coopérative : guide de formation à l'intention des coopératrices et coopérateurs du travail*, Montréal, Éditions Coopérants, Comité provincial des coopératives de travail du Québec, 1989.

LAMOUREUX, H., *L'intervention sociale collective : une éthique de solidarité*, Québec, Éditions du Pommier, 1991.

LAMOUREUX, H., *Le citoyen responsable. L'éthique de l'engagement social*, Montréal, VLB Éditeur, 1996.

LAMOUREUX, H., Place du bénévolat dans un contexte d'effritement de l'État-providence, *Le Gérontophile*, 23, n° 1, 2001.

LAMOUREUX, H., MAYER, R., et PANET-RAYMOND, J. *L'intervention communautaire*, Montréal, Éditions St-Martin, 1984.

LAMOUREUX, J., La Commission Rochon : le communautaire, encore et toujours à la marge, in *Revue internationale d'action communautaire*, 20/20, 1988, pp. 157-171.

LAMOUREUX, J., *Le partenariat à l'épreuve*, Montréal, Éditions St-Martin, 1994.

LANDRY, J. E. Face aux changements sociaux... un bénévolat qui change et se spécialise, in *65 à l'heure*, Ministère des Affaires sociales, vol. 1, n° 4, 1985, pp. 10-11.

LANDRY, R. et LEMIEUX, V. Les politiques sociales : dilemmes des interventions de l'État-providence, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, Québec, IQRC, 1994, pp. 997-1110.

LAPIERRE, A., Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago, in *Sociologie et Société*, 1982, vol. 14, n° 1, pp. 21-25.

LAPOINTE-ROY, H. *Charité bien ordonnée*, Montréal, Éditions Boréal, 1987.

LAPRISE, S., Maintien à domicile. Vision innovatrice au CLSC des Mascoutains, in *CLSC Express*, vol. 8, n° 5, 1995, p. 12-15.

LARIVIÈRE, C., Le discours sur la prise en charge par le milieu, in *Solidarités*, Jacques Alary (dir.), Boréal, 1988, pp. 13-87.

LAROCHELLE, G. et ROBICHAUD, S., Contestation et attestation étatique : le nouveau catéchisme des groupes communautaires du Québec, in *Revue française de science politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, vol. 41, n° 5, octobre 1991, pp. 649-674.

LAROCHELLE, G., et ROBICHAUD, S. L'État québécois et les organismes communautaires, in revue *Analyste*, vol. 34, été 1991, pp. 13-17.

LAROCHELLE, G., *La communauté comme figure de l'État. Introduction à l'analyse d'une conjoncture*, Chicoutimi, Éditions JCL, collection universitaire, 1998.

LASWELL, H. D. et KAPLAN, A., *Power and Society*, New Haven, Yale University Press, 1950.

LAVOIE-ROUX, T., *Pour améliorer la santé et le bien-être au Québec. Orientations*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, avril 1989.

LE MOIGNE, J. L., *La théorie du système général. Théorie de la modélisation*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

LE NET, M. et WERQUIN, J., Le volontariat : aspects sociaux, économiques et politiques en France et dans le monde (partie intitulée : Le volontariat au Canada), in *Notes et études documentaires*, n° 4780, 1985, pp. 87-96.

LEBEAU, A. et VIENS, C., Le plan de services individualisé et sa contribution au virage ambulatoire : bilan critique d'une expérience en CLSC, in *Le Gérontophile*, 1996, vol. 18, n° 4, pp. 3-11.

LELLOUCHE, S., Les réseaux et les sciences sociales in revue *Sciences humaines*, 1900-2000. Un siècle de sciences humaines, n° Hors-série, 2000.

LEMIEUX, Vincent, L'articulation des réseaux sociaux, in *Recherches sociographiques*, vol. XVII, n° 2, mai-août 1976, pp. 247-259.

LEMIEUX, Vincent, Problématiques des appareils et réseaux, in *Communication et information*, vol. IV, n° 1, 1976, pp. 33-47.

LEMIEUX, Vincent, *Les cheminements de l'influence. Systèmes, stratégies et structures du politique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979.

LEMIEUX, Vincent, Pouvoir des appareils et pouvoir des réseaux, in *La transformation du pouvoir au Québec*, ACSALF, colloque 1979, Éditions St-Martin, 1979, pp. 345-352.

LEMIEUX, Vincent, *Réseaux et appareils. Logique des systèmes et langage des graphes*, Québec et Paris, Edisem et Maloine S.A., 1982.

LEMIEUX, Vincent, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1989.

LEMIEUX, Vincent, *Le système de santé au Québec : organisation, acteurs et enjeux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1994.

LEMIEUX, Vincent, Les politiques publiques et les alliances d'acteurs, in *Le Système de santé au Québec : organisations, acteur et enjeux*, sous la direction de V. Lemieux et al., Québec, Presses de l'Université Laval, 1994, p. 107-127.

LEMIEUX, Vincent, Réseaux et Coalitions, in *L'Année sociologique*, 1997, n° 1, pp. 55-71.

LEMIEUX, Vincent, *À quoi servent les réseaux sociaux?* Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2000.

LEPPER, M. R. et GREENE, D., Overjustification Research and Beyond : Toward a Meansends Analysis of Intrinsic and Extrinsic Motivation, extrait de M.R. Lepper et D. Greene (eds), *The Hidden Costs of Reward*, Hillsdale, N.S. Lawrence Erlbaume, 1978.

LESEMANN, F. et CHAUME, C., *Familles-providence. La part de l'État. Recherche sur le maintien à domicile*, Éditions St-Martin, Montréal, 1989.

LESEMANN, F. et CHAUME, C., *La politique sociale américaine*, Montréal, Éditions St-Martin, 1988.

LESEMANN, F. et LAMOUREUX, Jocelyne, Le rôle et le devenir de l'État-providence, in *Le rôle de l'État*, synthèse critique, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1987.

LÉVESQUE, BENOÎT, Démocratisation de l'économie et économie sociale : un scénario radical pour de nouveaux partages, Montréal, CRISES, 1995.

LÉVESQUE, Benoît et MALO, M. C., L'économie sociale au Québec : une notion méconnue, une réalité économique importante, in J. Defourny et J. Monzon Campos (eds), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique/The Third Sector, Cooperative, Mutual and Nonprofit Organizations*, CIRIEC, De Boeck, Université de Belgique 1992, pp. 387-446.

LÉVI-STRAUSS, Claude, *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, PUF, réédité chez Mouton, Paris, 1967.

LEWIS, H. D., The Non-Moral Notion of Collective Responsibility, in *Individual and Collective Responsibility : Massacre at My Lai*, P.A. French (ed.), Rochester, Shenkman Publishing Compagny, 1971, pp. 120-136.

LINCOLN, Y. S. et GUBA, E. G., *Naturalistic Inquiry*, Beverly Hills, Sage, 1985.

LINTEAU, P. A., et al., *Le Québec depuis 1930 : Histoire du Québec contemporain*, Montréal, Éditions Boréal, 1986.

LOFLAND, J. et LOFLAND, L. H., *Analyzing Social Settings : a Guide to Qualitative Observation and Analysis*, (2^e édition), Belmont (CA), Wadsworth, 1984.

LORRAIN, F., *Réseaux sociaux et classifications sociales*, Paris, Herman, 1975.

LUNEL, P., *L'abbé Pierre. L'insurgé de Dieu*, Paris, Éditions Stock, 1989.

MACINTYRE A., *After Virtue*, Notre-Dame, University of Notre-Dame Press, 1981.

MAESTRE, J.-C., *À propos de la notion de réseau*, Paris, Cahiers du Lamsade, Université Paris-Dauphine, 1979.

MAFFESOLI, M., *La conquête du présent : pour une sociologie de la vie quotidienne*, Paris, PUF, 1979.

MAFFESOLI, M., *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés de masse*, Paris, Méridiens, 1988.

MAGGIORI, R., *De la convivance*, Paris, Fayard, 1985.

MAILHOT A., La philanthropie : diagnostic et perspectives, in R. Malenfant et L. Jolin (dir.), *Gestion et développement des associations sans but lucratif et partenaires en philanthropie II*, numéro spécial d'Inter-Action, Montréal, Éditions du CEPAQ, octobre 1991, pp. 87-91.

MALENFANT, C., Le bénévolat comme mouvement social et participation individuelle. La dynamique du travail social dans les associations sportives, communication présentée au colloque « Mise en question de l'État-providence et émergence de la Cité », octobre 1984, pp. 8-10.

MALTAIS, D., ROBICHAUD, S. *Vivre à domicile ou en résidences privées : un défi pour les aînés et les intervenants*, Québec, la Société canadienne d'hypothèque et de logement, 2000.

MALO, M. C., Les associations au sein de l'économie sociale, in R. Malenfant et L. Jolin (dir.), *Gestion et développement des associations sans but lucratif et partenaires en philanthropie II*, numéro spécial d'Inter-Action, Montréal, Éditions du CEPAQ, octobre 1991, pp. 39-47.

MARCH, J. G., SIMON, with de collab. of GUETZHOW, H. *Organizations*, New York, John Wiley and Sons, 1958.

MARSDEN, P.V., LIN, N. *Social structure and network analysis*, Beverly Hills : Sage Publications, 1982.

MARX, Karl, *L'idéologie allemande*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1982.

MARX, Karl, *Le Capital*, Paris, Garnier-Flammarion, 1969.

MAS. *Les services à domicile*, politique du ministère des Affaires sociales, Québec, 1979a.

MASLOW, A., *Motivation and Personality*, New York, Harper and Row, 1959.

MAUSS, Marcel, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, in *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, pp. 145-279. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#)]

MAUSS, M. *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1950. [[Texte disponible dans les Classiques des sciences sociales](#)]

MAYER, R., L'évolution des services sociaux, in *Traité des problèmes sociaux*, sous la direction de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, Québec, IQRC, 1995, pp. 1013-1033.

MERCIER, C. et BOURQUE, D., La réforme, vingt ans après, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 2, automne 1991, pp. 1-11.

MEURET, B., Sociographie des réseaux sociaux à Croix-Lizet, in *Cahiers de l'observation du changement social*, vol. XVI, CNRS, 1982, pp. 119-188.

MEYERS, R., *The volunteers*, conférence prononcée à Toronto, 1981.

MEYNAUD, J., *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1962.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. Rapport du Groupe de travail sur la réforme du curriculum, *Réaffirmer l'école. Prendre le virage du succès*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 1997.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. *Expérience de travail dans le réseau de la santé et des services sociaux*, Québec, MSSS, 1992.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL. Les bénévoles contribuent à l'efficacité des programmes d'éducation sanitaire, in *Éducation sanitaire*, Ottawa, vol. 22, n° 1, 1983, pp. 2-6.

MITCHELL, J. C., Social Networks, in B.J. Giegel *et al.* (eds), *Annual Review of Anthropology*, III, Palo Alto (CA), 1974, p. 279-299.

MONTESQUIEU, C., *De l'esprit des lois, les grands thèmes*, édité par J. P. Maye et Apkerre, Paris, Gallimard, 1970.

MOORE, J., Kant's Ethical Community, in *The Journal of Value Inquiry*, vol. 26, n° 1, pp. 51-71.

MORAZAIN, J., La revanche des bénévoles, in *Affaires*, mars 1990, pp. 61-66.

MORENO, J., *Fondement de la sociométrie*, Paris, Presses universitaires de France, 1954.

MORGAN, G., *Sociological Paradigms and Organisational Analysis : Elements of the Sociology of Corporate Life*, London, Heinemann, 1986.

MORIN, B., *L'engagement social du secteur public, une action efficace à la grandeur du Québec*, notes pour l'allocation de monsieur Benoît Morin, secrétaire général du conseil exécutif, pour la campagne de Centraide, novembre 1988, pp. 7-10.

MOSCOVICI, SERGE, *Les formes élémentaires de l'altruisme*. Sciences humaines, n^o 103, 2000, pp. 22-25.

MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC. Justice sociale, équité, égalité : défis et enjeux pour le mouvement populaire, in *Le journal du colloque*, Montréal, 29 février 1996, p. 2.

MULRONEY, Brian, Discours prononcé à un atelier du Parti conservateur, cité dans le Bulletin de l'institut canadien d'éducation des adultes, Montréal, 1984, vol. VI, n^o 4-5.

NELSON, R., *Du bénévolat à l'action bénévole : réflexions*, Institut de recherches politiques, 1981, p. 4.

ORBAN, S. et SCHEDIWY, R., L'économie sociale en Autriche, in *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique*, sous la direction de F. Defourny et M. Campos, France, 1992, pp. 297-313.

PALMER, J. H., *Perspectives on the Reagan Years*, Washington, DC, Urban Institute Press, 1986.

PANET-RAYMOND, J. et BOURQUE, D., *Partenariat ou Pater-Nariat? La collaboration entre établissements publics et organismes communautaires œuvrant auprès des personnes âgées à domicile*, Montréal, Service de polycopie de l'Université de Montréal, 1991.

PANET-RAYMOND, J., L'intégration socio-professionnelle des exclus du monde du travail et la formation en travail social, in *Les Actes du colloque « Pauvreté, transformations sociales et travail social : où en sommes-nous? »*, Rufuts, 1990, pp. 17-22.

PARAZELLI, M. *Des enjeux politiques autour de la définition du communautaire, texte de réflexion*, Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ), février, document photocopie, 1994.

PARSONS, Talcott, *Sociological Theory and Modern Society*, New York, Free Press, 1968.

PARSONS, Talcott, *Structure and Process in Modern Societies*, Glencoe, III, Free Press, 1960.

PATTERSON, S. L., *et al. Utilization for Human Resources for Mental Health*, University of Kansas, School of Social Welfare, 1972.

PATTON, M. Q., *Qualitative Evaluation Methods*, Beverly Hills (CA), Sage, 1980.

PAYETTE, M. et VAILLANCOURT, F., *Le portrait des bénévoles québécois*, Centre de recherche en développement économique, Université de Montréal, mai 1983.

PERROW, C., *Organizational Analysis : a Sociological View*, Belmont (CA), Brooks-Cole, 1979.

PIOTTE, Jean-Marc, *La communauté perdue. Petite histoire du militantisme*, Québec, VLB Éditeur, 1987.

PITROU, A., *Éclatement de la famille ou éclatement de la société?*, projet (144) avril 1980, pp. 457-459.

PORTE, B., NISON, A., MADIOT, G. et TEMPLIER, J., *L'initiative bénévole... une société réinventée*, Paris, Éditions ESF, 1976.

PROVENCHER, J., *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*, Montréal, Boréal, 1988.

QURESHI, H. et WALKER, A., *The Caring relationship : Elderly People and Their Families*, London, McMillan Education Ltd, 1989.

RADCLIFFE-BROWN, A. R., On Social Structure, in *Journal the Royal Anthropological Society of Great Britain and Ireland*, vol. IXX, 1940, pp. 1-12.

REGROUPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES LA BAIE ET BAS-SAGUENAY-SUD. *L'action communautaire, une vitesse de croisière pour l'an 2000, une nécessité, une réalité*, Saguenay, 2000.

RENAUD, G., *À l'ombre du rationalisme. La société québécoise : de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Éditions St-Martin, 1990.

RENAUD, G., Travail social, crise de la modernité et post-modernité, in *Revue canadienne de service social*, vol. 7, n° 1, hiver 1990, pp. 27-48.

RIOPEL, M., Question de bénévolat, in *Présence magazine*, 5, n° 36, 1996, pp.15-25.

ROBERT, L., Le partenaire entre le réseau institutionnel et la communauté : un paradigme à définir, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 2, n° 1, 1989, pp. 37-52.

ROBERTS, R. S., Volunteer Services Offer as Self-Image of Women Changes, in *The New York Times*, 6 août 1978.

ROBICHAUD, J. B., GUAY, L., COLIN, C. et POTHIER, M., *Les liens entre la pauvreté et la santé mentale*, Montréal, Éditions Gaëtan Morin, 1994.

ROBICHAUD, Suzie, Le bénévolat : un langage de cœur et de raison, in *Service social*, vol. 43, n° 2, 1994, pp. 129-146.

ROBICHAUD, Suzie, Le programme Extra est-il ordinaire? Questions impertinentes, in *Revue canadienne de politique sociale*, n° 36, 1995, pp. 55-64.

ROBICHAUD, Suzie, Du réseau à l'institution : le bénévolat en mouvement, in *Revue suisse de sociologie*, vol. 22, 1996, pp. 329 à 346.

ROBICHAUD, Suzie, Donner et signifier : de la bonne volonté à l'intérêt, in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, 1997, pp. 143-149.

ROBICHAUD, SUZIE, DUPLAIN, M., Au cœur de l'action bénévole : les groupes soutenus par l'Église, Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche en intervention régionale, 2000a.

ROBICHAUD, SUZIE, L'État et les solidarités bénévoles : les enjeux politiques du vieillissement in *Le Gérontophile*, vol. 22, n° 3, 2000b, pp.19-26.

ROBICHAUD, SUZIE, LEMIEUX, VINCENT, As formas de troca voluntaria no Quebec in *Intervencao social*, n° 21, 2000c, pp. 81-99.

ROBICHAUD, SUZIE, LEMIEUX, VINCENT, DUPLAIN, M., Au Québec les groupes soutenus par l'Église. Des réseaux ou des quasi-réseaux? in *Revue suisse de sociologie*, vol. 26 n° 1, 2000d.

ROBICHAUD, SUZIE, LEMIEUX, VINCENT, Les formes de l'échange bénévole in *Problèmes sociaux. Études de cas et interventions sociales*, (sous la dir. de) Henri Dorvil et Robert Mayer, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2001, pp. 491-508.

ROBICHAUD, SUZIE, Le soutien social à l'heure des réseaux sociaux in *La science politique au Québec: le dernier des maîtres fondateurs*, (sous la direction de) Jean Crête, Québec, les Presses de l'Université Laval, 2003, à paraître.

ROCHON, J. et al., *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Québec, Publications du Québec, 1988.

ROSS, D., *Les aspects économiques du bénévolat au Canada*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada, 1990.

ROSS, D. P., SHILLINGTON, E.R. et LOCHHEAD, C., *Données de base sur la pauvreté au Canada 1994*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 1994.

ROY, J. et LEBEAU, A., Un virage éclaté, in *Le Gérontophile*, 1996, vol. 18, n° 4, pp. 1-2.

ROY, J., L'histoire du maintien à domicile ou les nouveaux apôtres de l'État, in *Service social*, vol. 43, n° 1, 1994, pp. 7-32.

ROY, J., La prise en charge des aînés(es) au Québec ou l'errance du discours officiel, in *Le Gérontophile*, 1996, vol. 18, n° 4, pp. 33-42.

ROY, J., VÉZINA, A. et PELLETIER, D., *Du communautaire à la famille. Les effets de l'approche communautaire en soutien à domicile auprès de la clientèle âgée du CLSC La Saline*, Sainte-Foy, Colloque sur la crise au sein du secteur bénévole, parrainé par l'Institut de recherches politiques et le Niagara Institute, Toronto, le 13 janvier 1981, 10 p.

SALOMON, L.S., ANHEIER, H.K., *The Emerging Sector : An Overview*, The John Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project Studies, The Johns Hopkins University, Institute for Policy Studies, Baltimore, 1994.

SANDEL, M., *Liberalism and the Limits of Justice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

SARAZIN, M., Les organismes communautaires et le réseau : jusqu'où vont les alliances?, in *Au-delà de la tourmente. De nouvelles alliances à bâtir*, sous la direction de D. Plamondon *et al.*, Regroupement québécois des intervenantes et des intervenants en action communautaire (RQIIAC), 1995, pp. 91-107.

SAVARD, J., La Coop de solidarité de services à domicile du royaume, une entreprise d'économie sociale en aide domestique, Université du Québec à Montréal, Cahiers du Lareps, 2002.

SAVARD, S., CHIASSON, G., La gouvernance des services sociaux dans le secteur de la jeunesse et de la famille : quelle participation pour les organismes communautaires?, in *Politique et société*, vol.20, n^{OS} 2-3, 2001, pp. 142-158.

SAVARD, S., MAYER, R., Le partenariat interorganisationnel dans le secteur de la petite enfance, in *Canadian Social Work Review*, Vol. 18, Number 1, 2001, p. 108-130.

SCHWIMMER, E., Le don en Mélanésie et chez nous. Les contradictions irréductibles, in *Anthropologie et sociétés*, vol. 19, n° 1-2, 1995, pp. 71-95.

SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DU QUÉBEC. Rapport annuel 2001-2002, Québec, Direction des communications, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2002.

SELWIDGE, N., *Vendre le bénévolat*, traduction de « Voluntary Action News, » publié par le Centre de ressources de l'action volontaire de Vancouver, s.d., pp. 1-6.

SÉNÈQUE. *Des bienfaits*, Tome 1, Texte établi et traduit par François Préchac, Paris, Société d'édition « Les belles lettres », 1972.

SÉVIGNY, A., L'utilisation des services de soutien à domicile provenant d'organismes communautaires et bénévoles : la vision des personnes âgées, in *Le Gérontophile*, 1996, vol. 18, n° 4, pp. 25-28.

SHORT, C., Austerity Hits the Volunteers, in *Illustrator*, Nigel Schuster, janvier 1984, pp. 4-6.

SKRTIC, T. M., Doing Naturalistic Research into Educational Organizations, in Y.S. Lincoln, *Organizational Theory and Inquiry the Paradigm Revolution*, Beverly Hills (CA), Sage, 1985, pp. 185-210.

SLOTERDIJK, P., *Critique de la raison cynique*, traduit de l'allemand par H. Hilderbrand, Paris, C. Bourgeois, 1987.

SORMAN, G., *Les vrais penseurs de notre temps*, Paris, Fayard, 1989.

SOULET, M. H., La recherche qualitative ou la fin des certitudes, *Les méthodes de la recherche qualitative*, Deslauriers J.P. (dir.), PUQ, Québec, 1988, pp.9-22.

SPRALEY, J. P., *Participant Observation*, New York, Holt, Rinehart et Winston, 1980.

STARK, R., Networks of Faith : Interpersonal Bonds and Recruitment to Cults and Sects, in *American Journal of Sociology*, 1980, 85, pp. 1376-1395.

STATISTIQUE CANADA. *Donner sans compter : les bénévoles au Canada*, rapport analytique à partir des données de Statistique Canada, 1989.

STEBBINS, R.A., *The Urban Francophone Volunteer : Searching for Personal Meaning and Community Growth in a Linguistic Minority*, New Scholars - New Visions, Canadian Studies Center, 1998.

TACHON, M., *Les établissements de l'enfance inadaptée et les contraintes de leur environnement socio-économique*, Paris, Éditions du CTNERHI, 1986.

TAHON, M. B., *La famille désinstitutionnée*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1995.

THEODOR, J.L., The Family as a Basic Unit in Health and Medical Care : a Social Behavioral Overview, in *Social Science and Medicine*, vol. 8, 1974, p. 504.

THÉOLIS, M., Le maintien à domicile : la part des organismes communautaires et bénévoles, in *Le Gêrontophile*, 1996, vol. 18, n° 4, pp. 19-28.

THERRIEN, G. et BOUCHARD, P., Les conditions de vie des gens âgés à domicile, in *Recherche*, n° 7, Québec, Ministère des Affaires sociales, 1983.

THERRIEN, R., *La contribution informelle des femmes aux services de santé et services sociaux*, rapport de recherche et synthèse critique présenté à la Commission Rochon, n° 8, 1987.

THERRIEN, R., La responsabilité des familles et des femmes dans le maintien à domicile des personnes âgées : une politique de désengagement ou de soutien de l'État, in *Santé mentale au Québec*, 1989 XIV, n° 1, pp. 152-164.

THOM, R., *Modèles mathématiques de la morphogénèse*, Paris, Union générale d'éditions, 1974.

THOMAS D'AQUIN. *Somme théologique. La prudence*, 2^e éd., Paris, Tournai, Rome, Éditions de la Revue des jeunes, 1949.

TOCQUEVILLE, Alexis, *De la démocratie en Amérique*, tome 1, Paris, Gallimard, 1961 et 1986 pour la préface. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#)]

TOCQUEVILLE, Alexis, *Mémoire sur le paupérisme*, mémoire de la société académique de Cherbourg, 1835, Paris, PUF, 1966. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#)]

TOURAINE, Alain, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

TRAHAN, L., *Les facteurs associés à l'orientation des personnes âgées dans des établissements d'hébergement : une revue de la littérature*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1989.

TREMBLAY, H., *Les ressources communautaires : problématique et enjeux*, Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation, 1987.

TREMBLAY, O., Le bénévolat dans les établissements de santé, in *Carrefour des affaires sociales*, automne 1983, p. 32.

TRUDEL, M., Le virage ambulatoire dans le réseau de la santé : une opportunité et un défi pour l'industrie du taxi, in *Au-delà de la tourmente. De*

nouvelles alliances à bâtir, sous la direction de D. Plamondon *et al.*, Regroupement québécois des intervenantes et des intervenants en action communautaire (RQIIAC), 1995 pp. 435-451.

TRUMAN, D. B., *The Governmental Process. Political Interests and Public Opinion*, New York, Knopf, 1951.

TURCOTTE, D., SAMSON, C., LESSARD, G., BEAUDOIN, A. *De l'intention à l'évaluation : la dynamique de la réalisation des projets d'action communautaire*, Québec, Centre de recherche sur les services communautaires, Université Laval, 1997.

VAILLANCOURT, YVES, TREMBLAY, LOUIS, (sous la dir. de), *L'économie sociale dans le domaine de la santé et du bien-être au Canada : une perspective interprovinciale*, Université du Québec à Montréal, LAREPPS, 2001.

VAILLANCOURT, YVES, Le rapport Clair... et la mondialisation, *Nouvelles pratiques sociales*, 2000, vol.13, n° 2, pp. 1-14.

VAILLANCOURT, Yves et LÉVESQUE, Benoît, Économie sociale et reconfiguration de l'État-providence, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1, printemps 1996, pp. 1-13.

VAILLANCOURT, Yves, Éléments de contextualisation historique du virage ambulatoire au Québec, in *Au-delà de la tourmente. De nouvelles alliances à bâtir*, sous la direction de D. Plamondon *et al.*, Regroupement québécois des intervenantes et des intervenants en action communautaire (RQIIAC), 1995, pp. 325-339.

VAILLANCOURT, Yves, *La communautarisation, une alternative à la privatisation dans le réseau de la santé et des services sociaux*, rapport de recherche, Montréal, Service aux collectivités de l'UQAM, 1995.

VALÉRY, P., *Introduction à la méthode de Léonard de Vinci*, Paris, Gallimard, (coll. Idée), 1957.

VALÉRY, P., *Regards sur le monde actuel*, Paris, Gallimard, (coll. Idée), 1945.

VAN DER MAREN, J. M., *Méthodes qualitatives de recherche en éducation*, Montréal, Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation, Université du Québec à Montréal, 1987.

VAN EERSEL, P., Vision neuve. La loi de la jungle n'est pas la guerre mais l'entraide, in *Actuel*, mars 1991, n° 3, pp. 97-104.

VAN MAANEN, J., Reclaiming Qualitative Methods for Organizational Research of Preface, J. Van Maanen (ed.), in *Qualitative Methodology*, Beverly Hills (CA), Sage, 1983, pp. 247-269.

VASTEL, Michel, L'État essoufflé redécouvre les vertus du bénévolat. Mais syndicats et fonctionnaires veillent au grain, in *L'actualité*, 1984, vol. 9, n° 12, pp. 129-132.

VEAUVY, C., *Bénévolat et professionnalisation dans l'animation socio-culturelle*, rapport d'enquête, CNRS, 1974.

VERDES-LEROUX, J., *Le travail social*, Paris, Éditions de Minuit, 1978.

VEXLIARD, A., *Introduction à la sociologie du vagabondage*, Paris, M. Rivière, 1957.

VÉZINA, A., VÉZINA, J. et TARD, C., Recension des écrits sur le soutien à domicile : la personne âgée et les ressources communautaires, des acteurs oubliés, in *Service social*, vol. 43, n° 1, 1994, pp. 67-87.

WERQUIN, J., *Regards sur le volontariat*, France, Centre national du volontariat, janvier 1984.

WHITE, H. C. et BREIGER, R. L., Social Structure from Multiple Networks, Blackmodels of Roles and Positions, in *American Journal of Sociology*, 81, 1976, pp. 730-780.

WHITTEN, N. E. Jr et WOLFE, A. W. (eds), Network Analysis, in J.J. Honigmann (ed.), *Handbook of social and cultural anthropology*, Chicago, Rand McNally, 1973, pp. 717-746.

WILSON, E., Women, the Community and the Family, in *Community Care, the Family, the State and Social Policy*, A. Walker (ed.), Londres, Blackwell et Robertson, 1982, pp. 40-55.

WOLFE, A. W., On Structural Comparaison of Networks, in *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 7, 1970, pp. 226-244.

ZARADER, R., *Militantisme et bénévolat – nouveaux potlatchs. Séminaire sur le travail social non marchand*, Laboratoire d'économie sociale, Paris, mai 1980.

ZIEGLER, JEAN, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002.

ZWICK, Jean, Le travail social non professionnel, in *Quel travail social pour notre temps*, Paris ESF, 1983, pp. 118-132.

Appendices

[Retour à la table des matières](#)

A - Subventions aux organismes communautaires (Le Québec)

Année	Montant (\$)	Nombre d'organismes
1986-1987	26 152 401	1 044
1987-1988	33 077 911	1 301
1988-1989	38 642 800	1 448
1989-1990	45 151 685	1 566
1990-1991	50 816 402	1 676 (1)
1991-1992	57 259 006	1 728
1992-1993	68 696 932	1 830 (2)
1993-1994	75 318 146	1 903 (3)
1994-1995	98 099 147	1 985
1995-1996	106 206 660	1 953
1996-1997	144 398 256	2 281
1997-1998	177 349 930	2 541
1998-1999	196 134 707	2 614
1999-2000	213 620 483	2 746
2000-2001	216 266 056	2 873

Produit par Suzie Robichaud

Source : MSSS

1. Il y a eu délestage des organismes en santé mentale à partir de l'année 1991.
2. Ce montant n'inclut pas une somme de 1 044 000 \$ en santé mentale.
3. Ce montant n'inclut pas la somme de 11 382 700 \$ en santé mentale et 804 225 \$ contre le Sida.

B - Subventions aux organismes communautaires
(Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Année	Montant (\$)	Nombre d'organismes
1986-1987	1 420 573	63
1987-1988	1 722 343	75
1988-1989	2 214 714	95
1989-1990	2 644 187	111
1990-1991	2 868 159	125
1991-1992	2 890 559	126
1992-1993	3 376 967	136
1993-1994	3 609 012	138
1994-1995	3 926 367	146
1995-1996	4 736 800	151
1996-1997	4 847 139	153
1997-1998	5 092 300	158
1998-1999	5 660 721	158
1999-2000	5 864 575	153
2000-2001	6 910 838	161

Produit par Suzie Robichaud

Source : MSSS

C - Subventions aux organismes communautaires

Secteur du maintien à domicile (Le Québec)

Année	Montant (\$)	Nombre d'organismes
1986-1987	4 885 801	501
1987-1988	5 197 100	503
1988-1989	5 576 900	538
1989-1990	6 725 248	529
1990-1991	8 128 038	537
1991-1992	9 341 501	515
1992-1993	12 338 677	526
1993-1994	12 969 299	539
1994-1995	12 971 686	536
1995-1996	14 465 810	526
1996-1997	17 886 528	524
1997-1998	19 836 811	501
1998-1999	20 596 091	485
1999-2000	21 760 538	484
2000-2001	23 078 084	481

Produit par Suzie Robichaud

Source : MSSS

D - Subventions aux organismes communautaires
Secteur du maintien à domicile (Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Année	Montant (\$)	Nombre d'organismes
1986-1987	222 237	38
1987-1988	234 119	41
1988-1989	268 174	50
1989-1990	309 479	52
1990-1991	323 715	58
1991-1992	359 535	59
1992-1993	560 596	67
1993-1994	610 003	69
1994-1995	612 389	70
1995-1996	689 389	70
1996-1997	689 289	68
1997-1998	769 393	74
1998-1999	848 746	74
1999-2000	1 202 873	73
2000-2001	1 610 413	74

Produit par Suzie Robichaud

Source : MSSS

Index sélectif des sujets traités

[Retour à la table des matières](#)

A

Action communautaire
Acteurs publics
Alcooliques anonymes
Activités des dirigeantes
Action bénévole moderne
Appareils
Approche qualitative
Attitude face à l'institutionnalisation

B

Bénévolat
contemporain
contraintes
définition
de services
et la gestion
et les femmes
et l'emploi
et néolibéralisme
et syndicalisme
évolution
limites

obstacles (à l'engagement)
perspectives historiques
perspectives économiques
perspectives sociologiques
perspectives politiques
professionnalisation
et travail professionnel
valeur symbolique
Besoins sociaux

C

Charité
CLSC
Coharchie
Communautaires
ressources
Corporations de développement
communautaire
Corvées
Crise financière

D

Décret napoléonien

Définition des concepts	Loi sur la santé et les services sociaux
Désaffection	
Désinstitutionnalisation	
Difficulté de l'intrusion	M
Don	
Défis des groupes	Maintien (soutien) à domicile
E	Motivations
	Municipalités (relations avec les)
Économie sociale	N
Employabilité (mesures d')	
État,	Notes
État moderne	descriptives
État-providence	méthodologiques
rôle de	théoriques
Enquêtes	O
Exclus	
Exigences des bénéficiaires	Objectifs de la recherche
F	P
Financement	Paramètres de l'étude
G	Partenariat
	Pauvreté et exclusion sociale
Générosité	Personnes âgées
Gratuité	Problèmes sociaux (la complexification)
Groupes bénévoles	Profession : bénévole
Groupes d'entraide	Programme d'employabilité
Groupes de l'Église et l'État	Propositions de recherche
H	Q
Hiérarchie	Quasi-appareil,
I	Quasi-réseau
	R
Insertion à l'emploi	
Institutionnalisation	Recrutement
Institutions publiques	Régie régionale
Intervenants sociaux	Réseau
Intrusion (la difficulté de l')	Réseau d'entraide
L	S
Lien social	Sociabilité
	Socialité

Sociétal
Solidarité
Statistiques⁸⁰
Symbole
Systémique

T

Tableaux
activités des dirigeantes
bénévoles et leurs contraintes
développement des quasi-appareils
institutionnalisation

recrutement des bénévoles
Techniques de collecte des données

U

Utilité-exemplarité

V

Vente des services
Vieillissement de la population
Virage ambulatoire

Fin du texte